REVUE

DES

DEUX MONDES

QUATRIÈME SÉRIE

TOME XXXI. — 1er JUILLET 1842.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cie,
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME TRENTE-UNIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1842

054
R3274

1842 [v.3]

DES IDÉES

ET DES SECTES

COMMUNISTES.

I. — *Utopia*. — *Civitas Solis*. — *La République* de Jean Bodin.
— *Oceana* d'Harrington. — *Code de la Nature* de Morelly.
— *Illustrations of Prophecy*, par Towers, etc.
— Premières sectes communistes.

II. — *Conspiration pour l'égalité*, par Ph. Buonarroti.
— *Voyage en Icarie*, par M. P. Cabet. — Pamphlets
et Publications périodiques du communisme.
— Sectes modernes.

On a fait des rêves de tous les temps, mais il était réservé au nôtre de croire à la réalisation de tous les rêves et de s'y essayer. Avec le plus grand sérieux, on propose, de divers côtés, de prendre la société en bloc pour lui choisir ailleurs une meilleure place; on offre de changer le lit du fleuve, au risque d'une inondation générale. Quelques esprits philosophiques ont, dans le passé, adopté ce thème comme un jeu de l'imagination; on affecte de les traduire à la lettre et de trouver des faits là où ils n'ont mis que des fantaisies. Il y a

plus : on ne se contente pas de nourrir ces illusions, on prétend les imposer; de gré ou de force, on veut rendre l'univers complice d'un pareil délire. A ce titre, peut-être l'histoire de ces vertiges de l'esprit humain n'est-elle pas sans intérêt. On y verra combien ces violences sont insensées, combien sont vaines ces poursuites. Si les maladies du cerveau ne sont pas nouvelles, elles n'ont jamais été bien contagieuses.

Il est vrai que Platon disait, il y a plus de deux mille ans, en parlant de sa république imaginaire : « Quelque part que cela se réalise ou doive se réaliser, il faut que les richesses soient communes entre les citoyens, et que l'on apporte le plus grand soin à retrancher du commerce de la vie jusqu'au nom de la propriété (1). » Mais quand le philosophe athénien s'exprimait avec une témérité si grande, il mesurait ses paroles à l'intelligence de son auditoire. Platon créait un idéal et le rejetait au-delà des confins du possible, il abandonnait le monde réel pour entrer dans le pays des fables. L'intention était transparente; personne autour de lui ne s'y trompait. Sa fiction se défendait d'être prise à la lettre et respirait cette ironie délicate dont les anciens semblent avoir emporté le secret. Aux vices des civilisations du temps elle opposait les merveilles d'une civilisation chimérique, elle se servait d'un plan de société pour conclure à une leçon de morale. Voilà dans quel sens Platon doit être compris : son idéal n'a qu'une valeur d'antithèse.

Les fictions issues de la sienne ont aussi ce caractère de protestation tantôt formelle, tantôt détournée. Plus l'époque est ombrageuse, plus elles s'empreignent d'exagération, afin d'éloigner le soupçon d'une allusion trop directe. Sous Louis XIV, Fénelon rêve une Salente où rien ne rappelle les formes de la monarchie. Sous Henri VIII, le chancelier Morus recommence Platon et écrit, aux applaudissemens d'Érasme, son *Utopie*, nom générique désormais de toute une famille d'écrits. Morus, d'ailleurs, exprime ses réserves : il proteste contre l'application de ses idées, et déclare qu'elles ne sont pas réalisables. Plus tranquille alors, il proclame sa communauté. Point de propriété individuelle; la terre, les fruits de la terre, sont du domaine social. Quiconque a besoin d'un instrument de travail, d'un vêtement, d'un meuble, d'une denrée, doit s'adresser aux magistrats chargés de la distribution générale, aux garde-magasins de la propriété collective. On doit, en Utopie, l'hospitalité au voyageur;

(1) *Livre des Lois.*

mais le voyageur doit à son hôte l'aide de ses bras. L'activité industrielle a des lois expresses; on répartit les professions au moyen de deux modes : le sort et le choix y concourent. L'agriculture seule est privilégiée; elle puise dans toutes les classes et compte comme fonction obligatoire. Rien n'est d'ailleurs plus léger et plus doux que la tâche individuelle; six heures de travail suffisent pour assurer, chaque jour, le service de tous les besoins, dans leurs variétés et dans leurs raffinemens. On est sensuel en Utopie, Épicure y est plus écouté que Zénon : aucun repas sans musique et sans parfums; tous les sens ont leur part dans ces fêtes; l'odorat se dilate au sein d'une atmosphère embaumée, l'ouïe s'enivre de sons harmonieux, le goût est flatté par des mets exquis, la vue se repose sur le spectacle de douze cents convives unis et heureux. Point d'autres limites à la jouissance que celles dont la nature a mis en nous le sentiment : où commence l'excès, le plaisir cesse. Comme les valeurs métalliques stimulent trop vivement la cupidité humaine, l'économie politique de l'Utopie n'en admet pas l'usage à ce titre. L'or et l'argent, en expiation du mal qu'ils ont causé, sont condamnés aux destinations les plus viles : on en fait, comme aujourd'hui au Pérou, des meubles, des vases abjects, ou bien des chaînes pour les galériens, des boucles d'oreille pour les criminels moins endurcis. Le fer est plus honoré : on ne le dégrade point dans des emplois domestiques ou pénitentiaires. Quant au gouvernement, il est des plus simples. Tout y relève d'un système d'élection à plusieurs degrés, même le roi, premier magistrat de l'île. Chaque famille a un chef qui concourt au choix d'un supérieur pour trente familles, et ces supérieurs nomment à leur tour les grands dignitaires. La hiérarchie se forme ainsi, du membre de la communauté jusqu'au souverain, par une suite de cercles successifs, peu à peu amoindris et aboutissant au centre, c'est-à-dire à l'unité. Le principe mobile de l'élection est une garantie contre l'usurpation et la dictature. Les cadres du pouvoir sont seuls permanens; les titulaires sont renouvelés chaque année. Ainsi se passent les choses dans cette espèce d'Atlantide qu'un esprit docte et grave, un chancelier d'Angleterre, a reconstruite d'après Théopompe et Platon. Pour mieux constater cette filiation, il y a maintenu les esclaves; pour innover, il y a ajouté les galériens. Tout est pour le mieux dans la meilleure des îles.

Un siècle plus tard, le dominicain Campanella reproduit la même chimère. Né à Stilo, en Calabre, Campanella, s'il faut en croire l'historien Pietro Giannone, chercha à soulever le pays contre la domi-

nation espagnole. Jeté dans les prisons de Naples et mis sept fois à la torture, il ne démentit pas son caractère : les bourreaux du comte de Lemos ne purent lui arracher le moindre aveu. A l'exemple de plusieurs enthousiastes qui ont fait secte et se sont continués jusqu'à nous, le moine de Stilo décernait au pontife du catholicisme une autorité universelle, tant sur le temporel que sur le spirituel. Comme Guillaume Postel, dans son *Orbis concordia*, comme Isidore Isolanis, comme Fialin, comme Bonjour, il rêvait l'établissement de la république du Christ, ou, suivant sa propre expression, de la monarchie du Messie. *La Cité du Soleil* renferme l'idéal de ce régime. Campanella procède dans sa fiction comme Morus. C'est un capitaine de vaisseau génois qui, dans le cours d'excursions lointaines, a découvert l'île de Topobrane et la Cité du Soleil; il raconte ce qu'il a vu au grand-maître de l'ordre des hospitaliers. Les Solariens sont les plus heureux des hommes : ils ont pour chef un grand métaphysicien, qui gouverne au moyen de ses trois ministres, Puissance, Sagesse, Amour. Puissance a la guerre dans ses attributions; Sagesse, les arts, les lettres et les sciences; Amour, la vie physique et les théories de la génération. A chaque vertu sont affectées des magistratures qui y correspondent : quant aux vices, on n'a rien prévu; à peine quelques fautes vénielles sont-elles punies par l'exclusion du repas en commun ou par l'interdiction du commerce des femmes. L'éducation est la même pour tous les Solariens, et l'ordre des mérites détermine la hiérarchie des pouvoirs. Le grand métaphysicien est la première capacité du pays. Campanella avait deviné le saint-simonisme. Du reste, tout est commun dans la Cité du Soleil, logemens, lits et dortoirs. Tous les six mois, les magistrats désignent ceux qui doivent habiter dans telle ou telle enceinte, coucher dans telle ou telle chambre. Le travail est commun aussi; seulement les magistrats en font la distribution, soit entre les sexes, soit entre les individus, de manière à ménager les forces et à concilier les aptitudes. La sollicitude de Campanella se porte principalement sur l'union des couples; il en parle en moine exempt de préjugés. Son grand métaphysicien n'abandonne pas le croisement des races à la loi du hasard, aux vicissitudes du caprice ou de l'intérêt. L'individu, chez les Solariens, est sacrifié à l'espèce; des fonctionnaires publics se chargent, dans un autre ordre d'améliorations, d'y représenter nos inspecteurs-généraux des haras. Le choix des âges, des tempéramens, des époques favorables, des heures propices, devient l'objet d'études minutieuses et de détails que le latin seul tolère. Pour

obtenir des sujets de choix, les Solariens ne reculent pas même devant la promiscuité; Campanella les excuse avec l'autorité de Socrate, de Caton, de saint Clément, de saint Augustin. Comme Morus, le moine de la Calabre ne veut pas que l'argent monnayé ait cours dans sa ville imaginaire; il admet seulement qu'il puisse servir aux échanges avec l'étranger. Les champs qui entourent la Cité du Soleil ne sont pas fécondés au moyen de matières en décomposition; les habitans ont d'autres engrais plus actifs, plus sains, et qui ne communiquent pas à la végétation des miasmes pestilentiels. Pour ce travail, ils tirent un grand parti de l'observation sidérale; les cieux, à leur sens, sont un livre où se trouve écrite la solution de tous les problèmes. Aussi l'astrologie occupe-t-elle une place étendue dans l'œuvre du dominicain.

On peut entrevoir déjà comment, dans ces créations chimériques, le plagiat, même dès l'origine, prévaut et s'établit. La fiction de Platon, prise comme point de départ, se réfléchit dans celle de Morus, et Morus, à son tour, déteint pour ainsi dire sur Campanella (1). Les analogies sont d'autant plus saillantes, que la scène se passe hors de la région des réalités. Ce caractère se retrouve dans une série de compositions identiques, sur lesquelles il est sans intérêt de s'appesantir. Dans le nombre figure l'*Oceana* d'Harrington, qui, sous Cromwell, et avec une république en cours d'expérience, traça le programme d'une république imaginaire, ce qui faisait dire à Montesquieu « qu'il avait bâti Chalcédoine ayant le rivage de Byzance devant les yeux. » Au même titre on peut citer Jean Bodin, esprit à la fois sceptique et crédule, qui, vers 1576, publia un livre intitulé *De la République*, écrit au milieu des troubles de la ligue, et empreint d'une tolérance fort rare en ces temps passionnés. Ni Bodin, ni Harrington, ne poussent aussi loin les choses que le chancelier d'Angleterre et le moine de la Calabre; mais, sur bien des points encore, il y a imitation. On en peut dire autant d'une foule d'autres républiques imaginaires, comme celle des *Ajaïoiens*, qu'on croit être l'œuvre de Fontenelle, celle des *Sevarambes* (Bruxelles, 1677), celle des *Cessarès* (Londres, 1764), celle des *Abeilles*, qui fit quelque bruit dans le courant du siècle dernier. Dans plusieurs parties, *le Miroir d'or* de Wieland incline vers ces idées, qui se retrouvent encore, sous une forme précise et dogmatique, dans le *Catéchisme* de Boisset et dans le *Code de la Nature*, livre long-temps attribué à Diderot, mais qui

(1) L'*Utopie* de Morus est de 1518; *la Cité du Soleil* de Campanella est de 1637.

est l'œuvre de Morelly, déjà entraîné sur ce terrain par une fiction intitulée *la Basiliade, ou les Iles flottantes*.

Ce *Code de la Nature*, auquel La Harpe, croyant s'attaquer à Diderot, donna quelque célébrité par une critique véhémente, a cela de caractéristique, qu'il contient, en termes exprès, toutes les combinaisons économiques dont plus tard s'inspira Babœuf. L'organisation matérielle de la communauté y est réglée dans les moindres détails et par articles. Ainsi, par la loi fondamentale, tout citoyen est déclaré homme *public*, devant être *sustenté* (le mot est textuel) *entretenu et occupé aux dépens du public*. Par la loi distributive, la nation est divisée en familles, tribus, cités et provinces. Les individus ne possèdent rien en propre, mais échangent entre eux les fruits de leur travail dans la mesure de leurs besoins. L'excédant des produits d'un district sert à combler les vides qui peuvent se présenter dans les districts voisins. Tout approvisionnement est interdit aux individus et aux ménages : on ne doit avoir sous la main que les choses immédiatement nécessaires. Quand les objets d'agrément se trouvent en trop petit nombre pour pouvoir être d'un usage universel, la distribution en est suspendue. Morelly consigne ici un singulier détail : pour les comptes, il veut que l'on emploie le nombre dix et les multiples. Sa réforme a eu au moins raison sur ce point, et il se trouve, dès 1755, le précurseur de notre système décimal. A la loi distributive Morelly fait succéder la loi agraire, qui établit une sorte de conscription forcée pour la culture du sol : tout citoyen y est voué de l'âge de vingt à vingt-cinq ans. La loi *édile* règle l'administration de la cité, la disposition des quartiers, la création des hôpitaux, des prisons, des asiles pour la vieillesse. Les lois de police gouvernent surtout le travail et en fixent la hiérarchie. Jusqu'à trente ans, les vêtemens sont uniformes. Le mariage est de rigueur à dix-huit ans. Chaque année, les adultes des deux sexes se réunissent sur la place publique, et, devant le sénat assemblé, les couples se choisissent avec une liberté entière. Les mères doivent allaiter leurs enfans; mais, à l'âge de cinq ans, la communauté s'en empare. Les lois politiques constituent dans chaque cité un sénat, qui se compose de tous les pères de famille âgés de plus de cinquante ans; le reste de la communauté a voix consultative. Chaque chef de famille devient à son tour chef de tribu à l'aide d'un roulement et pour un temps déterminé. Ce système de roulement, emprunté à Harrington, est le grand rouage politique de Morelly. Il sert à désigner des chefs de cité parmi les chefs de tribus, des chefs de province parmi les chefs de cité,

enfin un chef supérieur parmi les chefs de provinces. Au-dessus des divers sénats siége un sénat suprême, sujet à un renouvellement annuel. Les lois pénales atteignent tous les membres de la communauté, depuis l'artisan jusqu'au souverain, et elles ne brillent pas par la clémence. Ainsi, tout individu convaincu d'avoir voulu introduire dans le pays « la détestable propriété est enfermé pour toute sa vie, comme fou furieux et ennemi de l'humanité, dans une caverne bâtie dans le lieu des sépultures publiques; son nom est pour toujours effacé du dénombrement des citoyens; sa famille en doit prendre un autre (1). » L'assassinat, l'adultère, sont aussi prévus et frappés de diverses peines. Le *Code de la Nature* a cet avantage sur les hallucinations du même genre, qu'il ne croit pas à la perfectibilité absolue et qu'il ménage une place au châtiment.

A côté de ces travaux d'un ordre purement littéraire, il importe de placer des inspirations, différentes quant au mobile, semblables quant au résultat. Ici l'extase remplace l'imagination, le sentiment religieux domine le sentiment philosophique. L'illusion consiste dans la prescience d'un paradis terrestre. Au lieu de le reléguer dans le passé, on le place dans l'avenir, et on y aspire avec une ferveur spirituelle et sensuelle. Près du berceau même du christianisme et au sein de la seconde génération d'apôtres, ce schisme éclate. Papias, disciple de saint Jean, évêque d'Héralde, annonce le gouvernement temporel du Christ, et conseille aux fidèles de se préparer à cette transfiguration nouvelle. De là les sectes des millénaires, des chiliastes et toutes leurs variétés. Rien n'est plus curieux que leurs rêves, dont Towers a été l'interprète le plus hardi (2). Il faut voir dans son livre quel admirable séjour sera notre globe quand les temps du *millenium*, ce règne de mille ans, seront arrivés, et qu'il n'y aura plus qu'un maître ici-bas, Jésus. Les merveilles de l'âge d'or s'effacent devant cette Apocalypse nouvelle. Plus de séparations factices, plus de distinctions arbitaires : la fraternité évangélique gouverne le monde; l'humanité ne forme plus qu'une famille. Toutes les causes de division, de trouble, de haine, disparaissent comme par magie. Le luxe des cours, l'insolence des grands, l'orgueil des riches, font place au sentiment profond de l'égalité : il n'y a de lutte que pour le dévouement. On ne reconnaît plus qu'un titre, la vertu; on n'a qu'un souci, le bonheur commun. Les efforts des générations s'unis-

(1) *Code de la Nature*, p. 175.

(2) Voyez *Illustrations of Prophecy*, par Towers.

sent pour dompter la nature et la mettre au service de l'homme. La science l'attaque sur tous les points, la désarme, l'assujettit; la foudre est vaincue, les mers se résignent. Il en est de même dans tout l'ordre physique : les poisons disparaissent, les bêtes malfaisantes sont retranchées de la création, les animaux les plus farouches réclament les honneurs de la domesticité. Les fils d'Adam jouissent enfin d'un héritage laborieusement conquis; ils sont les souverains de la terre, et élèvent jusqu'à Dieu leur concert de victoire. Il n'y a plus ici-bas qu'un troupeau et qu'un pasteur, comme l'annoncent les Écritures. Ce régime est inséparable d'une paix universelle; aussi les armées se dissolvent-elles, faute d'emploi. On ne tue plus, on ne punit plus; le crime ayant cessé, la loi n'a plus besoin de glaive. Telle est l'apocalypse de Towers, et Winchester ajoute qu'au moment où le *millenium* commencera, tout œil humain pourra distinguer, pendant vingt-quatre heures, le corps de Jésus-Christ, suspendu sur l'équateur et visible d'un pôle à l'autre. Bellamy et Worthington font de cette métamorphose le point de départ d'un grand développement industriel, Sherlock celui d'une nouvelle fécondité agricole. Ainsi tout se trouve compris et intéressé dans cette seconde rédemption, le corps comme l'esprit; la béatitude est complète. C'est merveilleux en vérité, surtout lorsque l'on songe que ce grand secret se transmet, depuis plus de mille ans, de rêveurs en rêveurs, de mystiques en mystiques. A ce compte, notre siècle, qui croyait avoir inventé la fraternité et la solidarité, la paix perpétuelle et la réhabilitation de la chair, ne serait plus qu'un plagiaire; il aurait copié les chiliastes, il aurait refait le *millenium*. Pour l'émancipation du sexe, il se serait laissé devancer par Guillaume Postel; pour les chimères du travail collectif, par les communistes du XVIe siècle. Triste, mais inévitable aveu! il n'y a plus désormais d'originalité, même dans l'absurde, et rien n'est nouveau ici-bas en fait de vertiges.

Les tentatives de ce genre ne sont pas même demeurées circonscrites dans les sphères de la spéculation. Comme il y a, dès l'origine des siècles, une école de théorie, il y a aussi une école de pratique. On n'a pas la ressource de dire que la communauté n'a point été essayée : elle l'a été et à diverses fois. Les *thérapeutes* et les *esséniens* ont laissé des traces dans l'histoire, des imitateurs dans le cours des temps. Leurs statuts, tels que les retracent Philon et Josèphe, se retrouvent chez beaucoup de corporations religieuses ou civiles, et forment l'élément principal de plusieurs combinaisons imaginaires. Les esséniens n'avaient rien qui leur appartînt en propre, ni mai-

sons, ni terres, ni denrées; tout chez eux était à chacun et à tous. Ils vivaient sous un toit assigné, mais la porte en demeurait constamment ouverte au coreligionnaire. Leurs repas, pris en commun, donnèrent naissance à ces agapes célèbres dans les premiers âges de la chrétienté; leur continence devint la règle des ordres monastiques. On retrouve sans peine dans la vie de ces sectaires notre régime conventuel, qui impliquait l'abandon de toute richesse particulière au profit de la fortune collective; on y découvre l'origine des biens de main-morte, des bénéfices, des redevances de toute nature qui défrayaient les besoins des corporations religieuses. Mais ce qu'il faut voir dans ces accidens de l'existence sociale, c'est moins le fait en lui-même que le mobile. Dans cet abandon du droit individuel, ce n'est pas la jouissance que l'on cherche, mais le sacrifice; on n'y voit pas un plaisir, mais une épreuve. On sait bien que ce n'est point le bonheur sur la terre, on espère que ce sera le salut dans le ciel. La communauté est une expiation à laquelle on se résigne par piété, par fanatisme; on comprend qu'elle n'est possible qu'avec l'esprit de détachement, de renoncement. Aussi n'y a-t-il rien à conclure de ces réalisations partielles, à moins qu'on ne prétende convertir le globe entier en un vaste monastère.

Diverses sectes ont même poussé les choses plus loin : elles ont admis le mélange des sexes dans la communauté, et substitué le travail collectif à l'oisiveté systématique du couvent. De ce nombre sont les *moraves*. Le lien principal de leur association est l'ascendant religieux des chefs, leur bienveillance et leur dévouement sans bornes. On obéit volontiers à qui commande avec justice. Les moraves vivent en commun dans de vastes établissemens. Chaque frère exerce un métier ou un art, et le produit de son travail est versé à la masse. Il n'y a entre eux d'autre hiérarchie que celle de l'âge. On distingue divers *chœurs* dans chaque maison, des chœurs d'hommes et de femmes, de veufs et de veuves, de garçons et de filles. Les enfans sont élevés ensemble, comme s'ils appartenaient au même père. Chez aucuns sectaires, le mysticisme n'exerce un empire plus grand : leur dévotion à Jésus remplit entièrement leurs ames. Les jeunes filles sont les épouses du Sauveur; leurs maris n'ont que le droit de procureurs fondés. La plaie latérale du Christ est l'objet d'une adoration particulière; on voit cette plaie figurée sur leurs livres et sur les portes de leurs établissemens. Des hommes qui se passionnent dans ce sens doivent évidemment regarder leur organisation temporelle comme un objet secondaire, et y apporter des dispositions qui

rendent leur gouvernement facile. Les satisfactions que procure un culte mental étouffent ces jalousies, cette cupidité, ces ambitions, qui jettent tant de désordre dans nos sociétés humaines, et, grace à l'ascendant religieux, la communauté morave se maintient, depuis un siècle, sans interruption comme sans progrès.

Le même mobile se retrouve dans les colonies d'Indiens que fondèrent, vers le milieu du dernier siècle, les jésuites du Paraguay (1). Les élémens différaient cependant sur un point. Ces Indiens vivaient à l'état sauvage, et l'application d'un mode de civilisation, quel qu'il fût, était pour eux un bienfait réel. Les jésuites d'ailleurs se montrèrent animés, à l'égard de leurs nouveaux sujets, de sentimens éclairés et bienveillans. Leurs missions ou *réductions* du Paraguay étaient gouvernées par un régime patriarcal tempéré de discipline catholique; la communauté y existait plutôt dans les mœurs que dans les lois. Chaque Indien avait son champ, son troupeau, mais en dehors de cette propriété individuelle existait un vaste domaine commun que l'on nommait *la possession de Dieu*. Toute la colonie concourait à cette culture; les produits en étaient affectés à l'entretien des infirmes, à la guérison des malades, aux frais du culte, au paiement du tribut envoyé chaque année au roi d'Espagne. Les hameaux situés dans des plaines fertiles réunissaient les conditions désirables de salubrité, de symétrie et même d'élégance. Ce peuple y vivait heureux, mêlant à l'exploitation du sol quelques industries manuelles, comme le tissage des toiles. On portait dans les magasins de la mission le produit du travail collectif, et le curé en opérait ensuite la distribution en raison des besoins. Ces établissemens prospérèrent ainsi pendant plusieurs années; mais la jalousie de quelques ordres rivaux parvint à en faire expulser les jésuites, et dès-lors cette civilisation éphémère dépérit peu à peu et s'éteignit sans retour. Il n'y avait là d'ailleurs qu'un phénomène naturel. Pour un peuple dans l'enfance, la communauté est le premier échelon de l'ordre social; l'individu n'a pas encore la conscience de ce qu'il peut et de ce qu'il veut; il a besoin d'une tutelle attentive. Les jésuites avaient donc parfaitement compris ce qui convenait à leurs administrés; ils s'étaient substitués au rôle des anciens patriarches (2).

(1) *Cristianismo felice* de Muratori.

(2) Il existe en France, dans l'ancien Morvan, une communauté singulière sur laquelle M. Dupin aîné a écrit une notice pleine d'intérêt : c'est celle des Jault, située près de Saint-Saulge, dans la commune de Saint-Benin-les-Bois. Une grande maison d'habitation, distribuée en cellules, renferme une petite colonie agricole

Il est utile de s'arrêter un moment encore sur ces exceptions sociales. Elles ont pu offrir la réalisation d'une communauté intérieure précisément parce que la société n'obéissait pas à ce régime; voilà ce qu'il importe de faire ressortir. L'abdication de la liberté, de l'intérêt, du droit individuel, y était volontaire sans doute, mais elle résultait d'une résignation ou d'une compensation religieuse. Le calcul n'y entrait pour rien, ou, s'il y jouait un rôle, il se portait au-delà de cette vie et spéculait pour l'éternité. La disposition de ces ames, cloîtrées dans une enceinte ou enfermées dans un système, les amenait à regarder ce monde comme un lieu de passage, indigne d'attention et de regrets. C'était un avantage inappréciable. Avec de bons élémens, il n'est point de régime entièrement mauvais : ici les élémens valaient mieux que le régime, et lui communiquaient quelque vertu. Tandis que la grande société humaine plaçait le bonheur dans la jouissance et dans la liberté, ces sociétés mystiques le faisaient consister dans la privation et dans l'obéissance. En apparence, c'était cela. Une règle inflexible réprimait les écarts et contenait les regrets. Là où les vœux étaient éternels, l'engagement indissoluble, il fallait se plaire dans cette condition ou dévorer ses douleurs; là où le lien n'était que volontaire, la communauté rejetait dans le tourbillon du monde ceux que la vocation n'enchaînait pas suffisamment. Des deux côtés, il y avait, pour l'institution, une garantie suffisante, soit dans la compression, soit dans l'expulsion des individualités rebelles. La vie collective était maintenue de la sorte avec une entière rigueur, et le système portait des fruits, sinon sains, du moins satisfaisans au regard. Les communautés forcées demandaient à la société des armes pour maintenir la discipline; les communautés libres la prenaient pour dé-

composée de trente-six membres, hommes, femmes et enfans. Depuis plus de six siècles, l'exploitation des terres des Jault se fait en commun, et ce régime y a survécu à cinquante ans de révolutions. La communauté est gouvernée par un chef qu'ils nomment le *maître*, et qui semble résumer tous les pouvoirs comme tous les droits. M. Dupin aîné a expliqué par quels moyens les Jault étaient parvenus à conjurer le fractionnement qu'entraîne la division des héritages. Il est difficile de croire que cette curieuse anomalie puisse subsister long-temps encore : la communauté du Morvan semble prospérer; mais on aurait tort d'en tirer une conclusion favorable à une expérience sur une grande échelle. C'est là une exception comme celle des moraves et des jésuites du Paraguay. Ce n'est pas d'ailleurs une communauté pure et simple, puisqu'en dehors de sa part afférente dans l'exploitation, chaque membre des Jault peut avoir une épargne personnelle, un *pécule*. On peut donc considérer cette association comme une sorte de commandite agricole, agissant dans un cercle prévu et pour des fins déterminées.

versoir et s'épuraient ainsi par voie d'élimination. L'ascendant des chefs, leur science, leur sagesse, leur fermeté, faisaient le reste. Ainsi ont vécu ces corporations et ces sectes, vouées à la vie commune par l'indigence ou par le mysticisme, sans qu'on puisse rien en inférer de concluant pour la vertu générale d'un pareil régime.

Jusqu'ici pourtant, et dans cette limite, ces aspirations, ces tentatives, n'ont rien que de légitime. Satire ou idylle, extase religieuse ou protestation contre un monde profane, on peut tout accepter, pourvu que le débat se passe dans le domaine de la conscience et ne dégénère pas en prosélytisme passionné. Mais il est des gens qui ne comprennent qu'une sorte de tolérance, celle qui s'exerce à leur profit : après avoir combattu pour la liberté des convictions, ils profitent de la victoire pour opprimer celles des autres, s'imposent par la violence et demandent à la terreur la sanction de leurs systèmes. Cette forme de propagande eut des apôtres vers la fin des XIVe et XVe siècles. A leur tête figure l'hérésiarque Wicleff, qui, s'appuyant sur cent mille *lollards* révoltés, fit trembler l'Angleterre et la plaça sous le coup d'un bouleversement général. Le second, plus dangereux encore, fut le curé Muncer, de Zwickau; disciple de Luther, il devint le chef des premiers anabaptistes. Sous le couvert d'un schisme religieux, Muncer conduisit la populace à l'assaut des propriétés. Le sénat de Mulhausen se prêtait mal à ses plans de spoliation; Muncer le contraignit à se dissoudre. Ses moyens d'action sur la multitude étaient infaillibles; il conviait les pauvres au partage de la dépouille des riches, et, traînant à sa suite des bandes avides de pillage, il les excitait par des harangues furieuses. « Nous n'avons tous qu'un même père, leur disait-il; ce père est Adam. D'où vient donc la différence des rangs et des biens? Pourquoi gémissons-nous dans la pauvreté, tandis que d'autres nagent dans les délices? N'avons-nous pas droit aux biens qui, par leur nature, sont faits pour être distribués entre tous les hommes? Rendez-nous, riches du siècle, rendez-nous, usurpateurs cupides, les trésors que vous retenez injustement. C'est à mes pieds qu'il faut les apporter comme on les apportait jadis aux pieds des premiers apôtres. » Un système de communauté qui montrait la dévastation en perspective, et qui s'adressait à la fois à la cupidité et au fanatisme, devait naturellement rallier des adhérens. Aussi le communiste du XVIe siècle se vit-il bientôt entouré d'une bande nombreuse qui ravagea l'Allemagne pendant plus de trente ans. Quand le landgrave de Hesse, prenant la défense de la civilisation menacée, attaqua et tailla en pièces les anabaptistes, ils

étaient près de quarante mille; sept mille d'entre eux restèrent sur le champ de bataille. Muncer leur avait promis d'arrêter les boulets avec la seule manche de sa robe : cette promesse fut vaine, comme on le pense; l'imposteur n'eut pas même le pouvoir de sauver sa tête. Arrêté dans sa fuite, il fut exécuté peu de temps après; mais sa mort ne mit pas un terme à cette affreuse croisade contre la propriété. Pour un chef tombé, il s'en présenta vingt. Les anabaptistes semblaient aussi renaître de leurs cendres. Rien ne se déroba dès-lors à leurs déprédations et à leurs outrages; ils rançonnaient les villes et promenaient la dévastation dans les campagnes; les églises, les monastères, n'étaient pas épargnés dans ce pillage universel. Vaincus et dispersés à plusieurs reprises, ils se reformèrent opiniâtrément et firent de la cité de Munster le siége de leur odieux empire. La partie aisée des habitans avait abandonné cette enceinte maudite; les anabaptistes y régnèrent sans obstacle. Au boulanger Mathison, qui ordonna le sac des maisons bourgeoises, on vit succéder le tailleur Jean de Leyde, qui proclama la polygamie comme loi de l'état, et s'y conforma le premier en épousant dix-sept femmes. Le supplice de pareils bandits ne suffit pas pour extirper leur secte, et long-temps l'Allemagne se ressentit de l'ébranlement causé par leur passage. On put voir, aux ruines dont ils jonchèrent le sol, ce qu'engendre, dans une interprétation populaire, l'utopie de la communauté, et quels vestiges elle laisse.

Aucune des formules que cette utopie suggère n'a donc été inconnue au passé. Avec Morus et Fénelon, elle a l'innocence et la fraîcheur de l'églogue, avec Platon les graces de la philosophie, avec Campanella la témérité de l'imagination la plus libre. Pour les esséniens, les moraves, les jésuites du Paraguay, c'est l'Évangile pris à la lettre, la pratique de la fraternité, ou, pour parler la langue du jour, de la solidarité humaine. Les ordres catholiques y voient un séquestre, un détachement des vanités d'ici-bas, une expiation; les sectes protestantes en font un instrument de félicité terrestre, un avant-goût du paradis. Muncer tranche sur toutes ces interprétations, et trouve dans la communauté le prétexte d'un désordre immense, d'une révolte implacable contre tout droit et toute loi. Il veut ramener le globe à l'enfance des sociétés et au règne de la force brutale.

Tout est désormais parcouru dans la sphère de ces idées et de ces faits; le programme des spéculations imaginaires, des combinaisons pratiques se trouve épuisé. Désormais plus d'originalité sur ce terrain, les anciens ont tout dit; ils ont eu leur thème pacifique, leur

thème violent, et l'impuissance du principe se prouve par cette suite d'efforts avortés. Il nous semble que ce spectacle aurait dû suffire pour détourner les cerveaux contemporains, même les plus malades, d'une poursuite tant de fois essayée, tant de fois reconnue vaine. Il n'en est rien : l'homme joue volontiers le rôle de l'insecte qui se brûle éternellement au même flambeau. L'expérience ne le guérit pas, et, dans l'ensemble de ses recherches, il y a toujours une part pour l'impossible, aliment des natures inquiètes et remuantes. Les âges modernes ont donc eu leurs communistes comme l'antiquité; seulement il faut descendre de Platon à Babœuf, et passer du *Livre des Lois* au manifeste des *égaux*.

Les *égaux* (c'est le nom que se donnaient les disciples de Babœuf) appartiennent à cette secte de politiques qui, dans tous les temps, ont voulu imposer aux sociétés une certaine manière de comprendre et de définir le bonheur. La science du pouvoir consiste, d'après eux, à supprimer ce qui fait obstacle, et le meilleur gouvernement est celui qui s'arrange de manière à n'avoir pas de contradicteurs. Venus dans des temps orageux, les égaux ne pouvaient pas prendre la communauté à un point de vue sentimental. Ils prétendaient la faire pénétrer de force dans la vie française. Ils acceptaient bien, en la modifiant, la donnée bucolique de Morus et de Platon; mais ils y ajoutaient les moyens de réalisation de Wiclef et de Muncer. Aux utopies païennes ils rattachaient les formules de l'Évangile, mêlaient les Gracques et Jésus-Christ, la langue des clubs et les réminiscences grecques et romaines. Leur originalité se composait ainsi d'emprunts, et les chimères passées jetaient toutes un reflet sur leur chimère. Quelques traits principaux suffiront pour la caractériser.

Comme leurs devanciers, les égaux commençaient par poser en principe que la propriété individuelle est ici-bas l'origine de tous les maux : la propriété collective est seule bonne et féconde. De là résulte la nécessité d'une expropriation générale des particuliers au profit du gouvernement. L'état dès-lors résume et concentre en lui toute l'activité nationale; il substitue la gestion publique à la gestion privée. On se plaint quelquefois des inconvéniens de notre centralisation : en voici une qui fera trouver légère celle que l'on accuse. Il est vrai qu'elle supporte en revanche de lourdes charges. L'individu abdique en faveur de l'état, mais l'état doit aux individus *une existence heureuse;* ce sont les termes du programme. Comment s'y prendra-t-il? Les égaux ne reculent pas devant ce problème. Ils commencent par tracer des divisions statistiques, classent le pays en zônes

favorables à certaines cultures, puis sur cet espace distribuent les êtres qu'ils croient le plus utiles au développement de la production. Le travail dès-lors n'a plus rien de spontané ni d'arbitraire; il devient une fonction, il est imposé par une loi, et la mesure en est réglée; quant à la qualité, elle est ce qu'elle peut. Ainsi procède le régime du parfait contentement; en disposant d'une manière mécanique de l'activité individuelle, il abolit, à ce qu'il semble, l'une de nos plus douces libertés, celle de ne rien faire, et détruit le plus innocent de tous les priviléges, celui de faire mieux que les autres.

A côté du pouvoir d'imposer le travail à ses administrés, l'état a un devoir bien grave, celui de les faire vivre. Toutes les existences sont placées sous sa responsabilité; il faut qu'il défraie, dans les moindres détails, les besoins de la communauté. Ce peuple attend chaque jour sa nourriture comme le prophète attendait son pain dans le désert. Il importe qu'il y en ait pour tous, et pour tous en dose égale. Les plus grandes iniquités ont souvent commencé par de petits abus. Des magistrats président donc à la répartition comme à la production générale. Comptables universels, ils doivent pourvoir les zônes pauvres avec l'excédant des zônes riches, présider à la circulation des denrées de manière à ce qu'aucun citoyen n'ait le droit de les accuser de l'insuffisance de ses repas, de la qualité et de la quantité des mets qui le composent. La critique est dans l'essence de l'esprit humain : il y aura des réclamations, il faut s'y attendre, et la question alimentaire partagera plus d'une fois le gouvernement lui-même. Mais, d'un autre côté, jamais arme plus terrible n'aura été remise aux mains du pouvoir central. Qu'une province s'agite, à l'instant même on lui supprime les approvisionnemens; la révolte meurtd'inanition.

Les égaux, on le voit, n'hésitent devant aucune difficulté; la hardiesse n'est pas ce qui leur manque. Les grands centres de population les embarrassent : ils abolissent cet élément d'agitation et d'immoralité; point ou peu de villes, beaucoup de bourgs et encore plus de villages. Le luxe prend naissance dans les villes, et du luxe il n'en faut pas. Une honnête aisance (le mot appartient au programme des égaux) doit être désormais la condition générale, uniforme; rien au-dessous, rien au-dessus. Aussi les palais disparaîtront-ils; à peine tolérera-t-on la magnificence dans les monumens publics. En revanche, les maisons seront commodes et surtout installées de manière à n'exciter, par la comparaison des logemens, aucune jalousie. Ce sera le souci et aussi l'honneur des architectes de trouver un juste

milieu entre le premier et les mansardes. Quant aux vêtemens, l'égalité et la simplicité en règlent la forme et la matière. On a des costumes de fête, des costumes de travail; on varie l'habillement selon les âges et les sexes, mais, hors de ces nuances, l'uniformité doit être absolue. L'état accorde tout à la salubrité et au développement des organes; il ne fait aucune concession à la vanité et à la coquetterie. La loi somptuaire est inflexible; les femmes se révolteraient en vain.

Autre sujétion maintenant, autre peine en vue du bonheur. Les mères tiennent à leurs enfans dans notre état de civilisation imparfaite; elles aiment à les élever, à les voir grandir. Les égaux n'admettent pas ces satisfactions domestiques; l'état s'applique cette tâche nouvelle : « La patrie, dit le manifeste, doit prendre le citoyen à sa naissance et ne l'abandonner qu'à la mort. » Les enfans, dès le plus bas âge, passent donc sous la tutelle du gouvernement. Leur éducation (le programme l'annonce) doit être nationale, commune, égale. Les deux sexes, placés dans des établissemens distincts, deviennent l'objet de soins attentifs et assidus. Le développement physique n'est pas négligé; le pays a besoin surtout de citoyens robustes et de citoyennes fécondes. L'enseignement porte plutôt sur les matières d'utilité pratique que sur celles d'instruction spéculative. Quant aux arts et aux lettres, les égaux ne les envisagent qu'avec défiance et sont bien près de les traiter en ennemis : « Ce qui n'est pas communicable à tous, disent-ils, doit être sévèrement retranché. » La langue, l'histoire, la législation, les sciences naturelles, trouvent grace auprès d'eux : ils couvrent même de leur tolérance la danse et la musique; mais la philosophie et la théologie, la poésie et le roman, la statuaire, la peinture, la gravure, leur semblent des frivolités suspectes, des prétextes pour échapper à une occupation réelle et sérieuse. Aussi ne veulent-ils pas voir là un travail, mais un simple délassement. On sera artiste si l'on veut, mais il faudra de plus être laboureur et quitter le pinceau pour la charrue. Cette excommunication brutale des délicatesses de la vie n'est ni ingénieuse ni nouvelle; Procuste avait trouvé, long-temps avant les égaux, le moyen de réduire tout le monde à sa taille.

Jusqu'ici cette égalité, source de tout bonheur, ne s'est guère signalée que par des sacrifices. Elle a disposé de l'individu comme d'un automate, aboli les relations de famille en s'emparant des enfans, supprimé les arts et les lettres dans l'intérêt de l'ignorance commune. Que lui reste-t-il à immoler? La liberté de la pensée.

Cette exécution ne se fait pas attendre. « Nul ne peut émettre des opinions contraires aux principes sacrés de l'égalité. » Telle est la loi, et elle a des airs menaçans pour les raisonneurs. Le bonheur des égaux est ainsi fait; il ne se laisse pas discuter, il faut s'y plaire par ordre. Sa vertu repose dans une suite de servitudes. Partout une discipline inexorable se retrouve. Cependant, en plusieurs occasions, cette égalité se permet d'être inconséquente et contradictoire. Pour de certains emplois, elle exige des conditions de capacité; pour d'autres fonctions, elle reconnaît le privilége de l'âge. Avant d'être inscrit au livre d'or des citoyens, il faut confesser publiquement la croyance communiste; autrement on se voit expulsé du territoire et condamné à un exil éternel. Rien d'ailleurs ne semble formel dans cette organisation pleine de démentis et d'ellipses. Ce pouvoir n'est terrible qu'en apparence; ce despotisme manque de sanction; on voit l'obéissance partout, on n'aperçoit nulle part les moyens de la maintenir. Des assemblées populaires délèguent leurs pouvoirs en les retenant : tout le monde gouverne et personne ne gouverne. L'armée est une institution mobile, se composant, se décomposant suivant le besoin. Tous les citoyens en font partie; la paie se réduit au seul entretien, les grades sont électifs et temporaires. Le général redevient soldat, le soldat passe général; l'égalité se rétablit par l'équilibre des inégalités. De cette façon, rien ne prend le caractère d'un privilége permanent. La dissolution de l'armée est une garantie contre la dictature militaire; la destitution des magistrats, la faculté de censure, réservées au peuple, sont un frein contre les abus et les empiètemens du pouvoir. Chacun porte ses chaînes, subit sa part d'esclavage. Vis-à-vis des étrangers, ce despotisme est plus odieux encore : les égaux les frappent d'interdit ou les condamnent à un séquestre rigoureux. Des barrières infranchissables doivent s'élever sur la frontière, afin de préserver le pays de tout contact impur, comme si la communauté craignait les ravages de l'exemple et n'avait pas la conscience entière de son droit. Une douane impitoyable a en outre pour consigne de confisquer, le cas échéant, les frivolités étrangères, les modes, les produits corrupteurs, et les curieux obstinés paient par de rudes épreuves le spectacle de cette félicité ombrageuse.

Ainsi fonctionne ce régime des égaux, qui n'est autre chose que la vie sociale sous un appareil pneumatique. On y étouffe, on y manque d'air; le fatalisme s'y complique d'une activité machinale et d'un anéantissement de la personnalité. Les égaux, il faut le dire, ne se flattaient pas que les bienfaits de cette métamorphose fussent

compris sur-le-champ : ils avaient prévu des résistances et s'étaient réservé les moyens d'agir sur les volontés rebelles. La force entrait en première ligne dans leurs projets : ils devaient engager le combat avec la vieille civilisation, et ne déposer les armes qu'après l'avoir vaincue. Peu de mesures, mais des mesures héroïques, complétaient leur plan de campagne. On y lisait : « ART. 1er. A la fin de l'insurrection, les citoyens pauvres qui sont actuellement *mal logés* ne rentreront pas dans leurs demeures ordinaires; ils seront immédiatement logés dans les maisons des conspirateurs. — ART. 2. L'on prendra chez les riches ci-dessus de quoi meubler *avec aisance* les sans-culottes. » Dans une autre pièce, destinée à devenir publique, les résultats de l'établissement du système vainqueur sont présentés sous le jour le plus séduisant. « ART. 2. *Distribution des biens.* — La communauté nationale *assure*, dès ce moment, à chacun de ses membres : un logement sain, commode et proprement meublé; des habillemens de travail et de repos, de fil ou de laine, conformes au costume national; le blanchissage, le chauffage, l'éclairage; une quantité suffisante d'alimens en pain, viande, volaille, poisson, œufs, beurre et huile, vins et autres boissons usitées dans différentes régions, légumes, fruits, assaisonnemens et autres objets dont la réunion constitue *une médiocre et frugale aisance.* » Cette énumération peut donner une idée du gouvernement des égaux et de la sollicitude avec laquelle il comptait pourvoir aux besoins de la communauté. Plus loin, il a également le soin d'indiquer dans quelle mesure il accordera sa confiance aux fonctionnaires publics. « Les agens de l'administration *suprême*, dit un article, seront *souvent changés :* les prévaricateurs seront sévèrement punis. » Ainsi l'on sait flatter les passions les plus vives et sacrifier aux répugnances les plus profondes du cœur humain; on caresse le désir du bien-être personnel, on offre des garanties contre l'exploitation administrative. Ce double calcul est adroit; il témoigne que les égaux, en se livrant à l'imaginaire, n'avaient pas entièrement perdu le sentiment du réel.

Il n'y a pas à discuter particulièrement leur utopie; elle ressemble à celles qui ont précédé et se réfléchit dans celles qui vont suivre. On y voit dominer cette abstraction infaillible et toute-puissante qui, sous le nom de gouvernement, joue le rôle d'un dieu descendu sur la terre. C'est là une tendance qui ne saurait être trop remarquée. La dernière conséquence de l'esprit révolutionnaire semblerait être le despotisme. Naguère on se défiait du pouvoir, on le tenait pour suspect; le combattre et le limiter était la tâche des hommes qui s'en

tiennent à l'écart. Maintenant rien de tout cela : on parle au contraire d'étendre d'une manière indéfinie l'action de l'autorité, et non-seulement dans la politique, mais dans l'ordre entier des relations humaines, vulgaires ou élevées, grandes ou petites. On pensait hier que la puissance qu'ont les individus de disposer d'eux-mêmes et d'exercer librement leurs facultés était la plus précieuse conquête des siècles; aujourd'hui on affirme qu'il n'y a de perfectionnement possible que dans la servitude des individus, dans l'enchaînement de leur essor particulier. Telle est la logique des partisans de la communauté. Un homme devient un chiffre, une simple unité, et toutes les unités se valent. Le despotisme ne s'exercera plus du fort aux faibles, mais des faibles aux forts; il n'ira plus des intelligens aux ignorans, mais des ignorans aux intelligens. Le règne des intelligens et des forts n'a pas été exempt d'abus, d'injustices et de violences; celui des ignorans et des faibles sera un modèle de mansuétude, de désintéressement et de vertu. Réduite aux termes les plus simples, ainsi s'exprime la nouvelle théorie.

A cette illusion vient s'en joindre une autre. Les partisans de la communauté attribuent une grande puissance à la suppression des valeurs métalliques et des signes représentatifs analogues. Tous, ils s'imaginent que cette mesure aura pour effet d'empêcher l'accumulation des richesses et de détruire l'accaparement. C'est se rendre bien imparfaitement compte du rôle que jouent la monnaie et les équivalens dans le régime économique : l'action de ces valeurs n'est pas directe, mais indirecte; c'est là une vérité élémentaire. L'argent une fois disparu, la convoitise humaine s'attachera aux objets eux-mêmes, aux produits, aux jouissances dont il n'est que l'intermédiaire. Si les échanges demeurent libres entre les individus, ce sera, à la monnaie près, le régime actuel, et l'épargne ou l'habileté auront bientôt créé l'accumulation. Si le gouvernement proscrit les échanges et s'attribue toute l'activité industrielle, commerciale et agricole, la cupidité particulière se manifestera par voie de détournement, de dissimulation de produits, par des besoins feints ou des réserves cachées, comme cela arrive dans toutes les distributions en nature. A l'aide de quels moyens complètement efficaces l'état pourra-t-il empêcher le vigneron de boire quelques pièces de son vin, le laboureur de se réserver quelques sacs de son froment? Faudra-t-il les obliger l'un et l'autre à transporter en gros leurs récoltes dans les magasins publics pour leur donner le souci d'aller les reprendre plus tard en détail? Ensuite, où est la garantie d'une répartition impartiale? Les magistrats investis de cette fonction, ou, sinon eux, leurs agens subal-

ternes ne seront-ils pas tentés de s'appliquer quelques raffinemens clandestins? Il est vrai que les communistes font profession de se défier des magistrats; leur société sera donc, comme la nôtre, fondée sur le soupçon mutuel et sur un système de défensive. Seulement, le contrôle s'exercerait alors sur une plus grande échelle, et la vie privée des fonctionnaires publics se trouverait constamment placée sous la menace d'une dénonciation. A ce prix, le service de l'état commence à devenir rude; les plus ambitieux reculeraient peut-être devant une telle responsabilité.

De la secte des égaux on arrive, sans intermédiaire, aux communistes de notre temps. De ce côté du détroit, la trace de ces idées s'efface sous l'empire et sous la restauration, régimes peu favorables aux systèmes; mais, en Angleterre, Robert Owen proclame alors sa communauté coopérative et son gouvernement rationnel. Jamais négation plus effrayante ne fut énoncée avec plus de sang-froid. Point de religion, point de mariage, point de famille, point de propriété. M. Owen conçoit une société sans liens, sans croyances, sans devoirs et sans droits. L'existence terrestre est la seule chose qui le touche : il n'imagine rien au-delà. En envisageant de près notre destinée, il avise en outre que l'homme n'est pas le maître de la dominer à son gré, qu'il est au contraire le jouet de circonstances irrésistibles. Ni l'éducation, ni le caractère, ni l'intelligence, ni la force physique, ne sont des facultés entièrement dépendantes de la volonté humaine. Tout être subit la loi de la nature ou des évènemens. Si cela est ainsi, n'y a-t-il pas une injustice flagrante à le rendre responsable d'actes qui ne sont pas libres? M. Owen le croit et réveille la longue et ancienne querelle des *nécessariens* et des *pélagiens*. La fatalité seule détermine ici-bas le bien et le mal. Il ne saurait donc y avoir ni mérite, ni démérite; on a tort de récompenser et tort aussi de punir. Quand on arrive à de telles conclusions dans l'ordre moral, on est rigoureusement conduit à la communauté dans l'ordre des intérêts. M. Owen la conçoit sans limites et sans règles. Chacun prend où il veut, fait ce qu'il veut : la société marche à l'aventure. Les modes d'organisation sont purement facultatifs. M. Owen n'admet rien d'obligatoire. La bienveillance universelle doit tout remplacer, lois, mœurs, armée, prisons, gouvernement. Cela s'appelle, dans la langue de l'inventeur, le *régime rationnel*, ce qui ne veut pas dire le régime raisonnable (1).

(1) Pour de plus amples détails sur la doctrine de Robert Owen, on peut consulter un article inséré dans la *Revue*, livraison du 1er avril 1838.

On sait quels efforts a faits, depuis près d'un demi-siècle, M. Owen pour répandre sa singulière doctrine, et quelles transformations pratiques et spéculatives il lui a imprimées. Un essai heureux à New-Lanark a été suivi d'expériences avortées à New-Harmony et à Orbiston. Sur ces deux points, on a pu voir le principe de la communauté à l'œuvre. Invariablement il a offert le même spectacle, celui d'ouvriers laborieux victimes d'ouvriers fainéans, d'hommes intelligens exploités par des hommes incapables; toujours il a présenté le même résultat, celui d'un anéantissement graduel de la production et d'un éloignement invincible pour le travail. Quoiqu'il fût évident que les choses devaient se passer ainsi, il est heureux que l'épreuve en ait été faite, et qu'elle ait abouti à deux avortemens décisifs. M. Owen seul s'est refusé à voir dans ces échecs la condamnation de son système, et il n'en a pas moins continué son œuvre de prosélytisme. Tantôt son zèle éclate en discours, en manifestes de tout genre; tantôt il se reporte vers de nouveaux essais et provoque des souscriptions en faveur d'un établissement expérimental. Pour concentrer l'action de sa doctrine, M. Owen a fondé un congrès annuel à Manchester et créé dans les trois royaumes soixante-une sociétés qui relèvent d'une société centrale. Jusqu'ici toutes ces tentatives n'ont amené qu'une agitation impuissante. Limitée à un petit nombre d'hommes qui vont toujours vers la nouveauté et vers le bruit, la secte des *socialistes* (c'est le nom qu'ils se donnent) n'est en progrès ni pour le nombre ni pour la qualité des adhérens. Elle se recrute surtout dans la classe moyenne, parmi ces hommes qui ont plus d'orgueil que de connaissances : clercs d'huissiers et d'avoués, industriels en faillite, chirurgiens et médecins de village, ingénieurs sans emploi, artistes sans talent, professeurs manqués, étudians paresseux, écrivains incompris. En Angleterre plus qu'ailleurs, il existe des vanités incurables, des organisations indolentes qui veulent cumuler les avantages du bien-être et de l'oisiveté. Ne se croyant pas à leur place, ces génies méconnus se gardent bien de s'en prendre à eux-mêmes : ils font un procès à la société, la condamnent sans appel, et décrètent qu'elle sera changée.

Ce que les socialistes demandent à la persuasion, les chartistes le demandaient naguère à la violence. On se souvient des dévastations qui accompagnèrent leur premier passage et de la condamnation de Frost et de William, leurs principaux chefs. Depuis ce temps, les chartistes semblent s'être disciplinés; ils forment aujourd'hui une masse imposante par le nombre. Londres en compte deux cent mille,

le reste de l'Angleterre deux millions, répartis dans trois cent soixante-dix villes, bourgs ou villages. Une pétition récemment portée au parlement était couverte de trois millions trois cent dix-sept mille sept cent deux signatures. Il ne faut pas s'exagérer cette démonstration formidable en apparence. L'Angleterre est habituée à ce genre de manifestations, et le pouvoir ne s'en émeut pas. Le véritable danger serait plutôt dans la nouvelle attitude qu'ont prise ces sociétés populaires et dans la modération qu'elles semblent désormais s'imposer. Le caractère de la dernière pétition était tout politique; on n'y remarquait aucun appel au désordre, aucune menace contre la propriété. Les signataires réclamaient la réforme du parlement, le vote au scrutin, l'égalité pour les districts électoraux. Ils rappelaient que le clergé en Angleterre reçoit du trésor public 220 millions de francs, somme suffisante pour l'entretien du christianisme dans toutes les parties du monde. Ils demandaient que l'on prît en considération la détresse des classes laborieuses, le triste sort que la dernière loi sur le paupérisme a fait aux malheureux.

Ce langage relativement modéré, cette démarche légale auprès du parlement, substitués à une déclamation farouche et à l'emploi de la force, prouvent qu'une modification profonde s'est opérée dans le chartisme. Elle est due surtout à deux ouvriers, MM. Lovett et Vincent. Un journaliste, M. O'Brien, s'y est associé, et un ancien membre du parlement, M. Fergus O'Connor, couvre le tout d'un patronage assez déconsidéré. Aujourd'hui, une certaine direction a été imprimée au chartisme, qui veut prendre la couleur et la gravité d'un parti politique. Il a porté naguère un candidat sur les *hustings*, M. Sturge, et aspire à dominer le radicalisme parlementaire. Dans ces conditions, toute pensée de bouleversement social serait funeste au chartisme, et il s'en éloigne avec un soin extrême; il a passé de l'action à la discussion. C'est une nouvelle période dans laquelle il sera curieux de le suivre. Déjà ce parti commence à se confondre avec une ligue purement défensive, organisée sous le nom de *Trade's Union* (union du commerce), qui n'est autre chose qu'une coalition puissante des ouvriers contre les maîtres. Les maîtres s'étaient concertés pour dominer le mouvement des salaires; les ouvriers ont répondu à ce pacte par un pacte semblable. Dans plusieurs villes industrielles, ils sont aujourd'hui comme enrégimentés; ils obéissent aux ordres de leurs chefs avec une résignation exemplaire, suspendent les travaux au premier signal, changent de résidence toutes les fois que l'intérêt commun l'exige, et, quand il le faut,

diminuent le nombre des bras en passant à l'étranger. Si cette association se maintient, il en naîtra une force d'autant plus terrible qu'elle sera toute d'inertie.

Nos communistes français constituent une variété de cette nombreuse famille. Cependant ils ne relèvent pas de l'école anglaise, et trouvent dans Babœuf une filiation beaucoup plus directe. Une circonstance décisive semble surtout avoir amené ce retour au manifeste des égaux : c'est l'ébranlement général et souvent remarqué qui suit toutes les révolutions; la plus légitime éveille toujours, en dehors des limites qu'elle s'est assignées, des espérances et des tentatives hostiles. L'effervescence se perpétue dans les faits, la révolte s'éternise dans les doctrines. De là cette suite de systèmes auxquels notre époque est en butte. Combien a-t-on vu passer, depuis douze ans, de ces religions nouvelles ou rajeunies, de ces civilisations incomparables qui promettent à l'homme le bonheur parfait et la fin de ses misères! Jamais le culte des sens n'avait eu de si nombreux apôtres et des autels plus multipliés. Que d'hymnes on a chantés en l'honneur de la félicité matérielle! que de plans on a imaginés! Avec ou sans travestissement public, c'était toujours la même tendance. Les communistes s'en sont à leur tour inspirés; seulement, à des formules compliquées ils ont substitué la plus simple des formules : l'organisation scientifique des intérêts a fait place à la spoliation.

C'est un thème fort commun aujourd'hui que de subordonner les réformes politiques aux réformes sociales. On n'aspire plus, parmi les révolutionnaires dignes de ce nom, à renverser un gouvernement. Cette perspective pouvait suffire autrefois; actuellement elle ne tenterait que des ambitions vulgaires. Ce qu'il faut détruire, c'est la société, c'est la civilisation, telles qu'on les a comprises jusqu'à nous. Voilà une poursuite qui peut s'avouer. On déclare donc que l'on professe pour le gouvernement un respect infini, mais que, dans l'ordre entier des relations humaines, on ne veut rien laisser debout de ce qui existe. Tout cela se débite avec un merveilleux sang-froid. Les communistes ont adopté, comme les autres, cette méthode de subversion. Ils professent un souverain mépris pour la politique, ou ne l'envisagent que comme un instrument secondaire dans leur œuvre de nivellement. A leurs yeux, rien n'est plus puéril que les petites querelles qui se vident, soit dans le parlement, soit ailleurs. Quand on songe à abolir d'un seul coup la propriété et la famille, il est certain que ces questions de détail doivent paraître bien petites et bien vaines. Les communistes n'admettent ni demi-

mesures ni demi-succès; il faut que la société capitule, se mette à leur discrétion. Hors de là, il n'y a de place que pour des discussions oiseuses.

Quoiqu'il soit possible de rattacher les sectes communistes aux diverses sectes sociales et religieuses qui se sont dispersées, il y a quelques années, dans les voies du doute et du découragement, ce n'est guère qu'après la dernière défaite des insurgés politiques, au 12 mai 1839, qu'on trouve le communisme à l'état d'organisation, même informe. La révolte armée était vaincue; la révolte théorique lui succéda. Déjà, à Lyon, une sorte d'association communiste s'était fondée sur les ruines du *mutuellisme;* mais, conduite avec modération, elle avait limité sa tâche à des œuvres de secours et de bienfaisance. Rien ne prouve que ce cercle d'action ait été franchi. A Paris, on garda moins de mesure, on eut plus d'ambition. Aux débris des sociétés secrètes s'unirent les hommes qui depuis long-temps se promenaient d'utopie en utopie. Robert Owen était venu à Paris, et, dans une courte apparition, y avait formé quelques disciples. Des feuilles paraissant tous les mois, et ne coûtant que trois ou quatre francs par an, se posèrent comme les organes des doctrines communistes. A Lyon, *le Travail*; à Paris, *la Fraternité* et *le Populaire*, prirent formellement cette couleur. *Le Communitaire* et *l'Humanitaire* se firent aussi connaître, l'un par un prospectus, l'autre par quelques numéros qui ont servi de base à une instruction judiciaire. Divers procès, soit en police correctionnelle, soit devant une juridiction plus élevée, portèrent bientôt à la connaissance du public les premiers résultats de ces divers efforts. Évidemment il n'y avait rien dans tout cela de bien redoutable : le ridicule de ces tentatives excluait l'idée d'un danger; elles ne pouvaient faire naître que des frayeurs intéressées. On se souvient de cet incident d'un procès communiste où le rédacteur en chef d'une feuille incriminée déclara avec naïveté qu'il ne savait ni lire ni écrire. A ce sujet, un homme qui prétend à quelque gravité, M. Pierre Leroux, a pris la peine de rappeler que les Montmorency en étaient, il y a deux siècles, au même degré d'instruction élémentaire, et que le groupe des premiers apôtres se composait de plébéiens ignorans. Il est glorieux sans doute de ressembler à la fois aux premiers barons de la chrétienté et aux propagateurs de l'Évangile; mais s'ensuit-il que le gouvernement du monde doive désormais appartenir aux illettrés?

A tout prendre, ces communistes sans culture ne déparent pas complètement la partie de ces sectes qui a une teinture de l'alphabet

et peut tenir une plume. Jusqu'ici les écrivains qui ont traité ces matières ne brillent ni par l'invention, ni par l'exécution. On ne saurait être plagiaire avec plus de candeur, ni vivre d'emprunts avec plus de prétention à l'originalité. Le champ de l'absurde est borné et s'épuise plus promptement qu'on ne croit. Aussi rien, dans les œuvres récentes, ne s'écarte-t-il de la sphère des travaux passés; il règne même, sur beaucoup de points, une imitation presque servile. Le système auquel l'instruction de la cour des pairs a donné quelque notoriété, et qui décrète l'anéantissement des grandes villes, la suppression des beaux-arts, l'obligation des voyages, l'organisation des ateliers nationaux, en même temps qu'il tient pour suspecte l'existence de l'Être suprême, ce système se retrouve en entier, avec ses moindres linéamens, dans Buonarroti, dans Campanella, dans Morelly, dans Sylvain Maréchal, dans le curé Meslier. Aucune de ces folies n'a le mérite de la nouveauté : on a pu voir qu'elles comptent toutes une longue suite d'auteurs et de copistes.

Cependant, même au sein du plagiat, le schisme a pu germer : la vanité est moins rare que le génie. Dans cette armée de novateurs audacieux, tout le monde veut être général, personne ne se résigne à servir comme soldat. On chercherait vainement un parti, une école; il n'y a que des atômes d'école et de parti. Il suffit qu'un chef s'élève pour qu'il soit à l'instant désavoué. Une témérité, quelque grande qu'elle soit, provoque toujours une témérité plus complète. Ce résultat n'a rien qui doive surprendre; il tient à la nature même des élémens dont se composent ces partis. La présomption individuelle y joue un grand rôle, et l'activité indomptable dont ils sont doués cherche un aliment dans ces luttes intestines. Ils se condamnent de la sorte à la plus entière impuissance, mais ils obéissent à leur instinct. Il serait difficile de dire en quoi consistent les nuances qui les divisent : peut-être n'y faut-il voir qu'une simple différence de noms. On cite toutefois des *égalitaires*, des *fraternitaires*, des *humanitaires*, des *unitaires*, des *communitaires* ou *icariens*, des *communistes*, des *communionistes*, des *communautistes* et des *rationalistes*. Cette récapitulation serait formidable si l'on n'ajoutait que chacune de ces sectes ne compte qu'un petit nombre d'adhérens. Il en est même dont le chiffre descend jusqu'à l'unité : ce sont les seules qui soient à l'abri d'un fractionnement nouveau.

On a beaucoup exagéré, il est facile de comprendre dans quel intérêt, les ravages que ces idées ont pu faire parmi les classes laborieuses. Quoique les élémens d'une vérification se laissent désirer

sur ce point, il est cependant un fait qui peut servir de mesure et de règle. Parmi les feuilles populaires à trois francs par an qui ont entrepris la propagation des idées communistes, quatre ont déjà succombé; les deux qui survivent n'ont pu réunir qu'un très petit nombre de souscripteurs. La contagion du communisme n'a donc pas été grande; les ateliers n'en ont pas subi l'influence autant qu'on affecte de le dire. S'il a fait quelques victimes, c'est plutôt parmi les esprits qu'égarent les conseils d'une demi-science et l'ambition d'un rôle excessif. Tous les vertiges se donnent la main; le saint-simonisme et l'église française ont fourni des sujets au communisme. Jusqu'à un certain point, il a pu aussi atteindre quelques jeunes imaginations, quelques cœurs sincères à qui manquent les conseils de l'expérience et le sentiment des réalités. La fraternité et l'égalité sont des mots bien sonores, et, après tout, désirer que l'une et l'autre règnent sur la terre, c'est vouloir ce que veut l'Évangile. Soyons dès-lors indulgens pour ces excursions dans le pays des chimères; notre siècle positif fera vite justice de pareils élans. On improvise aujourd'hui, au sortir des bancs de l'école, un plan de réforme sociale comme naguère on rimait une tragédie. C'est le tribut de l'âge; plus d'un cerveau le paie. Mais, avec les années, arrivent d'autres convictions et d'autres soins. On voit mieux ce qu'est la vie, ce que valent les hommes. On oublie qu'on a voulu régénérer le monde pour remplir les devoirs personnels qu'impose la société, et si, dans le nombre, quelques esprits résistent à cette loi du temps, le monde les punit par le délaissement, la plus terrible des peines.

Parmi les écrivains qui se sont faits, de nos jours, les interprètes des principes communistes, il n'en est guère qui méritent les honneurs d'une réfutation. On peut toutefois distinguer, parmi eux, deux sortes d'adhérens, les uns confessant leur doctrine, les autres ne l'acceptant que sous des réserves et la désavouant au besoin. Il va sans dire que les situations les plus franches sont aussi les meilleures; les erreurs sincères sont les seules qui soient dignes d'excuse. Parmi les communistes avérés figure l'auteur d'un *Voyage en Icarie* (1). Il s'agit encore, dans ce livre, d'une communauté imaginaire, d'une fiction, d'un régime idéal. L'Icarie est un continent merveilleux, séparé par un bras de mer du pays des Marvols. On la chercherait vainement sur nos cartes; un seigneur anglais, lord Carisdall, qui

(1) M. P. Cabet, ancien député et avocat-général, aujourd'hui avocat à la cour royale.

l'a découverte, pourrait seul nous y conduire. Ce lord Carisdall est en outre le héros d'un récit dans lequel Buonarroti et Morus, Fénelon et Campanella se donnent la main à travers les siècles. L'Icarie est une terre promise; elle doit ce bonheur au pontife Icar, qui a un faux air de famille avec l'Utopus du chancelier d'Angleterre et le grand métaphysicien de la Cité du Soleil. Icar est mort quand lord Carisdall arrive à Icara, capitale de cet empire; mais d'étonnantes institutions survivent à ce législateur. Le voyageur a remis au consul du port d'embarquement deux cents guinées; cette somme suffira pour défrayer son séjour dans l'Icarie : le gouvernement lui doit en retour la nourriture, le logement, et tous les raffinemens de la vie locale. On le transporte dans des voitures à deux étages, on le fait promener en ballon; il a sur-le-champ un interprète officieux, des amis, une famille. Quelle existence tissue d'or et de soie! quels jours heureux et limpides! Rien, il faut le dire, parmi nos capitales les plus vantées, n'approche de la splendide Icara. Point de boue, point de poussière dans les rues; de petits chemins de fer les sillonnent. Les carrosses sont interdits, mais tout le monde a droit au transport en commun. La voie publique offre ainsi des conditions de sécurité parfaite. Les piétons cheminent sous des arcades abritées, et les chiens eux-mêmes, bridés et muselés, comprennent leurs devoirs envers la communauté. Le pavé, en aucun temps, sur aucun point, n'appartient aux ivrognes ni aux courtisanes. Icara ne connaît pas la débauche; mais en revanche on y trouve, et ici il faut emprunter les paroles du voyageur, « des *indispensables*, aussi élégans que commodes, les uns pour les femmes, les autres pour les hommes, *où la pudeur peut entrer un moment sans rien craindre, ni pour elle-même ni pour la décence publique.* » Certes, voilà un gage de haute civilisation!

En Icarie, c'est l'état qui fait tout. Il a une grande imprimerie, une grande boulangerie, de vastes abattoirs, d'immenses restaurans, de gigantesques ateliers de tailleurs, de couturières, de tapissiers, d'ébénistes. Ici l'on confectionne les chaussures, là les étoffes, plus loin les ustensiles. Les alimens sont réglés par la loi, l'ordinaire est voté chaque année par les chambres. On a des cuisiniers nationaux, des maçons nationaux, des blanchisseurs nationaux. L'Icarie a voulu faire quelque chose pour le sexe, en l'admettant à de certaines professions que notre société lui interdit, comme la chirurgie et la médecine. Les malades sont tous soignés dans des hospices publics : quant aux infirmes, Icara n'en connaît pas. Il est vrai que l'espèce y

est l'objet de croisemens parfaitement entendus. Le brun est invité à choisir une blonde, la blonde un brun; le montagnard recherche la fille des plaines, l'homme du nord la vierge du midi. On a ainsi des sujets de toutes les nuances et de magnifiques produits. Dans les moindres actes de la vie, les Icariens procèdent avec ce soin méthodique : la loi a tout prévu, tout réglé, jusqu'aux heures du lever et du coucher. A cinq heures du matin la population entière est debout, à dix heures du soir elle se met au lit. Pendant l'intervalle consacré au sommeil, on ne trouve pas une ame dans les rues; la police se fait d'elle-même. L'Icarie a pourtant négligé d'emprunter à Morus et aux jésuites du Paraguay deux institutions fort originales. L'une obligeait les fiancés à se voir sans vêtemens, afin que sur aucun point il n'y eût de surprise; l'autre, imaginée par les bons pères, consistait à éveiller les couples une heure avant le lever, on devine dans quel intérêt. Mais ces omissions sont amplement réparées par la vigueur du régime alimentaire auquel le grand Icar a soumis la contrée. Quelles facultés gastriques ne suppose pas la loi suivante, courte, mais expressive : « Avant-déjeuner à six heures du matin. — Déjeuner à neuf. — Dîner commun à deux heures. — Souper de neuf à dix heures du soir. » Voilà ce qui s'appelle vivre. Il n'y a qu'une civilisation arriérée qui puisse se soutenir avec deux repas.

Il serait trop long de suivre lord Carisdall dans son pèlerinage en Icarie et de raconter l'histoire de ses singulières amours; mais il est impossible de passer sous silence la thèse que soutient un sage du pays, Dinaros, en faveur du principe de la communauté. Ce vertueux Icarien, l'orgueil de sa patrie, semble surtout préoccupé du désir de se chercher des complices dans l'univers. Le moindre mot en faveur de l'égalité lui semble avoir la valeur d'une adhésion formelle, et il parvient à convertir ainsi en Icariens presque tous les philosophes passés et présens. Il est difficile de se tirer des mains de ce sage sans payer un tribut forcé à sa manie de prosélytisme : une phrase, un axiome, une généralité souvent fort innocente, lui suffisent pour compromettre un écrivain; il voit des Icariens partout. Voici d'abord Agis et Cléomène qui sont Icariens et communistes, puis Socrate, Pythagore, Plutarque, les Gracques, Grotius, Puffendorf, Locke, Montesquieu, Mably, Turgot, tous communistes. Le sage d'Icara va plus loin : il fait un communiste d'Hobbes, qui disait que l'homme est un loup pour l'homme, ce qui équivaut à proclamer la communauté des loups; il appelle Napoléon un communiste, Bossuet un communiste. Washington n'échappe pas à cet enrôlement univer-

sel; il est communiste avec Milton, avec Helvétius, avec Mirabeau, avec Payne, avec Condillac et Condorcet. Les contemporains auraient en vain l'espoir de se dérober aux étreintes de cette propagande; Dinaros les connaît et les dénonce. Tous, ils ont glorifié la communauté. M. Royer-Collard est communiste, M. de Sismondi communiste, M. de Lamartine communiste, M. de Châteaubriand communiste, M. de Tocqueville communiste (1). On ne saurait redouter de l'être en aussi bonne compagnie; tel est sans doute le calcul et l'espoir de Dinaros. Cependant nos philosophes, nos prosateurs, nos poètes, doivent être au moins surpris de l'interprétation que l'on donne à leur pensée sur les bords du Taïr, fleuve de l'Icarie. C'est à les rendre fort circonspects pour l'avenir. Pour repousser les honneurs d'une semblable complicité, le témoignage de la conscience ne suffit pas toujours, et il importe qu'on ne nourrisse pas de pareilles illusions, même dans les pays les plus imaginaires. Du reste, le procédé n'est pas nouveau : l'auteur du *Dictionnaire des athées* (2) avait ouvert la voie à ce genre d'accusation, lorsqu'au nombre des athées les plus célèbres il portait saint Augustin, saint Thomas, Jésus-Christ et le Saint-Esprit. C'est l'histoire des ictériques, qui ne voient qu'une couleur dans tous les objets, celle de leur mal.

Dans ces sphères de l'imagination, d'autres écrivains d'un ordre plus élevé se sont aussi égarés à la poursuite des chimères communistes. Rien n'est plus affligeant que le spectacle de ces expériences. A tout essayer ainsi, sans mesure et sans trève, un écrivain finit par perdre le sentiment de toute chose. C'est un bien triste jeu que de pousser des reconnaissances inconsidérées vers les spéculations et les nouveautés bruyantes, sans avoir ni la force de les approfondir, ni la conscience entière de ce qu'elles peuvent produire. Le premier écart amène des écarts successifs, d'autant plus graves que l'esprit a plus de puissance. Il est d'ailleurs difficile de comprendre comment des plumes de quelque valeur ont pu se mettre au service de doctrines qui se basent sur le niveau absolu des intelligences. Certes, le désintéressement est une vertu méritoire, mais il ne faut pas la pousser jusqu'à l'abdication des plus nobles facultés de l'esprit. Dans aucune charte communiste, il n'y a de place pour les travaux de la pensée. La production brute, les besoins physiques y règnent despotiquement; les créations délicates, les satisfactions raffinées n'y figurent que dans

(1) Le mot dont se sert l'auteur est *communitaire;* mais c'est assez d'un néologisme mis au service de la communauté.

(2) Sylvain Maréchal.

des conditions subalternes. On ne les reconnaît pas formellement, c'est tout au plus si on les tolère. Est-ce là une situation que des écrivains puissent reconnaître sans manquer à leur propre dignité? Le communisme exclut les lettres, et il trouverait dans les lettres des défenseurs et des apologistes! On a de la peine à admettre une semblable confusion d'idées et une telle erreur de conduite.

La dialectique fournit aussi de ces sophistes inconséquens, et en première ligne un écrivain qui se défend d'être communiste, tout en se déclarant l'adversaire implacable de la propriété (1). Telle est la logique des logiciens quand l'argumentation les emporte hors des réalités. Cette illusion leur est d'ailleurs commune avec diverses sectes qui ont la prétention d'introduire dans les sciences morales et sociales les méthodes et les procédés des sciences exactes. Le bonheur humain n'est à leurs yeux qu'une équation, compliquée sans doute, mais point insoluble; les passions sont autant d'*inconnues* qu'il faut dégager, et toutes les relations des êtres peuvent se déterminer à l'aide de formules mathématiques. Organiser scientifiquement la vie, telle est leur chimère. L'écrivain dont il est ici question sacrifie à cette déception récente; seulement, au lieu de prendre son point d'appui dans les nombres, il le place dans l'induction et le syllogisme. Armé d'une verve incisive et d'une érudition tranchante, il recherche ce qu'il y a d'absolu dans le droit de propriété, et déploie dans cette étude des qualités qui auraient fait le plus grand honneur à un nominaliste du moyen-âge. Même aux meilleurs temps de l'*Organon*, ces affirmations, avec leur solidité apparente, auraient été remarquées, et de nos jours des esprits distingués n'ont pu méconnaître ce talent, mis au service d'une détestable cause. Où conduit l'abus de la dialectique? Ariston de Chio l'a dit depuis des siècles, et l'on ne saurait mieux dire que lui : « Ceux qui s'enferment dans cette science, écrivait ce philosophe, peuvent être comparés aux mangeurs d'écrevisses; pour une bouchée de chair, ils perdent leur temps sur un monceau d'écailles. »

L'écueil principal de l'application des procédés scientifiques aux sciences sociales et morales est si évident, qu'il se signale de lui-même. Déjà une plume exercée (2) l'a indiqué dans ce recueil. En matière de civilisation, de coutumes, de mœurs, de rapports d'homme

(1) M. Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété?*

(2) Voyez, livraison du 1er septembre 1841, l'article de M. de Carné : *De quelques publications démocratiques et communistes.*

à homme, de peuple à peuple, d'institutions, de lois, il n'y a rien qui ait, qui puisse avoir de valeur absolue. Le mot de Pascal, à ce sujet, est trop connu pour qu'il soit nécessaire de le rappeler. Les sociétés vivent sous l'empire d'un contrat que la tradition a fondé et que l'usage a maintenu. Ce n'est pas là un droit rigoureux, absolu, mais c'est un droit relatif, de convention, et la terre n'est pas destinée à en connaître d'autre. Ce que disent les adversaires de la propriété pourrait se dire de toutes les croyances, de toutes les règles qui dominent la vie humaine. Peu de principes, même les plus féconds, même les plus dignes de respect, résisteraient à un examen qui, les isolant de leur milieu, les jugerait en eux-mêmes et intrinsèquement. Le monde ne marche pas parfaitement, cela est vrai, mais enfin il marche. Les dialecticiens voudraient l'arrêter brusquement, afin de lui communiquer une impulsion en sens inverse, plus scientifique, suivant eux, plus conforme aux saines méthodes du raisonnement. Soit; mais qu'ils donnent alors au maintien de l'ordre et de la civilisation une garantie, une seule, qui serait l'existence d'une population de docteurs décidée à se laisser gouverner par les lois souveraines de la logique.

Ce gage est d'autant plus nécessaire, que les dialecticiens ne craignent pas de se mettre en contradiction avec eux-mêmes. Ainsi celui qui nous occupe, après avoir attaqué la propriété avec une vigueur assez brutale, ne se montre pas moins véhément envers la communauté. Dans la propriété, l'inégalité, d'après lui, résulte de la force sous quelque nom qu'elle se déguise, force physique ou intellectuelle; dans la communauté, l'inégalité vient de la médiocrité du talent et du travail glorifiée à l'égal de la force; équation injurieuse qui révolte la conscience et fait murmurer le mérite. Voilà qui est bien; mais, hors de la propriété et de la communauté, y a-t-il un ordre social non-seulement possible, mais encore présumable? Notre logicien ne recule pas devant cette difficulté, et, par une capitulation singulière, il veut fonder la possession sur les ruines de la propriété. Il n'y aura plus de propriétaires; il y aura des possesseurs. On pourrait demander à quelles sources la possession puisera son droit absolu; mais il vaut mieux éviter les subtilités et passer outre. Cette possession une fois substituée à la propriété, comment se déterminera-t-elle, sous quelles conditions, dans quelles limites? Ou elle sera précaire, ou elle sera sérieuse. Précaire, elle offre les inconvéniens de la communauté; sérieuse, elle a tous les avantages de la propriété. Une possession bien assise, étendue, garantie, est une

véritable emphytéose, un titre transmissible, sujet à délégation, un droit réel et non un vague usufruit. Si elle n'a pas ce caractère, elle ne signifie rien. Vainement voudrait-on concilier la possession paisible avec le maintien du droit d'occuper. Ces deux faits s'excluent. On ne possède pas réellement quand on se trouve placé sous la menace d'une éviction; on ne sème pas sans savoir si l'on pourra recueillir; on n'améliore pas un champ dont on peut être expulsé à toute heure. L'investiture doit donc être formelle pour que la possession ne soit pas un leurre et le travail une déception. On retombe alors ou dans la communauté, ou, à peu de chose près, dans la propriété telle qu'elle existe, avec sa double exploitation médiate et immédiate. Quoi qu'on fasse, on ne sortira pas de ce dilemme; on ne trouvera pas de mode intermédiaire, de juste milieu entre la communauté et la propriété. Ce que l'on ajoutera de solidité à la possession la rapprochera de la propriété, ce qu'on lui opposera d'entraves la ramènera vers la communauté. Tout régime neutre serait impuissant. La vertu essentielle du principe de la propriété est d'attacher à chaque parcelle du sol une volonté, une intelligence, qui s'y intéressent. La possession garantie maintient ce mobile, la possession précaire l'anéantit. Le débat ne peut donc s'agiter qu'entre la gestion personnelle et la gestion universelle; il faut reconnaître le droit de l'individu ou subir le droit de l'état. Entre ces deux situations, il n'y a de place que pour le sophisme.

Cependant il est une qualité que l'on ne saurait refuser à l'écrivain dont il vient d'être question, c'est la franchise. Il est net du moins, formel et catégorique; il n'a pas l'air de rougir de sa croyance. Cet exemple devrait profiter à M. Pierre Leroux, qui n'a su ni résister ni céder aux tendances communistes. Attirant le problème social vers les nuages qu'habite sa pensée, il a eu le soin de l'y maintenir couvert d'un voile et flottant pour ainsi dire. Personne ne recule mieux que lui devant une conclusion, ne la fuit plus résolument. Son grand art est de ménager toutes les doctrines et de leur échapper. La critique se trouve ainsi réduite à réfuter le néant, à discuter le vide. Sous le vernis d'une érudition indigeste, on aperçoit le désir de paraître mystérieux et profond, vague et réservé; on suit les fluctuations d'une pensée qui s'avance et se retire, donne un gage et le reprend, n'accepte ni ne repousse, ne veut ni rompre ni se livrer. M. Pierre Leroux cite quelque part, d'après Mme de Staël, une anecdote d'Arlequin qui s'escamote lui-même et ne laisse, pour continuer la pièce, que sa robe et sa perruque. C'est là, plus qu'il ne se

l'imagine, l'histoire de son esprit. On lui demande vainement un corps de système; il n'en livre que les apparences, le vêtement.

Peut-être est-ce un service à rendre à M. Pierre Leroux que de l'aider à sortir du brouillard qui l'enveloppe. On ne peut pas éternellement se tenir entre ciel et terre, comme la fabuleuse pierre du tombeau de Mahomet, et une heure arrive où il faut prendre quelque part un point d'appui. Autant qu'on peut l'entrevoir, il semble que M. Leroux ne veuille pas être confondu avec les sectes communistes; il faut alors qu'il s'explique d'une manière plus formelle qu'il ne l'a fait jusqu'ici. Il est vrai que, dans l'un de ses écrits (1), il commence par reconnaître que le corps de l'homme est « une *chose*, une véritable *propriété*, *relativement à la force qu'il manifeste*, et que, cette force ne pouvant se supprimer et agir indépendamment de lui, supprimer la propriété ce serait supprimer cette force. » Ce qui équivaut à dire, en des termes plus simples, que la propriété est de droit naturel, puisque l'homme peut et doit disposer librement de son corps. Mais ailleurs (2) l'auteur déclare qu'en fait de propriété, on ne peut admettre que celle qui ne détruira pas *la communion de l'homme avec l'univers et avec ses semblables*, et il ajoute que l'un des moyens de détruire cette communion, « c'est de *diviser* la terre ou en général les instrumens de production, d'attacher les hommes aux choses, de subordonner l'homme à la propriété, de faire de l'homme un *propriétaire*. » Voilà, à ce qu'il semble, une profession de foi assez explicite. L'homme dispose légitimement de son corps, mais la communion doit exister pour tout le reste. Il ne faut *diviser* ni la terre, ni les instrumens de travail; il ne faut pas que l'homme, en un mot, soit *propriétaire*. Si ce n'est pas là une adhésion implicite au principe de la communauté, c'est que la langue symbolique de M. Leroux n'est pas celle de tout le monde. Les réserves qu'il exprime ne réparent rien et sont sans valeur. Est-il une seule théorie communiste qui ait stipulé que le *corps* de l'homme ne lui appartiendrait pas, que Paul aurait la faculté de vivre dans Pierre, Pierre dans Paul? Ce passage n'est pas le seul d'où l'idée de la communauté se dégage. Plus loin, après avoir établi (3) que la *communication* de l'homme avec l'univers, sans barrières absolues, est de droit strict parce que l'univers est *l'objet possible* de l'homme, *l'objet dont il est le sujet*, il continue (4) : « Toute

(1) *De l'Humanité*, p. 170.
(2) *Ibid.*, p. 175.
(3) *Ibid.*, p. 182.
(4) *Ibid.*, p. 190.

division de la propriété qui constitue la propriété et par conséquent l'homme à part de la communion avec tout l'univers, est également immorale et produit nécessairement *l'immoralité et le mal.* » Si ces mots ont quelque valeur, ils signifient que la propriété ne doit pas être individuelle, mais commune, et que le droit d'occuper ne peut se prescrire pour personne dans l'intérêt de la *communication* de l'homme avec l'univers. En vain M. Pierre Leroux espère-t-il couvrir cette conclusion invincible par une subtile distinction entre la propriété et la propriété *caste;* ce n'est là qu'une équivoque unie à une fausse acception de termes. Ces petits jeux de mots sont, du reste, familiers à M. Leroux; il s'y plaît et en abuse. C'est ainsi qu'il a transporté le mot de *communion* du monde spirituel dans le monde sensible, où son équivalent est *communauté.*

En vérité, il est diffficile de comprendre pourquoi M. Pierre Leroux s'évite ainsi lui-même et recule devant ses propres idées. La discussion théorique de la communauté n'offre aucun danger; on peut confesser le principe d'une manière ouverte, et chaque jour cela se fait librement. La conscience n'est pas enchaînée sur ce point, et il ne semble pas que la persécution se soit attachée aux doctrines purement spéculatives. Si ce droit, maintenu presque dans tous les temps, était sérieusement menacé, il n'est pas de plume indépendante qui ne fût prête à le défendre. D'où vient donc que M. Pierre Leroux cherche un système hybride entre la propriété et la communauté? D'où vient qu'il nie l'une sans affirmer l'autre? Dans un écrit plus récent, il n'accepte le communisme que comme un état de transition, utile, non pour fonder, mais pour détruire. L'humanité est destinée, assure-t-il, à le traverser dans l'ordre social, comme elle traversera le panthéisme dans l'ordre religieux. Qu'est-ce à dire? La communauté ne serait qu'un fléau, mais un fléau nécessaire? Quoi! les sociétés n'auraient marché dans des voies meilleures que pour voir leurs élémens se disperser au souffle du premier paradoxe! On ne pourrait aspirer à une civilisation plus parfaite qu'en retombant dans les misères de la barbarie, et les créations futures ne s'élèveraient que sur les débris des institutions actuelles! Est-ce là ce que prévoit M. Leroux? Cette théorie des évolutions de l'humanité nous semblerait bien peu scientifique et encore moins religieuse. Elle supposerait une Providence capricieuse, se plaisant dans le spectacle d'efforts sans résultat et d'entreprises sans issue. La conscience se refuse à admettre, dans l'ordre des destinées, un jeu pareil et cette alternative fatale. Mieux vaut croire à la perfectibilité lente et graduelle des so-

ciétés. C'est un système qui naguère a eu des défenseurs ardens; peut-être l'ont-ils abandonné pour un autre. Il s'appelait alors le *progrès continu;* aujourd'hui il a changé de nom, à ce qu'il semble : il est devenu le progrès intermittent.

Si M. Pierre Leroux veut être pris pour un écrivain sérieux, il est temps qu'il sorte du cercle de ses hésitations et de ses inconséquences. Il prétend qu'après le communisme se réalisera *la vraie doctrine de l'égalité*, et que cette réalisation sera le produit d'un *principe supérieur*. Qu'il daigne donc descendre sur notre globe, ce principe merveilleux; qu'il dise ce qu'il est, quel bien il doit faire, quel mal il peut empêcher. Si ce principe n'est pas celui de Saint-Simon et de Fourier, qui admettent une répartition proportionnelle; s'il n'est pas celui d'Owen et de Babœuf, qui consacrent l'égalité absolue; s'il n'est ni le rêve de Campanella ni celui de Morelly, ni la vie conventuelle des esséniens et des moraves appliquée au monde profane, ni la révolte de Wiclef et de Muncer, ni l'extase des millénaires, ni la discipline des missions du Paraguay, ni le manifeste des égaux, ni le régime des icariens, qu'il se révèle, qu'il se fasse connaître; l'attention, sinon l'enthousiasme, ne lui manquera pas. Il y a encore place ici-bas pour les idées vraiment fécondes. Seulement l'heure est arrivée de quitter les divagations pour des énonciations précises. On peut monter sur le Sinaï et y séjourner dans les nuages pour attendre l'inspiration; mais il faut en descendre avec les tables de la loi à la main. M. Pierre Leroux a épuisé le droit qu'a tout penseur de distribuer des paroles vides; on attend désormais de lui autre chose qu'un mysticisme impuissant et diffus. Peut-être ses vues ne se sont-elles jamais portées au-delà d'un christianisme philosophique renouvelé de Saint-Simon, d'une papauté politique tempérée par des pouvoirs discrétionnaires. Dans ce cas, qu'il avoue sa prétention et qu'il la justifie, s'il le peut.

Tels sont le mouvement et la filiation des idées et des sectes communistes. On voit qu'elles n'ont jamais manqué d'interprètes, et que cet héritage s'est fidèlement transmis de rêveurs en rêveurs sans que la valeur en ait augmenté et que la clientelle s'en soit accrue. Rien ne périt ici-bas, pas plus le faux que le vrai; tout égarement trouve de nouvelles victimes, toute folie pousse des germes et se reproduit obstinément. Qui pourrait assurer que ce ne sont pas là des exceptions, des anomalies nécessaires? Peut-être les sociétés ont-elles besoin de ces activités inquiètes qui agissent sur elles comme aiguillon, et qui, en demandant l'impossible, les obligent à agrandir le cercle des amélio-

rations réalisables. Quoi qu'il en soit, on aurait tort d'attribuer à cet accident des civilisations plus de valeur qu'il n'en a, et de le représenter comme plus dangereux qu'il n'est. On a déjà vu passer beaucoup de ces sectes qui, après une agitation stérile, ont désarmé devant le bon sens public; le communisme aura le même destin. Les systèmes qui mettent en cause la société tout entière ne sont jamais bien dangereux. La tâche est toujours hors de proportion avec l'effort, et il existe dans l'ensemble des convictions et des intérêts un contrepoids qui rend ces expériences inoffensives.

Ce qui fait justice de ces doctrines plus sûrement qu'aucune persécution, c'est le vide dans lequel on les voit s'agiter. Il est aisé de reconnaître, dès le premier coup-d'œil, que ces hommes qui veulent organiser un monde à leur guise ne connaissent pas les premiers élémens de celui qui existe. Leur prétention est de fonder une société sans famille, sans liberté, sans droit individuel. Tout leur idéal repose sur un sensualisme étroit; les besoins du corps y occupent une telle place, que l'ame en est presque exclue. La loi religieuse avait eu jusqu'ici l'admirable soin de ménager, hors de cette vie, des compensations aux misères qui l'assiégent, misères physiques ou misères morales, et ces dernières ne sont pas les moindres; le nouveau régime porte la main sur ces illusions, les déclare indignes d'une raison saine et calme. L'homme est enchaîné à la terre; c'est en vue de la terre seule qu'il faut régler ses relations. Rien en-deçà, rien au-delà. Ainsi, par une logique exclusive, on arrive à ne tenir compte que du monde matériel et à proposer comme modèle le régime qui gouvernait l'île de Circé. Il n'y a pas à s'étonner que, dans cette voie d'abaissement, on ait fait bon marché de la liberté, de la volonté de l'homme, qu'on ait contesté son mérite dans le bien, sa responsabilité dans le mal. C'était une conséquence rigoureuse de la réhabilitation de l'instinct, du rôle supérieur qu'on lui assignait. Dans les choses sensibles, l'être se trouve en effet assujetti à une impulsion qu'il ne peut pas toujours vaincre et dominer; il obéit au ressort qui le fait mouvoir. Une détermination libre ne se concilie qu'avec un but hors de la vie et une force pour l'atteindre. L'aspiration de l'homme vers l'infini et sa puissance sur le fini se confondent ainsi en une seule faculté qui lui sert à se conduire ici-bas en portant sa vue ailleurs. Hors de ce mobile, il n'y a plus que servitude aux exigences des sens, et, dans ce cas, il importe de régler avant tout le gouvernement de la matière. C'est ce que font les apôtres de la communauté, au risque d'exciter des désirs qu'ils ne pourront pas combler, de déchaîner des passions qu'ils ne pourront

pas satisfaire. Leur idéal se résume donc dans un naturalisme où la fatalité tient une grande place, et qui les rattache à l'enfance des idées religieuses et philosophiques.

Sur ce terrain, il est évident qu'ils devaient rencontrer l'égalité absolue comme mobile social. Toutes les erreurs s'enchaînent. Si l'horizon de l'homme est limité au bonheur terrestre, si le sacrifice et le dévouement sont sans valeur comme sans but, il s'ensuit qu'en l'absence de toute compensation future, il faut poursuivre un équilibre immédiat, promener sur les existences un implacable niveau, et réduire les plus hautes aux proportions des plus petites. Ici pourtant la loi naturelle condamne formellement ceux qui tout à l'heure s'en faisaient un appui. L'égalité absolue est si incompatible avec la destinée sociale et les relations des êtres, que, même abstraitement, les communistes les plus ingénieux n'en ont pu avoir la conception complète. Dans aucun des termes de la vie matérielle, l'égalité ne peut se réaliser : si tous les hommes ne consomment pas également, ils ne produisent pas non plus également. De là une souveraine injustice, car il se rencontre souvent que les plus exigeans sont aussi les moins laborieux. Au sein des petites communautés expérimentales de Robert Owen, cette circonstance s'est toujours produite. On a beau alléguer que le dévouement y suppléera et que le régime commun n'en est pas à quelques différences près entre les individus : cela prouve seulement qu'un système d'égalité rigoureuse est une chimère, même aux yeux de ceux qui la poursuivent. C'est une véritable inconséquence que de condamner une société parce qu'elle impose des sacrifices aux uns au profit des autres, et de proclamer ensuite un ordre nouveau où le sacrifice se constitue sous une forme plus odieuse encore. Avec une répartition qui se mesure sur les œuvres, on a aujourd'hui une justice relative; avec une distribution des fruits du travail indépendante du travail même, on aurait une iniquité absolue.

Plus on pénètre dans l'examen des idées communistes, plus leur impuissance se révèle. Rien n'y a de sanction; tout flotte au hasard. Souvent les prétentions les plus contraires s'y trouvent en présence. Dans la sphère politique, les uns appellent une dictature inflexible qui sache imposer au besoin le respect de la communauté; les autres proclament formellement l'anarchie, c'est-à-dire l'absence de maîtres. Il faut pourtant choisir et ne pas aller de la sorte d'un pôle à l'autre. Une communauté sans lois qui la règlent, sans autorité qui la maintienne, n'est autre chose que le paradoxe brillant du *Discours*

sur l'inégalité, c'est-à-dire un retour volontaire vers l'indiscipline et l'abrutissement de l'état sauvage. Une communauté obligatoire aurait besoin d'être armée d'une bien grande force pour vaincre les résistances. Où est cette force, et peut-elle sérieusement exister? Dans la plupart des combinaisons imaginaires qui viennent d'être parcourues, on ne semble pas prévoir la nécessité d'un pouvoir coactif, et l'on fait reposer sur l'harmonie inaltérable des volontés toutes les garanties de ce régime. Pourtant le spectacle des sociétés actuelles n'invite guère à cette confiance au moins naïve. Pour y maintenir un ordre souvent troublé, ce n'est pas trop que d'avoir des tribunaux, des prisons, une police, des régimens. On se plaint de cette obligation de sévir, de cette lutte des esprits, de ce choc des activités rivales; mais, en jetant un coup d'œil sur le globe, il est facile de se convaincre que les peuples animés de ces dispositions sont les seuls qui se fassent une place supérieure parmi les autres et président à la marche des civilisations. Aspire-t-on par hasard au bonheur indolent des Hindous, à la quiétude stationnaire de la Chine? Les gouvernemens de discussion sont sujets à quelques misères, mais ils ont aussi une part de grandeur : ils forment les intelligences par le combat, par l'agitation, par le mouvement. Exposés à se voir attaquer, ils acquièrent les facultés nécessaires pour se défendre. L'éducation publique s'achève ainsi, et de là naît cette ardeur réfléchie qui semble être la dernière limite de la sagesse des nations.

Voilà ce qu'il faut comprendre lorsqu'on aspire à reconstituer un état social, quel qu'il soit. Un peuple unanime dans ses idées n'est pas un point de départ que l'on puisse gravement accepter. Les passions ne s'abdiquent pas. Sous quelque loi que l'on vive, il y aura toujours des ambitions mécontentes, des désirs inquiets, des volontés rétives. Si c'est l'égalité que l'on proclame, il y aura des gens et en grand nombre qui voudront l'inégalité. On les comprimera, dit-on? Soit, mais alors l'égalité cesse : il y a des oppresseurs et des opprimés, des juges et des prévenus, des exécuteurs et des victimes. Le régime n'a changé que de nom : on recommence à distinguer entre les actes légitimes et ceux qui ne le sont pas, entre les idées permises et les idées défendues. A ce sujet, l'une des sectes communistes, plus conséquente que les autres, déclare que toute discussion du principe de la communauté sera sévèrement interdite et au besoin punie par l'esclavage perpétuel. A la bonne heure, voilà du moins une sanction; mais qu'il soit permis de regarder encore comme plus raisonnable et plus humain un ordre social qui laisse, comme le nôtre, les

partisans de la communauté libres d'en vanter les bienfaits et d'en célébrer l'excellence.

Pour le triomphe de leurs projets, les communistes comptent moins, il est vrai, sur ce qu'ils apportent que sur ce qu'ils suppriment. On vient de voir qu'en vue de leur principe constitutif, ils abolissent la discussion, c'est-à-dire la vie; en l'honneur de leur principe économique, ils détruisent la propriété individuelle, c'est-à-dire l'activité. Il faut être peu versé dans l'histoire et dans la science des intérêts, pour ignorer que la communauté n'est pas une combinaison nouvelle et qu'elle a présidé à la première exploitation du globe. Elle a précédé la propriété comme le grain précède la plante; elle ne peut pas à la fois avoir été le rudiment de la civilisation et en être le dernier mot. Les communistes se trompent de date : ils se croient au temps où l'homme n'avait que la voûte du ciel pour abri, et pour nourriture le gland du chêne. Alors le sol n'était pas découpé par morceaux; sur aucun point, on ne voyait de haies ni de barrières. L'usage des fruits de la terre était un droit que rien ne pouvait ni limiter ni prescrire; les tribus humaines se partageaient le désert et jouissaient en commun de la solitude. Si c'est là que l'on veut en revenir, le moyen est infaillible. Mais, pour quiconque ne se sent pas porté vers la vie primitive, la propriété est le véritable lien social. La vertu de la propriété se prouve par sa marche historique. Elle a formé le premier anneau d'une solidarité défensive entre les hommes; elle a fondé le travail en assurant au travailleur la jouissance de ce qu'il pouvait produire. Sous cette garantie, l'activité individuelle s'est éveillée; le besoin grossier a déterminé le premier effort; le raffinement des besoins, d'autres efforts successifs, et c'est ainsi que depuis cinq mille ans l'humanité roule son rocher de Sysiphe. Voilà la fonction de la propriété; elle est la mère des civilisations actuelles, et la prospérité des territoires peut se mesurer sur le degré de sécurité dont elle y jouit : florissans quand elle est respectée, misérables quand elle est en butte aux insultes, ils en suivent les phases, les fluctuations, les vicissitudes. Aujourd'hui encore l'état des pays orientaux, comparé à celui du continent européen, peut servir à constater la distance qui sépare une propriété respectée d'une propriété sans garanties. La communauté conduirait bien plus loin encore dans les voies d'une infériorité d'exploitation et d'une décadence territoriale.

Les partisans de la communauté sont de singuliers économistes. Ils prennent le globe au point où la propriété individuelle l'a conduit, trouvent que la richesse acquise sous ce régime est bonne à partager,

et s'imaginent qu'elle se perpétuera quand ils l'auront aboli. C'est une grave erreur. La richesse est dans le travail, elle n'est que là. Ce n'est pas un bien fixe, à jamais acquis pour un peuple; c'est un bien mobile, variable, proportionné à ses efforts. Que toute activité demeure suspendue en France pendant une année seulement, et au bout de ce laps de temps la plus grande partie de la fortune nationale aura disparu, la consommation dévorant des produits qui ne seraient pas remplacés. Sans supposer une interruption aussi complète, toute diminution d'activité provoquera une diminution correspondante de richesse. La clé du problème économique est donc dans le régime qui assure au travail un stimulant énergique et direct. C'est ce que la propriété individuelle réalise, et ce que la communauté ne réalisera jamais. On connaît la fable de la poule aux œufs d'or; c'est l'histoire de la propriété. Elle n'est féconde que parce qu'on ne porte pas sur elle une main impie. Ceux qui l'immoleraient pour lui dérober un trésor mystérieux n'y trouveraient que la misère. A quoi tient la puissance du travail? A la faculté de disposer pleinement et librement de ses fruits. De là cette vigilance qui n'a pas de trève, cette ardeur qui ne connaît pas de repos; de là cet aiguillon de la concurrence, précieux instrument en butte aujourd'hui à des déclamations fort peu sensées. Que l'on substitue le mobile indirect au mobile direct, qu'on enlève les fruits du travail au travailleur pour les attribuer à la communauté, à l'instant même le mobile change. On aura voulu une mer sans tempêtes, on aura une mer sans brises, avec la détresse et la faim à l'horizon.

Une autre prétention non moins singulière, au point de vue économique, et que le communisme place en première ligne, c'est celle d'investir le gouvernement de toutes les fonctions jusqu'ici réservées aux individus. Dans ce système, c'est l'état qui fait tout, qui pourvoit à tous les besoins, règle toutes les jouissances. L'état tient, qu'on nous permette cette expression, une table d'hôte immense, il traite l'administration publique comme une sorte de société en commandite. Ce sont là des folies qui ne soutiennent pas l'examen : malheureusement, dans bien des cas, on y cède, on obéit. Ainsi la tendance actuellement très prononcée de concentrer le plus d'affaires possible entre les mains du gouvernement, de lui attribuer les rôles d'entrepreneur de chemins de fer, d'administrateur des canaux, de directeur des transports à vapeur, est une concession faite à cette soif d'accaparement, qui, en beaucoup de choses, nous prépare des mécomptes infinis. Ces services seraient bien faits, et c'est un point au

moins douteux, qu'il en résulterait encore un dommage pour l'ensemble des intérêts nationaux. Partout où l'état s'attribue une action exclusive, il n'y a plus de place pour l'activité particulière : vis-à-vis de lui pas de concurrence possible. Quand peu à peu l'esprit d'entreprises s'est éteint chez les individus, chassés de position en position, il ne reste plus que le génie officiel pour aviser à tout et pour tout faire. On tombe alors dans un monopole universel qui voue les nations à une sorte d'indolence contemplative.

On le voit, par aucun côté, le communisme n'a de valeur, même superficielle; il est sans consistance, et par conséquent sans danger. C'est donc à tort que l'on a pris dernièrement l'alarme : le communisme ne méritait pas cet honneur. La propriété, cela a été dit souvent, ne court aucun risque en France, où elle s'appuie sur dix millions de cotes foncières. Plus elle s'avance dans les temps, plus elle se ménage de soutiens : la loi civile assure son règne, et les habitudes lui garantissent une longue sécurité. Même aux époques les plus troublées de notre histoire, elle a maintenu son drapeau au-dessus des passions des partis. Elle s'est montrée forte à l'état de privilége; qu'on juge de ce qu'elle doit être sous l'empire du droit commun! Aujourd'hui elle a autour d'elle, comme rempart, la famille innombrable des petits propriétaires. On peut s'en remettre à cette milice dévouée du soin de contenir les spoliateurs; il en sera fait bonne justice. Volontiers, depuis quelques années, on s'afflige du fractionnement du sol et de son exploitation morcelée. Il y a pourtant dans ce fait une garantie qu'il serait imprudent de méconnaître. L'une des forces essentielles de la propriété est précisément dans cette division excessive : le grand nombre des détenteurs protège le sol contre les partages violens et les piéges de l'empirisme. En retour de cet avantage capital, ne convient-il pas de se résigner à quelques inconvéniens inévitables?

On aurait d'ailleurs tort de croire que les idées de communauté, de vie commune, exercent une action profonde sur ceux dont elles semblent flatter les passions et servir les intérêts. Il n'en est rien : divers motifs s'y opposent. En dehors de ce respect du droit d'autrui que tout cœur sincère, tout esprit bien fait, portent en eux, il s'opère un travail de réflexion, qui, même superficiel, condamne la communauté. On ne comprend pas qu'elle puisse fonctionner sans le plus odieux despotisme, sans l'abdication formelle de l'individu. Pour peu que l'on pénètre dans ce régime, c'est le néant que l'on découvre : ce vide épouvante les plus téméraires. On sait comment l'homme

peut se suffire quand il dispose de ce qu'il crée, de ce qu'il produit; on ne s'en fait pas une idée dans l'hypothèse où il déléguerait ce droit. Ses efforts de chaque jour représentent la somme de ses besoins; s'il veut se priver, il est libre de rester en-deçà; s'il veut se ménager des réserves pour l'avenir, il est libre d'aller au-delà. Sa volonté n'est enchaînée que par le souci de l'existence ou la préoccupation du bien-être. Maintenant faut-il changer cette servitude indirecte en asservissement direct? Faut-il mettre aux pieds d'une abstraction tout ce qui fait le titre et la parure de l'individu, la liberté, la spontanéité, la faculté d'initiative? Ce que l'on y perd est évident, ce que l'on doit y gagner est chimérique. Même sur les cerveaux inconsidérés, ces motifs sont souverains; personne ne se livre à l'inconnu sans conditions. Ensuite, quelle inconséquence! Aboutir, en haine de toute discipline, à une obéissance sans limites! Cela répugne et déconcerte. Qu'il soit individuel ou collectif, le despotisme ne change ni de caractère ni de nom, et ce n'est pas le rendre plus acceptable que de l'exercer dans un cercle plus étendu. La communauté efface l'individu, lui mesure tout, le travail et les jouissances, le traite en mineur, le règle comme une machine, dispose les engrenages dans lesquels il doit se mouvoir. Les autres systèmes fatalistes remontent au moins jusqu'au ciel; celui-ci s'arrête sur la terre et sacrifie aux hommes le libre arbitre de l'homme. Jamais dégradation pareille ne fut infligée à l'espèce; l'esclavage n'anéantit pas plus complètement la personnalité.

Quoi qu'il arrive, la propriété n'a rien à craindre dans une civilisation comme la nôtre. Elle est défendue par les mœurs autant que par les lois, elle résiste par elle-même. On ne la verra capituler ni devant les écarts de l'imagination, ni devant les intempérances de la logique. Les violences même ne l'effraient pas, car elle a la conscience des intérêts qu'elle représente et des forces qui l'étaient. Ce qui la préserve encore, c'est la mobilité qui la caractérise. On parle souvent d'un pouvoir régulateur qui serait chargé de déterminer un roulement dans les richesses immobilières et mobilières, de telle sorte que chacun pût à son tour prendre place au banquet de la propriété. Mais qu'on étudie les faits de bonne foi, et l'on verra que ce roulement existe. Il serait même difficile d'imaginer un mode doué de plus d'énergie et exerçant une plus prompte justice distributive. Sous l'empire de notre loi civile, les fortunes, on le sait, n'arrivent presque jamais jusqu'à la troisième génération; et combien se fractionnent, avant ce laps de temps, soit dans un par-

tage successoral, soit dans les chances aléatoires du commerce et de l'industrie! C'est là un roulement naturel, subi sans murmure parce qu'il tient à la force des choses et pèse sur tous également. En serait-il de même d'un roulement arbitraire, où la main de l'homme jouerait un rôle, qui prendrait aux uns pour donner aux autres, et pour guérir une douleur ferait ailleurs une blessure? Ces procédés de dictature économique ne sont d'ailleurs pas nouveaux : ils ressemblent aux avanies turques et aux rançons frappées sur les juifs du moyen-âge. Ils ont pour premier effet de faire disparaître la richesse, et alors commence une déplorable égalité, l'égalité devant la misère.

Aucun temps ne fut plus tourmenté que le nôtre par l'esprit d'aventures. De toutes parts, on est en quête du bonheur, on le poursuit dans mille directions, on le cherche où il n'est pas. On le demande à des combinaisons artificielles et extérieures, tandis que son siége est surtout dans le cœur humain. Des imaginations inquiètes se tournent vers un nouveau mobile civilisateur; personne ne songe à l'homme, en qui se trouvent les élémens de toute amélioration et de tout progrès. Pendant que les sociétés chimériques pullulent, on laisse la société réelle marcher au hasard, sans but et sans idéal. Le phénomène de ces sectes qui s'engendrent les unes les autres tient à cette situation, et dans ce sens cette histoire méritait d'être racontée. Un coup d'œil jeté sur les égaremens de l'esprit humain a toujours un utile résultat : il raffermit dans la pratique du bon sens en montrant où conduisent les vertiges de la pensée.

LOUIS REYBAUD.

SIMPLES ESSAIS

D'HISTOIRE LITTÉRAIRE.

I.

LES FEMMES POÈTES.

C'est un chapitre d'histoire littéraire que nous voudrions écrire, et pourtant les questions littéraires sont bien loin d'être les seules qui se soient présentées à notre esprit dans les études que nous venons d'achever. Quel que soit le travail qu'on fasse sur son intelligence, il est impossible de juger une œuvre d'art sans être influencé par ce qu'on sait ou ce qu'on devine de l'artiste. Qui peut voir *la Vierge à la Chaise*, cette magnifique création où la poésie des sens se confond avec celle de l'ame, sans songer aux amours de Raphaël? Qui peut lire l'immortel passage de *Don Quichotte* sur la pauvreté de l'hidalgo, sans songer à la noble existence du héros mutilé de Lépante? Fermez un instant le doux livre de vers où vous venez de relire pour la centième fois *le Diable de Papefiguière* ou *les Oies du père Philippe*, vous représentez-vous notre poète champenois sans voir sourire, à côté de lui, une *Philis* la bouche vermeille, les dents

blanches, le jupon court, le corsage saillant et le bouquet de giroflées planté au milieu du sein? Il n'est pas une stance du *Divan* qui ne nous montre Goethe étendu, comme un monarque indolent et superbe de l'Asie, sur quelque couche verdoyante où la nature lui prodigue ses enchantemens. Il n'est pas un vers de Byron qui ne rappelle le mors blanc d'écume et la crinière flottante de son coursier. Eh bien! quand on a sous les yeux des odes, des élégies ou des poèmes écrits par des femmes, il ne vient aucune pensée, il ne se présente aucun tableau qui ne blesse le cœur ou ne répugne à l'imagination.

Comment, en effet, concilier l'idée que nous avons de l'existence du poète avec celle qu'on doit se faire de la vie des femmes, d'après les données de la nature et les notions du sens commun? Nous ne croyons plus aux amazones. Malgré les lignes éloquentes que leur a consacrées Plutarque, leur souvenir, à moitié perdu dans les nuages de la fable, n'éveille que le sourire de l'ironie. Et cependant, je le déclare, une femme qui porte le casque en tête et l'épée au côté, qui éperonne un cheval, assène des coups, fait des blessures et rêve la parure d'une cicatrice à son front, une femme qui entreprend une lutte violente contre tous les instincts de son corps, me paraît un être moins chimérique et moins monstrueux qu'une femme qui interroge toutes les profondeurs de l'ame, sonde la douleur, pénètre les tristesses, descend aux sources des vices, se résout enfin à connaître tous les mystères, tantôt cruels pour l'esprit, tantôt offensans pour la pudeur, que le poète est obligé de soulever. Mais j'admets qu'une femme naisse avec le singulier courage dont l'intelligence a besoin pour suivre une vocation poétique; ce courage lui suffira-t-il? Pourra-t-elle se livrer à ses impulsions dans les conditions au milieu desquelles elle est placée? Je ne le crois pas. Si Descartes pensait que le philosophe, dont l'empire régit des êtres abstraits au milieu de régions invisibles, doit rechercher les spectacles de la terre et le mouvement des choses humaines, de quelle impérieuse nécessité doivent être, pour le poète qui s'étudie à reproduire les doubles merveilles de deux mondes, les excursions à travers les villes et les déserts, l'examen attentif des travaux de l'homme, et la contemplation enthousiaste des œuvres de Dieu!

> Che seggendo in piuma
> In fama non sivien, ne sotto coltre...

disait le Michel-Ange de la poésie, l'intrépide gibelin de Florence.

Celui qui prend la gloire pour fiancée ne la conduit pas sous son toit au milieu de sa famille; il n'en fait pas la compagne d'une vie qui continue à s'écouler sous l'ombrage du verger paternel ou dans le coin du foyer. Au lieu de la faire entrer dans sa maison, il quitte sa maison pour elle. Dans son aveugle et sublime amour, il lui fait le sacrifice des pieux attachemens, des anciennes amitiés et des ardentes tendresses. Les poètes ne ressemblent pas seulement aux conquérans par l'insatiable ardeur de leurs désirs, mais encore par l'effrayante puissance dont ils ont besoin pour subir l'isolement d'une errante destinée. Parmi ceux qui ont élevé à la gloire de l'intelligence les monumens les plus durables, combien peu en pourrait-on citer qui, chefs honorés d'une race, soient descendus dans un caveau destiné à recevoir, après eux, une longue suite d'enfans! Rois d'un empire qui ne se transmet pas, ils meurent sans laisser d'héritiers. Une existence passée tout entière dans cette solitude où la royauté du génie vous relègue comme les autres royautés, une existence sans les plaisirs réglés, le bonheur intime, les affections fidèles et familières, peut-elle convenir à une femme? Personne n'oserait le dire. La femme, en dehors de la famille, est un être en dehors du monde pour lequel il a été créé. Cela est si vrai, que je défie le plus grand peintre de faire, avec une Corinne ou une Sapho, sur les rives de la Méditerranée, un tableau qui remue autant l'ame que l'image de la plus humble et de la plus obscure des mères auprès du berceau de son enfant.

Il y a bien encore cependant, outre l'idée du berceau et du foyer, enfin de la vie chaste et cachée, tout un autre ordre de pensées qu'éveillent aussi les femmes. A côté de celles qui accomplissent l'austère destinée que leur a faite la loi chrétienne, il y a celles qui n'ont pas cessé de suivre la loi antique, qui vivent pour recevoir et donner du bonheur, on comprend de quel bonheur je parle : c'est de celui qui fait songer à Lesbie. Il est pour celles-là des trésors d'indulgence, même dans le cœur de Dieu, voyez Madeleine; en tout cas, il est certain qu'elles ne sont pas en révolte contre la nature. On sait pourquoi elles ont des yeux où semble rire une promesse, des chevelures qui n'ont qu'à se dénouer pour répandre des trésors, et des bouches qui s'ouvrent avec cet air d'attente qu'exprime le calice des fleurs. Un homme qui, par le merveilleux éclat de son style, a mis son nom au nombre de ceux qu'on est obligé de citer, malgré les souvenirs scabreux qu'il réveille, Béranger, dans une des

plus profanes et des plus poétiques de ses chansons, conduit au même séjour de béatitude infinie celle qui a donné le plaisir et celle qui a versé la paix, celle qui a consolé la douleur par des baisers, celle qui l'a calmée par des prières; l'insouciante et généreuse fille qui a prodigué ses attraits dans une pensée d'amour, la vierge sacrée qui a enseveli les siens dans une pensée de charité. Si charmant, si ingénieux que soit ce parallèle de poète, il m'a toujours paru blessant et impie dans le sens éternel du mot. Le regard où se réfléchit le ciel comparé à celui où s'allume le désir, la main lascive qui se laisse conduire par la volupté comparée à la chaste main qui se pose avec un intrépide courage sur des plaies saignantes, ce sont là des idées qu'on ne saurait accepter. Entre la femme qui, vierge ou mère, a conservé le droit de garder son voile, et celle à qui il n'est plus permis de s'envelopper dans le sien, toute comparaison, même déguisée, même lointaine, me semble contraire à cette pudeur qui se confond avec le goût dans quelques heureuses organisations. Mais, tout en séparant par d'immenses intervalles les deux races de femmes qui habitent les deux royaumes entre lesquels se partage le monde, il faut savoir rendre une justice égale à chacune d'elles. Une de ces deux races peut pécher contre les lois de Dieu, ni l'une ni l'autre n'intervertissent l'ordre des choses humaines, tandis que j'en sais une troisième qui, si elle était plus nombreuse, formerait au milieu de la société une étrange et inutile tribu semblable à celle de ces amazones dont nous parlions tout à l'heure. Supposez une femme qu'un funeste caprice du ciel ait fait poète, vraiment poète; sa vie se passera tout entière en dehors des lois de l'humanité. S'il faut des preuves pour vous en convaincre, jetons ensemble un regard sur la carrière qu'elle peut parcourir.

Un certain jour, et à une certaine heure, les médecins déclarent qu'il est venu au monde une créature du sexe féminin. On lui cherche dans le calendrier quelque doux nom qui rappelle de pieux ou tendres souvenirs, comme Marie ou Madeleine; c'est une fille, c'est bien une fille; tout le monde la reconnaît comme telle. Sa mère a déjà construit pour elle toute une vie calme, ignorante et heureuse, entre le jour où elle lui mettra la robe blanche du baptême, et celui où elle lui essaiera le chapeau de mariée. Eh bien! voilà qu'en grandissant, l'enfant qu'on persiste toujours à nommer une femme prend des allures étranges. Elle a dix ans à peine, et il y a des instans où son regard est triste; elle fuit ses compagnes, cherche l'isolement et n'attire jamais sur ses joues le joyeux vermillon que le jeu pourrait

y faire monter; enfin elle promène au fond des grands parcs une enfance farouche et solitaire. Quand vient la jeunesse, ce qui serait chez d'autres vague inquiétude et curiosité naïve devient chez elle insupportable malaise et désir impérieux de savoir. Elle effraie sa mère par l'ardeur de ses études, elle se plaît à éveiller autour d'elle, dans la bibliothèque où elle s'enferme, des voix qui confondent son esprit et troublent ses sens. Elle retire de l'ombre et de la poussière des livres dont elle écoute le langage, si bizarre et si hardi qu'il lui paraisse; elle n'est pas sortie de la retraite, et il n'y a pas de discours qu'elle ne se soit accoutumée à entendre. Mais voilà qu'elle a dix-huit ans, et le moment est venu où l'on croit que sa destinée de femme va s'accomplir; c'est pour la destinée de poète qu'elle a grandi. Elle cherche dans le mariage la liberté; l'obscur et paisible royaume qu'un honnête homme lui confie ne lui convient pas; il lui en faut un qui n'ait point de limites. Tout le monde s'est attendri, en lisant des contes allemands, sur ceux qui se laissent ensorceler par des filles de l'air ou des filles de l'onde au point de les prendre pour femmes. Le lendemain, quelquefois même le soir de leurs noces, en se promenant avec leurs épousées sur une montagne ou sur le bord d'un lac, ils les voient s'envoler dans les nuages ou disparaître sous les eaux. Celui qui s'est uni à une femme poète a épousé, lui aussi, l'habitante d'un autre élément que le sien. Un jour qu'il est à côté de celle dont la loi le dit seigneur et maître, il s'aperçoit que tout à coup elle se met à s'élever si haut, si haut, qu'il lui est impossible de la suivre. Entre un être qui rampe et un être qui vole, une union ne peut pas long-temps subsister : la femme poète rompt avec son mari, et l'existence telle qu'elle l'a désirée si long-temps commence pour elle. C'est alors qu'a lieu ce renversement des lois humaines dont il est permis de s'indigner. Celle que Dieu a mise sous la sauve-garde de sa faiblesse et de ses terreurs étouffe ses terreurs et lutte contre sa faiblesse. Elle cherche les émotions bruyantes et se livre aux scandaleuses amours. Vous souvenez-vous de cette Catherine II qui changeait de favoris comme Louis XV changeait de maîtresses, montait à cheval, portait des vêtemens larges et affectait des allures d'homme? C'est ainsi que je me l'imagine. La couronne du poète, en se posant sur un front de femme, y fait germer les mêmes pensées que le diadème de l'empereur. Celle qui poursuit l'agrandissement de son empire au milieu des empires de la terre, et celle qui rêve des conquêtes dans le monde de l'intelligence, doivent avoir même vie, comme elles ont même but. Toutes deux,

livrées à une entreprise qui réclame la liberté de leur esprit, ne demandent à ce qui les entoure que des affections qu'elles puissent briser. L'une veille le regard sur des cartes, l'autre veille le regard sur des livres; mais ni l'une ni l'autre ne veille auprès d'un berceau. Comment appeler une créature dont le sein, destiné à allaiter des enfans et à renfermer les joies maternelles, demeure stérile et ne bat que pour des sentimens d'orgueil, dont la bouche, faite pour livrer passage à de tendres accens, s'ouvre pour prononcer de hardies et bruyantes paroles, dont les yeux, créés pour sourire, pour être doux et ignorans, sont pensifs, sévères, et, quand certains éclairs les illuminent, laissent voir d'effrayantes profondeurs, enfin dont toutes les facultés et tous les organes ont pris une destination contraire à celle qui leur était assignée, comment appeler une pareille créature? En vérité, je ne crois pas qu'il y ait dans la langue qui se parle et même dans celle qui s'écrit un nom qui puisse lui convenir.

On ne saurait donc se prononcer avec trop d'énergie contre la femme qui, de propos délibéré, s'élance sur l'hippogriffe du poète, mesurant de l'œil et défiant de la pensée les obstacles qu'elle devra franchir dans sa course haletante pour arriver à un but qui lui est interdit. Mais à côté de celles que le bruit enivre, que la mêlée attire, qui veulent la vie littéraire tout entière avec ses émotions et ses scandales, n'est-il point des femmes qui savent conquérir parmi les écrivains une place honorable sans avoir changé jamais la robe traînante en tunique de combat? Je pourrais en citer un grand nombre dont l'existence reste murée; on ne connaît d'elles que des œuvres qu'on se plaît à lire, et un nom qu'on aime à rappeler; quelques-unes ne se doutent même pas des grades qu'elles gagnent dans une armée dont elles ne savent point faire partie. Celle qui, dans le siècle de La Bruyère et de La Rochefoucault, occupe une place qu'aucune autre place ne domine, comment est-elle venue à la gloire? En laissant jouer son esprit et rêver son cœur dans une correspondance de famille. Le roman intime, tel que les temps modernes nous l'ont donné, avec ses détails qui réclament une observation patiente, avec ses nuances qui exigent une finesse exquise, appelait les talens féminins; ces talens ne lui ont pas manqué. Un homme qui sait joindre la sensibilité du poète au discernement du critique, a bien des fois dans ce recueil même expliqué les gracieux mystères d'une littérature vers laquelle l'attirent de tendres et bienveillans instincts, cette littérature de femmes spirituelles et honnêtes, qui ne demandent leurs inspirations qu'aux objets que leur

regard peut embrasser du coin de leur cheminée. Je sens que la femme qui, douée du talent de bien dire, garde pour elle seule et pour les heureux qu'elle aime les trésors de son doux langage, me sera toujours infiniment plus chère que celle qui admet un public, même un public délicat, à jouir des beautés de son intelligence; mais c'est là une opinion toute personnelle que je ne me flatte point de faire prévaloir. Il existe, je le sais, une classe de femmes qui écrivent sans céder à aucune ambition coupable et contre nature, quelquefois même pour atteindre les buts les plus légitimes, qui n'ont pas d'autre désir que de rendre les péripéties d'un drame du cœur ou de tirer de leur expérience quelques utiles préceptes. Cette classe-là doit prétendre aux sympathies de quelques-uns et au respect de tous. C'est contre Sapho et ses descendantes que je veux uniquement m'élever. Dernièrement, je voyais en tête d'une vieille édition allemande le portrait de Sapho gravé d'après une médaille antique. Dans son front développé, dans ses narines ouvertes, dans sa bouche fortement accusée, il y a quelque chose de viril qui m'a rappelé les traits de cette czarine dont je parlais tout à l'heure. A quel sexe appartient la beauté d'un pareil visage? Il est bien difficile de le dire. A quel sexe appartenait-elle elle-même? C'est ce qu'il serait plus difficile encore de décider. Les puissantes fureurs de l'homme et l'attrayante langueur de la femme se confondaient dans cette ame étrange comme les contours efféminés se confondent avec les lignes vigoureuses dans la statue de l'Hermaphrodite. Eh bien! ce mélange des sentimens et même des appétits de deux sexes, qui fit jadis de la muse de Lesbos une créature digne d'être placée dans l'île fabuleuse inventée par les mignons d'Henri III, il faut s'attendre à le retrouver éternellement chez la femme qui sera poète dans toute la plénitude du sens qu'a reçu cette expression.

Heureusement celles dont nous parlons aujourd'hui ne portent ce grand et formidable titre de poète qu'à défaut d'un autre nom qui puisse mieux les caractériser. Ce n'est point que quelques-unes d'entre elles n'aient poussé l'ambition aussi loin que possible; mais leurs talens, à défaut de leur vie, que je ne me crois point le droit d'interroger, me rassurent un peu sur l'état de leurs ames. L'arbre auquel Dieu a suspendu dans des fruits tentans et dorés la science du bien et du mal est trop élevé pour qu'elles atteignent jamais à ses branches. Bien loin de les en plaindre, je ne puis que les en féliciter.

Parmi les devancières de nos femmes poètes, je ne connais un peu familièrement que Mme Deshoulières, qui fit, comme chacun sait, une

campagne contre Racine au profit de Pradon. Mme Deshoulières avait conservé au milieu du règne de Louis XIV, sous les brocards de Molière et de Boileau, les idées chevaleresques et pastorales dont étaient imprégnés les beaux esprits au temps de la fronde. Sous le charme des romans de d'Urfé, pleine des souvenirs de *Clélie*, nourrie de la Calprenède, elle cultiva une poésie dont presque tous les monumens sont oubliés. A la fin du XVIIe siècle, les Muses, étrillées en plein théâtre par l'auteur des *Femmes savantes*, se turent un instant. Au siècle de Voltaire, apprendre à faire des vers fit partie de l'éducation des femmes comme apprendre à danser. En traçant le portrait de Mme d'Houdetot, Jean-Jacques parle de son talent pour la poésie après avoir parlé de sa grace dans le menuet. En ce temps-là, le langage poétique n'était pas le langage des douleurs, mais bien celui de la raillerie mondaine et des amours faciles. C'est peut-être la seule époque où l'on puisse se représenter sans trop de répugnance *les doigts de rose* compromis avec la plume. Les vers d'alors sont des péchés qui étaient presque de la même nature et qui n'ont guère laissé plus de trace que les soupirs et les baisers; ils méritent qu'on leur fasse grace. Pendant les jours de la révolution, la voix du canon et celle de *la Marseillaise* eurent seules le droit de se faire entendre; mais, quand Bonaparte eut rendu à la France le calme intérieur, les poètes se remirent à chanter; et comme les terribles années dont on sortait avaient creusé un profond abîme entre la société qui s'était écroulée et celle qui cherchait à s'établir, au lieu de continuer la tradition du dernier siècle, on se mit en quête d'une tradition fabuleuse. On se croyait moins loin d'Aspasie que de Mme de Pompadour. On dédaigna de chercher sous les cendres encore brûlantes de l'édifice qui venait de périr le carnet où Mme d'Houdetot écrivait des épîtres galantes à M. de Saint-Lambert; on aima mieux remuer les débris des vieux âges poétiques pour tâcher d'y retrouver le cistre de Sapho. Mme Dufrénoy, la princesse de Salm et la nièce de Ducis, Mme Babois, cultivèrent à l'envi l'élégie antique. Les Saphos de l'empire ont eu le même genre de célébrité que les ménestrels de la restauration. Il est fâcheux que Mme Desbordes-Valmore et Mme Tastu les aient quelquefois rappelées.

C'est par des idylles que Mme Desbordes-Valmore a débuté. Il y a plus d'une façon d'entendre l'idylle. J'ai près de moi Fontenelle, Gessner et André Chénier. Tous les trois me découvrent des aspects bien différens, et tous les trois me charment tour à tour. L'un me peint la nature de Wateau, des arbres au feuillage de pourpre et de

safran, des bergers vêtus d'azur, des bergères en souliers roses, des brebis chamarrées de rubans, des amours dans les nuages, en un mot le monde adorable et extravagant du *Pèlerinage à Cythère;* l'autre me fait voir parfois, quand une inspiration heureuse guide son pinceau, quelques-uns des paysages naïfs et vrais de l'école flamande, un gazon de ce beau vert qui repose la vue, même le cœur, et de riantes treilles étalant leurs joyeux trésors sous l'auvent d'une maison de brique. Le troisième enfin offre à mes regards les scènes de la vie champêtre telles que la sculpture antique trouvait moyen de les fixer au flanc des amphores : les chœurs de nymphes, les danses des satyres, et les augustes travaux du laboureur. De ces trois poètes, le seul qu'on ait traité avec une véritable injustice, c'est Fontenelle. Ne devrait-on point pourtant avoir de l'indulgence pour ces doux vers :

O rives du Lignon, ô plaines de Forez!
Lieux consacrés aux amours les plus tendres,
Montbrison, Marcilli, noms toujours pleins d'attraits,
Que n'êtes-vous peuplés d'Hilas et de Silvandres!
Mais pour nous consoler de ne les trouver pas,
Ces Silvandres et ces Hilas,
Remplissons nos esprits de ces douces chimères,
Faisons-nous des bergers propres à nous charmer, etc. ?

Au moins l'auteur des *Lettres galantes* ne cherche pas à nous abuser et ne nous abuse pas lui-même sur la vérité de ses peintures. Il se sent porté vers *l'Astrée* par une inclination qu'il ne prétend point déguiser, et ce sont des bergers de *l'Astrée* qu'il veut faire revivre. Si étranges que soient les caprices de la fantaisie, il faut les respecter et même tâcher de les aimer, car la fantaisie est créatrice par excellence. L'artiste seul, il est vrai, peut apprécier les charmantes fêtes qu'elle donne au cœur et les joyeux délassemens qu'elle invente pour soulager les peines de l'esprit; mais tout le monde doit reconnaître et respecter en elle le caractère quasi-divin qu'elle partage avec la folie, dont elle est un peu parente. Grace donc, j'emploie encore le langage de Fontenelle, grace pour

..... Cette puissante et douce rêverie
Qui fit errer Lysis dans les plaines de Brie
Avec quelques moutons à peine ramassés.

Certes, les plaines de Brie, telles qu'elles sont, malgré l'uniformité de leur aspect, ne déplaisent pas à mes yeux; le ciel qui s'étend au-dessus d'elles n'a pas l'azur ardent et sombre du ciel de Rome, leur

sol n'a point ces teintes vigoureuses que donne le soleil du midi. Cependant je conçois que dans leur nudité même elles offrent un genre d'attraits, et qu'un poète qui voit le jour se lever à leur horizon de l'impériale d'une voiture puisse encore éprouver du bonheur. Mais, parce qu'on peut comprendre et sentir le charme de la réalité, faut-il fermer son ame à celui du mensonge? Si les plaines de Brie me plaisaient sans prisme entre elles et mes regards, vues à travers la douce folie de Lysis, elles ne m'en plairont que davantage. Des fleurs aux formes bizarres et aux riantes couleurs sortiront du sol que parsemaient de loin en loin quelques touffes d'herbe rare et triste; là se plaindra un ruisseau, là des arbres chargés de fruits s'élèveront derrière des haies vives. Je verrai des moutons qui ne me feront pas penser au boucher, et des bergères qui ne me feront songer qu'aux amours. Le malheur de ces enchantemens, c'est qu'ils nous procurent un plaisir qui s'évanouit vite, et qui, semblable à tous les plaisirs que la seule nature n'a point produits, laissent une sorte de malaise et de regret dans le cœur. Aussi ne demanderai-je pas qu'on mette les idylles de Fontenelle, comme celles de Théocrite et de Virgile, au nombre des sources les plus limpides et les plus pures où l'on doive puiser des jouissances poétiques; mais je crois qu'elles ont une place dans le domaine si vaste de l'art, et qu'il est permis au rêveur d'aller quelquefois les visiter.

Gessner est, en définitive, un Allemand, quoique l'immense popularité de ses œuvres en fasse un des personnages obligés de notre histoire littéraire. Comme Allemand, il eut un sentiment de la nature puissant et vrai que les influences subies au siècle dernier par sa patrie ne parvinrent pas à étouffer. On est beaucoup trop porté à confondre ses petits poèmes avec ceux de Florian. Dans Florian comme dans Fontenelle, c'est encore le Lignon qui murmure, le Lignon que le roman a pris au monde réel, pour en faire un fleuve presque aussi fabuleux que celui du Tendre. Chez Gessner, on trouve l'étang que nous avons tous vu, l'étang qui est au bout de la prairie, derrière les saules, l'étang d'où s'échappent tant de croassemens bizarres dans les soirées d'été, et qui ressemble, l'hiver, à un miroir, quand les rayons de la lune tombent sur sa surface durcie. Gessner, s'il ne rappelle pas Florian, ne rappelle point pour cela Théocrite, qu'il eut cependant la prétention d'imiter. Les Muses de Sicile, qu'il invoquait comme Virgile, n'ont point voulu faire un pèlerinage sur les rives du Rhin; il a pris à l'antiquité quelques-uns de ses noms, mais il n'a reproduit ni ses mœurs, ni l'aspect de ses campagnes.

Philis, dont le berger Daphné se retrace les douces vertus et la tendre pudeur, tout en promenant ses yeux de son foyer, où pétille un feu clair, à sa fenêtre, qui laisse voir les champs blanchis par la neige; Philis m'a plutôt l'air d'être la fille de quelque pasteur protestant aux yeux couleur de violette, comme dit Heine, à la démarche timide et à la robe montante, qu'une bergère de la Grèce ou de la Sicile, aux yeux ardens et noirs, à l'allure impétueuse et au sein demi-nu. Les pommiers jouent un plus grand rôle que les orangers dans les paysages du poète allemand, et je crois bien plutôt voir à l'horizon quelque église du culte réformé, avec le presbytère d'un côté et le cimetière de l'autre, qu'un temple de Vénus ou de Cybèle. Gessner imita Théocrite comme Amyot traduisit Longus, il fut original à son insu. Dans le plus charmant de ses poèmes, *le Souhait*, il rend un hommage touchant à Klopstock, celui qui fut en Allemagne ce que Châteaubriand fut en France, le père d'une jeune poésie. A une époque où la littérature d'outre-Rhin se ressentait de l'admiration de Frédéric pour Voltaire, il comprit que les vieux chênes de la Germanie ne devaient pas être taillés à la façon des ifs de Versailles. Il était digne de partager l'admiration mêlée d'enthousiasme que fit éprouver à ses compatriotes, quelques années après ses idylles, une églogue aussi touchante que *Paul et Virginie*, *le Vicaire de Wakefield*, le chef-d'œuvre d'Olivier Goldsmith. Gessner ne doit donc pas être oublié quand on parle de poésie pastorale. Il est le créateur d'un genre qu'il serait difficile de saisir en l'imitant lui-même, mais qu'on retrouverait en imitant la nature.

Quant à André Chénier, je viens de relire *l'Oarystis et Lydé*, c'est là qu'il faut chercher tous les trésors que cache sous sa ceinture la Vénus antique; tantôt sa voix fait pénétrer dans nos sens la voluptueuse fraîcheur des bois sacrés, tantôt elle y verse la molle ivresse des nymphes et les pétulantes ardeurs des satyres. Des bergers plus impétueux que les béliers qu'ils gardent, des bergères chez qui la pudeur n'est qu'un voile attrayant jeté pour un instant à peine entre le désir et la jouissance, un éclat rayonnant de verdure, une réjouissante odeur de troupeaux, enfin une divine musique de baisers et de soupirs, voilà ce que nous offrent les immortelles églogues qu'il nous a léguées. Et ce sentiment de la nature, qu'elles expriment avec tant de bonheur, n'est pas le seul qu'on y trouve : je ne sais si le sentiment de l'art ne s'y révèle pas encore avec plus de puissance. Une des plus admirables fables de l'antiquité, qui nous a donné tant d'admirables fables, c'est celle de Pygmalion et de sa Galatée.

D'abord le statuaire taille dans un bloc de marbre une figure aussi belle que peut l'être une création de l'art. Ce qu'il est donné de faire au ciseau est accompli. Une statue dont les contours attestent la plus habile des mains et le plus patient des génies, s'élève sur un piédestal. Ce n'est pas assez pour le sculpteur, il veut pour sa statue ce qui n'émane que de Jupiter, la vie elle-même; et il soupire avec tant d'ardeur, il désire avec tant de force, que le roi de l'Olympe se laisse attendrir. Galatée descend de son piédestal, belle comme une fille de l'art, vivante comme une fille de la terre. Dans un transport ineffable de joie triomphante, l'artiste sent se poser sur son front les lèvres qu'il a modelées. Eh bien! je crois qu'André Chénier vit se renouveler en sa faveur ce touchant miracle des temps antiques. N'est-on point porté à s'imaginer, en examinant ses œuvres, que le ciel permit pour chacune d'elles ce qu'il avait permis une fois pour l'œuvre de Pygmalion? A la perfection de leurs formes, au poli de leur surface, on sent bien que ce sont des œuvres de marbre, mais c'est un marbre où est descendu le rayon mystérieux de l'existence, c'est un marbre qui vit, qui respire, qui aime et qui fait aimer.

De ces trois maîtres, que le temps et surtout le génie placent à de grandes distances les uns des autres, Fontenelle, Gessner, André Chénier, en est-il un dont Mme Desbordes-Valmore ait su nous rendre la force ou la grace? Je ne le crois pas. Ses bergères ne sont ni pimpantes et coquettes comme celles d'un roman du temps de la fronde, ni honnêtes et naïves comme celles d'une légende germanique, ni belles et voluptueuses comme celles d'une églogue de l'antiquité. La tradition de l'*Astrée* était perdue au temps de l'empire, et on ne peut faire à Mme Desbordes-Valmore un reproche sérieux de ne pas l'avoir cherchée. Quant au génie de Gessner et à celui d'André Chénier, il lui était impossible d'y atteindre. Ce qui fit le talent du poète allemand, c'est un calme de cœur, une sérénité d'esprit qu'elle paraît n'avoir possédée jamais; ce qui éleva le poète français à la prodigieuse hauteur où il s'est placé, c'est, après l'énergie de son ame, une solidité d'instruction qu'en sa qualité de femme elle est bien excusable de n'avoir même pas ambitionnée. Dans une pièce de vers où tous les souvenirs de l'enfance sont évoqués avec un indicible charme, M. Victor Hugo rappelle le temps où il suivait les sentiers de l'école portant avec lui *entre quatre ficelles :*

Horace et les festins, Virgile et les forêts.

Horace et Virgile! bon gré mal gré, nous les avons tous eu pour com-

pagnons dans les premières années de notre vie. Malheureusement, quand arrive la jeunesse avec les bruyantes distractions qu'elle nous apporte, avec les emportemens d'amour qu'elle met dans notre sein pour tant d'objets séduisans et nouveaux, ils deviennent, ces immortels poètes, semblables à d'humbles amis d'enfance : on a pour eux quelques accès de tendresse suivis bien vite d'un long oubli; mais enfin leurs divins entretiens n'ont pas été entièrement perdus, il en est resté quelque chose, et si par hasard il vous prend fantaisie de revenir à eux, ils vous tiennent toujours ouverts leurs trésors de beau langage et de nobles pensées. Les femmes n'ont jamais eu ces amitiés salutaires; je crois donc qu'il y a des sources de poésie qu'elles peuvent deviner, car il n'est rien qu'elles ne devinent, mais dont elles ne peuvent pas jouir.

Sans doute, Mme Desbordes-Valmore se dit qu'elle pouvait aussi bien se passer de Virgile que s'en était passée Mme Deshoulières. Les idylles de Mme Deshoulières sont bien loin d'être des œuvres accomplies; mais elles ont, comme celles de Fontenelle, un charme romanesque et un tour galant que Mme Desbordes-Valmore ne pouvait pas reproduire, parce que ce sont des mérites qui tiennent tout entiers au temps où elles ont paru. La différence de grace qui existe entre les costumes de la fronde et ceux de l'empire se trouve entre les églogues qu'inspirèrent de tendres réminiscences de Mlle de Scudéry et celles qui furent composées sous l'influence de Mme Dufrénoy. S'il y a inégalité de talent et surtout de bonheur dans la forme entre la femme poète du temps de Louis XIV et la femme poète du temps de l'empire, il faut convenir que pour le fond l'égalité se rétablit entre elles. Il y a chez l'une et chez l'autre même absence de fortes études, non-seulement de celles qui se font sur les livres, mais aussi de celles qu'une ame vigoureusement trempée fait en face d'un orme ou d'un chêne. Il y a même sensibilité sans direction et sans but, enfin il y a même faiblesse; or, la faiblesse est une grace pour la femme partout, excepté dans ses écrits.

Après l'idylle, Mme Desbordes-Valmore aborda l'élégie; c'est là le genre de poésie qu'elle semble avoir le plus aimé. Il y a deux sortes d'élégies. L'une est celle dont Properce et Tibulle nous ont laissé les modèles, le véritable chant d'amour tel que les baisers l'éveillent au fond du cœur et le font venir sur les lèvres, le chant qui ne cherche à traduire que la volupté, qui ne porte pas à l'ame d'autres pensées que celles de ses désirs et de ses jouissances, qui n'a point d'autres langueurs que ses langueurs divines, enfin l'élégie antique et

païenne. L'autre est l'élégie qui mêle au regret ou à l'espérance du plaisir des regrets plus vagues et des espérances plus lointaines, l'hymne où le sentiment des jouissances terrestres tend sans cesse à se confondre avec celui d'un bonheur qui n'est nulle part ici-bas, enfin cette élégie chrétienne où le sourire de Béatrix a remplacé celui de Délie. Si M. de Lamartine eût déjà chanté Elvire à l'époque où Mme Desbordes-Valmore composa ses premières poésies, sans doute c'est vers cette dernière élégie qu'elle eût incliné; mais, aux jours de ses débuts, on était encore sous l'empire du chantre d'Éléonore. Ce fut donc Parny qui lui servit de guide. C'est l'élégie des anciens âges qu'à son insu peut-être elle essaya de reproduire. Ici le souvenir d'André Chénier se présente encore à mon esprit. Je ne sais que lui qui fasse passer dans nos veines le feu dont les brûlent quelques vers de Catulle, qui puisse décrire avec une fougue toute latine le désordre d'une couche et les suites d'un combat amoureux. Certes, c'est là un talent que d'ordinaire on n'est pas en droit d'exiger d'une femme, mais qu'on peut, je crois, demander à celle qui s'écrie :

> Quoi! sur ton cœur jamais ne pourrai-je dormir?

Ou bien :

> J'ai goûté cet amour, j'en pleure les délices,
> Cher amant! quand mon sein palpita sous ton sein, etc.

Puisque Mme Desbordes-Valmore empruntait aux poètes de l'amour sensuel les plus hardis de leurs sujets, que ne savait-elle leur emprunter aussi leur façon vigoureuse de les traiter? Voici les règles que M. de Parny donnait à l'élégie dans son discours de réception à l'Académie française : « Le poète, dit-il, doit se faire oublier, et non pas s'oublier lui-même; l'élégance du style est nécessaire et ne suffit pas; il faut encore un choix délicat de détails et d'images, de l'abondance sans négligence, du coloris sans aucun fard, et le degré de précision qui peut s'allier avec la facilité. » Mme Desbordes-Valmore n'a rempli aucune des conditions de cette excellente poétique. Contrairement au précepte que nous venons de transcrire, elle a trouvé moyen de s'oublier elle-même en ne se faisant pas oublier. Ses élégies ont l'intérêt que présentent toutes les lettres amoureuses, intérêt très puissant pour ceux qui les ont écrites ou ceux à qui elles sont adressées, mais très faible pour ceux que le hasard ou une indiscrétion en a rendu maîtres.

Les dernières poésies de Mme Desbordes-Valmore ne rappellent plus ni ses idylles ni ses élégies. Nous avons sous les yeux un livre appelé *les Pleurs*, qui est éclos, on le sent dès les premières pages, dans une nouvelle atmosphère. M. de Lamartine est venu; Éléonore a été détrônée par Elvire. Certes, il faut admirer Elvire; c'est une sœur de Béatrix et de Laure; malheureusement ses formes ne sont pas assez distinctes de celles des nuages au sein desquels son amant la regarde planer. J'avais moins de peine à me représenter Éléonore, dont

Le sein doucement agité
Repousse la gaze légère
Qu'arrangea la main d'une mère,
Et que la main du tendre amour,
Moins discrète et plus familière,
Saura déranger à son tour.

Mais enfin Éléonore n'est plus; son sourire s'est effacé du cœur de tous les poètes. Une révolution s'est accomplie. Le livre de Mme Desbordes-Valmore, comme tous ces livres de poésie secondaire qui réfléchissent tour à tour les idées dominantes des époques où ils paraissent, sert à la constater. J'ouvre *les Pleurs*, et j'y trouve une pièce intitulée *les Ailes d'Ange :*

L'air pur a fait frémir vos ailes,
Bel ange, et vous vous envolez.

Cette citation doit suffire à faire juger de l'esprit de tout le recueil. Maigres et allongés, les amours de Parny sont devenus des archanges. Jadis les souvenirs de volupté faisaient seuls couler les larmes de Mme Desbordes-Valmore, les espérances d'amour étaient les seules qu'elle vît voltiger autour d'elle; maintenant, dans une pièce de vers intitulée *le Pardon*, elle s'écrie :

Dieu n'a pas dit : Brisez son fragile courage;
Dieu fit le roseau faible, et l'air est son appui.
L'espérance, c'est Dieu, même au sein de l'orage;
Je suis roseau, je tremble, et je cherche après lui.

Il n'y a ni beaucoup de correction ni beaucoup de clarté dans cette strophe. Si je l'ai citée, c'est parce qu'elle achève de montrer, avec *les Ailes d'Ange*, quelle influence a exercée M. de Lamartine sur une ame qui n'aurait aspiré jadis qu'à renfermer un écho affaibli des accens de Tibulle. Les poètes ne sont pas condamnés à rester dans

un même cercle, à répéter, quand ils descendent la montagne, les chants joyeux qu'ils faisaient entendre en la gravissant. Il est à désirer, au contraire, qu'on sente dans leurs œuvres le mouvement, la diversité de la vie humaine, les changemens qu'elle amène en se déroulant. Loin de perdre à la variété des impressions, leurs vers y gagnent un charme et un intérêt incontestables; mais les métamorphoses du poète doivent être produites par les révolutions qui se font en lui, non point par celles qui se font autour de lui. Or, le livre de Mme Desbordes-Valmore, au lieu de nous apprendre que certaines sources de poésie se sont taries dans son cœur, tandis que d'autres s'y sont ouvertes, nous apprend seulement que le poète en vogue, au lieu de s'appeler M. de Parny, s'appelle M. de Lamartine.

Sur qui la crainte de ne pas être à la mode pourrait-elle exercer plus d'empire que sur les femmes? En être encore aux amours quand tout le monde parle d'archanges, songer encore à Vénus quand tout l'encens va à la Vierge, ce serait porter des tailles courtes quand la mode des tailles longues est revenue : aucune femme n'a jamais eu ce courage. Ce qui caractérise tous les talens féminins dont j'ai les œuvres devant moi, c'est une incroyable promptitude à répudier pour le costume de l'année nouvelle le costume de l'an passé. Les vrais poètes sont ceux qui, nés chrétiens aux temps antiques ou païens aux temps modernes, chantent le bonheur du ciel ou les plaisirs de ce monde sans s'inquiéter si leur voix est solitaire ou se marie à d'autres voix. Quand on crée, et le nom de poète veut dire créateur, c'est à son image, non pas à celle des autres, qu'il faut créer. L'originalité, qui n'est pas autre chose que la force, doit bien rarement se rencontrer chez les femmes; on ne la trouve chez aucune de celles qui nous occupent aujourd'hui. Ainsi, l'histoire de Mme Tastu est celle de Mme Desbordes-Valmore. Dans ses premiers vers, Mme Tastu s'écrie, en déplorant la mort de Mme Dufrénoy :

> Je vois sur l'Hélicon un long crêpe s'étendre.

Dans ses derniers vers, Mme Dufrénoy et l'Hélicon sont oubliés pour toujours; la pièce qui termine le plus récent de ses recueils, la pièce qui est intitulée *Adieu*, est adressée à M. de Lamartine. Cependant, malgré le rapport que l'absence d'originalité établit entre elles, Mme Desbordes-Valmore et Mme Tastu offrent de grandes dissemblances. Mme Tastu est celle de nos femmes poètes qui a parlé le langage le plus correct, c'est un mérite dont il faut lui savoir gré; c'est celle aussi qui s'est souvenu le plus souvent de son sexe dans les ma-

tières qu'elle a traitées; malheureusement ce second mérite était de nature à profiter beaucoup plus à sa personne qu'à ses poésies. C'est un grand mystère que l'existence; il y a des œuvres d'art qui ont des proportions régulières, des contours agréables à l'œil et qui cependant ne nous touchent pas, c'est qu'il leur manque la vie; d'autres sont mal taillées, mal venues, affreuses à voir, mais elles émeuvent, parce qu'on sent en elles un souffle qui les anime. Entre ces deux espèces d'œuvres, il y a la différence qui existe entre un visage de plâtre et une face humaine. Si horrible que soit la face humaine, il y a en elle quelque chose de divin qui la met au-dessus du visage de plâtre. C'est ce quelque chose qui manque aux pièces de Mme Tastu; la plupart d'entre elles ne vivent pas. Nous avons d'elle trois volumes. Le premier se compose de chroniques sur l'histoire de France; les deux autres renferment des poésies détachées. Est-il besoin de parler des *Chroniques?* Traduire dans le langage des vers, c'est-à-dire graver pour l'immortalité, sur le plus noble monument qu'il soit donné à l'homme d'élever, les faits les plus dramatiques de notre histoire, c'est une entreprise qu'un génie comme celui de Dante eût été peut-être impuissant à accomplir. Je ne sais qui a pu engager Mme Tastu à la tenter; mais, d'après la façon dont elle-même s'est quelquefois jugée dans ses vers, j'imagine que c'est plutôt la modestie que l'orgueil. Elle a sans doute pensé que la nature de son talent la mettrait à l'abri du reproche d'avoir voulu donner à la France une épopée nationale, ce n'est point nous qui la tromperons dans cette légitime espérance. Silence donc pour ses *Chroniques*. Quant à ses recueils, parmi tous les vers qu'ils renferment, il en est deux qui m'ont touché, tellement touché, qu'au risque de m'égarer un peu, je voudrais courir un instant vers l'horizon qu'ils me découvrent. Ces deux vers sont dans une ode à M. de Châteaubriand. Après avoir parlé de l'auréole dont notre jeunesse entoure le front des grands hommes, et de la façon dont cette auréole se dissipe avec les nobles illusions qui nous la faisaient entrevoir, elle s'écrie :

> Hélas! à chaque pas nous sentons sur la route
> De nos jeunes respects le cœur se délier...

Je ne sais rien d'une vérité plus mélancolique et plus émouvante que cette réflexion. Si je disais toutes les idées qu'elle fait naître en mon esprit, tous les souvenirs qu'elle me rappelle, je pourrais écrire un chapitre entier de la vie littéraire dans tous les temps; aussi ne l'essaierai-je pas, mais je veux pourtant dire quelques mots des choses

auxquelles elle me fait songer. Je m'imagine un pauvre jeune poète de province qui, sous les grands arbres de ses boulevarts solitaires, a lu *Atala*, *Réné*, *les Orientales* et les *Méditations*. Quel effet de saisissement et de vertige doit produire sur son cerveau cette pensée : Ceux dont la voix a franchi la distance pour l'enivrer, ceux qui ont plus fait pour le charme de ses promenades que la verdure et le ciel, ceux qui ont jeté plus de rêves et d'enchantemens dans sa vie que n'en jettent ses vingt ans, ceux-là existent quelque part; ils sont revêtus d'une forme que ses yeux pourraient contempler. De quel désir de les voir le sein de notre poète sera-t-il rempli! et si un jour il devenait l'ami de l'un d'eux, s'il pouvait pénétrer dans le secret d'une de ces merveilleuses intelligences qui créent des mondes comme l'intelligence divine, c'est une joie qu'il doit croire à peine son ame en état de contenir. Eh bien! j'admets que des espérances dont il craignait de se bercer s'accomplissent; je suppose qu'il aille à Paris (nous venons d'y voir Jasmin, qui, dans son charmant patois, jurait de ne jamais y mettre les pieds), je suppose qu'il aille à Paris et qu'il voie de près un de ces immortels génies dont l'éclat a illuminé sa paisible existence; sera-t-il heureux? Hélas! je crains bien que non. Le plus probable est qu'il retournera dans son pays sceptique et railleur à l'endroit des dieux de sa jeunesse.

Il y a deux façons de perdre ses illusions à l'égard des grands hommes : l'une d'elles, peut-être est-ce la plus ordinaire, c'est de reconnaître quelle affreuse plaie creusent presque toujours en eux l'égoïsme et l'orgueil; l'autre, je crois qu'elle est de beaucoup la plus triste, c'est de s'apercevoir que peu à peu, sans qu'ils se soient rendus coupables envers nous, notre cœur s'émousse en leur présence et ne reçoit plus les émotions dont ils le remplissaient jadis. C'est de cette seconde manière surtout qu'il faut se défier. On se laisse entraîner à se moquer du culte légitime qu'on avait voué à quelques grandes gloires, comme on se laisse entraîner trop souvent aussi à se railler sur quelque noble et pur amour. C'est là un grand malheur. Gardons aussi long-temps que possible nos enthousiasmes de jeunesse. Ne soyons pas honteux des bons sentimens qui nous ont inspiré de mauvais vers. Les strophes boiteuses que nous avons adressées à dix-huit ans au poète qui a fait couler sur nos joues d'heureuses larmes, sont aussi sacrées que l'ardente et généreuse lettre envoyée, avec toute la sublime témérité du premier amour, à celle qui, sans même s'en douter, a mis la flamme en notre cœur. S'il faut qu'il arrive une époque où le génie nous intéresse aussi peu que la beauté, où le

regard d'un œil d'aigle nous laisse aussi froids que le regard d'un œil de colombe, au moins souvenons-nous avec tendresse du temps où nous ne pouvions pas voir, sans sentir nos yeux humides et nos joues brûlantes, un doux visage et un front inspiré.

J'aime les deux vers de Mme Tastu, parce que je crois qu'ils renferment les sentimens que je viens d'exprimer. Mais tirer deux vers seulement de toutes les odes et élégies qu'elle a composées, peut-être trouvera-t-on que c'est injuste. Quoique ce soient les seuls qui m'aient vraiment ému, j'avoue qu'elle en a fait d'autres qui doivent être doux à l'oreille pour tout le monde, et qui, pour quelques-uns peut-être, sont doux au cœur. En tout cas, ce qui plaide pour elle, c'est la gracieuse humilité avec laquelle elle parle toujours de son talent. Dans une pièce de vers appelée *l'Ange Gardien*, une des meilleures de son premier recueil, elle définit avec un tact exquis le rôle que la poésie peut jouer dans l'intérieur d'une femme :

As-tu réglé dans ton modeste empire
Tous les travaux, les repas, les loisirs,
Tu peux alors accorder à ta lyre
Quelques instans ravis à tes plaisirs.

Oui, sans doute, je ne vois aucun mal à ce qu'une femme fasse des vers, quand tout le petit monde dont elle est l'ame, heureux et paisible autour d'elle, ne réclame plus rien de sa sollicitude : pour ma part, j'aimerais mieux qu'elle s'amusât à faire parler la voix vibrante du piano ou de la harpe qu'à prendre cette lyre métaphorique qui n'indique, en définitive, que des plumes qu'on fait grincer et du papier qu'on noircit; mais enfin, si c'est là le passe-temps qui la séduit, elle peut s'y livrer sans crime; seulement il faudrait que ces lignes qu'elle écrit à ses instans perdus, comme elle tirerait des accords d'un instrument, ces lignes qui ne servent qu'à soulager son ame et à faire couler doucement ses heures, il faudrait, dis-je, qu'elle les rendît fugitives et éphémères comme les accens d'une véritable lyre, en laissant s'envoler, au lieu de les recueillir, les pages où elle les a tracées.

Nous l'avons dit, Mme Desbordes-Valmore et Mme Tastu se touchent par certains côtés : l'une a un talent plus passionné, l'autre un talent plus chaste; mais comme poètes, sinon comme femmes, toutes deux ont une égale modestie. Mme Delphine de Girardin nous fournit un type nouveau. C'est la véritable Muse, avec l'étoile au front et un rameau de laurier à la main. Elle jette des vers du haut du Pan-

théon, chante la patrie et les grands hommes, parle de sa beauté, de sa gloire, de son génie, se donne elle-même le nom de Corinne, et va se faire couronner au Capitole.

Il y eut, sous la restauration, une époque où il se fit une étrange confusion des sentimens les plus divers d'origine et de nature. Les souvenirs de l'émigration et ceux de l'empire se mêlaient, dans certains esprits, de la façon la plus bizarre. On ne voulait pas répudier les quatorze glorieuses années que notre nation, devenue un peuple nomade de héros, avait passées sur les champs de bataille; on ne voulait pas non plus rejeter dans une nuit éternelle les quatorze siècles qui ressuscitaient avec l'antique royauté. On rêva l'alliance de la passion chevaleresque avec le patriotisme de 89. On vit dans les poésies un incroyable mélange de preux, de troubadours, de châtelaines et de grenadiers de la vieille garde. Clotilde de Surville s'unissait à Béranger. C'est au milieu de ce chaos où flottaient les élémens les plus opposés, que Mme de Girardin commence à écrire. En ce moment, je vois à côté l'une de l'autre, dans le même volume, deux odes, je crois que ce sont ses premières, dont l'une est adressée au général Foy, l'autre à Jeanne d'Arc. Mme de Girardin nous entretient si souvent de sa beauté dans ses poésies, qu'il nous est permis d'en parler comme d'un fait qui appartient à sa vie littéraire. *Les belles font aimer,...* c'est André Chénier qui l'a dit; elle était belle et on l'aima. Le nom de Delphine fut à la mode. Une jeune fille avec de blonds cheveux, des yeux limpides et une taille élancée, se présente au public pour jouer le rôle de Muse. — Le public, qui aime les yeux limpides, les tailles élancées et les blonds cheveux, se hâte de l'accepter; voilà l'histoire des débuts de Mme de Girardin. Je ne sais pas si, aux temps antiques, il y avait dans les cœurs assez d'amour simple et sincère de l'art pour que le poète pût chanter au grand jour et devant la multitude sans profanation; si cela fut, comme j'aime à le croire, il est certain que cela n'existe plus aujourd'hui. Dussé-je passer pour manger de la laitue et marcher à la façon des bêtes sauvages, comme Voltaire le reprochait à Jean-Jacques, je déclare qu'il n'est point de vie qui me paraisse plus odieuse que celle de Corinne. S'il est un commerce qui demande de la pudeur, c'est celui qu'on entretient avec la poésie. Avoir toujours sur la bouche, même avec les indifférens, les mots et les pensées qui se tirent, comme les pierres précieuses, des profondeurs les plus mystérieuses de l'ame, appeler le feu du ciel dans ses yeux quand on est entouré de visages au sourire indifférent ou hébété, songer toujours, toujours aux

hommes, quand on ne relève que de Dieu et de la nature, je pense qu'il n'est rien de plus sacrilége, de plus propre à inspirer le dégoût aux véritables amans de l'art. Celui qui va dans le monde sans appliquer sur son visage le masque du monde, c'est-à-dire sans prendre la physionomie impassible et indifférente qu'on doit y porter, celui-là blesse autant les convenances que l'homme qui s'en irait la face découverte à une mascarade. Quand le canon gronde, quand les balles sifflent, quand tous les bruits sublimes des tempêtes humaines se font entendre, de magnifiques expressions se montrent sur les traits du soldat; quand le prêtre à l'autel élève son calice, quand le magistrat sur son siége interroge avec un respect plein de terreur la voix de sa conscience, le sentiment religieux qu'ils éprouvent se peint sur leur front; mais soldat, magistrat et prêtre doivent tous avoir le même regard et le même sourire, quand le sort les réunit autour d'une table ou d'une cheminée. Il appartient au poète moins qu'à tout autre d'enfreindre la règle générale. Si la civilisation moderne ne lui a pas fait de place dans les solennités de la vie publique, il y a toujours un lieu qui répond pour lui au champ de bataille, à l'église, au tribunal : c'est le cabinet de travail où il est seul avec l'inspiration. Qu'il laisse éclater dans ce sanctuaire les divins enthousiasmes de son ame, et que, hors de là, il n'ait rien dans son extérieur qui trahisse sa vie, ce ne sera point seulement agir en homme du monde, ce sera agir en homme de cœur.

Ainsi donc nous repoussons dans la carrière poétique de Mme de Girardin toute la partie fastueuse et théâtrale. Eût-elle été véritablement Corinne, cette Corinne qui avait pourtant de si belles heures d'éloquence, nous laisserions à d'autres le plaisir de l'admirer; mais Mme de Girardin n'avait de Corinne que son goût pour les pompes triomphales. La nature de son esprit ne la portait en aucune façon vers la poésie éclatante par laquelle elle débuta. Ce qui lui aurait été donné, si elle avait su comprendre les limites de son talent, c'eût été d'exprimer des pensées toutes mondaines dans un langage spirituel et quelquefois même d'une grace un peu cavalière. On rencontre dans son petit poème de *Napoline* quelques vers comme en peut inspirer le bois de Boulogne à un poète à la mode qui parcourt ses allées gracieusement penché sur le col d'un cheval anglais. Je regrette que Mme de Girardin ne se soit pas adonnée davantage aux compositions légères, et pourtant le genre badin, comme tous les autres, a quelque chose de malséant pour les femmes. Ainsi, je me souviens d'une chanson de Mme Deshoulières :

Ah! que chez le colonel Stoup
La débauche est charmante, etc.

qui paraîtrait délicieuse si elle avait été écrite par Voiture ou par Benserade, et qui nous déplaît parce que nous ne pouvons pas nous empêcher de songer qu'elle est l'œuvre d'un poète en vertugadin. Quand ils sont prestes et hardis, les vers de Mme de Girardin produisent sur moi le même effet que cette chanson de Mme Deshoulières. Je crois voir une femme qui me sourit en mettant un chapeau d'homme sur sa tête. Or, je ne sais rien de plus laid, quoique cela se voie tous les jours, qu'un chapeau d'homme sur une tête de femme.

Mme de Girardin connut M. de Lamartine plus tôt que Mme Tastu et Mme Desbordes-Valmore; mais, avant de voir les anges dans ses rêves comme nos muses modernes, elle y vit, comme les muses de l'empire et des premières années de la restauration, les colonels de hussards et de lanciers. Voici deux de ses vers qui me reviennent :

L'amour fait chérir la victoire,
Et l'amour le rendra vainqueur.

Il n'est point de région que Mme de Girardin n'ait abordée dans le domaine de la poésie; elle a fait des contes, des odes, des élégies, des poèmes épiques et des romances. Anciennement les romances jouaient dans la vie amoureuse un rôle qu'elles ne remplissent plus maintenant; on attachait aux paroles une importance qu'elles ont perdue. Les romances de Mme de Girardin m'ont amusé, parce que je me suis plu à construire sur chacune d'elles, moitié riant, moitié rêvant, une de ces histoires sentimentales dont tout le monde, j'en suis sûr, a les élémens dans ses souvenirs. Il suffit d'avoir passé quelques mois de sa jeunesse en province pour retrouver dans sa mémoire la voix d'un vieux piano et celle d'une jeune femme qui prêtait pour vos oreilles et pour votre cœur une douceur infinie à quelque refrain comme : *Il m'aime*, ou *L'ingrat m'oublie*, *Je t'aimerai*, ou *Ne m'aime pas*. Après quelques paroles de romance, il n'y a dans les œuvres de Mme de Girardin qu'un seul mot qui m'ait fait agréablement rêver, c'est le titre de l'un de ses poèmes : *Madeleine*. Quel magnifique sujet à traiter, pour un véritable artiste, que la vie de la pécheresse de Judée! Dans le coin d'un tableau de Paul Véronèse, celui qui représente la scène du vase d'encens qu'on brise aux pieds du Christ, il y a une femme à la taille cambrée et aux épaules d'une chaude couleur, qui mêle aux pensées mystiques dont notre ame est pleine une pensée de volupté. Dans un poème sur Madeleine, il y avait un effet de la même nature

à produire; qu'il eût été beau de rencontrer la manière à la fois idéale et sensuelle des grands maîtres de l'école italienne! C'est dans l'histoire de Madeleine que Jésus doit apparaître comme ce prophète d'Orient qui, malgré la douce austérité de ses mœurs, admire la parure des lis et défend leur oisiveté. Quant à Madeleine elle-même, est-il besoin de rappeler que c'est le plus admirable type de courtisane qui puisse enflammer l'imagination d'un peintre ou celle d'un poète? La figure d'Aspasie est pâle auprès de la sienne. L'amour antique et l'amour chrétien se réunissent en elle. Les accens de David et ceux de Tibulle doivent se confondre dans la voix qui entreprend de la chanter. Voilà tout ce que nous faisait penser le nom écrit en tête du poème de Mme de Girardin. Pour garder nos illusions, il aurait fallu nous en tenir au titre et ne pas lire le poème. En vérité, Mme de Girardin aurait mieux fait de traiter Madeleine à la manière dont Parny traita la Vierge, et Voltaire Jeanne d'Arc, que de travestir en un récit, tantôt froid comme une ode académique, tantôt précieux comme un sonnet ou mignard comme une romance, le sublime épisode de l'Évangile. Peut-être son poème est-il un péché de jeunesse, je le veux bien; mais ce sont de tristes péchés de jeunesse que les douze chants d'un poème sans vie ou les cinq actes d'une tragédie glacée. Comment les femmes, qui en ont de si doux à faire, ne savent-elles pas s'en contenter et laisser ceux-là à la conscience des académiciens?

Mme de Girardin est une femme d'esprit qui n'était pas plus destinée à composer des hymnes patriotiques ou des poèmes sacrés que Mme Deshoulières à célébrer les victoires de Louis XIV. Placée au milieu d'une de ces sociétés élégantes et lettrées, comme il en existait au XVIIIe siècle, elle eût tracé sur des éventails et sur des carnets des vers qui auraient mérité d'être portés par la renommée de Versailles à Paris ou de Paris à Versailles. Elle se fût entendue mieux que Mme de Genlis à charmer les loisirs d'une vie de château; elle eût écrit pour le théâtre de l'île Adam des proverbes qui auraient fait les délices de la petite cour du prince de Conti. Elle n'aurait eu qu'un seul défaut, celui d'être sujette à des accès d'enthousiasme pour les philosophes et de souffrir qu'on l'appelât quelquefois Uranie. A l'époque où le sort l'a fait vivre, l'esprit était décrié, bafoué, considéré comme une chose aristocratique tout-à-fait contraire aux mœurs et aux idées nouvelles. Sa cause était si mauvaise, que ceux même qui revenaient de l'exil n'osaient pas la défendre. Les poètes se partageaient en patriotes et en troubadours. Les uns sacrifiaient à un libéralisme sonore, les autres à un romantisme ténébreux. Mme de

Girardin, indécise entre ces deux camps, pencha tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre. Il y avait alors un rôle charmant, c'était de rendre à la langue française l'allure vive et légère qu'elle avait perdue, de rallier les graces que la révolution avait mises en fuite et que l'empire n'avait certainement pas rappelées; Mme de Girardin aurait pu le remplir, si elle avait su le deviner à temps. Mais elle se prit de passion pour je ne sais quelle pompe de mauvais goût, reste des solennités de la république; elle rêva luth, laurier et char triomphal. Les idées ambitieuses et exagérées qui inspirèrent *Corinne* à l'éloquente fille de Necker exercèrent sur elle le plus funeste empire; au lieu de les mettre dans un roman, elle entreprit, pour son malheur, de les transporter dans son existence. Elle ne créa pas une nouvelle Corinne, elle voulut être Corinne elle-même. Mme de Girardin s'est ressentie dans toute sa vie littéraire de cette fatale prétention. Elle ne veut oublier ni le Panthéon, ni le Capitole. Née avec le bonheur, car c'en est un pour une femme, d'entendre fort mal les affaires d'état et fort bien les affaires de cœur, elle néglige le marivaudage pour la politique, ou du moins, ce qui est encore plus fâcheux, elle mêle la politique au marivaudage. Je me souviens d'une pièce de vers, appelée *les Ouvriers de Lyon*, où elle aborde cette terrible satire sociale qui a fini par lasser les rudes génies de Barthélemy et de Barbier. Elle est faite pour mouler dans du plâtre ou de l'argile de jolies statuettes, et ce sont les grands blocs de marbre qui attirent son ciseau. Fine et spirituelle comme une marquise de la régence, elle caresse dans l'ombre des tragédies en cinq actes avec l'amour candide et plein d'illusion d'un lycéen; en un mot, elle écrase une parure élégante et gracieuse sous un diadème et un manteau de théâtre dont elle ne peut pas se débarrasser.

Nous avons eu dans Mme Desbordes-Valmore la muse passionnée dont l'ame éclate en chants interrompus par des sanglots toutes les fois qu'un souvenir mêlé de volupté et de douleur l'effleure de ses ailes brûlantes; nous avons eu dans Mme Tastu la muse domestique qui prend la lyre après avoir déposé le fuseau; enfin, nous avons eu dans Mme de Girardin la muse nationale qui consentirait volontiers à se promener sur un char de triomphe, comme le faisait jadis la déesse de la Raison dans les solennités publiques. Eh bien! nous n'en avons pas encore fini avec toutes les variétés de muses. Ouvrez un volume de Mme Louise Colet appelé *Fleurs du Midi*, les titres suivans frapperont successivement vos yeux : *Génie, Néant, Enthousiasme, Tourmens, Hécatombe, Désenchantement, Mort.* Il y a un siècle ou

deux, un volume appelé *Fleurs du Midi*, écrit de la main d'une femme, aurait renfermé de quoi faire une guirlande de madrigaux, de ballades et de sonnets; voilà maintenant ce qu'on cache sous les fleurs, *Néant*, *Mort*, etc. Je l'avoue pourtant, l'impression que m'a laissée ce livre a été beaucoup plus gaie que sinistre. En définitive, je lui dois même une certaine reconnaissance, car il m'a donné la nouvelle espèce de femmes poètes que je cherchais, la muse des abîmes et des tempêtes, des doutes désespérés et des brûlantes amours, en un mot la femme qui s'est égarée sur les pas de Byron, au lieu de se perdre sur les traces de Parny. Si celle qui a écrit tous les sombres mots que nous venons de transcrire avait souffert réellement en les traçant, bien loin d'avoir pour elle des paroles de raillerie, je la plaindrais, et je la plaindrais d'autant plus qu'il n'y aurait pas à sa souffrance ce but sublime que Dieu met aux souffrances des poètes, d'être utiles à la cause du bien ou à celle du beau; mais la forme est produite chez Mme Colet par une habitude du mécanisme poétique qui, j'en suis convaincu, a produit également la pensée. Elle appartient à cette école de faiseurs d'odes et d'élégies qui, dans l'innombrable quantité d'hémistiches que M. Victor Hugo et M. de Lamartine ont mis en circulation, trouvent de quoi multiplier jusqu'à l'infini les combinaisons rhythmiques. Il n'y a pas chez elle quelques-uns de ces élans de sensibilité qu'on peut rencontrer chez Mme Desbordes-Valmore et même chez Mme Tastu; il n'y a pas non plus cette grace vive et hardie que l'auteur de *Napoline* sait donner quelquefois à ses vers; ce qu'on y trouve, c'est une effrayante abondance de mots et de tours empruntés au langage des poètes en vogue. Mme Colet, venue au temps de Voltaire, aurait fait rimer dans des épîtres moitié scientifiques, moitié légères, *badin* et *malin*, *astronomie* et *chimie;* sous l'empire, elle eût joint dans des odes sonores ces fameuses rimes dont on s'est tant moqué, *gloire* et *victoire*, *guerrier* et *laurier;* elle unit maintenant *malheur* et *douleur*, *archange* et *étrange*, dans de sombres élégies ou des hymnes ténébreux. Le second recueil de vers de Mme Colet indique, rien qu'à la prétentieuse mélancolie de son titre, *Penserosa*, qu'on va y trouver la manière des *Fleurs du Midi;* aussi l'y retrouve-t-on en effet. Toutes les fois que Mme Colet reproche au ciel de lui avoir donné un génie qui la dévore, parle des douleurs de l'ame et des terreurs de l'esprit, enfin paraphrase ces plaintes intarissables de la poésie moderne dont on commence à se lasser, il n'y a point, pour ceux qui la lisent, d'impression pénible. Sur ces sentimens de mode et d'apparat, qu'on bâtisse des vers faux et conven-

tionnels, il n'y a rien là qui puisse froisser; mais, quand c'est sur les sentimens simples et éternels de tous les honnêtes gens qu'elle construit l'échafaudage de ses grands mots, quand à la place de ces tristesses pompeuses dont s'éprennent souvent les cœurs secs et les têtes vides, elle entreprend de chanter un de ces profonds et réels chagrins que chacun ici-bas est obligé de ressentir aux heures terribles de la vie, quand aux pensées ambitieuses et recherchées de sa poésie artificielle elle allie les souvenirs sacrés d'un lit de mort, en un mot quand elle adresse des vers à un père dont elle nous dépeint l'agonie, à une mère dont elle nous montre les yeux éteints et les lèvres glacées, il y a là une véritable profanation dont on se sent tout irrité et tout ému. Il est de grands poètes qui n'ont pas craint de mêler au philtre qu'ils composent pour nous enchanter les larmes austères que de saintes douleurs font couler sur nos joues. S'ils ont reçu du ciel une telle organisation que les vers viennent chez eux avec les sanglots, j'aimerais mieux, quelle que soit la valeur de leurs œuvres, qu'ils eussent assez de force pour renfermer en eux les poétiques mystères de leurs pleurs. Cependant, comme le génie est chose divine, et partant au-dessus des jugemens humains, je n'ose ni les condamner ni les défendre, je me tais et je m'incline. Mais, quant à ces rimeurs qui font des vers à leur mère parce que les vers à Iris n'ont plus cours, lorsque je les vois mêler à leur ingrat et stérile labeur des sentimens qu'ils n'étaient pas dignes d'éprouver, lorsque je les vois chercher dans les souvenirs d'une agonie, dans les pensées d'un lieu funéraire, des oripeaux pour leur muse vaniteuse et indigente, je trouve que leurs mauvaises strophes renferment une mauvaise action.

Je veux donc oublier bien vite l'ode que Mme Colet adresse à la mémoire de son père, le poème qu'elle a appelé *ma Mère!* et, pour m'arrêter sur des idées pacifiques, terminer ce qui la regarde en rappelant son succès de l'Académie. Comme Mme de Girardin, elle a eu son jour de triomphe au Capitole. Ne parlons point des vers qui lui valurent sa couronne, car nous gâterions peut-être un souvenir que nous sommes heureux d'évoquer.

C'est par Mme Anaïs Ségalas que nous terminerons; aussi bien, je ne vois plus, après elle, quelle nouvelle transformation la femme pourrait subir sans cesser d'être femme tout-à-fait. C'est le bruit du canon qui éveille dans l'ame de Mme Ségalas les premiers accens de la poésie. Elle débute par des vers sur la conquête d'Alger. Les bulletins du *Moniteur* exercent sur son imagination le prestige qu'ils

exerçaient, au temps de l'empire, sur celle des lycéens; chaque bulletin lui inspire une ode, et de toutes ces odes elle compose un volume, qu'elle appelle *les Algériennes*. Parmi les pièces de vers qui sont rassemblées dans ce curieux recueil, il en est une qui mériterait d'être citée avant toutes les autres, c'est celle où l'auteur, rapportant les exploits de je ne sais quelle vivandière, s'échauffe à l'idée de l'injure qu'on fait à son sexe en le tenant loin des champs de bataille, lorsqu'il pourrait s'y conduire si vaillamment. — Quoi! dit-elle,

> Vous doutez du courage et de l'ardente flamme
> Qui font voler la femme au milieu des combats?
> A-t-elle moins que vous, intrépides soldats,
> D'amour pour son pays et de force dans l'ame?

Après s'être étendue sur le malheur des tristes victimes du préjugé auxquelles on refuse des mousquets et des cartouches, Mme Ségalas regrette, toujours dans la même ode, que la croix de la Légion-d'Honneur brille si rarement sur des poitrines de femmes. Elle méprise tous les nœuds dont les bergères de Fontenelle et de Mme Deshoulières se parent, elles et leurs moutons; ce qu'il lui faut, c'est le ruban étroit et jauni qui décore les habits *usés par la victoire*, ce ruban, dit-elle, *qui ne s'achète qu'avec du sang*. Ainsi, du sang et de la poudre, voilà ce qui a causé les premiers enivremens de Mme Anaïs Ségalas. Mme de Girardin se borne à se prendre d'un tendre intérêt de cœur pour *le guerrier qui combat;* Mme Ségalas en est jalouse, elle veut lui enlever son fusil, et tuer ou se faire tuer à sa place.

Dans son dernier volume, *les Oiseaux de Passage*, Mme Ségalas ne s'étourdit plus du bruit des fanfares, et ne marche plus au milieu des balles sur les corps des blessés; cependant elle a conservé ses habitudes masculines. Elle va dans les cimetières, et joue avec les têtes de mort, comme les fossoyeurs de Shakspeare; elle chante la liberté du sauvage et la royauté du brigand. Le *Moniteur* avait inspiré à Mme Ségalas son premier recueil, la *Gazette des Tribunaux* a une grande part dans le second. On y trouve des stances sur l'assassin et une scène de la police correctionnelle. Enfin, ce qui achève de le caractériser, ce bizarre volume renferme une ode enthousiaste à Chodruc-Duclos. Si Mme Ségalas avait eu au service des étranges caprices de son imagination une véritable langue de poète, consacrant les plus folles pensées par des mots immortels, elle eût élevé un monument fabuleux qu'on contemplerait avec effroi et étonnement; mais il lui a manqué ce qui manque à presque toutes les femmes qui

veulent écrire, un langage : le langage se forme avec lenteur par de rudes et âpres travaux, que les femmes dédaignent ou qui les rebutent. Toutes les poésies que nous avons parcourues aujourd'hui, depuis celles de Mme Desbordes-Valmore jusqu'à celles de Mme Ségalas, ont la même absence d'originalité dans l'expression. *Les Algériennes* et *les Oiseaux de passage* sont deux volumes écrits avec cette facilité sans correction qui est si dangereuse. Les vers que renferment ces recueils appartiennent à la monnaie poétique de notre époque. On a cherché à graver l'effigie de Casimir Delavigne sur quelques pièces, celle de Victor Hugo sur quelques autres; l'effigie de l'auteur n'est sur aucune.

Maintenant, de toutes ces œuvres que nous avons parcourues, des élégies passionnées de Mme Desbordes-Valmore, des chastes élégies de Mme Tastu, des chants patriotiques de Mme de Girardin, des odes byroniennes de Mme Colet, quelle conclusion devons-nous tirer? Une conclusion qui, pour être piquante, aurait besoin d'être écrite dans la langue un peu brutale de Montaigne et de Molière, à savoir que les femmes sont nées pour mettre au monde autre chose que des volumes de vers. Tous les hommes qui ont reçu du ciel une verve originale et un esprit vigoureux, Juvénal chez les anciens, chez les modernes l'auteur des *Précieuses ridicules*, celui d'*Émile*, et jusqu'à ce Byron qu'invoquent les muses d'aujourd'hui, tous ces francs écrivains, au hardi parler et aux énergiques boutades, ont été d'accord pour condamner les tentatives des poètes femelles. Certainement, parmi les femmes qui écrivent, celles dont nous venons de citer les noms en sont la preuve, il est des femmes d'esprit, mais de combien je leur préférerai toujours la femme d'esprit qui n'écrit pas! Ah! si j'osais tracer son portrait à celle-là, je suis sûr que tout le monde l'aimerait; l'un reconnaîtrait en elle sa mère, l'autre sa sœur, l'autre sa maîtresse, car, dans l'intimité de la famille ou dans une autre intimité, tout le monde a connu la femme d'esprit qui n'écrit pas. Elle n'écrit pas! mais quel juge plus délicat peut-on trouver pour les œuvres d'imagination? Arbitre impartial dont aucun sentiment involontaire de jalousie ne trouble la raison, c'est elle qui donne au poète le plus doux comme le plus précieux des suffrages. Elle n'écrit pas! non elle ne prend pas la plume comme une épée pour attaquer ou défendre des choses qui croulent, elle ne la prend pas non plus comme un instrument pour jeter des accens aux oreilles de la foule, ni même aux oreilles des connaisseurs; elle n'a point d'œuvre par le monde dont on soit obligé de lui parler quand on l'aborde; mais il

est quelques secrétaires qui renferment un billet où elle a mis un parfum que le grand air ne fait pas évaporer. C'est elle qui a un langage original et charmant, formé de mots qu'un sourire corrige, qu'une inflexion de voix grave dans le cœur. La plupart de ceux qui composent des livres parlent lourdement de peu de choses pour un grand nombre, elle parle de tout pour quelques-uns et parle de tout avec grace. J'espère qu'on me rendra justice; si je conseille aux femmes de laisser la poésie de côté, ce n'est point parce que je méconnais ce qu'il y a en elles de noble et d'élevé. Eh! mon Dieu, je ne leur demande même pas de renoncer à la poésie, si l'on donne à ce mot son véritable sens : leur poésie, à elles, est dans les vers qu'elles inspirent et non pas dans ceux qu'elles font. Leur poésie, avant tout, c'est d'être belles et de se faire aimer. A Dieu ne plaise pourtant que je leur interdise l'art dans certaines limites! Je serais fâché qu'une femme ne sût pas faire naître de douces extases au cœur de son mari et de joyeuses rêveries au cœur de ses enfans, en jouant le soir dans un coin de son salon quelque mélodie allemande. Tout ce que j'exige d'elles, c'est qu'elles ne tirent jamais d'un instrument et encore moins de leur ame des accords qui s'envolent au-delà du foyer.

Au moment d'achever cette étude que j'ai faite avec conscience, je me demande, comme je le ferai toujours, à qui peuvent être utiles les pages qu'on vient de lire. Je n'oserais jamais croire, peut-être même n'aurais-je pas le courage de désirer que ce fût à celles dont j'ai parlé; mais si elles l'étaient par hasard à quelques jeunes filles prêtes à traduire, dans un langage positif et banal, les voix confuses et mystérieuses de leur cœur, si je pouvais retenir quelques mauvais vers sur de jolies bouches, je m'en applaudirais avec joie et croirais avoir rempli mon devoir dans toute son étendue; quant à y retenir les doux aveux, Dieu merci, c'est d'autres moralistes que cela regarde.

G. DE MOLÈNES.

HISTOIRE

DE LA ROYAUTÉ

CONSIDÉRÉE

DANS SES ORIGINES JUSQU'AU XIe SIÈCLE,

PAR M. LE COMTE A. DE SAINT-PRIEST.[1]

J'ai tant de respect pour l'histoire, que je ne l'aborde jamais qu'avec crainte et à mon corps défendant. Elle est chose grave, sacrée, et pourtant il entre à vue d'œil toutes sortes de hasards dans sa constitution, bien du factice et du convenu dans sa vérité définitive. A examiner attentivement les faits contemporains, à suivre quelques-uns de leurs courans si ondoyans et si divers, il semble qu'il sera impossible de les fixer avec étendue et variété. Puis vient un moment où, en s'éloignant des objets, on sent le besoin de se décider dans le point de vue et d'en finir. Plus ou moins de vérité dans le détail n'y fait plus guère rien : l'historien, d'autorité, intervient et redresse les témoins. L'essentiel est que la chose générale

(1) Deux vol. in-8°, chez Delloye, place de la Bourse.

subsiste et reste établie dans une teneur quelconque qui ne soit pas trop contraire à la réelle, mais qui surtout aboutisse et se rapporte aux chemins nouveaux. Ces chemins, il est vrai, tournent et changent en avançant; chaque siècle se voit tenté de refaire à son usage l'histoire du passé. Les témoins n'y sont plus, on a le champ plus libre. Les textes sont innombrables et contradictoires, ou très rares et très limités : on les remet en question, on les trie, on les tire. De là mille schismes qui incessamment recommencent. Ce qui est bien certain, c'est qu'il faut aux peuples une histoire, comme il leur faut une religion.

J'ai souvent aimé à me figurer, moyennant quelques images qui parlent aux yeux, ces degrés successifs d'approximation, en quelque sorte décroissante, par où passe presque inévitablement l'histoire, toujours refaite à l'usage et dans l'intérêt des vivans. La réalité des choses, à chaque moment, me fait l'effet d'une grande mer plus ou moins agitée; les évènemens qui surgissent et aboutissent sont les vagues dont se compose la surface mobile; mais, sous ces vagues apparentes, combien d'autres mouvemens plus profonds, plus essentiels, bien qu'avortés et sourds, de qui les derniers dépendent, et que pourtant il n'est donné à nul œil de sonder! Aussi le philosophe, on le conçoit, n'attache pas une très grande importance, une importance absolue, à la forme extérieure de l'histoire qu'il voit éclore en son temps et *prendre* sous ses yeux : ce n'est pour lui qu'une écorce et qu'une croûte qui pouvait lever de bien des façons.

Cependant, une fois la surface levée d'une certaine façon, une fois les évènemens accomplis, il n'y a pas moyen de revenir. Historiquement parlant, il n'y a plus qu'une forme à étudier, celle qui s'est produite et qui apparaît. Si l'histoire prétendait reproduire exactement la réalité même, elle devrait viser à être le miroir de cet océan mobile, de cette surface perpétuellement renouvelée, ce qui devient impossible. L'histoire n'est pas un miroir complet ni un fac-simile des faits; c'est un art. L'histoire, quand on parvient à la construire, est comme un pont de bateaux qu'on substitue et qu'on superpose à cet océan, dans lequel, si on voulait s'y tenir, on se noierait sans arriver. Moyennant le pont, on élude ces flots sans fin; on les traverse sur bien des points; on va de Douvres à Calais. Il suffit pour la vérité historique relative que le pont soit, autant que possible, dans quelqu'une des directions principales, et porte sur quelqu'un des grands courans.

Mais le pont de bateaux ne se fait pas toujours; les matériaux

manquent ou se perdent; il ne se trouve plus que des jalons, et de place en place, après l'orage, des massifs de pièces interrompues et pendantes. Qu'on veuille réfléchir à l'immensité du champ historique; à part deux ou trois époques d'exception, presque tout est ainsi. Comment suppléer et achever? Le moment vient assez vite où l'on n'a plus à espérer de découvertes, et où l'on n'a plus décidément affaire qu'à un certain nombre de textes, de fragmens déterminés. C'est avec cela qu'il faut refaire la ligne, ou la déclarer incomplète. Ici commence le triomphe et l'interminable dispute des érudits.

J'aime avant tout la méthode d'un esprit ferme, positif, inexorable, qui me dénombre et me déduit les faits, les points précis, et me dit : *Rien au-delà*. Je sais à quoi m'en tenir, et, si ma conjecture va son train, je sais qu'elle est conjecture.

J'aime aussi (sauf retour) la méthode d'un esprit ingénieux, hardi, habile, plein de mouvement, qui ose deviner, reconstruire, et qui m'associe à ses courageuses et doctes aventures.

M. le comte de Saint-Priest vient de rentrer avec nouveauté dans une carrière qui, depuis quelques années, avait été parcourue et illustrée en divers sens. Le fort de son livre, qui embrasse une très vaste étendue historique, porte principalement sur l'origine de la royauté moderne et tend à débrouiller encore une fois les époques mérovingienne et carlovingienne. Arrivé le dernier, il a trouvé moyen d'y jeter toutes sortes de vues nouvelles, inattendues. Ces époques, en elles-mêmes si ingrates et si obscures, sont devenues désormais comme un champ-clos brillant où non-seulement les érudits, mais des écrivains éloquens, arborent leurs couleurs et brisent des lances. Il est vrai que, si l'on n'y prend pas garde, la multiplicité des lumières va y refaire jusqu'à un certain point l'effet de l'obscurité primitive. A force d'explications et d'éclairs contradictoires qu'on fera jaillir des mêmes textes, il semblera évident que nulle explication n'est la décisive.

Un premier tournoi eut lieu sur ce même terrain et occupa tout le XVIIIe siècle. Il s'ouvre par les écrits du comte de Boulainvilliers et va jusqu'à ceux de l'historiographe Moreau. M. Augustin Thierry en a tracé un savant et lucide exposé dans les belles *Considérations* qui précèdent ses *Récits mérovingiens*. Chaque élément est tour à tour en jeu et court sur le tapis selon le préjugé dominant de l'auteur qui le fait valoir, l'élément aristocratique et frank avec Boulainvilliers, l'élément municipal et gallo-romain avec Dubos, le démocratique avec Mably, le monarchique avec Moreau. Quand le tour

des rôles fut épuisé, quand tous les *numéros* historiques furent sortis, il y eut clôture. Puis de nos jours, sous une autre forme, la discussion a été reprise, et l'on peut dire que le tournoi a recommencé. Et d'abord il a semblé que ce n'était plus un tournoi. Les documens se présentaient plus nombreux, plus complets, et éclairés par un sens historique tout neuf, par une comparaison très attentive. Il n'y avait plus d'ailleurs de préjugé dominant (les contemporains n'ont jamais de préjugés); enfin on se serait cru d'accord. Pourtant dans ces importans travaux de M. Guizot, de M. Augustin Thierry et de son frère Amédée, de M. de Châteaubriand en ses *Études historiques*, de M. de Sismondi, de M. Fauriel, on trouverait lieu de noter au moins des nuances de systèmes et des traces de direction assez différentes. L'élément, l'intérêt démocratique, celui des communes, ou de ce qui devait un jour s'appeler de ce nom, dominait en général; la monarchie et l'église avaient un peu le dessous. Mais voilà que M. de Saint-Priest, dans ses loisirs du Nord, s'est aperçu de la lacune et a conçu le dessein de la combler. Il s'est ressouvenu vivement de l'idée monarchique et a estimé qu'elle n'avait pas obtenu sa part historique suffisante, son juste rôle, dans les récens travaux des plus illustres maîtres sur nos vieilles races. Nourri de vastes lectures, armé d'une érudition remuante, d'une hardiesse de construction très prompte, il a fait brèche à son tour dans quelques-unes des lignes qui avaient semblé le mieux retranchées. S'il n'a pas raison, je le crois bien, dans toutes ses revendications, il y a lieu du moins qu'on lui réponde : on a désormais à compter et probablement à transiger sur plus d'un point avec lui.

Je dis que l'ouvrage de M. de Saint-Priest aboutit principalement et vise sans doute à ces questions de nos origines nationales. Quoique l'auteur ait pris son sujet de beaucoup plus haut, et que, loin de *circonscrire sa carrière*, comme il semble le croire, il l'ait considérablement élargie, le plus incisif de sa docte manœuvre, le plus vif de la bataille très complexe et très brillante qu'il engage, se livre encore dans le champ de nos vieilles Gaules. On pourrait s'y méprendre à ne voir que le début. Son récit entame et suit l'histoire de l'idée d'empire, de royauté et de dynastie, à partir d'Auguste; ses *Prolégomènes* remontent beaucoup plus haut, et nous transportent du premier pas aux plateaux les plus reculés de la mystérieuse Asie. Lui si Français d'esprit, il a excédé par ce bout peut-être notre mesure française, laquelle est restée très discrète et très rebelle, nonobstant le régime oriental et symbolique qu'on a essayé de nous

inculquer. On a beau faire, nous n'aimons en France à sortir de l'horizon hellénique et de ses lignes distinctes qu'à bon escient. M. Letronne demeure encore en ces matières notre admirable érudit et notre critique défensif par excellence. Je me figure (car j'ai besoin d'une explication) que, pendant ces années de laborieuse absence où l'auteur préparait son important travail, il nous aura crus plus atteints que nous ne l'étions en effet de cette fièvre du symbolisme historique. Les premières pages ne sont autre chose qu'un sacrifice qu'en homme d'esprit il a cru devoir faire, un peu malgré lui, au goût du temps. Eh bien! ce goût n'avait pas de racines profondes et ne méritait pas qu'on en tînt compte :

Je n'ai fait que passer, il n'était déjà plus!

Ajoutez que, dans des considérations générales prises de si haut, l'auteur est nécessairement forcé de courir, et que c'est là, pour le lecteur, une préparation plutôt pénible aux discussions intéressantes, mais sérieuses, qui vont le réclamer tout entier.

L'ensemble de l'ouvrage est conçu et construit dans une pensée d'art; il se compose de dix livres dont chacun embrasse un objet déterminé, et roule autour d'un sujet habilement choisi, contrasté, balancé, dans lequel l'auteur tente et rencontre souvent des nouveautés très piquantes et bien des insinuations lumineuses. Comme le sujet général, qui est l'idée de royauté, ne prête pas à un récit continu, il devient quelquefois un prétexte; l'auteur en profite pour se porter aux plus hautes questions historiques qui se lèvent à droite ou à gauche autour de lui : il met le siége devant tous les grands clochers. Le choix de quelques-uns des sujets secondaires qu'il traverse, et qu'il enserre dans le principal, pouvant sembler arbitraire, c'est avoir fait preuve déjà de beaucoup d'esprit que d'avoir su les grouper de la sorte et les établir. Depuis Auguste jusqu'à Hugues Capet ou à Grégoire VII, le champ était vaste; la ligne qui les joint est sinueuse et prolongée. Elle traverse et côtoie le domaine de bien des érudits et des historiens; elle passe dans la jachère de l'un, par la ferme de l'autre, sous le château-fort de celui-ci, et heurte le mur mitoyen de celui-là. Autrefois on traversait difficilement tant de pays avec si forte marchandise, sans payer rançon; aujourd'hui il y a encore les douanes. Je voudrais bien entendre chaque érudit discuter à fond, ou mieux tirer de son poste à bout portant sur chacun des points du livre qui tombent sous sa portée. Le spirituel auteur les a quelque peu bravés, ce me semble, en passant si hardiment sous leur canon; il a

l'air, et non sans malice, de vouloir leur faire beau jeu et les attirer en plaine par de certaines témérités qu'il sait combiner avec une étude approfondie. Il pousse plus d'un bout de texte en un nouveau sens auquel on n'avait pas songé, et il lui fait rendre de subtiles nuances; il a des impatiences et des éclairs d'interprétations qu'après tout, en ces matières humaines si complexes, un esprit supérieur a peine à s'interdire, et que le talent se plaît à exprimer. Le talent (ne trouvez-vous pas?) a très vite quelque chose d'agressif, d'attentatoire, en apparence, à la stricte méthode érudite. La contradiction même que pourraient opposer, dans le cas présent, ceux que j'appelle les savans spéciaux, introduirait, j'en suis sûr, des résultats et des idées qui ne seraient pas venues sans l'ingénieuse provocation. Quoi qu'il en soit, et pour ne parler ici que des autorités éminentes, on aimerait à savoir ce que pense, par exemple, l'historien de *la Civilisation* sur les chapitres parallèles qui traitent de la transformation de la société romaine, ce que l'historien du *Paganisme en Occident* trouve à redire peut-être dans le tableau reproduit de ces mêmes luttes des deux mondes païen et chrétien, ce qu'oppose sans doute l'auteur des *Récits mérovingiens* à cette inégalité de rôle un peu brusque entre Frédegonde et Brunehaut, et comment enfin l'historien dès long-temps désigné de *Grégoire VII* apprécie la peinture de Rome féodale à la veille de ce pontife. Invoquer de tels noms, comme presque les seuls compétens, pour trancher ou fixer de près des questions si compliquées et si ardues, c'est assez déclarer ma propre insuffisance à moi-même, et aussi mon peu de prétention. Chacun des dix livres de M. de Saint-Priest mériterait les frais d'un siége à part, d'un siége en règle, dirigé par un homme du métier; même là où il y aurait capitulation, elle ne serait pas sans honneur, et l'on en sortirait avec bien des idées de plus. Mais je dois me borner ici à rendre une impression, non un jugement; à faire comprendre l'ordonnance et le mouvement du livre, peut-être aussi l'esprit qui l'a inspiré. Et, par exemple, il importe de bien dégager l'idée principale, l'idée monarchique, de la séparer des nombreux accessoires où elle se mêle et qui peuvent parfois la faire perdre de vue. Cette idée est en quelque sorte le personnage intéressant et vivant, *l'héroïne* de l'ouvrage; suivons-en l'histoire, selon M. de Saint-Priest, en ne touchant que légèrement aux épisodes dont elle se trouve, chemin faisant, enveloppée.

L'idée de royauté est originaire de l'Asie; elle y a son berceau et ses racines avec le genre humain; elle y a crû, dès l'origine, comme

en pleine terre, et n'a cessé, aux diverses époques, de s'y reproduire dans son luxe de végétation et de puissance. A Rome l'idée de royauté, une fois bannie, demeura absente, étrangère, haïe et repoussée bien plutôt que méprisée : l'auteur tient à établir ce dernier point. Au temps de l'empire, il fallut aux empereurs toutes sortes d'efforts et de dissimulations pour implanter, à l'encontre du sénat, quelque chose de l'idée et de l'habitude dynastique. Les prétoriens étaient, en leurs mains, l'instrument de cet intérêt domestique et de ces essais d'hérédité. L'auteur cherche ainsi à introduire une sorte de pensée fixe et de loi dans ces perpétuelles et confuses révoltes du prétoire.

Mais ce ne fut qu'en se rapprochant de l'Asie, en allant chercher dans l'Orient des exemples et des épouses, que les empereurs parvinrent à transporter ou à greffer quelque chose de la religion dynastique sur ce vieux tronc du patriciat romain. L'auteur nous signale ainsi l'influence singulière de quatre femmes syriennes, des *quatre Julies*, comme il les appelle, autour des règnes de Septime, de Caracalla, d'Héliogabale et d'Alexandre Sévère. Ce chapitre est un des plus piquans de l'ouvrage et des plus spécieux dans sa nouveauté.

Le christianisme, qui devenait une puissance dans l'état, favorisait plutôt l'idée dynastique; entre le sénat et César, dès qu'il y avait lutte, il n'hésitait pas. Le sénat, c'était l'ancien ordre païen au complet, politique à la fois et religieux, la religion d'état par excellence, un Capitole ennemi et inexpugnable. César, après tout, n'était qu'un homme et pouvait se gagner.

Mais est-il rigoureusement exact de dire « que les progrès ou les défaites de l'hérédité souveraine, essayée par les empereurs romains, étaient devenus la véritable mesure de la destinée des chrétiens; que, sitôt que le sénat et l'empire non héréditaire emportaient la balance, le christianisme était persécuté; que, sitôt que l'idée orientale ou royale recommençait à prévaloir, les persécutions s'arrêtaient; que le caractère personnel des princes n'avait aucune part à ces oscillations? » Voilà des assertions bien absolues; ce serait la première fois qu'une idée aurait triomphé, durant une longue période, du caractère personnel des gens. Je ne vois point, par exemple, pourquoi, indépendamment de toute idée d'hérédité ou de non-hérédité, la nature grossière, cruelle et superstitieuse de Galère, n'aurait pas arraché l'édit de persécution au caractère affaibli et vieilli de Dioclétien; il ne m'est pas très prouvé non plus que celui-ci ait eu des engagemens secrets avec les chrétiens, et qu'il ait dû paraître ensuite à leur égard, non-seulement un ennemi, mais un *traître*.

Je reviens. L'idée de royauté cheminait donc et grandissait à travers le déclin de l'empire; le christianisme la favorisait indirectement. A Rome pourtant, qui était devenue veuve des Césars, la papauté insensiblement héritait de la souveraineté de la ville éternelle, et attendait avec patience, recueillant, redoublant ses forces et ses mystères, jusqu'à ce que vînt le jour d'apposer le sceau et l'onction à une royauté nouvelle.

Le chapitre du livre III, dans lequel l'auteur expose la transformation de l'ancien patriciat en haut clergé romain, a semblé à de bons juges un des plus heureux et des plus satisfaisans de l'ouvrage. Nulle part, je le crois, on n'avait expliqué d'une manière aussi vivante et aussi suivie, dans un relief aussi palpable, le fait du passage même, le secret d'une métamorphose qui, plus sensible dans ce grand cadre, n'y fut point pourtant circonscrite et dut se répéter en diminutif sur plus d'un point de l'empire.

> Des prêtres fortunés foulent d'un pied tranquille
> Les tombeaux des Catons et la cendre d'Émile,

a dit Voltaire. Mais si le prêtre a foulé tout d'abord ces grands parvis d'un pied tranquille, et, il faut ajouter, d'un pas majestueux, si encore aujourd'hui, à voir sa démarche haute dans *Ara cœli*, il a l'air du maître héréditaire et du patricien de céans (*gentemque togatam*), c'est qu'il a été en effet, à l'origine, le légitime descendant, le petit-neveu, en tant qu'il en restait, de ces Catons et de ces Émile. Ce fond continu de la vieille Rome au sein de la nouvelle s'est empreint jusque dans les formes et dans l'attitude : la pensée du Vatican en a gardé aussi des allures. M. de Saint-Priest, dans les divers chapitres qu'il a consacrés à cette Rome papale, l'a comprise en esprit politique des plus déliés et avec une affinité, si j'ose dire, plus qu'historique.

Cependant l'idée de royauté, dont nous suivons l'histoire, faisait le grand tour; elle arrivait de l'Asie par le Nord; elle suivait assez obscurément, durant des siècles, la grande voie des migrations germaniques, et venait planter son drapeau dans les Gaules avec les Franks, avec Clovis.

Elle semblait pénétrer encore plus avant, plus au cœur de l'empire, avec les Goths et Théodoric; mais les Goths, comme leur illustre chef, admirateurs, imitateurs du génie romain et de cette grandeur déchue, s'y fondirent et y absorbèrent leur originalité; le Sicambre résista mieux. L'auteur nous a peint en traits énergiques et éloquens

ce contraste du caractère des deux races, particulièrement cette attitude négligente et hautaine des Franks, même quand ils s'affublaient des oripeaux de Rome. Si Clovis se laissa faire consul, ce fut le jeu et la cérémonie d'une matinée.

Clovis a été découronné dans ces derniers temps de l'espèce d'auréole et, pour tout dire, de perruque à la Louis XIV, dont avaient cru le décorer les derniers historiens ou compilateurs de nos annales. On l'a, et avec autant de talent que de raison, restitué barbare, et très barbare malgré son génie. Par une sorte de jeu de bascule qui peut impatienter les historiens, mais qui fera sourire les moralistes, voici pourtant qu'un mouvement contraire le vient reprendre et comme replacer sous l'auréole. M. de Saint-Priest croit qu'on l'a fait trop barbare, trop sauvage, voire même *Osage*, un pur chef de clan, qu'on l'a trop destitué des traditions monarchiques qu'il puisait, lui aussi, de haute source dans la mythologie d'une race sacrée. Les Mérovingiens chez les Franks, comme les Amales chez les Goths, comme les autres races royales des barbares, étaient des Ases, c'est-à-dire des fils des dieux. Il y avait là un premier *droit divin* qui n'est pas sans doute tout-à-fait celui qu'on professait sous Louis XIV, qui n'a pas été transmis à la monarchie de saint Louis sans interruption, que la féodalité a coupé à plus d'un endroit, et qui a dû se retremper, dans l'intervalle, à l'onction romaine; mais enfin c'était un *droit divin* très profond, très vénéré, qui impliquait l'hérédité, sinon par ordre de primogéniture, du moins par égal partage entre tous les fils; qui constituait la qualité de prince du *sang* comme quelque chose de très à part et d'inamissible; qui excluait toute aristocratie dominante et proportionnait le rang des chefs au degré dans lequel ils approchaient le roi. Les assemblées des Franks avant la conquête n'avaient aucun caractère aristocratique, et ce ne fut que par une usurpation réelle qu'elles en vinrent depuis à plus d'importance. Posée en ces termes, la question, au premier abord, n'a rien que de plausible et redevient au moins douteuse; c'est affaire de textes. M. de Saint-Priest les aborde et en serre de près quelques-uns. Il conteste que le roi mérovingien fût soumis à la loi de *composition* qui gouvernait autour de lui, et qu'il ait jamais été cité devant le *mâl* ou assemblée nationale; il revient (1) sur un article de la loi salique duquel on se serait à tort prévalu. Sans entrer dans le fond du débat, et en laissant aux maîtres le soin, s'il y a lieu, de relever le gant, il faut reconnaître que toute

(1) *Prolégomènes*, p. LXXIII, t. I.

cette forme de discussion est de bonne guerre, de bonne et légitime méthode.

L'auteur va plus loin : il fait descendre sur cette race mérovingienne et sur son droit inné une sorte de mysticisme demi-asiatique, demi-scandinave, et il en personnifie le résultat idéal dans la figure de Brunehaut. Pour lui, cette belle reine venue d'Espagne est un *type* qui représente, dans sa dernière expression, l'ascendant et l'idée de la royauté barbare sur cette troupe encore nommée les fidèles, mais qui sera bientôt la féodalité armée. Le premier grand échec que reçoit la légitimité mérovingienne date de la condamnation juridique de Brunehaut. Cette noble femme, une fois associée aux destinées des petits-fils de Clovis, aurait tenté, dans toute sa carrière, de restaurer la puissance déjà déclinante de la vieille race, de combattre à mort l'opposition conjurée des leudes et des évêques, et de déjouer, au nom d'une haute et souveraine idée, les essais de féodalité ou d'aristocratie naissante, ou même d'organisation synodale. Vers ce temps, en effet, l'Espagne et la Lombardie étaient d'un mauvais exemple pour les Franks, la Lombardie avec ses trente-cinq ducs et ses formes précoces de féodalité, l'Espagne avec ses conciles de Tolède et sa royauté soumise aux évêques. Ces circonstances collatérales, et le jeu qu'elles pouvaient avoir par contre-coup, sont très ingénieusement présentés par M. de Saint-Priest. Brunehaut, pour triompher des difficultés intérieures et se donner un point d'appui au dehors, tend la main au pape saint Grégoire, qui reprenait, de son côté, l'œuvre d'agrandissement du Saint-Siége. Elle aide la mission que ce pape envoie en Grande-Bretagne, et obtient de Rome des conditions qui, favorables aux priviléges des monastères, tendent à restreindre le pouvoir des évêques diocésains. Mais saint Colomban, arrivé tout exprès d'Irlande en France, y saisit en main l'influence religieuse, contrarie les directions romaines et se pose en ennemi mortel de Brunehaut. Ces trois personnages, saint Grégoire, saint Colomban et Brunehaut, se balancent à merveille. Celle-ci, dans la réhabilitation idéale qu'on en trace, aurait du moins eu la gloire d'avoir entrevu à l'avance quelque vague rayon de la politique de Charlemagne. Aussi la comparaison qu'on fait d'elle à Frédegonde, sa rivale accoutumée, semble-t-elle à notre auteur une injure. Le personnage sanglant de Frédegonde n'est qu'un détail, un accident de la barbarie; Brunehaut *tient à l'histoire de l'esprit humain*. Quand elle meurt de l'affreux supplice, quand elle disparaît attachée aux crins d'un coursier sauvage, c'est la royauté elle-même, c'est la royauté asiatico-germanique

à l'agonie, que le coursier féodal emporte. — Et le talent aussi, l'imagination dans le style, n'est-ce donc pas une espèce de coursier de Mazeppa? il y a des momens où il entraîne.

Toute cette histoire des Mérovingiens, sillonnée de tels points de vue, gagne singulièrement en intérêt; le temps n'est plus où une femme d'esprit, quand elle commençait à lire l'histoire de France, disait : *Moi, je saute toujours la première race.* C'est au contraire la première race qu'il faut lire et relire aujourd'hui pour s'intéresser, pour jouir de scènes neuves, de personnages imprévus, et de tout l'esprit, de tout l'art qu'on y emploie. M. de Saint-Priest est parvenu à rendre beaucoup de physionomie et de lustre à ce personnage de Dagobert, pris d'un certain côté. Ce prince, le dernier vraiment grand de sa race, marcha sur les erremens de Brunehaut. Pénétré des vieilles maximes de la royauté germanique, conseillé de saint Éloi et de Dadon, très ferme personnellement de caractère, il combattit et contint la ligue aristocratique et épiscopale. Les monastères de l'école de Colomban étant, par un revirement assez naturel, devenus hostiles à l'intérêt des évêques, il les favorisa contre ceux-ci, rallia les populations, et rendit à l'ensemble de la souveraineté franke un reste de consistance et même de splendeur qui ne tint pas après lui. Il mourut à trente-trois ans, formant l'anneau, et un anneau très entier, entre Clovis et Charlemagne.

On sait ce que la tradition a fait de lui. J'ai souvent pensé qu'il y aurait un chapitre à écrire : *De ceux qui ont une mauvaise réputation et qui ne la méritent pas.* Montaigne a oublié de le faire. Que de noms en appel contre le hasard y trouveraient place! Il faudrait commencer par Augias, au nom duquel cette locution d'*étables d'Augias* a rattaché une idée odieuse et presque infecte, et qui était le plus riche et le plus royal patriarche des pasteurs, tel que nous l'a représenté l'antique idylle. On n'y oublierait pas surtout Dagobert, *le bon Dagobert*, qui a laissé une réputation débonnaire et assez ridicule, et qui fut peut-être un grand roi, énergique, le *quasi*-Charlemagne de sa race, mort à la fleur de l'âge et dans la vigueur de ses hauts projets (1).

(1) La tradition populaire tend à imprimer un certain caractère de débonnaireté et de bonhomie à ce qu'elle touche de longue main familièrement, même quand ce quelque chose a été d'abord héroïque et redoutable. Charlemagne n'y a pas plus échappé que Dagobert, et il joue souvent dans les romans de chevalerie une espèce de rôle de bonhomme entre ses douze pairs et son archevêque Turpin, qui est son saint Éloi. Attila aussi, dans les poèmes germaniques, n'est-il pas devenu le bon

M. de Saint-Priest fait de saint Éloi, de ce fidèle Achate du héros mérovingien, un portrait très aimable, très parlant; il lui retrouve quelque chose de la physionomie d'un Fénelon primitif. En général l'auteur affectionne les rapprochemens avec le temps présent; ces sortes de comparaisons greffent plus au vif sur le moderne et mordent mieux, pour ainsi dire. La critique pourra trouver qu'il les prodigue; ce n'est pas trop au lecteur de s'en plaindre, car cette manière de mettre un nom de notre connaissance au bout de la pensée éclaire et détermine singulièrement, même quand cela est poussé un peu loin. L'auteur fait ainsi beau jeu aux contradicteurs, en leur offrant son point de vue sous l'aspect le plus propre à être un point de mire.

Cependant, tout aussitôt après Dagobert, la décadence de sa race, un moment retardée, reprend son cours et se déclare par mille symptômes. Le règne des maires du palais, ou de ceux qu'on a qualifiés de ce nom, commence. L'un d'eux, Hébroïn, essaie encore de maintenir en honneur l'idée de vieille race et de défendre le plein pouvoir sacré de ses rois; mais, après une lutte vigoureuse et des fortunes très diverses, il succombe; un de ces leudes dont il combattait l'avènement lui fend la tête d'un coup de hache. « On peut peser à loisir, écrit l'historien de *la Royauté*, les crimes, le génie, les vertus et les vices de cet homme extraordinaire : bornons-nous à dire que la hache de son assassin brisa toute la race des Mérovéades. Voilà la gloire de ce Richelieu prématuré. » Un tel nom sur le front d'Hébroïn, à travers de telles ténèbres, pourra paraître bien hardiment imposé; il va du moins le fixer plus nettement dans notre mémoire, et désormais, qu'on y consente ou non, Hébroïn à coup sûr y gagnera.

La famille des Carlovingiens apparaît. M. de Saint-Priest se déclare avec beaucoup d'insistance contre l'origine prétendue germanique

Étel? Il peut nous être déjà très sensible combien ce genre d'adoucissement pénètre de toutes parts dans la tradition populaire grossissante autour du héros d'hier, qui n'était pas tendre précisément. J'ai sous les yeux deux chansons des rues, en tête desquelles Napoléon sur sa colonne est mis en regard (j'en demande bien pardon) de la plus adorable et de la plus ineffable image de la mansuétude divine et humaine, et, dans le parallèle que déduit au long la complainte bien plutôt niaise que sacrilége, il est dit sérieusement :

Napoléon aimait la guerre,
Et son peuple comme Jésus!

Je voudrais bien pouvoir n'en conclure qu'une chose, c'est que, même à tort et à travers, l'humanité ne conçoit rien de grand à la longue sans une certaine bonté.

de cette nouvelle dynastie, et contre l'espèce de caractère d'invasion franke qu'on a donné à son usurpation sur la première race abâtardie. Il tient à montrer les Carlovingiens aquitains d'origine plutôt qu'austrasiens. Il conteste d'ailleurs à ces dénominations d'Austrasie et de Neustrie une acception bien précise et surtout rivale. La Neustrie n'était pas plus romaine que l'Austrasie, ni l'Austrasie plus germanique que la Neustrie. L'Austrasie aurait plutôt gardé un caractère romain prédominant dû à ces premières fondations de Cologne, de Mayence, de Trèves et de Metz. Les ancêtres de Pépin avaient été évêques de ces dernières villes. La famille carlovingienne se trouverait donc aquitaine d'extraction, et de plus sacerdotale, par conséquent toute romaine. C'est ainsi que plus tard l'auteur contestera encore, et cette fois très aisément, à la nationalité franke d'avoir joué aucun rôle dans l'élection de Hugues Capet, par opposition à la nationalité teutonique, Hugues Capet étant plutôt en effet d'origine saxonne et germanique. Enfin, et pour ramasser ici les principales contradictions que notre auteur élève contre les autorités célèbres, il ne pense pas qu'on puisse rien conclure de positif des noms plus ou moins romains ou franks par rapport à la race directe des personnages, puisqu'on voit des Gaulois mariés à des Germaines avoir des enfans nommés d'un nom gallo-romain ou germain, à peu près au hasard et très arbitrairement. Sur tous ces points, on l'a sans peine reconnu, M. de Saint-Priest se présente comme opposant, et s'inscrit en appel contre des portions notables de la doctrine historique de M. Augustin Thierry. Il est des noms si illustres à bon droit et si consacrés que le premier point d'honneur consiste à ambitionner de se mesurer avec eux. C'est déjà faire éclat dans la carrière et y gagner du lustre, que de donner de la lance contre leur écu. Nous ne croyons pas méconnaître le sentiment avoué du noble survenant, en disant que ce haut hommage ressort de son opposition même.

La légitime gloire du talent qui, le premier en France, nous a rendu le goût et déroulé le tableau de ces grandes époques barbares, qui les a refaites et gravées en traits profonds, sobres et précis, pour notre agrément et à notre usage, cette gloire durable de l'historien épique demeure hors de cause, et ce n'est point par nous ici que la vérité de tel ou tel détail se débattra. Nous achevons de suivre les intéressantes considérations qu'à son tour, et à son point de vue, M. de Saint-Priest nous développe sur les vicissitudes de l'idée de royauté en ces siècles obscurs. Aux coups que lui porte Pépin d'Héristal, l'antique suprématie mérovingienne, avec l'espèce de fédération alle-

mande et frisonne qui en dépendait, se détruit et se brise. Sous les Mérovingiens, quand le Mérovée ou le Dagobert régnant était puissant et respecté, il se formait, comme naturellement, un essai de grand empire dont les liens assez vagues, des Pyrénées au Weser, trouvaient pourtant leur force et leur entretien dans une sorte de fidélité traditionnelle, de religion pour la race, et de vieil honneur barbare. Si les Carlovingiens reconstruisirent cette unité, et avec bien autrement de volonté et de puissance, ils commencèrent aussi par y porter la plus rude atteinte. Il fallut tout leur génie et leurs exploits pour rétablir le prestige anéanti et pour suppléer aux nuages des fabuleuses origines. La foi catholique y aida. Pépin d'Héristal et Charles Martel se rapprochèrent de Rome et du parti romain dans les Gaules. Ils favorisèrent les missions apostoliques de Willebrod et de Winfried (saint Boniface) dans la Germanie, alors seulement devenue chrétienne. Pépin, premier roi de sa race, recueillit le prix de cette politique; élu roi à Soissons, il fonde l'ère des royautés nouvelles.

Autrefois (selon la théorie que j'expose) il n'y avait pas d'élection de la part des leudes, il n'y avait qu'*acclamation*, reconnaissance, adhésion, une pure cérémonie : ici le choix formel se déclare et crée le droit qui ne découle plus du sang. Mais ce droit qui naît, qui se fabrique à vue d'œil, qui tire toute sa force de l'utilité et de la fonction, est faible à d'autres égards : il a besoin de consécration et de complément religieux. La papauté est là tout à propos, qui appose une espèce de sacrement au fait nouveau, et qui le confirme par l'onction, ce qui ne s'était pas vu pour Clovis. Telle est la théorie. Ainsi la papauté confirme la royauté, cette royauté de seconde formation; mais, pour ce qui est de l'*empire*, elle fait plus : la couronne impériale proprement dite, elle la confère et la décerne. Ce fut donc peut-être une grande faute de Charlemagne que d'avoir prétendu ajouter à sa couronne très bien posée, héréditaire et dès-lors indépendante, ce globe impérial mobile qui allait se prendre à Rome, et qui devint une pomme de discorde entre les mains de ses descendans. La suprématie de Rome au temporel et les luttes qu'elle engendre, la féodalité européenne qui sort de l'immense anarchie, le rôle et la part des ordres religieux directeurs de l'esprit du temps, le système de falsifications historiques auxquelles ils tiennent la main, ces graves et toujours si difficiles problèmes occupent finalement l'auteur, qui est forcé de subir, après Charlemagne, la loi de son sujet, c'est-à-dire la diffusion. Le tableau de Rome féodale arrête le regard par l'intérêt extrême de la peinture. On atteint enfin au

XIe siècle, à cette époque où se reforment partout, et assez petitement d'abord, les royautés politiques; celle de Hugues Capet est de ce nombre, et si, à son berceau, elle n'a pas à beaucoup près la splendeur des débuts carlovingiens, aucune imprudence du moins n'en altère le principe grandissant et n'en compromet l'avenir.

L'auteur, on le voit, s'est tracé un vaste cadre, et il a eu force d'exécution pour le remplir. Jusqu'à quel point, dans cette longue étude du passé monarchique, a-t-il été préoccupé du présent, de ce qui nous touche, et jusqu'à quel point a-t-il pu l'être légitimement? De tels travaux, si lointains et si purement historiques qu'on les fasse, ont presque toujours leur point d'appui, leur point de départ dans les questions modernes, et leur inspiration première, leur verve si j'ose dire, vient de là. M. de Saint-Priest a vu sans doute l'idée monarchique beaucoup plus désertée en théorie qu'elle n'est peut-être perdue en fait, et il m'a l'air de ceux qui ne désespèrent pas précisément de son lendemain. La France a long-temps été monarchique; elle a toujours assez et trop aimé, sauf les intervalles, aller à un seul, obéir à quelqu'un; et cette idée, qui trouverait ses retours jusque dans le triomphe de la démocratie, vaut bien la peine qu'en temps régulier, et même à travers l'apparente défaveur, on s'y arrête encore : l'observer à loisir et la reconnaître, c'est le bon moyen d'en moins abuser. Historiquement, on peut trouver que, dans les remarquables travaux de l'école moderne, la royauté n'a pas été traitée assez équitablement; la plupart des historiens de cette école, en effet, sont entrés dans l'étude par la polémique, et leur impartialité, même en s'élargissant graduellement, a toujours gardé le premier pli. M. de Saint-Priest se sera dit qu'il y avait là un sujet tout neuf : retrouver les vieux titres de nos races monarchiques et ceux aussi de l'église à ces époques. Un livre, j'imagine, n'aura pas laissé d'exercer de l'influence sur la conception du sien. *La Démocratie*, de M. de Tocqueville, paraissait avec éclat vers le temps où lui, d'autre part, il commençait à méditer sa *Royauté*. Le désir d'opposer à l'ouvrage en vogue, sinon un contre-poids, du moins une contre-partie et un pendant, dut le séduire. Plus la forme était différente et plus le terrain des deux sujets éloigné, plus aussi la noble lutte avait tout son jeu. A une démocratie présente et imminente, dont les États-Unis nous offraient à leur manière l'active, la grandiose, mais assez terne image, il était piquant de restituer pour vis-à-vis l'ancien fond monarchique dans son relief le plus coloré. Entre ce double antagonisme, tel que je le suppose, plus à distance avec M. de Tocqueville

et plus rapproché avec M. Thierry, la pensée originale avait de quoi s'exciter dans son entrain naturel et ne pouvait qu'acquérir vite tout son ressort.

Ce qui me frappe surtout dans le cours de l'ouvrage, c'est la quantité d'esprit que l'auteur y a versée, je veux dire la quantité de vues, d'aperçus, d'ouvertures de toute sorte et de rapprochemens. Je suis fâché pour l'érudition, qui y est fort étendue et de source, que certains détails de reproduction matérielle aient fait défaut. La ponctualité matérielle même, il ne faudrait pas l'oublier, est une partie, non-seulement de la solidité, mais aussi de l'élégance en ces sortes d'ouvrages. Le talent d'expression y est éminent : je ne serais pas étonné que par endroits, pour quelques yeux chagrins, ce talent ne voilât presque, ne déguisât dans de trop riches images le fin de l'esprit et le réel de l'érudition. Plus d'un aperçu ingénieux aurait gagné, je le crois bien, a être rendu d'une manière plus simple, plus purement spirituelle, et avec l'habitude si française de l'auteur. Au reste, ce qui est éclatant, noble et d'une élévation éloquente, je l'accepte de grand cœur et le salue. En fait de talent, le luxe n'est pas déjà chose si vulgaire. Assez d'honnêtes gens dans ces doctes matières s'en scandaliseraient volontiers, et pour cause; ce serait le cas de leur répondre avec le poète : « Ah! cesse de me reprocher les aimables dons de Vénus; les dons brillans des immortels ne sont jamais à dédaigner; eux seuls les donnent, et ne les a pas qui veut. » Je ne voudrais décidément rabattre dans la manière de l'auteur que ce qui semblerait trahir le voisinage d'une école dont son excellent esprit n'est pas. M. de Saint-Priest possède à un haut degré les qualités littéraires : il en faisait déjà preuve dans sa jeunesse, et, quoiqu'il l'ait sans doute oublié lui-même aujourd'hui, d'autres que l'inexorable Quérard se souviennent encore de gracieux essais par lesquels il préludait avec aisance et goût dans la mêlée, alors si vive. Je regretterais trop de quitter ses savans volumes sans donner idée du caractère animé, brillant et tout-à-fait heureux, de bien des pages, et je détache de préférence, comme échantillon, celles où il nous exprime l'état vivant des croyances et des mœurs rustiques dans le midi de l'empire au lendemain de Théodose. On pourrait citer d'autres passages plus imposans et plus énergiques, mais aucun assurément de plus gracieux :

« Dans toutes les villes, les temples tombaient à la fois sous la spo-
« liation et l'anathème; il n'en était pas ainsi des campagnes. Là,
« les croyances étaient des impressions et non des doctrines; elles

« tenaient moins du raisonnement que de l'habitude. Plus naïves et « plus matérielles que dans les villes, elles étaient plus persistantes. « Lorsque l'empire officiel presque tout entier s'agenouillait devant « la croix, un édit d'Honorius, publié en 399 (1), proscrivait les liba- « tions dans les festins, les torches funèbres, les guirlandes d'Hymen « et jusqu'à ces dieux Lares tant chantés par les poètes et si chers aux « descendans des Arcadiens et des Pélasges. Inutile défense! on le « voit par ces ordonnances mêmes : de toutes les empreintes du pa- « ganisme, celle-là seule demeurait inaltérable. Le Jupiter d'Olympie « était lentement descendu de son piédestal de marbre; la virginité « de Minerve ne se manifestait plus dans la blancheur symbolique « de l'ivoire; tous les dieux du *lectisterne* gisaient sans honneur au « pied de leur lit de pourpre; mais la Naïade indigène habitait en- « core sa source, l'Hamadryade locale n'avait point déserté son bois « d'oliviers. Ni le glaive ni les édits n'avaient pu dissiper le prestige « charmant de ce panthéisme rural, immortalisé par Hésiode et par « Virgile : l'*Ager Romanus*, les vallons de l'Arcadie ou de la Sabine, « conservèrent long-temps ces fêtes gracieuses où Pan et Palès, à « l'ombre des platanes, au bruit des fontaines murmurantes, rece- « vaient la brebis marquée de cinabre et la fleur de pur froment. La « fiancée, long-temps encore, quitta la maison paternelle au son des « flûtes, et, bien avant dans les siècles, la lampe domestique éclaira « sous le chaume les dieux Pénates exigus comme elle, et comme « elle pétris d'argile. Malgré les édits sans nombre, ce riant paysage « des Géorgiques ne s'effaça que par degrés et disparut lentement « devant le soleil du christianisme. Écrit dans le IVe siècle, et selon « quelques scholiastes cent ans plus tard, le poème de *Daphnis et* « *Chloé* reproduit sous une forme idéale sans doute, mais exacte, « l'état religieux des campagnes à la dernière époque du culte des « dieux. L'aspect général des localités était encore tout coloré de « paganisme. En Grèce, en Italie, telle bourgade, telle petite ville, « étaient déjà chrétiennes; la foule se rendait dans les basiliques « transformées en églises; les préaux, les chemins, étaient semés de « croix; pourtant, au fond du bois, au détour d'un angle caché par « les chênes verts, sur le bord du ruisseau ou du lac, on voyait se « mirer paisiblement dans l'eau la grotte des Nymphes, *grande et* « *grosse roche, ronde par le dehors, au dedans de laquelle* se cachaient

(1) On peut voir sur cet édit et sur les circonstances précises le chap. I, livre IX, *Histoire de la Destruction du Paganisme en Occident*, par M. Arthur Beugnot.

« quelques statuettes en pierre de Naïades ou de Napées, *les bras* « *nus,... les cheveux sans tresses,... le visage riant et la contenance* « *telle comme si elles eussent ballé ensemble* (1). Là se rendaient les « garçons et les filles; ils couronnaient de fleurs les images des Nym- « phes, non plus par religion, mais par une sorte d'instinct machi- « nal; la douce mythologie, inséparable de toutes les impressions du « plaisir, était encore le langage de l'amour; les cœurs demeurèrent « long-temps sous la protection de cet *enfant jeune et beau, qui a* « *des ailes, et pour cette cause prend plaisir à hanter les beautés;...* « *qui domine sur les élémens, les étoiles, et sur ceux qui sont dieux* « *comme lui.* Si le rituel de la théogonie grecque est resté insépa- « rable de toutes les formes de la galanterie, s'il constituait, il y a « peu de temps encore, ce qu'on appelle poésie et littérature, si « Vénus, Cupidon et les Graces ont été fêtés dans nos chansons, « qu'on juge de leur empire sur ceux dont la veille encore ils étaient « le culte et la foi. Semailles, moissons, vendanges, tout relevait « comme par le passé de Cérès, de Bacchus et de Pomone.

« Dans cette pastorale exquise, toute la population des campagnes « romaines ou grecques est fidèlement reproduite. C'est un mélange « singulier des fleurs idéales de l'imagination et des hideuses réalités « de la vie servile. On y voit le colon, l'esclave, porter un esprit « subtil dans un corps robuste, baigné de laborieuses sueurs. L'ex- « trême nonchalance s'allie au travail excessif, une sécurité com- « plète aux périls les plus imminens. Tant que dure la jeunesse et « la beauté, l'existence n'est qu'une fête, par la protection souvent « coupable d'un maître. Sous le plus doux ciel du monde, le berger « joue de la flûte, le long du jour, accoudé sur les rochers et regar- « dant la mer de Sicile. Vienne la vieillesse ou le dégoût du patron; « au loisir succède le labeur, à la flûte l'émondoir, à l'indulgence les « ergastules et le fouet. La religion n'est plus une croyance, mais « une suite de coutumes puériles et gracieuses, renouvelées à des « époques précises. Le christianisme ne prit pas d'emblée ces têtes « légères, préoccupées de mille petites divinités riantes et protec- « trices; il s'y insinua doucement, comme une clarté sagement mé- « nagée dans des paupières long-temps aveugles et encore débiles.

« En consultant le roman comme peinture de mœurs, on recon- « naît dans *Daphnis et Chloé* des traces sensibles de la période « païenne. La passion n'y est pas toujours délicate dans son langage,

(1) Longus, d'Amyot.

« ni naturelle dans son objet. Cependant, si les vices qui ont déshonoré la Grèce s'y retrouvent dans toute leur laideur, ils ne s'y montrent plus dans leur audace; ils ne sont plus attribués qu'à des « êtres difformes ou ridicules, placés par l'esprit, le cœur et le sang, « au dernier degré de l'échelle sociale. La jeunesse imprévoyante et « frivole se rit encore de ces aberrations, mais ne les partage plus; « Astyle raille Gnathon sans songer à devenir son complice. La révolution opérée dans les mœurs ne se fait encore sentir que par « d'imperceptibles nuances; toutefois elle apparaît évidente dans une « autre partie du tableau : Gnaton l'esclave est en plein polythéisme; « Astyle, le jeune patron, s'amuse et se divertit encore aux gaietés « païennes; les amours naïves et sensuelles des deux bergers flottent « entre les deux croyances; mais Cléariste et Dionysophane, le vieux « patricien et l'antique matrone, ont déjà la dignité, le calme, la « grace sévère de la famille chrétienne. En croyant les faire païens, « Longus, ou l'auteur quel qu'il soit de *Daphnis*, faisait Dionysophane et Cléariste chrétiens à son insu. »

Ce sont de vrais oasis que de telles pages en si grave sujet. Ces restitutions rapides, ces plaisirs de coup d'œil, ces inductions avenantes, font précisément le triomphe et le jeu de la critique littéraire. L'histoire en a profité cette fois; mais elle les admet peu en général; son front, d'ordinaire impassible, ne laisse guère monter jusqu'à lui les mille éclairs sous-entendus et les sourires; — et voilà pourquoi, en pur critique littéraire que je suis, j'ai toujours crainte de m'approcher, comme aussi j'ai peine à juger du masque de cette muse sévère.

SAINTE-BEUVE.

QUESTION

ANGLO-CHINOISE.

LETTRES DE CHINE.[1]

N° IV.

Nous avons laissé les Anglais imposant une contribution à la ville de Canton, puis se retirant du voisinage de cette ville, et se préparant à concentrer tous leurs efforts vers d'autres points du territoire céleste. Les autorités chinoises semblaient avoir pris sur elles la responsabilité de la rupture de l'armistice, et les journaux de Canton ne manquèrent pas de renouveler contre les agens de l'empire leur vieille accusation de perfidie. Cette fois ce n'était pas sans quelque apparence de raison; mais, si on se rappelle les préparatifs qui se dirigeaient de toutes les parties de l'Inde vers la Chine, l'occupation d'Hong-kong par le plénipotentiaire anglais, ses proclamations appelant le peuple à la révolte, la présence des navires anglais dans les eaux intérieures de la rivière, tous ces faits si contraires à son assertion du mois de mars, qu'il ne désirait *que la paix, rien autre chose,* et la reprise du commerce sur les bases ordinaires, on sentira que le seul reproche qu'on puisse

(1) Voyez les livraisons des 15 février, 1er mars et 1er juin.

faire aux Chinois est d'avoir prévenu les Anglais de quelques jours. La moralité de l'armistice pouvait d'ailleurs être de part et d'autre révoquée en doute, et, certes, si le blâme des opérations qui le suivirent devait retomber sur l'une des deux parties belligérantes, on aurait peine à le faire peser tout entier sur le pays envahi.

La reprise des hostilités contraria singulièrement le commerce anglais, qui n'y était pas encore préparé. La plupart des navires qui avaient déjà séjourné si long-temps dans la rivière de Canton étaient encore sans chargement; les opérations précipitées qu'on avait faites sous l'impression d'un danger prochain avaient été loin d'être avantageuses pour les marchands anglais; cependant on sentait qu'une vente défavorable était encore préférable à la complète stagnation des affaires; on comptait principalement sur les bénéfices de la cargaison de retour, car le prix du thé avait plus que doublé en Angleterre. D'un autre côté, les plénipotentiaires n'avaient pas encore complètement atteint leur but : les rentrées du trésor ne leur semblaient pas assurées; d'ailleurs, il était passé dans leur politique de laisser la rivière de Canton ouverte au commerce tandis qu'ils iraient porter la guerre sur la côte nord de la Chine. Ils espéraient ainsi concilier les deux intérêts dont j'ai parlé à la fin de ma dernière lettre, celui de l'avenir et celui du présent; ils avaient compté sur l'avidité bien connue des Chinois, mais ils n'avaient pas assez réfléchi que, dans une question aussi grave que celle de l'existence nationale, l'intérêt commercial, c'est-à-dire celui de quelques marchands, serait indubitablement sacrifié à l'intérêt général. En un mot, les plénipotentiaires anglais avaient fait tous leurs calculs d'un point de vue favorable à leur cause, ils ne s'étaient pas assez attachés à peser les raisons contraires qui devaient agir sur la détermination des autorités chinoises. La presse de Macao jeta les hauts cris. « Quoi! disait-elle, l'armée anglaise n'avait qu'un pas à faire, et elle était maîtresse de Canton; le plénipotentiaire pouvait de là dicter des lois à l'empereur de la Chine, et M. Elliot se contente de six millions de dollars! C'est là tout l'avantage qu'il sait tirer d'une situation achetée au prix de si grands sacrifices, au prix d'un sang précieux versé pour une conquête abandonnée aussitôt que faite! Aucun avantage commercial n'est stipulé pour la nation victorieuse; au contraire, l'escadre anglaise se retire de la rivière de Canton et laisse sans protection les intérêts britanniques. »

Peut-être avait-on raison de désapprouver la conduite du plénipotentiaire, mais on ne blâmait pas, à mon avis, ce qui méritait le plus d'être blâmé; car toutes les fautes qui signalaient chacune de ses transactions avaient leur origine dans le principe vicieux de la guerre, dans la mauvaise position que l'Angleterre s'était faite dès l'abord. Les agens anglais n'avaient marché jusque-là qu'à tâtons, et ils étaient destinés à errer ainsi long-temps encore d'essais en essais. On leur avait amèrement reproché de s'être laissé follement chasser du voisinage de Pékin, résolution qu'ils n'avaient cependant prise qu'après de mûres réflexions. Plus tard, et à mesure que les négociations qui avaient eu lieu au commencement de l'année semblaient se rapprocher d'un

résultat, ce résultat avait été à l'avance déclaré impossible, et la réalité était venue toujours confirmer ces faciles prédictions. Enfin les invectives de la presse, les cris de détresse du commerce britannique, les graves inconvéniens d'un blocus incomplet et cependant fatal aux intérêts de ce commerce, l'impatience si naturelle au milieu de toutes ces longueurs, l'amertume du désappointement, leur propre inclination, tout avait poussé les agens anglais à tenter un coup décisif. Le pavillon de la Grande-Bretagne avait été arboré successivement sur toutes les défenses de la rivière, et ces efforts n'avaient abouti qu'à obtenir la singulière situation à laquelle l'attaque des Chinois était venue mettre prématurément un terme. Les plénipotentiaires durent naturellement se demander quelles pourraient être les conséquences de l'occupation de Canton par une armée anglaise, et l'expérience qu'ils venaient d'acquérir de la politique et du caractère chinois dut leur démontrer que ces conséquences ne pouvaient qu'être funestes à la cause qu'ils voulaient faire triompher. En un mot, il devait être évident pour le capitaine Elliot qu'une ville d'un million d'ames, remplie d'une populace qui n'attendait que le signal du pillage, avec une armée de trente mille Tartares dans son voisinage, ne pouvait être occupée par une armée ennemie sans actes de violence. Or, c'eût été fermer pour bien long-temps les voies à toute transaction commerciale; c'eût été détruire de sa propre main l'entrepôt de son commerce actuel et probablement aussi du commerce à venir. Les tentatives qu'on avait faites pendant l'occupation de Chusan pour y attirer les marchands chinois avaient prouvé que tout commerce immédiat avec la côte était impossible, et que ce n'était qu'à Canton qu'on pouvait espérer de trouver les Chinois disposés à transiger avec la haine nationale. La ville de Canton était, d'ailleurs, quelle que fût son importance réelle, trop éloignée du cœur de l'empire pour que le coup qui la détruirait pût exercer une influence décisive sur la volonté exprimée par Pékin de ne pas céder. Déjà l'empereur avait violemment blâmé Keschen d'avoir usé de ménagemens avec les barbares dans la crainte que Canton ne fût détruit. Les richesses appartenant au gouvernement en avaient été enlevées depuis long-temps, et les autorités chinoises ne consentirent probablement au paiement des six millions de piastres que parce qu'elles avaient calculé que leur responsabilité serait bien moins compromise par ce sacrifice que par la destruction de la ville. Les hanistes avaient dû, d'ailleurs, exercer une grande influence sur cette décision; leur offre de payer la plus grande partie de la rançon, combinée avec l'éloignement convenu des forces anglaises, et la terreur que devait naturellement inspirer un nouveau conflit avec un ennemi dont la supériorité devenait si évidente, avaient sans doute fait pencher la balance en faveur d'une transaction.

En occupant définitivement Canton, le plénipotentiaire anglais s'enlevait, du reste, tout moyen d'action ultérieure; il ne pouvait disposer que de trois ou quatre mille hommes de débarquement; c'eût été à peine suffisant, même en faisant une large part à la lâcheté chinoise, pour garder la ville sans s'exposer aux dangers d'un coup de main. La brûler et la livrer au pillage aurait

été non-seulement, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure, un acte impolitique, mais encore un acte de barbarie dont aucun agent anglais n'eût été capable.

M. Elliot ne fit donc, dans cette occasion, que ce que la nécessité lui imposait; il fut fidèle à la ligne de conduite qu'il avait suivie jusque-là. Il avait cherché à tenir le port de Canton ouvert au commerce anglais; satisfait d'avoir atteint ce but, il n'aurait probablement pas songé à recommencer les hostilités dans la rivière de Canton, si les Chinois ne se fussent chargés de lui apprendre que leur haine pouvait sommeiller, mais qu'elle n'était pas éteinte. Après leur avoir infligé le châtiment que demandait ce qu'on appelait assez singulièrement leur agression, il fallut bien rentrer dans les conditions de la lutte, c'est-à-dire essayer de renouer les relations commerciales, tout en se préparant à de nouveaux actes d'hostilité.

Quelques jours après la prise des hauteurs de Canton, il se passa des évènemens qui durent alarmer les Anglais sur les résultats futurs de la guerre, en leur prouvant que la nation chinoise n'était pas aussi inerte qu'ils se l'étaient représentée jusque-là, et que la population pourrait avoir la volonté de se défendre, si elle était attaquée dans ses foyers. Les troupes anglaises qui occupaient les hauteurs s'étaient disséminées dans les villages voisins, et y avaient commis de nombreux excès, malgré toutes les précautions prises par les chefs de l'expédition. Des femmes avaient été poursuivies et outragées; or, c'était là un crime irrémissible aux yeux des Chinois, qui divinisent le vice chez eux et le couvrent de fleurs, mais qui regardent comme une souillure nationale le simple contact d'une femme chinoise avec un étranger. En un clin d'œil toutes les populations voisines s'armèrent de fourches et de bâtons; quinze mille villageois se ruèrent sur les détachemens isolés, et osèrent même attaquer les régimens dans leurs cantonnemens. La conflagration menaçait de devenir générale; de nombreux placards, affichés dans tous les villages, appelaient les populations aux armes. Il y eut un moment, je ne dirai pas d'alarme, mais d'inquiétude parmi les chefs de l'expédition anglaise. On pouvait, en un seul instant, voir anéantir à jamais les espérances commerciales auxquelles on avait fait tant de sacrifices. Des représentations énergiques furent faites aux autorités de Canton, afin qu'elles arrêtassent le désordre; on invoqua leur intervention comme un devoir d'humanité, et comme le seul moyen d'arrêter le carnage que les troupes anglaises seraient obligées de faire, dans l'intérêt de leur propre défense. Ce n'était pas là une considération qui dût avoir beaucoup de poids auprès des autorités d'un pays où la population est comptée pour si peu de chose; mais les mandarins sentirent tout le danger que le gouvernement courrait, si le peuple, après avoir vu les troupes tartares dissipées sous ses yeux par quelques coups de canon, venait à apprendre enfin sa véritable force : aussi accueillirent-ils les réclamations anglaises, et ils employèrent avec empressement les menaces, les promesses et la séduction pour faire rentrer les paysans dans leurs villages.

Voici la traduction d'un de ces manifestes populaires. Jusqu'ici nous n'avons vu que le gouvernement aux prises avec les étrangers; il ne sera pas

sans intérêt de voir comment les populations ressentaient l'agression des barbares.

« Toute la population et les vieux habitans de Sam-yeou-lee, Sei-tsun, Nam-oan et de plus de quatre-vingts villages confédérés déclarent qu'ils ne veulent pas vivre sous le même ciel avec les Anglais rebelles, et jurent solennellement de les exterminer de la face de la terre.

« Dans les temps passés, les étrangers anglais n'ont jamais voulu se tenir à la place qui leur était assignée, et ils ont maintes fois violé les lois de notre céleste dynastie. Dernièrement, ils ont attaqué et pris le fort de Shakok (Bocca-Tigris), tuant et blessant nos mandarins et nos soldats, se prévalant de la profonde bonté de notre gracieux empereur, qui voulut bien ne pas les égorger, et eut pitié d'eux comme d'hommes venus des contrées lointaines. Ces étrangers, cependant, n'ont pas le moindre sentiment de reconnaissance; ils ont nourri dans leur cœur les intentions les plus perverses; ils ont envahi notre territoire et pénétré dans l'intérieur de notre pays; ils ont, sans la moindre considération, lancé partout leurs flèches de feu, brûlant et détruisant les maisons du peuple; ils ont, enfin, osé attaquer les murailles même de la ville, affectant de mépriser nos plus hauts mandarins. Les hauts commissaires impériaux, voyant que la cité et ses faubourgs étaient menacés de la destruction, ont daigné remettre leur épée dans le fourreau, afin de tranquilliser le peuple, et les barbares auraient dû naturellement à leur tour montrer quelque humanité et cesser les hostilités. Mais qui aurait pu le supposer? Avides de victoire, ils n'ont pas prévu les désastres de la défaite. Ils ont continué à avancer, lâchant leurs soldats contre nous, ravageant nos villages et bouleversant tout. Ils ont enlevé les bœufs qui nous servaient à labourer nos terres, ils ont foulé aux pieds nos champs et nos récoltes, ils ont fouillé les tombeaux de nos ancêtres; ils ont violé nos femmes et nos filles. Les dieux et les démons sont également irrités contre eux. Le ciel et la terre ne peuvent plus tolérer leur barbarie.

« C'est pourquoi, réduits au désespoir et ne pensant plus à notre sûreté personnelle, nous nous sommes précipités sur l'ennemi commun; déjà Elliot était cerné à la porte du nord, nous avions coupé la retraite de Bremer à Nam-oan et tranché la tête à plus de cent rebelles. O vous, rebelles barbares, qu'était devenue alors votre valeur si vantée? Et si l'honorable chef du district (le kwang-choo-foo) n'était venu lui-même vous arracher de nos mains, comment auriez-vous pu arriver vivans jusqu'à vos navires?

« Nous avons appris maintenant que vous avez publié des proclamations tout le long de la route, calomniant nos généraux, leur refusant les lauriers qu'ils ont conquis; vous avez répandu des bruits mensongers parmi la multitude, vous avez dit que Bremer seul pouvait dorénavant redresser les torts et apaiser notre soif de vengeance. Ne nous regardez pas comme des êtres aussi dégradés, car, quand notre colère est soulevée, notre indignation est semblable au choc des nuages. Nous sommes déterminés à délivrer notre pays de vos hordes infames. L'homme riche qui a le cœur bien placé fournira des

armes et des provisions pour l'homme fort et vaillant; le paysan, habitué à manier la charrue, l'échangera contre une lance, et quand nous serons ainsi réunis plusieurs centaines de milliers d'hommes forts et alertes, quelle difficulté aurons-nous à vous couper par la racine? Nous vous attaquerons par terre et par eau, et pourquoi craindrions-nous parce que vos vaisseaux sont forts et bien armés? Nous ne voulons pas qu'il reste sur notre terre l'ombre d'un seul rebelle; nous ne permettrons pas qu'un seul de vos navires infernaux aille raconter vos désastres. Alors, seulement alors, nous nous arrêterons.

« Quand cette déclaration vous parviendra, ne cherchez pas tous à échapper à notre colère, mais choisissez vous-mêmes le jour qui vous paraîtra le plus heureux, et vous nous trouverez sur le champ de bataille. Nous vous donnons ce défi comme une preuve de notre désir de vous combattre. Rappelez-vous que, si Elliot avait tardé un seul instant, il ne serait pas retourné vivant à bord de son navire. C'est le kwang-choo-foo seul qui l'a sauvé. »

Il y a beaucoup de jactance, il faut le dire, dans cette déclaration des paysans chinois, mais cette jactance même n'était pas sans danger pour les Anglais; la conclusion la plus importante qu'on puisse tirer de la lecture de ce document est, d'ailleurs, que le désir évident des plénipotentiaires anglais de se concilier le peuple avait échoué, et que la population chinoise n'est pas aussi dépourvue d'énergie qu'on l'a représentée. Cette énergie dort encore, mais elle peut se réveiller; les peuples laborieux ne sont pas ordinairement lâches.

Si vous voulez, monsieur, avoir une idée de la poésie chinoise, et en même temps juger les sentimens de la nation d'après la voix du peuple, voici une pièce de vers que je traduis de l'anglais du *Chinese Repository* du mois de septembre dernier. Ces vers font allusion au combat de Canton et au soulèvement des paysans :

Les Anglais barbares ont excité des désordres,
Foulant aux pieds les principes les plus sacrés.
Le troisième jour de la quatrième lune,
Ils eurent l'audace d'attaquer la cité de Rams (Canton).
Le dieu du nord, déployant sa puissance,
Fit échouer sur les roches cachées un vaisseau ennemi;
Ensuite, en cherchant à renverser le fort de Neishing,
Leurs vaisseaux de guerre ont touché sur le sable,
Et les soldats du démon ont été mis en déroute.
Le sixième jour de la même lune (26 mai),
Des flèches de feu furent lancées dans la ville,
Et un seul canon tonna même trois fois.
Il tomba du ciel une pluie rouge,
Et le feu des canons fut éteint.
Les villageois du nord de la cité
Chassèrent courageusement l'ennemi devant eux;

Du haut des nuages blancs,
Le seigneur du ciel envoya la pluie,
Et plusieurs centaines de fils du démon
Furent ainsi exterminés.
La tête de l'un d'eux fut remplie de terreur,
Son nom était Bremer.
Remplis de crainte et le cœur leur manquant,
Ils s'enfuirent en courant et en abandonnant leurs vêtemens;
Le peuple, plein d'un courage martial,
De toutes parts coupa leur retraite,
Et toute leur troupe fut balayée.
Les navires barbares se sont tous retirés
Bien loin en dehors de la gueule du Tigre (Bocca-Tigris).
La justice du ciel est lourde à supporter.
Dans ce temps le climat était pestilentiel,
Et ils moururent d'horribles maladies,
Suscitées par la colère des dieux.
Désormais la paix ne sera plus troublée, etc.

Voici comment le gouvernement envisageait la protection divine qu'il croyait reconnaître dans cette pluie qu'on lui représentait comme ayant éteint les flammes de l'incendie allumé par les barbares :

« Yischan et ses collègues ont envoyé leur rapport relatif à la capitale de la province de Canton, et nous ont fait connaître que la faveur des dieux s'est manifestée; ils demandent que des tablettes en actions de graces leur soient offertes (1).

« Il est authentique, d'après ce rapport, qu'au moment où les barbares causaient du désordre, et, s'étant approchés des murs de la ville, avaient ouvert leur feu contre le fort de Yuesew, la déesse Kwanyin manifesta son pouvoir divin à la vue de tout le peuple, en éteignant les flèches de feu de l'ennemi. — Une tempête de tonnerre et de pluie suivit immédiatement, terrassant et exterminant un grand nombre de Chinois traîtres et de bandits étrangers. — Les barbares furent accablés de terreur.

« Aujourd'hui, les désordres de l'Océan (l'attaque des navires) ont cessé, la ville est tranquille, le pays est gardé, et le peuple est protégé par l'influence de la déesse Kwanyin.

« Moi, l'empereur, je lève les yeux vers le ciel pour demander la faveur des dieux, et je suis rempli de la plus respectueuse reconnaissance. J'ordonne que des tablettes d'actions de graces, inscrites de ma propre main, soient envoyées à Yischan et à ses collègues, qui les recevront respectueusement, et qu'elles

(1) On voit toujours au-dessus des autels chinois de longues bandes de papier ou tablettes sur lesquelles sont imprimés certains caractères.

soient placées dans les temples, où elles seront suspendues révérencieusement comme marque de ma reconnaissance pour la protection de la déesse. Respectez cet ordre. »

Cependant les six millions de piastres étaient payés, ainsi que les indemnités stipulées pour les négocians dont les maisons avaient été pillées pendant que la populace était maîtresse des factoreries. Une somme de 125,000 francs avait été généreusement exigée par M. Elliot pour les propriétaires du brick espagnol *le Bilbaïno,* brûlé par les Chinois, qui l'avaient pris, disait-on, pour un navire anglais; le fait est que ce bâtiment se livrait au commerce d'opium, et que ce fut là la cause de sa destruction. L'île d'Hong-kong n'avait pas été mentionnée dans la capitulation, et, comme nous l'avons vu, le plénipotentiaire anglais en prenait possession au nom de son gouvernement, faisant aplanir des terrains, tracer des rues et bâtir des prisons. L'armée chinoise s'était retirée des environs de Canton, les commissaires impériaux étaient censés ne plus habiter la ville; de leur côté, les chefs de l'expédition anglaise avaient retiré leurs troupes, et les navires de guerre étaient sortis des eaux intérieures de la rivière; ils avaient repassé le Bocca-Tigris; les forts qui défendent ce passage avaient été rendus aux Chinois, avec défense d'en relever les fortifications. Les choses se retrouvaient donc à peu près dans le même état qu'après la rupture des négociations avec Keschen.

Mais la confiance commerciale avait reçu un rude échec; le danger qu'on venait de courir devait naturellement éloigner les négocians étrangers des factoreries de Canton. Les édits publiés par les autorités chinoises et par l'empereur lui-même étaient peu faits pour rassurer; la reprise des hostilités était imminente; il y eut un moment de stagnation pour le commerce étranger; les eaux de la rivière de Canton ne furent plus sillonnées que par des jonques chinoises, qui recommencèrent à circuler pour ainsi dire aussitôt que la fumée des canons se fut dissipée, tant est grand chez ce peuple le besoin de l'activité, ou plutôt tant la nécessité du travail est pour lui impérieuse.

Quel effet cependant avait produit à Pékin la nouvelle des évènemens de Canton, la ville la plus riche peut-être de l'empire, l'entrepôt de tout le commerce étranger? On ne peut dire cette fois que la vérité ait été tout-à-fait dissimulée par les autorités chinoises de la province; pour s'en convaincre, il n'y a qu'à lire quelques passages du rapport qu'elles firent de la lutte qui conduisit au rançonnement de la ville. L'évènement était, d'ailleurs, trop grave pour qu'on pût un seul instant songer à le cacher; ce n'était plus la perte d'un fort défendu par les troupes provinciales, c'était une armée tartare repoussée, chassée de la ville qu'elle était venue défendre. Toutefois les autorités chinoises purent rester encore dans les limites de la vérité en mêlant un cri de triomphe à leurs aveux de défaite. La rivière de Canton était redevenue libre, le blocus n'existait plus, on avait payé une rançon, il est vrai, mais on représentait cet acte comme un fait commercial, et nous verrons tout à l'heure que les hanistes étaient chargés d'en faire les frais. Enfin, malgré le coup terrible qui venait d'être porté au prestige attaché jusque-là aux invin-

cibles armes de l'empire, la situation n'était pas aussi mauvaise qu'on avait pu d'abord le craindre.

Mais voyons comment Yischan, le grand pacificateur des rebelles, s'y prend pour annoncer au cabinet de Pékin la déconfiture des armes impériales. La lecture de ces documens me paraît toujours utile, en ce qu'elle fait connaître les relations de sujet à souverain en Chine; elle fait entrer, d'ailleurs, dans les secrets de l'administration et de la politique, qu'ils dévoilent mieux que tous les commentaires. Le mémoire d'Yischan est curieux sous plus d'un rapport. Je me hasarde donc à vous le donner tout entier.

« Le 29 mai 1841, un rapport fut envoyé à Pékin, à raison de six cents *le* par jour (soixante lieues); en voici la teneur :

« Le ministre de votre majesté, voyant que, depuis son arrivée à Canton, les forts de Woochung, Tah-wang-kaou et Fung-wang-kong (première barre, fort du passage de Macao, et batterie du Nid d'Hirondelle), sont tous tombés au pouvoir de l'ennemi, s'est occupé activement, de concert avec ses collègues, Lungwan et Yangfang, de l'érection de défenses tout le long du rivage. A Neishing (au nord-ouest de la ville), au fort de pierre, à Wongsha (dans le faubourg de l'ouest), au débarcadère qui est vis-à-vis la porte de Tsing-hae (sud de la ville), au bosquet du temple de Hungwoo; à Wongshee, à Eeshamee (petites îles d'alluvion dans l'est), etc., etc., des canons ont été mis en batterie, et des corps de troupes placés en station. Toutes ces défenses ont été entourées d'une double ligne de sacs de sable, supportée par de fortes poutres et des amas de pierres et de boulets. Des fossés ont été, en outre, creusés, afin que les soldats pussent s'y mettre à l'abri du feu de l'ennemi. Partout, la base des batteries a été renforcée de sacs de sable, afin de rendre toute la ligne des fortifications effective et complète. Votre ministre, accompagné de ses collègues, fit plusieurs fois le tour de la ville, afin de s'assurer que rien ne manquait à sa défense. De plus, un corps de milice du Fo-kien et un autre corps de la milice navale furent formés, des radeaux furent construits et mis à l'eau, et une grande quantité de paille fut rassemblée, afin que tout fût préparé pour une attaque par eau.

« Dans la nuit du 21 mai, tout étant prêt, une grande bataille eut lieu avec les étrangers, en dehors du fort de l'ouest. Une attaque simultanée de feu (brûlots) et de canon fut dirigée contre eux. Cinq bateaux des barbares furent brûlés, et, deux de leurs canons ayant été détruits, deux mâts de leurs vaisseaux ayant été brisés, force leur fut de se retirer. — A la cinquième veille, votre ministre se disposait à se mettre à la tête des troupes et à exterminer les barbares, quand tout à coup la flotte ennemie fut renforcée par l'arrivée de seize grands navires, huit bateaux du démon (bateaux à vapeur), et plus de quatre-vingts embarcations, qui s'avancèrent tous ensemble. Nos troupes, ayant combattu sans relâche toute la nuit, étaient fatiguées et harassées, et nous n'avions qu'un petit nombre de canons. Cependant chacun de nos canons tira avec la plus grande rapidité plusieurs dizaines de coups; mais les navires des barbares étaient forts et en si grand nombre, que nous ne pûmes

les forcer à s'éloigner. Enfin, continuant leur marche, les barbares s'élancèrent tout à coup, débarquèrent près de la ville, et, marchant droit vers les forts qui défendent la grande et la petite porte du nord, ils en prirent possession. Ils attaquèrent alors la ville de trois côtés; leurs *flèches* (fusées à la congrève) couvraient partout le ciel; leurs boulets labouraient partout la terre; partout les maisons étaient en feu, et les soldats n'avaient pas un seul endroit où ils pussent se maintenir; nos canons fondaient sous le feu des barbares. L'incendie des maisons, la destruction de nos canons, rendirent notre artillerie inutile. Les troupes de toutes armes, les officiers de tout rang, étaient partout blessés. Dans cet état de choses, nous fûmes obligés de nous retirer dans l'enceinte des murs de la ville. Là, nous trouvâmes toutes les rues remplies d'un peuple pleurant et gémissant, poussant vers le ciel des cris de détresse, et nous suppliant instamment de prendre des mesures pour sauver la ville. Votre ministre, à la vue de ce triste spectacle, sentit son cœur mollir, et, cédant aux désirs du peuple, il envoya le brigadier Heung-suyshing sur la muraille, afin qu'il vît ce qui se passait au dehors. Il aperçut un grand nombre de chefs barbares montrant par leurs gestes le ciel et la terre; il ne pouvait deviner ce qu'ils demandaient. Il leur envoya un interprète, qui rapporta que ces chefs suppliaient le grand général de sortir de la ville et d'aller les trouver, car ils avaient à se plaindre à lui de leur grande misère. Là-dessus, l'officier-commandant répondit avec colère : Comment le grand général de la céleste dynastie pourrait-il se rendre aux désirs de misérables comme vous? Il n'est venu ici par l'ordre du grand empereur que pour vous combattre. Et alors lesdits barbares ôtèrent leurs chapeaux et firent un profond salut, et renvoyèrent les hommes qui les accompagnaient, et, jetant leurs armes par terre, ils saluèrent encore le mur de la ville. Et Yung-fu, en ayant obtenu l'autorisation des esclaves de votre majesté, leur demanda de nouveau ce qu'ils voulaient, et ils répondirent tous que le prix de l'opium qu'ils avaient livré, montant à plusieurs millions de *taels* (le *tael* vaut environ 7 fr.), ne leur ayant pas été payé, ils demandaient avec instance qu'on leur accordât un million de *taels,* et qu'ils rassembleraient immédiatement leurs forces et se retireraient en dehors du Bocca-Tigris. Ils ne désiraient rien de plus, ajoutaient-ils, et la tranquillité serait rétablie aussitôt, ils rendraient tous les forts qu'ils avaient pris. Je leur parlai d'Hong-kong, et ils me répondirent que cette île leur avait été donnée par le ministre Keschen, et qu'ils avaient des documens qui prouvaient cette donation.

« Votre ministre, se rappelant que la ville a été si souvent inquiétée et mise en danger, que tout le peuple était comme mort, a pensé qu'il était convenable de céder *momentanément,* et de *promettre* aux barbares ce qu'ils demandaient. Votre ministre a réfléchi maintes fois à toutes ces choses, et il lui a semblé qu'exposer ainsi une ville isolée à tout l'effort de la guerre, c'était assurément détruire tous ses élémens de prospérité; que, dans cette localité, une grande armée ne saurait trouver l'occasion de déployer toutes ses forces. Il a donc pensé qu'il était de son devoir d'attirer l'ennemi en

dehors du Bocca-Tigris, et qu'il pourrait alors relever toutes les forteresses et *chercher une autre occasion* d'attaquer et d'exterminer les barbares à Hong-kong, et de rendre ainsi au territoire son ancienne intégrité.

« Il supplie votre majesté de le faire livrer, lui et ses collègues, au tribunal des châtimens, et de faire faire une sévère investigation de la conduite de Ke-kung, Eleang et des autres hauts officiers.

« Respectueusement, il présente ce rapport des évènemens auxquels les prières du peuple l'ont conduit; il le présente le front courbé par la terreur que lui inspire la céleste majesté, et il avoue qu'il a manqué d'intelligence et qu'il est très coupable. — Mémoire respectueux. »

Ce rapport n'est certes pas sans quelque habileté. Le haut commissaire commence par chercher à sauver sa responsabilité en détaillant toutes les précautions qu'il a prises pour assurer la défense de la place; il parle même d'un premier triomphe; il avoue bien ensuite sa défaite, mais il la rejette sur la lassitude de ses soldats, sur la faiblesse de son artillerie, sur la masse de renforts arrivant inopinément au secours de l'ennemi et le sauvant d'une destruction inévitable. Et avec quelle adresse ne colore-t-il pas sa soumission aux exigences des barbares! Il ne cède, dit-il, que momentanément; il ne cède que pour sauver la ville, pour rendre la rivière libre, afin de relever les fortifications et de chercher une nouvelle occasion d'exterminer les ennemis du pays; il termine enfin son rapport par une allusion à la cession d'Hong-kong par Keschen, et il espère se relever de sa disgrace en lavant cette tache faite à l'honneur de la céleste dynastie, en purifiant le territoire de l'empire de toute souillure des étrangers.

Le paiement de la rançon de Canton est expliqué bien plus clairement encore dans un avis des autorités provinciales relatif aux évènemens dont la ville venait d'être le théâtre. Après avoir relaté l'attaque de nuit contre la flotte anglaise et la prise par les barbares des défenses extérieures de Canton, « vers le soir, disent-elles, les hanistes et les linguistes supplièrent sa seigneurie Yu, le kwang-choo-foo, d'aller trouver Elliot et de traiter de la paix. Quand la somme de six millions de dollars eut été demandée, les hanistes affirmèrent qu'après avoir réuni tous les fonds qu'ils avaient en leur pouvoir, il manquerait encore une somme de 2,800,000 taels, et que, comme les circonstances étaient très pressantes et que les marchands de thé et de soie s'étaient tous retirés, il leur serait impossible d'emprunter cette somme; ils supplièrent donc son excellence de vouloir bien ordonner que le trésor public *la leur prêtât* afin de satisfaire à la demande des étrangers, et qu'ils la rembourseraient par termes dans l'espace de quatre années. En conséquence les commissaires, quoique sachant très bien que c'est exclusivement le devoir des hanistes de payer cette dette, ont considéré qu'il y avait un rapport immédiat entre ce paiement et le règlement des affaires avec les barbares, et ils ont acquiescé à leur demande. »

Le paiement des six millions de dollars n'était donc plus considéré que comme un simple déboursé fait par les hanistes, qui se trouvaient seuls res-

ponsables des circonstances résultant du commerce avec l'étranger. L'état ne perdait rien, et les hauts commissaires, malgré la défaite de leurs troupes, avaient encore rendu un grand service au pays en délivrant la ville et en chassant les barbares de la rivière de Canton.

Pendant que les troupes tartares étaient dans la ville de Canton, de fréquentes collisions eurent lieu entre elles et les troupes de la province. Celles-ci supportaient difficilement l'orgueil des nouveaux venus, tandis que les Tartares reprochaient aux Chinois de Canton de ne pas assez haïr les étrangers et de nourrir des pensées de trahison. Ce fut là l'origine de nombreuses rixes, qui, plus d'une fois, ensanglantèrent les rues de la ville. Dans son rapport à l'empereur, Yischan, le général en chef des Tartares, parle des mauvaises dispositions des habitans, qui, dit-il, s'étaient laissé corrompre par l'or des barbares. Cette injuste imputation fut repoussée avec indignation, et la désunion qui régnait entre les deux parties de la garnison dut rendre la défense de la ville plus difficile. Ce fait est surtout important en ce qu'il montre combien l'esprit de localité a de puissance en Chine, puisqu'il résiste même à l'influence d'un immense intérêt national, et qu'il a pu compromettre la solution d'une question qui intéresse à un aussi haut degré la sûreté de l'empire et jusqu'aux préjugés les plus invétérés de la population. Cet esprit de localité, ou plutôt de jalousie locale, pourra devenir un puissant auxiliaire pour les ennemis du pays.

Je citerai encore un autre fait assez caractéristique et plus honorable pour les Chinois que celui dont je viens de parler. Lorsque les Anglais se furent retirés du voisinage de Canton, l'avis suivant fut affiché dans tous les villages adjacens :

« Chang, Twan et Chang, brigadiers commandans de divisions et formant le comité de surintendance des affaires militaires de l'armée du Kwangtung (Canton), proclamons au peuple ce qui suit : Le fort Carré était tout récemment au pouvoir des étrangers anglais, et ces étrangers ont été enterrés près de ce fort. Nous défendons par les présentes à tous les habitans des villages voisins, aux soldats, aux hommes de la milice et à tous autres, de faire de ce lieu le but de leurs promenades oisives, et surtout d'oser déterrer les cadavres desdits étrangers; tous ceux qui seront appréhendés commettant ce crime seront aussitôt saisis et punis avec la plus grande sévérité; ils ne devront s'attendre à aucune indulgence, etc., etc.

« TAOU-KWANG (nom de l'empereur régnant.) — 21e année, 4e lune,
« 12e jour. (1er juin 1841). »

Il serait difficile de dire si le sentiment qui avait dicté cette proclamation était bien exclusivement le respect proverbial des Chinois pour les tombeaux, ou s'il ne s'y mêlait pas le désir de faire croire au peuple que les conquérans du fort avaient été tous enterrés sous ses ruines, et de cacher ainsi le peu d'effet qu'avaient produit les invincibles armes de l'empire céleste.

Le 10 juin, les journaux de Canton publièrent l'avis donné par le plénipotentiaire anglais aux sujets de sa majesté, qu'il considérait l'entrée des navires de commerce anglais dans la rivière comme imprudente et dangereuse dans les circonstances présentes, il recommandait aux capitaines d'aller jeter l'ancre à Hong-kong; il déclarait en outre que, si les autorités chinoises tentaient de mettre obstacle à la liberté commerciale d'Hong-kong, il les en punirait par le blocus rigoureux du port de Canton.

Nous voici encore revenus forcément aux mesures que nous avons déjà si souvent blâmées. M. Elliot reparle encore du blocus du port de Canton après avoir fait tant d'efforts et de sacrifices pour obtenir qu'il restât ouvert au commerce de son pays; n'est-ce pas là une contradiction des plus étranges? Un pareil langage n'a pas besoin de commentaire. Je ne dirai rien non plus de ses tentatives réitérées pour appeler à Hong-kong un commerce qui ne voulait pas y aller. Il était évident que les mesures de M. Elliot placeraient comme toujours le commerce anglais dans une funeste alternative. En effet, ou le port de Canton devait rester ouvert, et alors, malgré l'injonction du plénipotentiaire, malgré le rigoureux avertissement donné par le danger passé, les navires anglais seraient allés indubitablement y chercher des cargaisons que Hong-kong ne pouvait leur offrir, et que les navires neutres, comme cela était déjà arrivé auparavant, se seraient chargés, dans tous les cas, de leur apporter; ou bien un quatrième blocus aurait fermé Canton au commerce étranger, et tous les maux que ce commerce avait soufferts auraient recommencé pour produire les mêmes effets, c'est-à-dire la révocation des mesures qui les causaient. C'était là un cercle vicieux dont on ne pouvait sortir. Aussi, peu à peu, les proclamations et les édits cessèrent, les choses reprirent leur cours habituel, quoique la défiance et l'aversion fussent visibles des deux côtés, jusqu'au jour où d'autres évènemens vinrent rompre encore une fois la monotonie de la situation et réveiller de nouvelles espérances.

Vers le milieu du mois de juin mourut le commodore sir Le Fleming Senhouse, qui, en l'absence du commodore Bremer, avait pris le commandement des forces navales de l'expédition. Sir Le Fleming mourut par suite des violentes fatigues qu'il avait éprouvées lors de l'attaque de Canton. Cet officier fut vivement regretté par toute la communauté anglaise. Quelques jours après sa mort, sir Gordon Bremer arriva à Macao, de retour de Calcutta, où il était allé solliciter du gouverneur général de l'Inde de nouveaux renforts. Sir Gordon Bremer venait d'être adjoint à M. Elliot en qualité de plénipotentiaire.

La fin du mois de juillet fut signalée par deux épouvantables typhons qui ravagèrent toute la côte de Chine; l'escadre anglaise, alors à l'ancre devant Macao et à Hong-kong, souffrit beaucoup; plusieurs navires furent perdus, et les deux plénipotentiaires, MM. Elliot et Bremer, faillirent, après avoir vu le navire qui les portait se briser contre les rochers, être conduits en triomphe à Pékin. Jetés sur une des îles qu'on rencontre si fréquemment dans les eaux intérieures de la rivière de Canton, ils furent bientôt environnés de Chinois qui les dépouillèrent de tous leurs vêtemens et les renfermèrent dans une

maison de leur village. Heureusement il n'y avait dans cette partie de l'île aucun mandarin; ils cachèrent soigneusement leurs noms, et, moyennant une vingtaine de mille francs qu'ils promirent à ces pauvres gens, ils furent ramenés à Macao, où ils arrivèrent couverts de haillons, après avoir passé toute une journée couchés sous des nattes au fond du bâtiment qui les transportait. Pendant cette périlleuse traversée, une jonque mandarine accosta la petite embarcation qui portait cette charge si précieuse, et fit au patron quelques questions insignifiantes. Avec quelle avidité l'officier qui la commandait ne se serait-il pas précipité sur cette proie, s'il eût su qu'à quelques pieds de lui les deux plénipotentiaires anglais, les deux *yeux*, pour me servir d'une expression chinoise, de l'expédition, étaient pour ainsi dire enchaînés et à sa merci! Les deux officiers durent, à leur retour à Macao, rendre à la Providence de ferventes actions de graces : elle venait de les sauver d'un affreux danger.

A la fin de juillet, l'escadre anglaise était réunie à Hong-kong. Quelques renforts étaient venus se joindre à elle dans le courant du mois; on parlait vaguement de son prochain départ pour la côte nord de la Chine. Les maladies, ce qui était toujours arrivé quand l'armée avait été tenue au repos, commençaient à décimer les troupes. Les autorités chinoises avaient annoncé que le commerce était rouvert à Canton; mais, comme on savait que de nouvelles fortifications s'élevaient de toutes parts, les étrangers ne se rapprochaient de la ville qu'avec défiance, les marchands européens ne trouvaient d'ailleurs pas d'acheteurs. Les Chinois ne demandaient pas mieux que de vendre, afin de se rembourser des sommes qu'ils venaient de payer, mais ils ne montraient pas la moindre disposition à acheter. Le découragement s'emparait de la communauté étrangère, et l'horizon paraissait à tous plus rembruni que jamais.

Cependant la nouvelle du traité préliminaire signé dans le mois de mars par M. Elliot était arrivée en Angleterre; l'opinion whig l'avait accueilli comme un triomphe, quoique le gouvernement en désapprouvât hautement les conditions; les organes de l'opinion tory, au contraire, crièrent presque à la trahison. La polémique commençait à s'engager vivement sur ce terrain, quand on apprit que M. Elliot avait été trompé par Keschen, et que ce même traité, dont les clauses étaient la cause du débat, n'avait été qu'un piége tendu à sa bonne foi. Dès ce moment, les deux partis se réunirent pour blâmer d'un commun accord la conduite du plénipotentiaire anglais, et M. Elliot fut sacrifié.

La nouvelle de la nomination d'un nouveau plénipotentiaire, sir H. Pottinger, et d'un amiral destiné à remplacer dans le commandement des forces navales le commodore sir Gordon Bremer, qui avait partagé la disgrace de M. Elliot, arriva en Chine dans les premiers jours d'août 1841, et, le 10 du même mois, sir H. Pottinger et l'amiral sir W. Parker débarquèrent à Macao après un voyage de soixante jours seulement.

Ces deux nouveaux agens du gouvernement britannique furent accueillis par toute la communauté anglaise avec enthousiasme. La presse, fatiguée de

son rôle d'opposition qu'elle ne devait cependant pas tarder à reprendre, séduite dès l'abord par les proclamations énergiques de sir Henri et par l'annonce des dispositions vigoureuses qu'on assurait devoir prendre très prochainement, crut entrevoir dans un avenir peu éloigné la solution satisfaisante de toutes les difficultés qui entravaient le commerce anglais. Ces espérances ne furent cependant pas partagées par tout le monde. Les personnes qui avaient fait une étude spéciale du caractère chinois doutèrent encore du succès; celles surtout qui réfléchissaient aux obstacles que présentaient les circonstances locales, et à la situation toute particulière de l'Angleterre vis-à-vis de la Chine, conservèrent leurs inquiétudes et presque leur découragement.

Cependant tout semblait annoncer que le gouvernement anglais avait modifié ses plans en changeant ses agens. Dès son arrivée, sir Henri, revêtu du titre de seul plénipotentiaire et ministre extraordinaire à la cour de Pékin, et chargé en même temps de remplir les fonctions de premier surintendant du commerce anglais en Chine, donna la publicité de la presse aux documens royaux et ministériels qui l'accréditaient. Le 12 du mois d'août, c'est-à-dire deux jours après son arrivée, il fit connaître par les journaux la ligne de conduite qu'il se proposait de suivre. Ce document étant en quelque sorte la préface des actes de sir Henri, je crois devoir en donner ici la traduction; nous verrons plus tard si le nouveau plénipotentiaire ne s'était pas un peu trompé sur les hommes et les choses de la Chine, et s'il ne fut pas entraîné, comme son prédécesseur, par des circonstances qu'il n'avait pas entièrement prévues, vers ce système de *procrastination* qu'on avait tant reproché au capitaine Elliot. Du reste, la proclamation de sir Henri Pottinger est telle qu'on devait l'attendre d'un homme aussi connu par son énergie et l'habileté qu'il avait montrée naguère dans les transactions diplomatiques du Sindy et du Coutch. J'ajouterai que, dans l'exécution de son mandat, sir Henri n'a pas commis de fautes; il a fait tout ce qu'il devait et pouvait faire, et les reproches que la presse anglaise de Macao lui fait aujourd'hui sont bien moins fondés encore que ceux qu'elle adressait naguère si injustement à M. Elliot. Je le répète, les fautes sont bien plutôt dans la situation que dans les hommes chargés des intérêts de l'Angleterre.

Voici la proclamation de sir H. Pottinger :

« En prenant possession de sa charge de seul plénipotentiaire de sa majesté, de ministre plénipotentiaire et de surintendant en chef du commerce anglais en Chine, sir H. Pottinger croit convenable et nécessaire de faire publiquement savoir qu'il entre dans l'exercice de ses importantes fonctions avec le plus vif désir de consulter les vœux et d'augmenter la prospérité et le bien-être de tous les sujets de sa majesté, ainsi que des autres étrangers résidant dans une partie quelconque des domaines de l'empereur de la Chine, et de pourvoir à leur sûreté (autant que les intérêts de ces mêmes étrangers pourront être affectés par les dispositions qu'il sera dans le cas de prendre). Il déclare qu'il sera disposé et prêt, dans tous les temps et dans

toutes les circonstances, à donner toute son attention aux questions qui pourront lui être soumises; mais, en même temps, son premier devoir est d'annoncer péremptoirement, pour l'intelligence de chacun et de tous, que son intention est de consacrer exclusivement son énergie tout entière et toutes ses pensées à l'accomplissement de l'objet principal de sa mission, qui est d'assurer la conclusion *prompte* et satisfaisante de la guerre, et que, dans ce but, il ne permettra pas qu'aucune considération, basée *sur des transactions commerciales ou sur d'autres intérêts*, puisse intervenir dans les mesures énergiques qu'il peut se voir obligé d'adopter ou d'autoriser envers le gouvernement et les sujets de la Chine, dans le but de les forcer à conclure une paix durable et honorable.

« Sir H. Pottinger sait que, parmi les personnes auxquelles cette notification s'adresse, il en est peu qui ne connaissent aussi bien que lui le degré de confiance qu'on peut placer dans le consentement et les promesses du gouvernement provincial de Canton; il a fait savoir à ce gouvernement qu'il a la volonté de respecter la trève qui existe aujourd'hui, mais que *la plus légère infraction des clauses de cette trève*, de la part des autorités chinoises, donnera immédiatement lieu au renouvellement d'actives hostilités dans cette province. En conséquence, on ne devra pas perdre de vue qu'un évènement de cette nature est hautement probable, non-seulement à cause de la perfidie et de la mauvaise foi bien connues de ces mêmes autorités, mais encore parce qu'elles peuvent être à chaque instant obligées, par des ordres du cabinet impérial, à désavouer leurs propres actes. Après avoir fait connaître les vues et les opinions qui précèdent, sir H. Pottinger n'a plus qu'à avertir les sujets de sa majesté et tous les autres étrangers qu'ils doivent se garder de mettre leurs personnes et leurs propriétés au pouvoir des autorités chinoises, tant que durera la situation précaire et anormale de nos relations avec l'empereur, et à leur déclarer que, s'ils agissent autrement, il est bien entendu que ce sera à leurs risques et périls.

« Sir H. Pottinger saisit cette occasion d'annoncer que les dispositions prises par son prédécesseur, relativement à l'île d'Hong-kong, resteront en vigueur jusqu'à ce que le bon plaisir de sa majesté touchant cette île et lesdites dispositions soit connu, et, sur ce point, sir H. Pottinger rappelle à l'attention de toutes personnes intéressées la circulaire publiée par le plénipotentiaire de sa majesté le 10 juin dernier.

« H. POTTINGER,
« plénipotentiaire de sa majesté. »

« Fait à Macao, le 12 août 1841. »

Ainsi, sir Henri annonçait d'abord à la communauté étrangère que dorénavant toute considération commerciale serait sans influence sur les décisions du plénipotentiaire anglais, si elle se trouvait en désaccord avec le but principal de sa mission, c'est-à-dire si elle contrariait les dispositions énergiques qu'il allait prendre pour amener la guerre à une conclusion ra-

pide. On devait donc s'attendre à voir cesser entièrement le système presque conciliatoire qui avait si souvent ouvert le port de Canton au commerce anglais, au moment même où les hostilités étaient le plus actives. On ne transigerait plus avec l'honneur du pays; il deviendrait le premier, le seul intérêt. La presse anglaise de Macao accueillit cette manifestation sans élever une seule objection; le commerce, dans l'attente du succès immédiat des mesures qu'allait prendre le nouveau plénipotentiaire, accepta sans murmurer les nouvelles pertes qu'on lui faisait prévoir. Il y eut un instant où la communauté anglaise se montra digne de faire partie de cette grande nation qui ne recule devant aucun sacrifice, quand le pays l'exige. Sir Henri arrivait évidemment en Chine bien préparé contre la perfidie des autorités chinoises; déjà sa circulaire contenait les mêmes injonctions que toutes celles que M. Elliot avait publiées : le commerce anglais ne se porterait vers Canton qu'à ses risques et périls; le nouvel établissement d'Hong-kong restait également tel que son prédécesseur l'avait formé. Qu'y avait-il donc de changé dans le système de l'Angleterre qui dût exciter à un aussi haut degré l'enthousiasme de la presse anglaise? Pourquoi le commerce anglais recevait-il cette communication presque avec des cris de joie? Sir H. Pottinger tenait à ses nationaux un langage un peu plus rude que celui qu'ils étaient habitués à entendre de M. Elliot. Il leur disait ouvertement que leurs intérêts particuliers seraient à peine consultés. C'était presque un blâme public de leur conduite passée, de leur opiniâtre opposition à toutes les mesures prises par les agens du gouvernement. Peut-être commençait-on à sentir qu'on avait jusque-là plutôt nui à la cause commune qu'on ne l'avait servie; peut-être aussi la démonstration énergique de sir H. Pottinger inspirait-elle plus de confiance dans le caractère du nouveau plénipotentiaire. On pensait sans doute qu'il traiterait les autorités chinoises avec d'autant plus de sévérité qu'il mettait moins d'aménité dans ses relations avec ses concitoyens; enfin on croyait voir dans sa déclaration l'annonce d'un système fort et énergique; c'était pour ainsi dire l'aurore d'une ère nouvelle qu'on accueillait sans trop de réflexions. On alla plus loin, on oublia ou on chercha à se dissimuler les obstacles devant lesquels avaient échoué tous les efforts et toutes les bonnes intentions de M. Elliot.

Peu de jours après l'arrivée de sir H. Pottinger, le kwang-choo-foo, ou préfet de Canton, vint à Macao dans le but d'avoir une entrevue avec le plénipotentiaire. Cette *faveur* lui fut refusée, et on prétend que ce fonctionnaire consentit à s'aboucher avec le secrétaire de la légation. Cette condescendance du fonctionnaire chinois me paraît peu probable. Toujours est-il que le refus de recevoir le préfet de Canton fut un acte de bonne politique de la part de sir Henri. Cette entrevue ne devait produire aucun résultat, puisque l'expérience avait prouvé que les autorités chinoises étaient sans pouvoirs pour conclure un arrangement définitif; le plénipotentiaire anglais se plaçait d'ailleurs à la hauteur de sa position, en refusant de recevoir un fonctionnaire chinois d'un rang inférieur au sien. Les Chinois n'étaient pas habitués à se voir traités

par les étrangers avec tant de fierté, et cette détermination de sir Henri dut produire un bon effet.

Le 24 août, le capitaine Elliot et sir Gordon Bremer quittèrent définitivement la Chine pour retourner en Angleterre. Sir Gordon Bremer n'avait joué qu'un rôle très secondaire dans les évènemens de l'année 1840 et du commencement de 1841; mais, depuis sept ans, le capitaine Elliot était à la tête des affaires de l'Angleterre dans l'empire céleste. Il avait fait preuve d'un grand dévouement à la chose publique dans la conduite des affaires. On peut lui reprocher quelques fautes, mais on doit se rappeler qu'il a joué le rôle d'éclaireur pendant les dernières années de son séjour en Chine. Il a eu à démêler des questions d'une difficulté sans exemple, sans aucun élément de succès; il a fallu qu'il cherchât sa route dans un pays inconnu et au milieu des plus épaisses ténèbres. Pendant le cours de sa mission active, les évènemens ont jeté quelque jour sur la question anglo-chinoise; la politique du gouvernement impérial est un peu plus à découvert. Le capitaine Elliot doit être plaint d'avoir été le premier appelé sur ce champ de bataille. On peut lui appliquer sans hésiter le *sic vos non vobis*. Les évènemens qui ont signalé la fin de l'année 1841, ceux qui se préparent, nous diront si ses successeurs immédiats recueilleront le fruit de ses luttes pénibles, de ses angoisses de chaque jour, de sa réputation compromise, ou s'ils seront eux-mêmes destinés à jouer pour d'autres cette rude partie dans laquelle M. Elliot a tant perdu. Quant à moi, et j'espère n'être pas influencé, en le disant, par les sentimens d'amitié que je lui porte, je crois encore que l'avenir sera sa meilleure justification. Ceux qui lui ont succédé ou qui lui succéderont pourront mieux que qui que ce soit apprécier sa conduite.

Cependant la saison avançait; on était à la fin d'août. Déjà depuis deux mois la mousson de sud-ouest soufflait sur la côte de Chine; on n'avait plus devant soi que cinq à six semaines de vent favorable, puis la mousson du nord-est condamnerait de nouveau l'expédition anglaise à l'inaction. Aussi les préparatifs se faisaient-ils avec une incroyable rapidité; les désastres des deux typhons du mois de juillet avaient été réparés, et le 21 août, c'est-à-dire onze jours seulement après l'arrivée du plénipotentiaire et de l'amiral, la deuxième expédition anglaise partit d'Hong-kong pour la côte de Chine. L'escadre se composait de deux vaisseaux de 74 canons, deux frégates de 44, quatre corvettes de 18, un brick de 10, quatre bateaux à vapeur armés, et douze transports sur lesquels prenaient passage environ quatre mille hommes de troupes de débarquement. Sept bricks, goëlettes ou corvettes restaient dans la rivière de Canton pour y protéger les sujets et les intérêts anglais, sous le commandement du capitaine Nyas, de la corvette *the Herald*. Sept à huit cents hommes de troupes environ formaient la garnison d'Hong-kong, d'où ils devaient se porter partout où il y aurait danger.

Peu de jours après le départ de l'expédition anglaise, la corvette française *la Danaïde*, commandée par M. Joseph de Rosamel, capitaine de corvette,

partit également d'Hong-kong et remonta la côte. Les rapports que cet officier distingué a envoyés au ministère de la marine ont été publiés. M. de Rosamel arriva à Chusan peu après la reprise de cette île; il fut témoin de la prise de Chin-hae; il visita Ning-po. Il a donné, dans le cours de son intéressante mission, des preuves incontestables d'un zèle à toute épreuve et d'une haute intelligence. C'est à ses rapports, et surtout aux longues conversations que j'ai eues avec lui sur les grands évènemens dont il venait d'être le témoin, que je dois en grande partie les renseignemens qui vont suivre sur les opérations de l'expédition anglaise; fidèle au plan que je me suis tracé, j'en abrégerai le récit autant qu'il me sera possible.

Avant de partir d'Hong-kong, M. de Rosamel avait remarqué le grand développement que commençait à prendre cet établissement. Dans les premiers jours de septembre, on y comptait déjà plus de vingt mille Chinois; il est vrai que c'était l'écume de la population de la province de Canton. Le contact continuel des étrangers avait formé dans cette ville et aux environs une population mixte, peu nombreuse, il faut le dire, mais à laquelle venaient se rattacher tous les gens sans aveu qui abondent nécessairement partout où il y a une grande misère. Les voleurs dont tout le cours de la rivière de Canton est infesté, les fumeurs d'opium rigoureusement poursuivis par la loi, venaient chercher un refuge à l'abri du pavillon britannique. Les salaires élevés offerts par le gouvernement anglais et par les particuliers aux ouvriers employés à percer des routes ou à construire des maisons attiraient aussi à Hong-kong un grand nombre d'individus que les désastres de la guerre condamnaient à mourir de faim. Ce n'était pas là une population attachée au sol; aussitôt que ses besoins étaient satisfaits, elle s'empressait de quitter cette terre profanée et se renouvelait sans cesse. Ceux-là seuls que leurs crimes chassaient à jamais de leur terre natale se fixaient à Hong-kong d'une manière plus durable; il est vrai que presque tous les établissemens coloniaux n'ont pas eu une origine plus pure. Mais ne croyez pas, monsieur, que les Chinois d'Hong-kong aiment la main qui les nourrit, ne croyez pas qu'ils bénissent la loi qui les protége. Non, la révolution morale que l'Angleterre se flatte d'opérer au sein de l'immense population du céleste empire n'a pas adouci le sentiment de haine que lui portent ceux même qu'elle fait vivre. Deux cents ans de commerce non interrompu n'ont pas fait à la cause de la civilisation européenne deux cents prosélytes. Quand les relations entre les deux nations étaient pacifiques, quand les Anglais habitaient Canton, s'enrichissant eux-mêmes et répandant autour d'eux l'aisance qui accompagne toujours une grande prospérité commerciale, quand leurs factoreries étaient remplies de majordomes, de domestiques et de marchands chinois qui s'engraissaient des miettes tombées de leur table, il n'était pas un seul Chinois parmi tous ces habitans privilégiés de la terre des fleurs, qui ne conservât au fond de son cœur la haine et le mépris de sa race pour la race étrangère. A Hong-kong même, ces sentimens se manifestaient d'une manière non équivoque. Des attaques nocturnes, des

tentatives d'incendie, se multipliaient, malgré la sévère surveillance de la police britannique. Vers l'époque du départ de la flotte anglaise, le bazar chinois, repaire d'une foule d'hommes sans aveu, devint la proie des flammes. La vengeance des Chinois restés fidèles à leur drapeau venait même de temps en temps chercher et punir, jusqu'en vue des patrouilles anglaises, les traîtres qui abandonnaient la cause sacrée de la patrie.

J'arrive, monsieur, au récit de cette campagne de six semaines pendant laquelle Chusan et trois villes considérables du littoral tombèrent au pouvoir des Anglais. Le 26 août, Amoy (Hea-moun), l'un des boulevards de la Chine, défendue par plus de deux cents pièces de canon, fut prise par les Anglais. Toute la perte des agresseurs se réduisit à deux hommes tués et quelques blessés; les Chinois perdirent cinq à six cents hommes. On assure que les artilleurs de l'empire céleste restèrent courageusement à leurs pièces jusqu'au moment où les troupes de débarquement, les prenant par derrière, jonchèrent les remparts de leurs cadavres. Ce fut alors un *sauve qui peut* général, et les Anglais se virent bientôt maîtres de toutes les fortifications.

La ville d'Amoy fut occupée pendant quelques jours par les Anglais, qui prétendent, ce que, du reste, je crois très volontiers, que les maisons des particuliers furent respectées; les établissemens publics seuls furent pillés. On trouva à Amoy, que les Chinois considéraient comme inexpugnable et qu'ils avaient garnie d'une double ceinture de défenses, un matériel très considérable. Les Anglais assurent que, si cette place, protégée qu'elle était par la nature plus encore que par ses fortifications, eût été défendue par une garnison européenne, toutes les flottes de l'Angleterre auraient échoué devant elle. Quelques heures de combat la firent cependant tomber en leur pouvoir. Une fonderie de canons y avait été récemment établie: on y avait déjà fondu trente ou quarante canons de bronze et autant de canons de fer. Tout y était préparé pour une fonte de canons sur une très grande échelle, et il était aisé de voir que l'art singulier des Chinois pour l'imitation avait déjà produit les résultats qu'on devait en attendre; l'artillerie qu'on trouva à Amoy était bien supérieure à celle qui défendait la rivière de Canton. Dans l'espace de quelques mois, les Chinois avaient fait des progrès remarquables. Malheureusement pour l'empire céleste, l'industrie chinoise peut entrer dans des voies plus larges en bien moins de temps qu'il n'en faudrait pour faire de ce peuple une nation guerrière. Il avait été facile aux Chinois d'imiter les canons européens, dont quelques-uns étaient en leur possession; mais ils n'avaient personne pour leur enseigner les principes stratégiques d'après lesquels une fortification doit être construite; les affûts de leurs canons étaient encore presque enchâssés dans une épaisse maçonnerie, pointés en ligne droite, et pour ainsi dire immobilisés. Une des grandes fautes du système militaire chinois est surtout de ne pas s'attacher à défendre les hauteurs qui commandent leurs forts ou places de guerre; c'est toujours en les contournant, après une courte canonnade, que les Anglais s'en sont emparés. Les Anglais pri-

rent dans le port intérieur une grande jonque de guerre, construite sur un nouveau modèle, et percée pour vingt-six canons. Cette circonstance n'est pas sans quelque intérêt, en ce qu'elle prouve que les Chinois ne sont pas aussi opposées qu'on le croyait à des innovations utiles.

Trois jours après la prise d'Amoy, la ville fut évacuée par les Anglais, qui allaient voler vers d'autres conquêtes; il eût fallu y établir une forte garnison, et on allait avoir besoin de toutes les troupes de débarquement. Un détachement de quatre cents hommes fut cependant laissé sur la petite île de Ko-long-so, qui, située à très peu de distance des murailles de la ville, la domine et ferme le port. Quelques canons placés sur une hauteur parurent suffire pour tenir en respect les pacifiques habitans d'Amoy. L'île de Ko-long-so est très bien cultivée, comme toute la terre qui, en Chine, est susceptible de culture; elle a un mille et demi ou deux milles de longueur, sur une largeur d'environ un mille. Les Anglais trouvèrent à se loger confortablement dans les maisons d'un village abandonné par les habitans.

A Amoy, à Ko-long-so, comme partout où avaient pénétré les troupes anglaises, le pillage le plus affreux eut lieu, sans qu'on puisse dire cependant que les conquérans y aient pris une part active. A peine les mandarins s'étaient-ils retirés, que la populace, organisée en bandes de pillards, s'était répandue dans toute la ville, et, quand les Anglais y entrèrent, ils trouvèrent déjà les Chinois à l'œuvre; la présence des Européens sembla à peine les arrêter. On assure qu'au moment même où les soldats anglais entraient dans la ville d'Amoy, ils virent une grande quantité d'habitans qui s'enfuyaient chargés de lourdes bûches. On sut après que ces bûches creusées contenaient le trésor public. Si le fait est vrai, il prouverait que les Anglais ne montrèrent pas dans cette occasion la perspicacité qui les distingue ordinairement.

Amoy est une ville importante. « Un quai de près de deux milles de longueur, dit M. de Rosamel, d'où partent de belles chaussées en pierre de taille pour faciliter le débarquement à mer basse, était bordé de mille jonques de toutes grandeurs. Sur l'île de Ko-long-so, au moment de l'occupation, de nombreuses constructions maritimes étaient en activité. Une idée grossière de bassin de carénage avait même été mise à exécution, et une jonque de trois à quatre cents tonneaux y était en réparation. La rade est vaste et aussi sûre qu'on peut le désirer; les plus gros vaisseaux pourraient mouiller dans les nombreux bras de mer qui séparent les îles. » Amoy était naguère l'entrepôt d'un très grand commerce; c'était aussi l'arsenal maritime de la Chine. On comptait beaucoup sur le retentissement que la prise de cette place aurait à Pékin; on espérait que la résistance de l'empereur en serait ébranlée. Malheureusement l'évacuation de la ville donna lieu aux autorités chinoises de tromper encore une fois le cabinet de Pékin; cette évacuation toute volontaire, car pendant trois jours les Anglais s'étaient promenés paisiblement dans les rues d'Amoy, produisit un très mauvais effet. Les mandarins revinrent aus-

sitôt que l'ennemi fut parti, et ils se vantèrent hautement auprès de leur gouvernement d'avoir délivré Amoy par la force des armes, à la suite d'un grand carnage des barbares.

En quittant Amoy, l'expédition se dirigea aussitôt vers Chusan, qui fut reprise le 1er septembre, et la ville de Ting-hae fut de nouveau occupée par une garnison anglaise. Pendant l'année qui avait séparé les deux occupations, les Chinois avaient fait à Ting-hae de grands préparatifs de défense; des canons fondus à Ning-po y avaient été envoyés. Mais tout cela fut inutile; le débarquement des troupes étrangères mit bientôt fin à une résistance que les Anglais prétendent avoir été beaucoup plus opiniâtre que celle qu'ils avaient éprouvée jusque-là. Un officier porte-drapeau et cinq soldats anglais furent tués dans cette affaire; malgré leur retraite précipitée, les Chinois laissèrent quatre à cinq cents hommes sur le terrain. Le mandarin supérieur s'était enfui la veille de l'action, laissant ses soldats sans chef. Il avait cependant écrit à Pékin qu'il y enverrait un matelas fait de peaux d'Anglais. Il paraît qu'après l'évacuation des Anglais en 1840, les nombreux cadavres des soldats qui avaient été victimes du climat et de la mauvaise nourriture furent déterrés, et que leurs ossemens furent envoyés comme trophées dans l'intérieur de la Chine.

Peut-être trouverez-vous extraordinaire, monsieur, que les chefs de l'expédition anglaise aient porté de nouveau leurs armes vers Chusan, et qu'ils aient laissé une nouvelle garnison sur cette terre qui, l'année précédente, avait servi de tombeau à un si grand nombre de leurs compatriotes. Mais cette opération me semble avoir été dictée par les circonstances. L'archipel de Chusan est le dernier point, en remontant la côte de Chine, où les Anglais puissent s'arrêter. C'est là qu'ils devront établir le dépôt des forces qui auront à agir contre la province de Pechili. Je vous ai déjà parlé des avantages commerciaux de la situation; dans les circonstances où se trouvait l'expédition, les avantages militaires de l'île offraient une bien autre importance. On était persuadé, d'ailleurs, que l'effrayante mortalité de l'année précédente devait être attribuée plutôt à la mauvaise qualité des alimens qu'à l'influence du climat, et on s'était prémuni contre cette éventualité. L'armée anglaise trouva à Chusan de grands approvisionnemens de riz, comme si les Chinois les eussent préparés pour elle. Ces grains furent vendus à la population chinoise et servirent de monnaie courante pour acheter les provisions dont l'armée avait besoin. Toutes les armes qui furent trouvées dans les magasins du gouvernement furent détruites, à l'exception de vingt ou vingt-cinq canons de bronze, qu'on embarqua sur les navires de l'expédition.

Le 5 septembre, la plus grande partie des navires anglais quitta l'île de Chusan, et, traversant le bras de mer qui la sépare du continent, elle se dirigea vers l'embouchure de la rivière sur laquelle est située la ville de Ning-po. Peu d'heures après, la corvette *la Danaïde* était sur leurs traces. Un peu avant la nuit qui suivit ce jour, elle était en vue de l'escadre anglaise mouillée près de l'île Tseih-tsge-ma. En contournant une pointe auprès de laquelle un

bateau à vapeur de 200 chevaux venait de passer, *la Danaïde* toucha sur une roche à laquelle elle resta quelque temps attachée. Ceci se passait à la vue de l'escadre anglaise, et l'amiral, qui avait à sa disposition quatre bateaux à vapeur, ne fit pas la moindre offre de service; il resta spectateur impassible, mais non indifférent sans doute, des efforts que fit *la Danaïde* pour sortir de ce mauvais pas. Au bout d'une demi-heure, ce navire, qui, sous le commandement de M. de Rosamel, a déjà rendu de si importans services, avait triomphé de l'obstacle, et poursuivait sa route. Quelques mois plus tard, M. Cécile, commandant la frégate française *l'Érigone,* se vengeait noblement de cet acte très peu amical, et, je l'avoue, peu conforme au caractère de la marine britannique, en envoyant ses embarcations au secours du bateau à vapeur anglais *la Méduse,* échoué sur un banc de sable dans la baie de Manille. Je ne vous ai raconté, monsieur, le fait qui précède que pour vous montrer combien il répugne aux chefs de l'expédition anglaise d'avoir des témoins des difficultés que rencontre la grande entreprise à laquelle ils se sont dévoués, et des faciles triomphes de leurs armes.

Le 9, la division anglaise était réunie et prête pour l'attaque. La ville de Chin-hae, située à l'embouchure de la rivière de Ta-hea, qui, à douze milles plus haut, baigne les murs de Ning-po, était le but désigné cette fois aux armes anglaises. Au bout de quelques heures, elle était prise presque sans résistance. Là, comme dans l'attaque de toutes les fortifications chinoises qui ont cédé à la supériorité de la tactique européenne, quelques centaines de soldats, en contournant des positions dont le front était pour ainsi dire inexpugnable, et en prenant les défenses par derrière, rendirent toute résistance impossible. A onze heures, les Anglais étaient maîtres de toutes les hauteurs qui, de la rive opposée, commandent la ville. Les Chinois n'avaient même pas pensé à détruire un pont placé sur un premier bras de la rivière.

Voici un trait de philantropie chinoise que je vous laisse, monsieur, le soin d'apprécier. Une compagnie de soldats anglais allait entrer dans un fort, quand un Chinois se plaça devant eux et chercha par ses signes à les arrêter. Ces démonstrations retinrent en effet la troupe un instant, et, au moment où elle se remettait en marche, une mine, qui eût pu lui être fatale si les soldats eussent été un peu plus avancés, fit explosion. L'intention du Chinois était-elle d'arrêter les Anglais le temps nécessaire pour que la mine n'éclatât pas trop tard? C'est ce que je ne chercherai pas à expliquer.

A deux heures, les troupes de débarquement pénétraient de toutes parts dans la ville de Chin-hae, escaladant les murailles au moyen d'échelles. Les portes étaient encombrées de sacs remplis d'herbe. On trouva toutes les maisons fermées et la populace se livrant au pillage. Les mandarins avaient disparu.

« Chin-hae, dit M. de Rosamel, défendue par une garnison de quinze cents hommes, avec des ressources de fortification immenses et des accidens de terrain on ne peut plus avantageux, prise en quelques heures par douze ou

quatorze cents hommes au plus, a dû porter une atteinte terrible à la croyance populaire en Chine de l'invincibilité des troupes de l'empire céleste. — Rien ne peut se comparer, ajoute M. de Rosamel, à la lâcheté des Chinois. Ces hommes montraient tant de bassesse et de vile soumission, ils étaient si rampans et si plats dans leur défaite, qu'ils ne faisaient pas pitié, ils dégoûtaient et donnaient envie de repousser du pied leurs importunes salutations. »

Le premier mandarin de Chin-hae s'était enfui dès le commencement de l'attaque. Le soir du même jour, il s'empoisonnait à Ning-po. Du reste, on a vu, à la suite de presque toutes les actions qui ont eu lieu, de nombreux suicides. A Amoy, le commandant en chef se noya, dit-on, sous les yeux des Anglais, en s'avançant froidement dans la mer jusqu'à ce qu'il perdît pied et disparût. Voici comment le lieutenant-général de la province de Chee-kiang rend compte à l'empereur de la mort de ce fonctionnaire : « Après avoir, dit-il, conduit les troupes de l'empire depuis huit heures jusqu'à cinq heures, voyant que les hauteurs de Chaou-pa-ou et de Kin-ke étaient tombées au pouvoir de l'ennemi et que la ville était perdue, Yu-keen, pensant qu'il ne pouvait plus rien faire pour son pays, s'avança jusqu'au bord de l'eau; il tourna ses regards vers la porte céleste, et, courbant la tête devant la majesté de l'empereur, il s'élança dans la mer, mourant victime du sentiment invariable de son devoir. » Cette mort ne vous touche-t-elle pas, monsieur, et n'y a-t-il pas quelque chose d'éminemment noble dans cette loyauté qui, à cette heure suprême, n'abandonne pas le sujet de l'empereur, et dans cette résolution de ne pas survivre au déshonneur de sa défaite? A Chin-hae, des soldats, en s'enfuyant, se coupaient la gorge, se noyaient ou se précipitaient des hauteurs. D'où vient donc que ce courage qui leur fait affronter une mort volontaire ne les pousse pas à opposer à l'ennemi une résistance plus énergique? Ce fait s'explique, je le crois, par le découragement qu'ils éprouvent en voyant que leurs moyens de défense, sur lesquels ils fondaient tant d'espérance, sont si faibles en comparaison des moyens d'attaque de leurs ennemis. Ils sentent que toute résistance est inutile, et leurs habitudes de paix, la douceur naturelle de leurs mœurs, les rendent d'ailleurs peu susceptibles même du sentiment si naturel et si énergique qu'inspirent la vengeance et le désespoir.

On trouva à Chin-hae une fonderie de canons. J'ai déjà dit que les nouveaux canons chinois sont fondus en imitation des canons européens, seulement l'ame des canons n'est pas forée; la fonte laisse le canon déjà creusé; l'ame est ensuite polie avec une espèce d'écouvillon en acier garni de fortes pointes comme une râpe.

L'armée anglaise passa trois jours à détruire l'approvisionnement considérable de poudre, de fusils à mèche, d'arcs, de sabres, de lances et d'armes de toute espèce que contenaient les arsenaux de Chin-hae; cette précaution, au moment où l'armée allait remonter vers Ning-po, était sage. On ne voulait pas laisser au pouvoir d'une immense population un dépôt d'armes avec lesquelles elle aurait pu inquiéter les derrières de l'armée expéditionnaire. Mais

les autorités de Ning-po profitèrent de ce délai pour enlever le trésor public, et les habitans pour mettre à l'abri leurs effets les plus précieux.

Le plus grand désordre régna à Chin-hae après la prise de la ville. Dans une ville aussi étendue, une poignée d'hommes occupés à choisir des positions et à garnir des postes, ne pouvait établir même la plus légère discipline. Il ne faut donc pas, je le répète, rendre les Anglais responsables de tous les excès qui se commirent; ils étaient, d'ailleurs, intéressés à en atténuer les conséquences autant que cela leur était possible. Du reste, une occupation militaire en Chine doit toujours entraîner les mêmes désordres. Le peuple chinois, habitué depuis tant de siècles à ne pas penser par lui-même et à voir ses destinées exclusivement confiées au contrôle sacré de son gouvernement, n'a plus de vie active aussitôt qu'il est abandonné à sa propre volonté. Il n'y a pas là de corps social capable d'organiser une défense des intérêts individuels. Quand le gouvernement disparaît, toute idée d'ordre disparaît avec lui. Les Anglais trouveraient difficilement, même dans la classe la plus opulente et la plus intéressée au maintien de l'ordre, les moyens d'organiser une police; tous les hommes riches ou influens se cachent, et la terreur que leur inspirent les châtimens qui les attendraient s'ils paraissaient prendre, même indirectement, la moindre part aux opérations des ennemis du pays, les empêcherait d'accepter d'eux même un simulacre de fonctions publiques. La crainte de la responsabilité qu'ils encourraient est bien plus forte chez eux que le désir de conserver leurs propriétés; ils préfèrent naturellement la perte de leur fortune à celle de leur vie. Le gouvernement n'est pas mort pour eux, et ils s'attendent toujours au retour prochain de ces autorités dont la volonté a été depuis si long-temps la seule loi du peuple. Le sentiment de haine contre les barbares, si général dans toutes les classes de la société chinoise, conserve d'ailleurs toute sa force, et les désastres de la guerre ne peuvent que donner plus d'énergie à cette disposition. La canaille, qui n'a rien à perdre et qui partout est l'ennemie naturelle du riche, se livre donc impunément à tous les excès aussitôt que cesse l'action du gouvernement.

Quelle immense commotion ont dû produire ces évènemens au sein de ces riches provinces naguère si tranquilles, de ces populations livrées tout d'un coup et sans transition, après tant de siècles de paix, à toutes les horreurs d'une guerre cruelle! Combien ce réveil, après un si long sommeil, n'a-t-il pas dû être terrible! Chez nous, on est, pour ainsi dire, toujours préparé à la guerre; c'est une éventualité redoutable, mais dont on s'entretient journellement et dont la nation tout entière s'occupe. En Chine, et surtout dans les provinces éloignées du contact européen, où la plus grande partie de la population ignorait même qu'il y eût d'autres nations en dehors de l'empire céleste, l'agression anglaise dut renverser toutes les idées; elle dut paraître à ces pauvres gens comme un bouleversement du globe.

Le 13 septembre, Ning-po avait été pris sans coup férir. Cette ville, de deux à trois cent mille ames, s'ouvrit sans résistance devant un détachement

de mille à douze cents hommes. Les Anglais entrèrent à Ning-po comme dans une ville morte; toutes les maisons étaient fermées; seulement, sur la plupart des portes on lisait ces mots : Habitans paisibles. C'était une espèce de charme au moyen duquel on espérait soustraire la propriété à la dévastation.

Presque sans s'arrêter à Ning-po, l'amiral remonta, avec quelques bateaux à vapeur, la rivière de Ta-hea; à environ quarante milles de Ning-po, on trouva la ville de Yu-haou, où on fut arrêté par un pont de pierre. C'était là un obstacle facile à vaincre, mais l'eau commençait à devenir trop basse, même pour les bateaux plats, et on rebroussa chemin. On ne trouva rien à Yu-haou, si ce n'est, comme à Ning-po, des rues sans autres habitans qu'un peuple tremblant et à genoux. Yu-haou est une ville de quarante à cinquante mille ames. Pendant tout le trajet de la petite escadre de Ning-po à Yu-haou, on put remarquer que les populations chinoises descendaient des collines et s'avançaient jusqu'au bord du fleuve pour voir passer les barbares et les bateaux de feu.

On prétend qu'au retour des chefs de l'expédition à Chin-hae, plusieurs marchands vinrent les trouver et leur offrirent d'ouvrir leurs maisons et leurs magasins, s'ils voulaient leur promettre de les protéger contre les terribles chances de la rentrée des mandarins. J'ai peine à croire, je l'avoue, que cette proposition ait été faite; elle me surprendrait moins à Canton que dans une ville de l'intérieur de la Chine. Dans tous les cas, l'offre des marchands chinois fut sans doute repoussée, car le commerce demeura interrompu. — On prétend encore, car le plus grand secret fut gardé par le plénipotentiaire et par les chefs militaires, qu'une rançon de 20 millions de piastres (environ 125 millions de francs) fut demandée pour évacuer la ville de Ning-po. Chin-hae devait rester au pouvoir des Anglais. Cette demande, si elle fut effectivement faite, resta sans résultat.

Tels furent, monsieur, les fruits de cette campagne de six semaines; Amoy, Chusan, Chin-hae, Ning-po, tombèrent au pouvoir des Anglais. Ces conquêtes ne coûtèrent pas plus de vingt hommes à l'Angleterre, tandis que la perte des Chinois s'éleva environ à trois mille hommes. Déjà cependant la mousson de nord-est commençait à souffler avec violence sur toute la côte, et l'armée anglaise, divisée en plusieurs corps, dut prendre ses quartiers d'hiver dans ses nouvelles conquêtes. Les positions gardées par les divers corps d'occupation sont encore celles où ils sont retenus au moment où nous écrivons. Cependant il est probable que, vers le mois d'avril, de nouveaux mouvemens auront lieu, et qu'on ouvrira une nouvelle campagne avec des ressources plus considérables en hommes et en navires.

Pendant que l'expédition anglaise se promenait sur la côte de Chine, arborant son pavillon vainqueur sur tous les points qu'elle jugeait à propos d'attaquer, les choses en étaient toujours, dans la rivière de Canton, au point où nous les avons laissées. La trève durait encore, mais la lettre en était pour

ainsi dire perdue; on ne l'observait ni de part ni d'autre. Les Chinois relevaient activement leurs fortifications, concentraient de nouvelles troupes dans la province, et se préparaient évidemment pour l'attaque, ou du moins pour une défense énergique; leurs efforts semblaient annoncer une plus grande expérience des choses de la guerre; on supposait même qu'ils recevaient des leçons d'ingénieurs européens; on nommait ces nouveaux auxiliaires, qui n'existaient, suivant moi, que dans l'imagination des journalistes. A la date des dernières nouvelles reçues de Canton, les diverses passes de la rivière étaient obstruées de manière à en rendre le passage difficile même pour les bateaux à vapeur, et tout faisait croire qu'une nouvelle attaque, si elle avait lieu, coûterait à l'Angleterre beaucoup plus d'hommes que celles de l'année précédente. Mais, ce qui étonnerait les personnes qui ne connaîtraient pas les détails secrets de cette guerre singulière, c'est la longanimité avec laquelle les Anglais ont laissé tous ces travaux s'achever presque sous leurs yeux. En vain la presse prenait-elle soin de signaler au plénipotentiaire, qui était revenu à Hong-kong, et au commandant des forces navales dans la rivière de Canton, les dispositions prises par les autorités chinoises : la division anglaise ne bougea pas, et les Chinois purent compléter leur œuvre sans qu'une seule démonstration de l'ennemi vînt les inquiéter. Cependant on était en guerre dans la rivière de Canton; chaque jour les navires anglais arrêtaient quelques jonques chinoises, qui étaient menées à Hong-kong et y étaient vendues au profit des capteurs, et, tandis que ces choses se passaient, le commerce continuait toujours, les navires de commerce anglais traversaient tous les jours le Bocca-Tigris, et allaient à Whampoa décharger leurs cargaisons et en prendre de nouvelles, comme si on eût été en pleine paix. Souvent la jonque chinoise prisonnière qu'on conduisait à Hong-kong passait auprès du trois-mâts anglais qui allait solliciter des autorités de Canton la permission d'y échanger ses marchandises d'Europe contre les produits de l'empire céleste. Cette situation dure depuis plus de six mois sans que le gouvernement chinois ait fait la moindre remontrance contre une violation aussi flagrante des clauses de la convention conclue par M. Elliot au mois de mai 1841. N'est-ce pas là, monsieur, un singulier spectacle? On verrait volontiers, dans cette tolérance peu désintéressée d'ailleurs des Anglais, le dessein arrêté de laisser la rivière de Canton tout-à-fait en dehors des opérations militaires; mais alors que devient l'esprit de cette fameuse proclamation de sir H. Pottinger, dans laquelle il annonçait solennellement qu'aucune considération commerciale ne l'arrêterait dans l'exécution des mesures énergiques qu'il serait appelé à prendre? C'était évidemment une menace adressée au commerce anglais à Canton, car c'était là seulement que les relations commerciales étaient ouvertes; et d'ailleurs, si on voulait laisser libre le grand entrepôt du commerce étranger, pourquoi cette saisie journalière de pauvres jonques chinoises? On avait déclaré, et c'était la base de la politique qu'on s'était sagement proposé de suivre, qu'on ne faisait la guerre qu'au gouvernement, et

qu'on respecterait la propriété particulière, et cependant on permettait au gouvernement chinois de prélever sur le commerce étranger des droits d'entrée et de sortie très élevés; on lui donnait ainsi le moyen de réparer ses pertes et de se créer des ressources pour l'avenir, tandis qu'on saisissait au passage les navires marchands qui, sur la foi des traités et trompés par l'attitude pacifique de l'ennemi, tombaient dans le piége qu'on leur tendait. N'était-ce pas là une espèce de guet-apens, et une semblable manière de faire la guerre est-elle digne d'une grande nation? L'honneur anglais sortait-il plus pur de cette nouvelle épreuve que lorsqu'il était confié aux soins de l'honorable M. Elliot? Nous retrouvons dans la situation actuelle tous les traits qui nous ont déjà frappés dans le récit des évènemens de l'année dernière; seulement je préférais la position telle que M. Elliot l'avait faite à celle que je viens de retracer. Remarquez encore que la saisie des jonques chinoises a lieu sans que la rivière de Canton soit déclarée en état de blocus, sans qu'il y ait eu, à cet effet, communication écrite ou verbale entre les autorités chinoises et les autorités anglaises; tout cela s'est fait comme d'un commun accord. A peine les navires anglais s'étaient-ils retirés des eaux intérieures de la rivière de Canton, que les Chinois, comme je l'ai dit, sous prétexte de l'occupation d'Hong-kong par les Anglais, préparaient de nouveau leurs moyens de défense; et c'est pour punir le gouvernement chinois de cette violation apparente des clauses de la convention de mai, que les Anglais s'emparent des navires de pauvres marchands qui ignorent complètement les lois cruelles de la guerre. C'est là, à mon avis, une mauvaise politique, et dont M. Elliot avait eu au moins le bonheur de prévoir les funestes conséquences.

Nous sommes obligés de nous arrêter ici, monsieur; nous sommes arrivés au terme de ce qui est connu jusqu'à présent des détails de cette grave question. Nous reprendrons le cours des évènemens à mesure qu'ils se développeront. Trois ans se sont déjà écoulés depuis que la lutte entre les deux plus puissantes fractions de l'Orient et de l'Occident a commencé, lutte pendant laquelle chacune des deux parties belligérantes a fait les plus grands sacrifices. Quelles en ont été jusqu'ici les conséquences?

En 1839, le combat s'engage; mais les Chinois surprennent les Anglais au milieu de leur sécurité. Une valeur de 70 millions de francs de propriété anglaise est saisie par Lin; la rivière de Canton est bloquée par les Anglais; on peut évaluer en outre à plus de 50 millions les pertes éprouvées par le commerce anglais dans le cours de cette année. Quelques escarmouches ont lieu qui ne produisent aucun résultat.

En 1840, l'Angleterre envoie une expédition en Chine. Le troisième blocus de la rivière de Canton est déclaré; les troupes anglaises s'emparent de Chusan, remontent jusqu'à l'embouchure du Pei-ho, en sont éloignées par l'habileté des diplomates chinois et reviennent à Canton. Sept à huit cents soldats anglais périssent victimes du climat et de la mauvaise administration qui a présidé aux approvisionnemens de l'armée; le commerce anglais voit se renouveler

ses pertes de l'année précédente; le commerce de Bombay, celui de l'Inde entière, commencent à ressentir le contre-coup de la crise de Canton.

En 1841, des négociations s'ouvrent au Bocca-Tigris; un traité préliminaire est signé et désapprouvé hautement par les deux gouvernemens respectifs. Les forts qui défendaient l'entrée de la rivière tombent tour à tour au pouvoir des Anglais. Une trève a lieu, pendant laquelle on se prépare de part et d'autre à des hostilités qui deviennent chaque jour plus imminentes. Les Chinois, qui ont toutes leurs ressources pour ainsi dire sous la main, sont plus tôt prêts que les Anglais. Ils rompent l'armistice. Le pavillon britannique flotte bientôt sur toutes les défenses extérieures de la ville de Canton, qui paie une rançon de 36 millions de francs, rançon qui n'entre même pas dans le trésor de l'Angleterre; car la somme, sauf quelques déductions, est partagée plus tard entre les troupes de terre et de mer qui ont assisté à cette affaire. Une nouvelle convention est conclue; les navires de guerre anglais se retirent en dehors du Bocca-Tigris, et un commerce tout-à-fait désavantageux pour l'Angleterre recommence. M. Elliot est remplacé au mois d'août par sir H. Pottinger. Une deuxième expédition est dirigée sur la côte de Chine; Amoy, Chusan, Chin-hae et Ning-po cèdent à la supériorité des troupes anglaises, qui, en se divisant pour les occuper, se ferment pour le moment la voie à d'autres conquêtes. Le mouvement commercial de Canton, qui s'élevait en 1837 à 400 millions, se trouve réduit de moitié. Le découragement s'empare plus que jamais de la communauté anglaise. Dix fois, dans le cours de cette année, l'exigence de leurs relations, la nécessité, ramènent les négocians à Canton, dix fois une terreur panique les en chasse. Les graves évènemens qui se passent dans le nord de l'Inde signalent encore la fin de l'année 1841; la puissance anglaise n'en est pas ébranlée peut-être, mais la sécurité publique s'alarme; le malaise se fait sentir jusqu'en Angleterre, l'industrie est réduite aux abois; le gouvernement anglais se voit obligé d'adopter en temps de paix des mesures financières qu'une guerre européenne seule a pu jusqu'ici rendre nécessaires, et auxquelles la nation se soumet presque sans murmure, tant est grand le sentiment du danger commun, tant est profonde la souffrance publique.

Telle est, monsieur, la situation des affaires anglaises en Chine. L'année 1842 sera-t-elle plus fertile en résultats que les trois années qui viennent de s'écouler? Indubitablement les évènemens de l'Inde auront pour effet de paralyser en partie les efforts que l'Angleterre devait concentrer sur la Chine, et il lui sera peut-être difficile de réunir un nombre de troupes qui lui permette d'opérer les grands mouvemens qu'elle préparait pour la prochaine mousson du sud-ouest. On assure cependant que des armemens considérables ont eu lieu en Angleterre, et qu'indépendamment des équipages des navires de guerre, l'armée expéditionnaire destinée à agir cette année contre la Chine s'élèvera au moins à dix mille hommes.

Permettez-moi à présent, monsieur, de chercher à lire dans l'avenir de la grande question qui nous occupe. C'est une tâche difficile que je vais entre-

prendre, et peut-être l'avenir démentira-t-il mes prévisions, car elles ne seront basées que sur l'opinion que je me suis formée des hommes et des choses de la Chine, et, je crois vous l'avoir déjà dit, il n'y a personne au monde qui puisse dire avec certitude quel sera le dénouement. Chacun d'ailleurs voit les choses à sa manière, et je craindrais à peine d'être démenti en disant que, même parmi les hommes qui tiennent entre leurs mains les fils de cette grande affaire, il n'en est peut-être pas un seul qui n'ait déjà changé plus d'une fois d'opinion sur le principe, la conduite et le résultat probable de la guerre que l'Angleterre fait à la Chine.

Une chose doit vous paraître prouvée jusqu'à l'évidence, c'est que la question aujourd'hui n'est plus pour l'Angleterre ce qu'elle semblait être en 1839. L'Angleterre, je l'ai dit, veut maintenant ouvrir les immenses marchés de la Chine à son commerce et à son industrie. Je vous ai déjà parlé de la situation critique dans laquelle se trouve la nation anglaise. L'ancien monde lui échappe graduellement, et avec lui les élémens de sa prospérité factice. C'est à son immense commerce qu'elle doit d'avoir pu jusqu'ici payer les intérêts de son énorme dette et les lourdes charges de son administration. Nous avons vu comment, depuis 1815, toutes les nations européennes ont cherché à se suffire à elles-mêmes et à se délivrer de l'espèce de monopole dont l'Angleterre s'était emparée. Chaque jour se forme une industrie rivale de l'industrie anglaise, et chaque jour un nouveau tarif hostile aux intérêts anglais vient exciter l'indignation de la presse britannique et alarmer les hommes politiques sur le sort futur de la classe industrielle. Les causes de cette situation sont-elles passagères? est-ce là une de ces crises que le commerce anglais a traversées périodiquement depuis vingt-cinq ans? Si on pénètre par la réflexion au fond des choses, on sera tenté de croire que le mal est organique, qu'il prend sa source dans la constitution même du pays, et qu'il en détruira dans un espace de temps plus ou moins long les parties vitales, à moins que la providence de la nation ou la sagesse du gouvernement anglais ne le combatte bientôt par un remède violent, mais nécessaire.

Or, quel peut être ce remède? L'Angleterre peut-elle diminuer ses dépenses? Y a-t-il dans son budget un superflu qu'elle puisse retrancher? Lui est-il possible de remplacer la somme énorme que lui rapportent ses douanes par une taxe plus directe sur la nation? Ces fortunes immenses, amassées sur tous les points du globe, sources jusqu'ici inépuisables de la fortune publique, ne sont-elles pas nécessaires à son existence? Enfin, trouverait-elle le moyen d'employer l'énergique activité de la classe industrielle, de la diriger dans d'autres voies que celles qui l'ont alimentée jusqu'ici? Je crois qu'on peut répondre négativement à toutes ces questions; non, l'Angleterre ne peut pas s'arrêter, elle peut encore moins rétrograder. Il faut qu'elle avance; sa marche est comme celle de ces nuages de sauterelles qui, après avoir consommé toute la verdure d'un champ, vont porter la dévastation sur une terre plus éloignée, jusqu'à ce qu'un vent violent les disperse, avec cette différence que le passage

du commerce et de l'industrie de l'Angleterre enrichit, au lieu de les ruiner, toutes les terres qu'ils soumettent à leur joug. Ce sont les capitaux de l'Angleterre qui bâtissent comme par enchantement des villes considérables, qui fertilisent des terres jusque-là incultes, qui créent d'immenses centres de production et de consommation là où elle n'avait trouvé naguère que des peuplades sauvages. Il faut le dire, l'Angleterre, poussée par la force irrésistible de sa destinée, a plus fait pour la civilisation du monde que toutes les nations conquérantes qui l'ont précédée; partout où elle va, elle porte avec elle sa persévérante industrie, elle instruit les peuples, les fait sortir, involontairement peut-être, de l'ornière de la routine et des vieux préjugés. Elle fait payer cher ses leçons, il est vrai, elle trouve son salaire dans les bénéfices que son commerce prélève sur les marchés qu'elle exploite; mais, tôt ou tard, ces leçons portent leurs fruits, et les nations apprennent par son exemple le grand art de se suffire à elles-mêmes.

C'est ce qui est constamment arrivé depuis cinquante ans. On peut dire que c'est en exploitant le monde que l'Angleterre s'est placée à la tête des nations; mais, dans l'accomplissement de cette grande œuvre, chaque succès obtenu n'a-t-il pas été une ressource qu'elle épuisait? Aujourd'hui, elle est arrivée à l'apogée de sa grandeur, elle peut s'étendre encore; cependant, croyez-moi, elle ne deviendra pas plus forte. Si elle règne encore par le prestige qu'elle exerce sur les autres nations, avant qu'il soit long-temps, ce prestige se dissipera : d'autres grands intérêts nationaux se forment à l'entour d'elle et la menacent, et plus son action sur le monde est aujourd'hui puissante, plus la réaction du monde contre elle deviendra redoutable. Mais la décadence de l'Angleterre causera une immense perturbation dont les conséquences sont incalculables; c'est chez elle qu'est le cœur du crédit du monde, et le monde sera déchiré, la société tout entière sera bouleversée, quand cessera le règne moral de l'Angleterre.

Que peut donc faire l'Angleterre pour sortir de cette situation? Il faut ou qu'elle trouve un nouveau monde à exploiter, ou que, par une de ces grandes combinaisons politiques qu'elle a su jusqu'ici si habilement amener, elle ferme encore une fois aux nations rivales les grandes voies commerciales où elle ne marche plus seule; en un mot, il faut que la guerre lui rende ce que la paix lui a enlevé : c'est là une terrible alternative, mais c'est la seule qui lui reste, elle n'a pas d'autre chance de salut. L'Angleterre recule devant les chances de la guerre; sa situation financière l'alarme, les grandes questions intérieures dont le développement inquiète le gouvernement l'arrêtent, les alliances dans lesquelles elle est maladroitement entrée sont loin de la rassurer, elle ne compte sur les sympathies de personne, enfin elle a besoin de toutes ses forces pour consolider son empire de l'Inde, qui, après un siècle à peine d'existence, commence à s'ébranler, et, quoiqu'elle sente bien que la paix la tue, elle ne se sent cependant pas en état de faire la guerre. C'est là une situation qui, à mon avis, n'est pas bien comprise en France. On cherche à raviver

tous nos vieux préjugés nationaux, on signale l'Angleterre comme notre ennemie naturelle, notre ennemie inévitable; mais on oublie que depuis trente ans la face du monde a bien changé. La situation de l'Angleterre n'est plus ce qu'elle était quand ses armées envahissaient notre territoire; les intérêts ne sont plus les mêmes; ce tiers de siècle a plus fait pour développer les élémens d'une révolution générale que les trois siècles qui l'avaient précédé. Cette révolution s'accomplit surtout au profit de la France. Pourquoi chercherions-nous follement à en contrarier la marche, tandis que nous devrions nous efforcer, au contraire, de donner à ses effets tout le développement dont ils sont susceptibles? Je le sais, tout cri de haine contre l'Angleterre trouve de l'écho en France, parce que les blessures que nous avons reçues dans nos luttes avec cette nation rivale sont encore saignantes. Les hommes à imagination ardente désirent faire une nouvelle épreuve de nos forces, parce qu'ils espèrent laver par un succès nos affronts de 1814 et de 1815. J'irai plus loin, je dirai comme les avocats d'une politique hostile : Feuilletez successivement toutes les pages de notre histoire, et vous verrez que, dans presque toutes nos guerres, l'Angleterre a été notre ennemie ouvertement ou indirectement; mais c'est parce que partout l'Angleterre trouvait la France sur sa route, parce que partout nous étions un obstacle à l'accomplissement de sa destinée. Aujourd'hui que l'Angleterre ne peut plus regarder chez elle et autour d'elle sans s'alarmer, quand l'orage s'amasse sur sa tête, quand son horizon politique se charge de nuages menaçans, quand sa destinée est arrivée à une crise, n'agirions-nous pas follement en lui donnant nous-mêmes le plus sûr moyen de la conjurer? Quand elle se débat dans les embrassemens d'une alliance qui ne l'étreint aujourd'hui que pour mieux l'étouffer demain, pourquoi lui offririons-nous la seule chance qu'il y ait aujourd'hui pour elle de s'en affranchir et de ressaisir l'empire du monde qui lui échappe, chance terrible qu'elle n'entrevoit elle-même encore qu'en frémissant, et que chaque année de paix rend plus hasardeuse pour elle? Laissons faire la paix, elle nous servira bien mieux que la guerre. Surtout n'envions pas à l'Angleterre sa brillante situation; celle de la France présente bien plus de sécurité pour l'avenir. Profitons de l'expérience de nos rivaux, attachons-nous à développer les ressources industrielles et commerciales de notre pays, car elles nous offrent un sûr moyen d'augmenter notre puissance matérielle; restons chez nous, et surtout restons ce que nous sommes : nous ne pourrions que perdre à un changement. Je n'ai parlé jusqu'ici de la guerre que dans ses résultats pour l'Angleterre. Je ne répéterai pas tout ce qu'on a dit dans ces dernières années des conséquences probables d'une guerre européenne pour la France; je dirai seulement que, dans mon opinion, nous n'aurions que très peu à gagner à une guerre dans laquelle nous serions vainqueurs, et que nous aurions tout à y perdre si nous étions vaincus.

L'Angleterre recule donc devant ce terrible remède au mal qui la dévore, la guerre européenne, et dès-lors sa marche est toute tracée; elle suit la ligne

qu'elle a constamment suivie depuis cinquante ans; elle cherche de nouveaux débouchés à son commerce. La Chine, avec ses trois cents millions d'hommes, lui offre ses marchés vierges encore : c'est là qu'elle portera tous ses efforts; elle s'attachera à sa nouvelle proie avec la ténacité du désespoir. On a souvent accusé l'Angleterre d'ambition, on lui reproche ses envahissemens continuels; mais ce n'est pas par esprit guerrier qu'elle fait toutes ces conquêtes, c'est par esprit commercial : c'est qu'elle y est nécessairement entraînée par l'instinct de sa conservation. Où l'Angleterre porte-t-elle ses armes? est-ce en Europe? les nations voisines peuvent-elles craindre pour leur territoire? leurs libertés sont-elles menacées? Si on en excepte Gibraltar, a-t-elle cherché à planter son drapeau sur un seul point de cette Europe continentale, au milieu de laquelle elle est pour ainsi dire isolée? Les îles Ioniennes, Malte, sont, il est vrai, aujourd'hui des possessions anglaises; mais une puissance dont toute la force est dans son développement maritime pouvait-elle rester tout-à-fait étrangère dans cette Méditerranée, qui est destinée à devenir quelque jour le champ de bataille de l'Europe? Elle ne pouvait pas non plus laisser entre des mains ennemies toute la route qui sépare son empire d'Europe de son empire de l'Inde; elle fera plus encore, elle ira plus loin, croyez-le bien; la nécessité l'entraînera vers l'Égypte, cette terre où couve un volcan qui tôt ou tard ébranlera le monde, car la question de personnes a seule été vidée en 1840. Méhémet-Ali était un obstacle, il est mort politiquement. Reste la question de territoire, qui est tout aussi menaçante que jamais, et qui ne se résoudra que par une immense commotion. Suivons l'Angleterre en dehors de l'Europe; voyez-la placer les jalons de sa route d'un bout du monde à l'autre, voyez-la occuper tour à tour toutes les positions avancées du globe : Aden, dans le golfe d'Arabie, à moitié chemin de Suez à Bombay; le cap de Bonne-Espérance, ce relai si bien placé sur la grande route commerciale de l'Inde; Sainte-Hélène, l'Ile-de-France, autres stations non moins avantageuses; Singapore, placée à l'entrée de la mer de Chine, établissement fondé il y a vingt ans à peine, comme si l'Angleterre avait pressenti que ce devait être là l'avant-poste de sa conquête commerciale de la Chine; les Antilles, cet archipel autrefois si riche et qu'elle semble abandonner aujourd'hui, parce qu'il se trouve sur la route d'une partie du globe où elle n'aura bientôt plus rien, tandis que toute son attention, tous ses efforts, se tournent vers l'Inde et vers cet extrême Orient où elle domine encore de toute sa puissance. Je ne parle pas des autres contrées auxquelles le commerce anglais a donné les bienfaits de la civilisation. Les États-Unis, aujourd'hui puissance rivale; le Canada, qui bientôt prendra sa place parmi les nations indépendantes; ces républiques de l'Amérique méridionale elles-mêmes qu'elle a aidées dans leur lutte d'émancipation, afin que son pavillon commercial n'eût plus de rival à y redouter, et qui sortiront jeunes et vigoureuses de cette fièvre révolutionnaire qui les tourmentera long-temps encore : voilà l'œuvre de l'Angleterre. Tournons les yeux d'un autre côté, nous verrons un empire de cent millions

d'ames qu'elle a fondé dans l'Inde, la Nouvelle-Hollande colonisée; continent isolé et destiné à devenir un jour une grande et belle nation; la Nouvelle-Zélande, les îles de l'océan Pacifique, arrachées à la barbarie; les populations de la péninsule malaise prenant graduellement des habitudes de commerce et entraînées dans cette large voie vers la civilisation; la Chine enfin, ce monde si peu connu et que l'Angleterre tente aussi de faire entrer dans notre grande famille.

N'est-ce pas là, monsieur, un beau spectacle? et qui mérite mieux le nom de grande nation que celle à qui le monde ne suffira bientôt plus? Je l'avoue, il m'arrive quelquefois de secouer ces sentimens de jalousie nationale qui naissent pour ainsi dire et croissent avec nous, et de déplorer, comme homme, cette fatalité qui pousse l'Angleterre vers sa ruine. Je me sens tenté de regretter que ses forces ne soient pas égales à cette grande œuvre que la Providence semble lui avoir confiée, et que les moyens dont elle dispose pour l'accomplir soient entachés de ces vices inhérens à toute chose humaine, l'imperfection et l'instabilité. J'espère que vous me pardonnerez cette digression, dans laquelle je suis moins sorti de mon sujet qu'on ne pourrait le penser d'abord. Toutes les questions politiques sont solidaires l'une de l'autre, elles ont entre elles une connexion plus ou moins étroite, et l'affaire anglo-chinoise se rattache à la plus importante, à la plus grave de toutes les questions européennes, la crise commerciale et politique de l'Angleterre.

Je me trouve naturellement ramené aux évènemens qui font le principal sujet de cette correspondance. Je n'ai plus rien à vous dire du passé, et je vous ai promis tout à l'heure de vous dire mon opinion sur l'avenir de cette question. Je ne me dissimule pas toutes les difficultés du travail que j'aborde; c'est au milieu des ténèbres que je vais chercher la lumière; je n'aurai pas là de fil d'Ariane pour me guider, et, avant de commencer, j'éprouve le besoin de vous répéter ce que je vous ai déjà dit, que c'est mon opinion seule que je vous donne, et que je suis très loin, en vous soumettant mes idées, de prétendre à l'infaillibilité.

Nous avons vu le peu de progrès que l'Angleterre a faits jusqu'ici en Chine; la campagne qui va s'ouvrir lui promet-elle des résultats plus heureux? C'est ce que nous allons d'abord examiner. Vous pensez bien, monsieur, que le gouvernement anglais n'a pas publié ses plans de campagne, et que par conséquent nous allons nous livrer à de simples conjectures.

Les chefs de l'expédition n'ont que deux choses à faire : ou persévérer, si les affaires de l'Inde ne leur ont pas permis de réunir un nombre assez considérable de troupes de débarquement sur la côte de Chine, dans le système qu'ils ont suivi l'année dernière, c'est-à-dire arborer leur pavillon successivement sur toutes les grandes villes du littoral, arrêter les communications maritimes entre les diverses provinces, ruiner le commerce chinois, et enfin imposer de fortes rançons à toutes les villes qui seront en état de les payer; ou bien ils peuvent opérer un débarquement à l'embouchure du Pei-ho, marcher sur Pékin, et là parler en maître au cabinet impérial.

Peut-être est-ce à ce dernier parti que s'arrêtera le plénipotentiaire anglais; la presse tout entière l'y pousse : à Macao, à Hong-kong, toutes les voix se réunissent pour lui parler de Pékin comme du seul point de la Chine où le succès de sa mission soit certain. Il faut frapper l'empire au cœur, lui dit-on; tant que vous vous contenterez de renverser des murailles et de rançonner des villes, le gouvernement chinois se rira de vos efforts. Peu lui importent les maux que vous causez à la population; sa sensibilité politique ne va pas si loin. C'est dans la capitale de l'empire qu'il faut faire voir la puissance anglaise; vous devez pousser cette politique perfide des Chinois jusque dans ses derniers retranchemens, là enfin où elle ne pourra plus vous échapper. Il y a d'ailleurs dans l'idée d'aller à Pékin quelque chose qui doit flatter l'amour-propre des chefs de l'expédition ; ne sera-ce pas attacher son nom à un des plus grands évènemens de l'histoire moderne? Le vainqueur de Pékin n'aura-t-il pas des titres à une gloire immortelle?

Examinons d'abord quels pourraient être les résultats de la prise de Pékin par les Anglais.

Pékin est situé à environ trente ou trente-cinq lieues de la côte; on y arrive par une rivière dont les eaux sont très basses, et ne permettraient pas aux gros navires de l'expédition de la remonter. Cette rivière est le Pei-ho, dont l'embouchure est par le 39e degré de latitude. Pendant la mousson de sud-ouest, les eaux de la rivière sont plus hautes que pendant celle du nord-est; mais même alors, il est douteux que les bateaux à vapeur puissent remonter le Pei-ho au-dessus de Teen-tsin, à l'endroit où se termine le grand canal en faisant sa jonction avec le fleuve. Arrivée là, l'expédition anglaise serait encore à environ vingt-cinq lieues de la capitale. S'il ne recevait pas des renforts considérables de troupes de débarquement, le général anglais se verrait obligé ou d'abandonner entièrement son entreprise sur Pékin, ou d'évacuer Chusan, Amoy, Chin-hae et Ning-po, et de dégarnir entièrement de troupes la rivière de Canton. On estime qu'il pourrait disposer alors d'une armée d'environ six mille hommes. En continuant d'occuper les points que je viens de nommer, les forces effectives qui auraient à agir contre la capitale de l'empire céleste ne s'élèveraient pas à plus de trois mille hommes.

Je ne connais pas assez le terrain que l'armée anglaise aurait à parcourir, ni les difficultés qu'elle aurait à surmonter, pour pouvoir donner un avis sur les résultats d'une semblable expédition. Que six mille Européens puissent mettre en déroute une armée de cinquante ou soixante mille Tartares, c'est ce que je crois très facilement; mais on assure que les environs de Pékin peuvent, à dix lieues à la ronde et en quelques heures, être couverts de quatre à cinq pieds d'eau. On prétend qu'au mois de mai les chaleurs sont insupportables dans la province de Pecheli, que les vapeurs que le soleil fait sortir des immenses rizières qui couvrent le sol de cette province sont pestilentielles; ce sont là des obstacles et des dangers contre lesquels le courage n'est qu'un auxiliaire impuissant.

J'admets cependant que l'armée anglaise triomphe de toutes les difficultés

et qu'elle arrive jusqu'à Pékin sans avoir perdu un seul homme; il arrivera de deux choses l'une : ou l'empereur et toute sa cour, les grands et les petits mandarins, se seront enfuis en toute hâte de la capitale, emportant le trésor public et tous leurs effets les plus précieux dans l'intérieur, en Tartarie peut-être, et les Anglais ne trouveront plus à Pékin qu'une ville morte, comme à Amoy, comme à Ning-po, une ville qui ne pourra même pas leur payer la rançon qu'ils ont arrachée à Canton, car Canton n'a payé les trente-six millions de francs qu'on lui a demandés que parce que c'était le centre du commerce étranger, parce que les hanistes y avaient réuni des masses énormes de marchandises, et qu'ils proposaient de payer eux-mêmes la rançon. A Ning-po, un des grands entrepôts du commerce chinois, à Amoy, les Anglais n'ont obtenu au contraire que de stériles triomphes. Il en serait probablement de même à Pékin; ils n'y trouveraient qu'une population tremblante, des amas de maisons livrées au pillage, et pas une autorité à laquelle ils pussent faire connaître les volontés de leur gouvernement. Que feraient-ils dans cette première hypothèse? Occuperaient-ils militairement cette ville, dont la population s'élève, dit-on, à deux millions d'ames? Éloignés de leur flotte, obligés de soutenir leurs derrières par des corps détachés, exposés à la réaction presque inévitable que les violences inséparables de la guerre soulèveraient contre eux, est-ce avec six mille hommes, élevons même le chiffre à dix mille, qu'ils contiendraient l'immense population ennemie dont ils seraient entourés, qu'ils tiendraient libres les communications entre l'embouchure du Pei-ho et la capitale, qu'ils assureraient leurs approvisionnemens?

Quel serait d'ailleurs leur but en restant à Pékin? Pourraient-ils espérer, par l'occupation de la capitale, faire éclater une révolution dans la province de Pecheli, renverser la dynastie régnante, et placer sur le trône un souverain mieux disposé que Taou-kwang à se prêter à leurs vues? Mais on a vu déjà l'effet que huit mois de séjour de la garnison anglaise à Amoy et à Ning-po ont produit. La population chinoise est bien loin de s'être rapprochée des barbares; la haine contre eux existe toujours dans toute sa force, et d'ailleurs, pour obtenir le résultat qu'on se proposerait, il faudrait que l'armée conquérante résidât long-temps, plusieurs années peut-être, dans la province; et le séjour aussi prolongé d'une armée ennemie est-il possible? Pense-t-on que le gouvernement chinois resterait spectateur impassible de cette occupation? Ne chercherait-il pas à remuer les populations, qui s'habitueraient graduellement à voir de près ces redoutables étrangers, et qui perdraient peu à peu de cette terreur qu'ils leur inspirent? Les moyens ne lui manqueraient pas pour réveiller l'énergie nationale; les maux que le peuple souffrirait le feraient à la fin sortir de sa stupeur, et on sait combien une nation est forte, fût-elle la Chine, lorsqu'elle est réduite au désespoir.

Mais supposons, chose très improbable, que l'empereur attende l'ennemi de pied ferme, et qu'après avoir vu dissiper les armées qu'il enverrait à la rencontre des barbares, il restât à Pékin pour leur en ouvrir lui-même les

portes, ou même qu'effrayé des conséquences que pourraient entraîner des hostilités dirigées contre sa capitale, il annonçât au plénipotentiaire anglais qu'il est prêt à traiter avec lui. Allons plus loin : supposons le plénipotentiaire assis à la même table que l'empereur et lui dictant les clauses d'un traité que celui-ci signerait sans hésiter, et par lequel toutes les satisfactions, tous les avantages commerciaux et politiques que l'Angleterre peut espérer, lui seraient volontairement accordés; qu'adviendrait-il? Qui répondrait aux agens anglais de la bonne foi du souverain de l'empire céleste? Quelles garanties pourraient-ils exiger pour l'avenir? La cession de quelques points sur la côte? Mais l'Angleterre les possède déjà, et le pavillon britannique est comme un épouvantail pour les populations. L'escadre anglaise ne pourrait certainement pas prolonger très long-temps son séjour dans la mer de Chine; d'autres intérêts l'appellent impérieusement ailleurs; l'Angleterre a besoin de toutes ses forces dans l'Inde, et elle s'affaiblit trop en les divisant. Au bout d'un an, de deux ans peut-être, une simple station resterait sur la côte, et croit-on que, lorsque l'empereur ne serait plus retenu par la crainte des vaisseaux anglais il hésiterait long-temps à renverser tout d'un coup un édifice qui leur aurait coûté tant d'années et tant de sacrifices à construire? Certes, on connaît assez les Chinois aujourd'hui pour pouvoir au moins penser qu'une signature apposée au bas d'un traité n'arrêterait pas long-temps le cabinet de Pékin. Il faudrait donc envoyer en Chine une seconde, puis une troisième expédition. Mais ici nous nous trouvons jetés dans des hypothèses dont les bases sont si peu certaines, que la prévision a peine à les atteindre.

Nous avons parlé d'un autre moyen d'action que le plénipotentiaire anglais peut encore employer pendant la campagne qui va s'ouvrir. Nous avons dit qu'on pourrait pousser jusqu'au bout les conséquences du système qu'on a suivi jusqu'ici. Ainsi les Anglais, maîtres déjà d'Amoy et de Ning-po, porteraient d'abord leurs armes vers Hang-chou-fou, ville très commerçante et très riche, située par 30° 25′ de latitude, et dont l'accès, difficile par la rivière, est plus facile par un canal qui longe la côte et qui commence à Cha-po. De là l'escadre anglaise remonterait la côte jusqu'à la rivière de Yang-tse-kiang, et les bateaux tirant peu d'eau pourraient arriver, dit-on, jusqu'à Nanking, la capitale de la Chine proprement dite et la ville la plus riche de l'empire (1). L'Angleterre tiendrait ainsi entre ses mains tout le littoral de la Chine et ruinerait complètement son commerce. Peut-être même l'armée anglaise parviendrait-elle à extorquer aux populations effrayées des grandes villes du littoral quelques sommes d'argent; mais ce serait là un avantage tout-à-fait secondaire : ce n'est pas pour rançonner des villes que l'Angleterre lutte avec la Chine,

(1) Nanking est la ville chinoise où l'industrie est le plus avancée : c'est à Nanking qu'on fabrique toutes les belles soieries que nous admirons à Canton; c'est de là que viennent, disent les Chinois, tout ce qui se fabrique de beau et de riche en Chine. Les Chinois appellent cette ville le paradis terrestre.

elle ne fera pas faire à ses armées et à ses flottes une guerre de flibustiers dont tout le fardeau, d'ailleurs, retomberait sur la population sans frapper le gouvernement; son but est plus grand et plus noble.

La prise de Nanking placerait, du reste, l'expédition anglaise dans une situation comparativement bonne. La rivière du Yang-tse-kiang, sur laquelle Nanking est située, communique à environ douze lieues au-dessus de cette ville avec le grand canal de la Chine. Le commerce qui entre dans le Yang-tse-kiang, pour de là être transporté jusqu'à la capitale par le canal, est immense, ainsi que celui qui par la même voie sort des provinces du nord pour aller dans le sud; c'est par là que le sel et le riz, produits par les provinces du sud de l'empire, sont conduits jusqu'à Pékin. Il n'est donc pas douteux que l'occupation du point de jonction par les troupes anglaises ne causât un grand bouleversement dans une partie de l'empire, surtout si les communications du littoral se trouvaient arrêtées par la présence sur la côte d'une escadre ennemie; mais le mal serait moins grand qu'on ne le pense, car au-dessus de Nanking le canal s'enfonce assez avant dans l'intérieur des terres, où les Anglais pourraient difficilement pénétrer, et le gouvernement chinois a assez d'action sur la population, le travail de l'homme est à assez bon marché, pour qu'on puisse, pendant quelque temps au moins, faire transporter les produits jusqu'à la partie du canal où les Anglais ne sauraient que difficilement atteindre. Ce serait là une immense dépense et un très grand embarras; mais le gouvernement chinois est capable encore de pareils sacrifices.

Ce serait alors une lutte de patience entre les deux gouvernemens; dans cette lutte, l'Angleterre se fatiguerait probablement la première, ou, si elle se montrait plus tenace et plus persévérante que la céleste majesté, elle n'obtiendrait que le résultat que nous avons signalé tout à l'heure; on lui promettrait peut-être beaucoup, mais avec l'intention bien arrêtée de n'accomplir les promesses qu'autant qu'on y serait forcé, c'est-à-dire autant que les forces de l'Angleterre resteraient sur les côtes de l'empire. D'ailleurs, l'expérience a dû prouver aux plénipotentiaires anglais combien peu ils doivent compter sur la signature même des hauts employés de l'état que l'empereur envoie pour traiter avec eux. Nous avons vu que Keschen a encouru l'indignation impériale pour avoir lâchement compromis, pour des considérations tout-à-fait secondaires, — la destruction de Canton, — l'honneur du dragon céleste, en adoptant un *expédient temporaire*, au lieu d'exterminer les barbares. Or, la mesure que l'empereur qualifiait ainsi était la signature du traité préliminaire conclu avec M. Elliot.

Je n'ai pas besoin de vous répéter, monsieur, que je ne mets pas en doute la grande supériorité de la tactique anglaise sur la tactique militaire des Chinois. Cependant l'empereur ne paraît pas encore convaincu de cette vérité par les épreuves qu'il en a faites; il ne s'habituera pas facilement à la monstrueuse idée que ses armées ne sont pas invincibles. Le maître du monde

n'abdiquera pas ainsi cette suprématie qu'aucune nation n'avait osé lui disputer jusqu'ici. Déjà sa pensée éclate dans une proclamation datée du mois de janvier, par laquelle ses généraux gourmandent les populations d'Amoy et de Ning-po sur leur apathie : « Vous vivez, disent-ils, mêlés à vos ennemis, le danger présent vous a enlevé toute réflexion; mais vous ne savez pas que la grande armée s'avance pour exterminer les barbares, et, lorsque l'heure de la vengeance et de la destruction sera arrivée, le bon grain sera détruit avec le mauvais. » L'empereur a ordonné à toutes les populations de la côte de se retirer dans l'intérieur, afin d'échapper à l'extermination générale. Il est donc évident qu'en même temps que les Anglais se préparent pour une troisième campagne, les Chinois ne négligent rien pour leur opposer une énergique résistance.

Malgré l'immense population de la Chine, la formation d'une armée, si difficile partout, l'est beaucoup plus encore dans cet empire. La nation chinoise, parfaitement organisée pour la paix, l'est excessivement mal pour la guerre. En Chine, il n'y a pas de conscription; l'armée se recrute parmi un certain nombre de familles destinées de tous temps à donner des soldats à la patrie; c'est un métier héréditaire, comme tous les métiers parmi les Chinois. Jusqu'à l'époque des derniers évènemens, le privilége de faire partie des familles militaires était très recherché, car, sur cette terre qui nourrit si difficilement tous ses habitans, on doit regarder comme une insigne faveur d'obtenir une existence assurée. Chaque soldat chinois reçoit environ 20 francs par mois; c'est là une forte somme en Chine et avec laquelle il peut se nourrir lui-même et entretenir sa famille. D'ailleurs, le métier du soldat chinois était loin d'être rude; il restait presque toujours dans son village, heureux et tranquille; il naissait pour ainsi dire et mourait sous cet habit qui lui assurait une existence longue et paisible. Depuis que les barbares sont arrivés en Chine, non plus comme supplians, mais comme ennemis, depuis que les boulets anglais ont rendu le métier plus périlleux, il est probable que l'uniforme de *tigre* du céleste empire n'est plus aussi recherché. Malgré la grande difficulté de former une armée, on assure cependant que Yischan est à Yu-haou avec quatre-vingt mille hommes et qu'il s'avance vers Ning-po. C'est à l'approche de cette armée qu'on attribue l'inaction du général anglais, qui devait marcher au commencement de mars sur Hang-chou-fou, mais qui se voit obligé d'attendre l'ennemi et de lui livrer combat avec les trois mille soldats dont il dispose.

Je vous ai parlé, monsieur, des probabilités qu'offre la solution de la question anglo-chinoise dans un avenir rapproché; mais, tout en ne me dissimulant pas les difficultés qu'elle présente, je n'en suis pas moins persuadé qu'en définitive cette solution sera en faveur de la civilisation européenne. La brèche est ouverte, elle ne se refermera pas. Je l'ai déjà dit, ce n'est plus une simple question entre l'Angleterre et la Chine, c'est la marche du monde, c'est la force d'expansion de notre civilisation. Derrière la brèche se tient la population du céleste empire, si dense, si compacte encore, si forte de son long iso-

lement politique, si forte même de son ignorance des choses du dehors et de ses préjugés; c'est cette masse épaisse qu'il faut percer. L'entreprise est gigantesque; l'Angleterre seule pouvait la concevoir, l'Angleterre seule avait, en s'y livrant avec toutes ses forces et son énergique persévérance, des chances de succès. Si elle n'est pas arrêtée par quelqu'une de ces grandes commotions politiques qu'on ne peut prévoir, si on lui laisse le temps de saper peu à peu les fondemens de cette vieille société chinoise, le succès ne lui fera pas défaut. Elle sèmera long-temps peut-être avant de recueillir, mais la récolte la paiera à la fin de tous ses sacrifices.

Dans tous les cas, l'empire chinois est ébranlé, le prestige que le chef mystérieux de la céleste dynastie exerçait sur la population commence à se dissiper. Les habitans du littoral savent aujourd'hui que la Chine n'est pas le monde, et qu'il existe en dehors de la Chine des nations fortes et puissantes. De là à savoir qu'elles pourraient trouver chez ces nations des auxiliaires dans les efforts qu'elles tenteraient pour se soustraire au joug qui les opprime, il n'y a qu'un pas. On trouve toujours chez les masses un instinct d'indépendance qui ne demande qu'à être réveillé. Les Chinois sont un peuple froid, calculateur, qui ne peut manquer à la longue de voir qu'il a tout à gagner à cette grande révolution, dans laquelle son gouvernement aurait tout à perdre. L'orgueil national, si long-temps nourri de l'humiliation des barbares, résistera, mais cette barrière elle-même s'abaissera peu à peu devant l'expérience de la supériorité pratique des étrangers. Cependant, il faut l'avouer, une révolution comme celle dont je parle, une révolution qui remuera trois cents millions d'hommes, ne peut pas être l'œuvre de quelques années. Chez nous, les évènemens marchent vite, parce que toutes les questions étaient mûres depuis long-temps; mais en Chine on n'en est pas encore là, la Chine n'en est pas à son XIXe siècle. Il faut donc laisser à la Providence le soin d'accomplir l'œuvre qu'elle a commencée. Qu'elle prenne l'Angleterre pour instrument jusqu'au bout, ou qu'après l'avoir usée, elle marche vers son but par d'autres moyens que nous ne prévoyons pas, toujours est-il certain qu'elle l'atteindra tôt ou tard.

Quelle que soit l'obscurité presque impénétrable que présente l'avenir de la grande question qui nous a si long-temps occupés, on se sent tenté d'en sonder les mystères; on se demande quels seront les résultats de cette immense révolution sur le reste du monde, quels effets produirait sur la civilisation, sur la politique européenne, cette agrégation d'une population industrieuse de trois cents millions d'ames.

Quelles seraient d'abord les conséquences de l'ouverture de la Chine sur la Chine elle-même? L'empire chinois continuerait-il à exister? La révolution serait-elle seulement morale? On ne peut le penser. Il est plus que probable que ce corps immense se diviserait en un nombre plus ou moins grand de nations indépendantes les unes des autres; les intérêts mutuels, les circonstances de localité, réuniraient ou diviseraient les provinces. La Chine devien-

drait une agglomération de peuples ayant le même type, modifié suivant les diverses latitudes, comme en Europe. Il est difficile de prévoir quelle serait la forme de leurs gouvernemens. Les tendances de la nation, ses habitudes, la portent aujourd'hui vers un gouvernement absolu; mais les idées nouvelles, au moyen desquelles la révolution se serait opérée, auraient d'abord modifié les mœurs et les coutumes. En politique, les réactions sont toujours violentes; ainsi nous avons vu les colonies espagnoles de l'Amérique passer tout d'un coup et sans transition de l'esclavage social le plus complet à toutes les exagérations du gouvernement républicain. Les mêmes causes produiraient probablement en Chine les mêmes effets, avec cette différence qu'en Chine les habitudes de travail et d'industrie de la population, conditions de tranquillité et d'affermissement qui n'existaient pas en Amérique, tempéreraient les excès de la liberté. Ainsi, tout en regardant comme certaines la chute du gouvernement et la division de l'empire céleste, je ne considère pas comme difficile la nouvelle organisation sociale du pays. Une autre cause contribuera encore à donner en très peu de temps aux nations de la grande famille chinoise une consistance politique; c'est la population compacte de ce pays. En Amérique, les populations sont disséminées sur un immense territoire où les communications sont très difficiles; c'est ce qui fait qu'elles n'ont pas de force pour se constituer. La formation d'un corps social y est presque impossible. Dans l'Inde, où la population est plus en harmonie avec l'étendue du sol, quoique infiniment moins qu'en Chine, une forte organisation sociale est peut-être plus difficile encore; la population y est divisée en castes religieuses ennemies les unes des autres, et non-seulement il n'y a pas entre les diverses familles hindoues de lien qui puisse les unir, mais encore elles sont séparées les unes des autres par des différences radicales, religieuses et politiques. En Chine, au contraire, tous les élémens sont prêts pour une vigoureuse constitution; changez la face du gouvernement, et vous trouvez déjà réunies toutes les conditions de force et de stabilité qui font la puissance de l'Europe. La Chine est un pays d'agriculture, d'industrie, de commerce; elle est habituée à vivre sous l'empire de lois homogènes; elle aura donc peu de chose à faire pour devenir une puissante fraction du monde civilisé.

Les nations voisines seront nécessairement entraînées dans le même mouvement; le Japon, dont l'isolement politique est plus complet encore que celui de la Chine, parce que les localités ont permis au gouvernement de resserrer davantage le réseau qui sépare ce pays du reste du monde, le Japon sera obligé, par la force même des choses, d'ouvrir ses portes à la civilisation envahissante; il ne pourra rester seul debout au milieu de cette ruine générale des gouvernemens fondés sur le système de l'exclusion et de l'isolement. La Cochinchine, le Camboge, le royaume de Siam, suivront la même impulsion. La péninsule malaise formera une nation à part, ou se rattachera à une des grandes fractions dont je viens de parler, au royaume de Siam, par

exemple, qu'elle complètera. Les divers archipels de la mer de Chine et des détroits resteront ou deviendront les avant-postes de l'Europe dans la grande lutte qui s'est engagée, jusqu'à ce que, entraînés aussi par cette tendance de toutes les grandes divisions humaines à se gouverner elles-mêmes, ils secouent le joug pour former à leur tour des nations indépendantes.

Cette simple énumération des contrées qui composent ce qu'on appelle l'extrême Orient ne vous inspire-t-elle pas, monsieur, de sérieuses réflexions? Et, franchissant par la pensée la distance des temps, comprenez-vous tout l'intérêt qui s'attache dans l'avenir à cette partie du globe? Quelles immenses destinées ne lui sont pas réservées! C'est dans la mer de Chine que sont les plus grandes masses de population; c'est évidemment là qu'est le centre de l'avenir commercial du monde. Les terres qu'elle baigne contiennent plus de quatre cents millions d'ames; déjà le mouvement commercial qui y pénètre ou qui en sort s'élève à près d'un milliard, et l'œuvre est à peine ébauchée; tout est encore à faire. Les vingt-cinq millions d'ames du Japon ne consomment aujourd'hui que 300,000 francs de marchandises européennes; la consommation que la population de la Chine fait des mêmes produits ne s'élève pas à plus de quinze centimes par individu. Lors de l'entrée des Anglais à Chin-hae et à Ning-po, ils ne trouvèrent pas le moindre vestige de marchandises européennes; les importations de Canton n'arrivaient même pas jusque-là. La Cochinchine ne connaît pas ces produits; Siam vit presque exclusivement de son sol, comme les habitans de la péninsule malaise, et si les divers archipels qui couvrent les mers de l'Indo-Chine ont un commerce comparativement un peu plus avancé avec les nations européennes, c'est que l'influence du voisinage des possessions hollandaises et anglaises s'y est fait sentir d'une manière plus immédiate. C'est le commerce, bien plus que les armes des nations de l'Occident, qui fera pénétrer notre civilisation dans toutes ces contrées, et, lorsque tous ces immenses foyers de production et de consommation seront remués par l'activité et la concurrence européennes, quelle place importante n'occuperont-ils pas dans l'échelle des relations commerciales du monde!

Il ne faut donc pas s'étonner de l'attention profonde avec laquelle le gouvernement français observe aujourd'hui les évènemens dont la mer de Chine est le théâtre. Si nos intérêts actuels n'y sont pas d'une grave importance, la question s'y présente pour nous, comme pour l'Angleterre, comme pour toutes les puissances qui sont à la tête de la civilisation, avec tout son avenir de conséquences incalculables. La presse anglaise ne semble pas la comprendre quand elle témoigne sa surprise de ce que le gouvernement français entretient des agens en Chine et y envoie des bâtimens de guerre. Eh quoi! elle parle tout haut de l'ouverture prochaine de la Chine au commerce étranger, c'est-à-dire de la plus grande révolution dont les annales de l'histoire moderne fassent mention, et la France n'aurait pas le droit, ce ne serait pas pour son gouvernement un devoir sacré d'en suivre toutes les phases!

J'ai dit que le contre-coup de la révolution qui ouvrira la Chine se fera sentir sur toutes les nations voisines; j'aurais pu aller beaucoup plus loin, et dire qu'elle réagira sur tout le reste du monde. La Chine ne s'ouvrira pas seulement pour qu'on y entre, elle s'ouvrira aussi pour qu'on en sorte; et pour quiconque connaît un peu les Chinois, pour toute personne qui a étudié l'activité, l'esprit d'entreprise, la persévérance, la fine intelligence de ce peuple, il est évident qu'il ne restera pas long-temps au-dessous des nations européennes dans les arts auxquels celles-ci doivent leur prééminence. Soyez-en convaincu, monsieur, aussitôt que la muraille qui sépare la Chine du reste du monde aura été renversée, les marchands chinois ne tarderont pas à venir sur tous les marchés du globe étudier nos besoins, et y apporteront avec eux un esprit commercial tout aussi avancé que le nôtre, et des élémens de concurrence contre lesquels l'industrie européenne aura peine à lutter. Je le répète, car c'est là une vérité qui n'est connue que de très peu de personnes, il n'y a pas la moindre analogie entre la nation chinoise et les peuplades de l'Inde et de l'Amérique. Indépendamment de toutes les différences que j'ai signalées tout à l'heure, la Chine a des matières premières qu'elle seule possède; elle en a d'autres pour lesquelles son sol est plus favorable que celui des contrées qui les produisent; la main-d'œuvre y est à très bon marché; elle a surtout une industrie qui ne demande qu'un peu de concurrence pour s'élever au niveau de l'industrie européenne la plus avancée. Cinquante ans de liberté commerciale, et la Chine, ou du moins les diverses fractions de cet immense territoire qu'on appelle encore ainsi, pèseront dans la balance des nations.

Je me représente quelquefois l'ouverture de la Chine comme devant produire sur le monde commercial ces effets qu'on redoute d'une communication ouverte entre l'Océan et la mer Pacifique; on craint que les eaux plus élevées d'une des deux mers n'inondent, en prenant leur niveau, toutes les terres voisines. Il pourrait bien arriver qu'en ouvrant les digues qui tiennent encore prisonnière l'immense population industrielle de la Chine, il ne s'ensuivît de même une terrible inondation qui détruirait entièrement les anciennes voies commerciales et leur ferait prendre un autre cours.

Je ne m'appesantirai pas sur la révolution politique qui sera la conséquence naturelle de la large participation que ce nouveau tiers du globe prendra dans les affaires du monde; je n'ai voulu m'occuper ici que de l'importance commerciale de mon sujet. Il y a d'ailleurs, vous le savez, monsieur, d'étroits rapports entre toutes les grandes questions commerciales et celles de la plus haute politique. En Angleterre, cela se comprend parfaitement; mais, en France, notre imagination est trop vive pour étudier ces choses-là, et les affaires commerciales nous paraissent à peine mériter qu'on leur donne quelque attention. Les diplomates anglais font des intérêts commerciaux de leur pays une très grande affaire; ils savent très bien que, dans ce siècle déjà si matériel et qui tend à le devenir bien davantage, la meilleure étude diplomatique à faire est celle des intérêts matériels de chaque peuple, car toute

la politique est là aujourd'hui, quoi qu'on en dise. Il y a en France quelques hommes très haut placés qui comprennent parfaitement ce que je viens de dire, malheureusement le nombre en est très limité.

Indépendamment de l'influence générale que l'affranchissement commercial de la Chine exercerait sur le commerce de la France en particulier, il est surtout un point de contact entre l'industrie chinoise et la nôtre qui me fait redouter le moment où elles entreront en concurrence; je veux parler de nos soieries. Les personnes qui s'occupent de commerce extérieur savent que les soieries chinoises le disputent et souvent avantageusement aux nôtres sous le rapport de la qualité et surtout sous celui des prix. Les Chinois ont la matière première à 60 pour 100 meilleur marché que nous, et leur main-d'œuvre coûte environ un sixième de ce qu'elle vaut chez nous; déjà l'Amérique espagnole consomme pour environ six millions de soieries qu'elle reçoit de la Chine; aux États-Unis, nous avons été obligés de signer un traité qui sacrifie notre navigation pour conserver la protection que nos soieries reçoivent des tarifs américains contre la concurrence chinoise. Ces faits seuls prouvent combien cette concurrence est déjà redoutable pour nous. Que sera-ce donc lorsque les fabricans chinois pourront étudier eux-mêmes les besoins des populations! On a souvent répété que les Chinois ne possédaient que le talent de l'imitation, et qu'ils ne savaient pas créer; on ne réfléchissait pas qu'on émettait là une opinion beaucoup trop absolue. Il est certain que les fabricans chinois ne se sont montrés à nous jusqu'ici que comme d'habiles imitateurs; mais il ne pouvait guère en être autrement : ils ne connaissent ni nos goûts, ni nos usages; nous leur portons des échantillons, et nous leur demandons de les prendre pour modèles dans leur fabrication. Ils ne peuvent qu'exécuter nos ordres; ils ne savent même pas la plupart du temps à quel usage les objets que nous leur demandons sont destinés. N'en serait-il pas à peu près de même, si on apportait à nos fabricans des échantillons d'étoffes destinées à l'habillement ou à l'ameublement des mandarins chinois? — Il est encore une autre branche d'industrie pour laquelle les Chinois rivalisent au moins avec nous, je veux parler de la tabletterie; leurs laques, leurs articles d'ivoire et d'écaille, sont bien supérieurs à tout ce que nous faisons.

Il n'en est pas de même pour l'Angleterre. Son industrie n'a pas de point de contact avec l'industrie chinoise. Elle n'a donc rien à en redouter pour le moment; mais, si elle réussit dans la grande entreprise à laquelle elle a déjà fait tant de sacrifices, un jour viendra bientôt où le commerce de la Chine ne cherchera plus d'intermédiaire, et où son industrie, profitant de l'expérience même de ses rivaux, saura se suffire à elle-même. La Chine fera plus encore, elle ne se contentera pas de travailler pour ses propres besoins, elle s'occupera aussi des besoins des autres nations, et, si on peut juger à l'avance du degré d'activité qu'elle déploiera dans la création de ses relations commerciales par celle que nous avons pu observer chez les Chinois qui, malgré la rigueur des lois de leur pays, vont chercher fortune à l'étranger, on est

porté à croire que son industrie prendra un développement merveilleux. La Chine est une fourmilière sur une immense échelle. Sa population ne s'arrête pas un seul instant; elle ne peut pas s'arrêter, car elle mourrait de faim. Pour elle pas de repos, il faut qu'elle travaille sans cesse, aujourd'hui, demain, toujours; elle ne connaît même pas les jours de fête. Une seule fois dans l'année, un seul jour, le premier de l'an, le travail cesse; le Chinois le plus pauvre se livre au plaisir avec toute l'ardeur qui suit une longue privation; mais, le lendemain, il reprend la tâche de toute sa vie. Que d'énergie une pareille existence ne devrait-elle pas donner à cette population, si les lois sous l'empire desquelles elle vit ne la contenaient dans les limites de son industrie, si on ne lui avait caché le monde où elle est destinée à occuper une si grande place! Renversez la barrière, et vous verrez de quoi ces hommes seront capables; faites-leur connaître leur force, portez-leur cette civilisation qui vous donne sur eux une supériorité factice, et vous verrez avec quelle rapidité ils profiteront de vos leçons jusqu'à ce que, peut-être, ils soient eux-mêmes en état de vous en donner.

On a dit, je crois, que le monde tendait à changer de place; on voulait par là signaler la décrépitude de nos vieilles institutions sociales; la vie, la force sont, dit-on, parmi les nouvelles populations du globe; c'est pour elles qu'est l'avenir. On citait les États-Unis s'élevant, en moins de cinquante ans d'indépendance, au premier rang des nations, et rivalisant déjà, à forces égales, avec cette même puissance dont naguère ils étaient encore tributaires. L'Europe a débordé, et partout elle va formant des nations jeunes et vigoureuses dont on peut suivre pas à pas la création; en Chine, l'œuvre est presque accomplie, et, quand le rideau se lèvera, la nation chinoise apparaîtra toute prête à jouer son rôle sur la scène du monde.

****

Macao, 15 mars 1842.

LES ÉLECTIONS DE 1842.

I. — LA POLITIQUE DES CONSERVATEURS ET LES ÉLECTIONS DE 1842.
II. — VUES SUR LES ÉLECTIONS DE 1842.
III. — AVIS AUX CONTRIBUABLES.
IV. — RÉPONSE AU MINISTRE DES FINANCES.

Quels sont les besoins vrais du pays? Quels conseils lui adresser au moment où il doit se prononcer sur le choix de ses mandataires? Telles sont les questions que reproduit périodiquement sous le régime représentatif le retour des élections générales.

Il y a pour la France ceci de particulier, que l'Europe prend presqu'autant d'intérêt à ses élections qu'elle-même. L'Angleterre peut renouveler sa chambre des communes, sans qu'en dehors de cette île on s'en inquiète beaucoup : on connaît la stabilité de son gouvernement intérieur et la persévérance de sa politique étrangère. Dans l'opinion de l'Europe, la France n'a pas encore conquis ces deux avantages.

L'Europe ne se fait pas de notre état intérieur une exacte idée, et il y a dans la société française plus d'élémens conservateurs qu'elle ne semble le penser. Il y a douze ans, une révolution éclate; elle venge et sauve la liberté politique en ébranlant l'ordre social : elle est à la fois une source de bienfaits et de périls. Cependant ces émo-

tions et ces crises, inévitables d'ailleurs après une aussi brusque péripétie, s'apaisent; la société reprend peu à peu l'empire d'elle-même et travaille à tout raffermir; à l'entraînement révolutionnaire succède l'esprit conservateur. Telle est l'histoire des douze années qui nous séparent de 1830; histoire qui reproduit en quelque sorte dans un cadre étroit et sous des formes bien adoucies les phases diverses et les passions successives de notre première révolution. Cette répétition, qui a aujourd'hui le caractère historique d'un fait accompli, d'un fait nécessaire, est la meilleure preuve qu'enfin, après cinquante ans, la France a épuisé son cycle révolutionnaire. Il n'y a plus d'avenir digne d'elle que dans le respect et le maintien de ce qu'elle a voulu et de ce qu'elle a fondé.

Si la grande majorité du pays en est convaincue, comme nous le croyons, les élections générales lui offrent l'occasion de prouver l'esprit dont elle est animée. Les élections de 1842 doivent apporter à l'existence et à la légitimité de notre gouvernement une consécration éclatante et suprême, en envoyant à la chambre une majorité gouvernementale, puissante par ses convictions comme par le nombre.

Ce résultat est vraiment désirable, car, en mettant le dernier sceau à la volonté du pays, il persuadera enfin l'Europe de notre ferme intention d'arriver à la stabilité. Quand l'Europe nous juge, elle est encore sous les impressions que lui ont laissées les cinq premières années qui ont suivi 1830, et en cela elle a tort. Elle ne tient pas compte de tous les changemens qui se sont opérés, et certains souvenirs lui dérobent un peu l'intelligence du présent. Les élections qui se préparent peuvent d'un coup lui démontrer ce qu'elle ne voit encore qu'à demi. Nous insistons sur ce point, il est capital. Comparons la France aux quatre puissances qui se partagent avec elle la prépondérance européenne; nous ne la trouvons inférieure à aucune d'elles, pour ne pas dire plus : personne ne prétendra que ses finances soient moins prospères, ses armées moins redoutables, sa civilisation moins féconde que celle d'aucun peuple. Sur quoi tombe la critique? A quel endroit dénonce-t-on la faiblesse de la France? On dit qu'elle a l'esprit léger, la volonté inconstante, et que cette mobilité annule sa force. Aussi s'autorise-t-on de cette inconsistance qu'on lui prête pour rabattre quelque chose de la considération à laquelle elle a droit, tout en continuant de s'en défier et de la craindre.

Le jour où, dans les chancelleries européennes, la stabilité de notre gouvernement ne fera plus question, la France pèsera d'un bien autre poids dans les conseils des grandes puissances. On dit que

le prince de Metternich aurait répondu il y a quelques mois à une ouverture diplomatique : « Quand la France aura fait ses élections, nous verrons. » C'est à cette pensée de défiance et d'incrédulité sur la durée de ce qu'a fondé 1830, qu'il importe de répondre par des faits positifs. Une chambre gouvernementale sera pour la France une force vis-à-vis l'Europe, et en même temps elle sera pour l'Europe un gage de sécurité à notre égard.

C'est surtout dans les temps de calme qu'il est permis de demander aux institutions tout ce qu'elles peuvent rendre. Élu au sein d'une tranquillité profonde, le parlement qui s'assemblera le 3 août comprendra sans doute toute l'étendue de ses devoirs et voudra les remplir. Ce ne sont pas toujours les chambres nommées dans des circonstances orageuses qui se montrent le plus résolues et le plus fermes. Sortie de la coalition, la chambre de 1839 a été souvent indécise et timide. Mais quand les derniers bruissemens des tempêtes publiques ont expiré depuis long-temps, quand la société est paisible, presque indifférente, il arrive souvent que les assemblées politiques se mettent à exercer leur action avec plus d'énergie; elles s'y croient autorisées par le calme qui règne autour d'elles.

Lorsque nous demandons aux électeurs de nommer une chambre gouvernementale, il est loin de nous de désirer le triomphe exclusif et oppresseur d'un seul parti. Un semblable résultat nous ramènerait aux fautes de la restauration. Qu'arrive-t-il quand des idées, des passions qui ont quelque empire dans le pays, ne peuvent se faire représenter dans le parlement? Elles se réfugient dans une presse ardente, elles s'exagèrent et s'enveniment dans de secrets conciliabules; elles se font une vie exceptionnelle et mauvaise. Si nous voulons voir dans le parlement quelques représentans des opinions extrêmes, à plus forte raison blâmerions-nous l'exclusion qui serait prononcée systématiquement contre les hommes d'une opposition modérée. Il paraît que le cabinet a hautement reconnu et déclaré à ses agens qu'il était des hommes notables parmi ses adversaires dont il ne fallait pas songer à combattre la réélection, et dont la présence était nécessaire à la chambre. D'ailleurs, dans sa lutte contre les opposans, le ministère a plus d'intérêt à en éclaircir le nombre qu'à tirer sur les officiers.

Au surplus, au-dessus des convenances particulières du ministère et de l'opposition s'élève l'intérêt du pays, dont en ce moment le corps électoral est le juge suprême. Les circonstances sont favorables; les électeurs peuvent apprécier sainement les hommes et les

choses; il n'y a pas de passions ardentes qui égarent les esprits : justice peut être faite à tout le monde. Une considération nous frappe. Beaucoup de personnes éclairées sont convaincues que le corps électoral tel qu'il est représente sincèrement l'état du pays, et qu'il n'est pas raisonnable de vouloir, par une réforme hasardée et au moins inutile, ébranler une loi organique qui compte à peine onze ans d'existence. Voici une occasion excellente pour donner à cette opinion l'irréfragable sanction du fait. Si des élections de 1842 il sort une chambre vraiment politique, ce résultat sera la meilleure réponse aux cris de réforme qu'on entend dans chaque session. Il dépend du corps électoral de défendre et d'affermir sa propre composition par la qualité même des produits qu'il donnera. Une chambre insuffisante deviendrait un argument en faveur d'une réforme.

Les électeurs ne doivent pas perdre de vue les critiques dont a été l'objet la manière dont ils exercent leur droit. On leur a reproché d'envoyer sur les bancs de la chambre un trop grand nombre de fonctionnaires publics, et l'opposition a voulu porter remède au mal en étendant le cercle des incompatibilités que prononce la loi de 1831. Qu'a-t-on répondu pour combattre, pour repousser cette proposition, qui a été reproduite jusqu'à trois fois? On a dit qu'il ne fallait pas empiéter sur la souveraineté de l'électeur, que seul l'électeur était juge de la capacité morale des candidats, et qu'il n'était pas sage de vouloir faire par des lois ce qui ne pouvait être fait que par les mœurs. Il appartient aux électeurs de prouver la justesse de cette réponse. Il ne s'agit pas d'exclure systématiquement tous les fonctionnaires de la députation. Cette erreur de l'assemblée constituante et de la convention n'a plus de partisans que parmi ceux que l'expérience ne corrige pas, et elle doit aujourd'hui avoir d'autant moins cours, que la majorité des fonctionnaires publics présente plus de garanties morales par leurs lumières et leurs talens. Mais, dans cette majorité même, nous conseillerons aux électeurs de choisir avec sévérité. Nous les engagerons à nommer surtout parmi les fonctionnaires les plus élevés et les plus éminens; avec nos mœurs et nos institutions, il n'est plus guère possible à l'ignorance, à la médiocrité, d'arriver aux premiers rangs de l'administration, de l'armée et de la magistrature, et les électeurs qui iront y chercher des mandataires ont plus de chances pour ne pas faire un mauvais choix. Ils éviteront aussi de cette façon les petites ambitions, d'autant plus avides qu'elles sont moins satisfaites, et qu'elles voudraient s'élancer des premiers degrés de la hiérarchie jusqu'aux plus hauts, à la faveur d'un court

séjour dans les régions parlementaires. Nommer député un petit fonctionnaire, c'est couronner une capacité problématique et enflammer une ambition certaine.

On a aussi reproché aux électeurs de trop concentrer leurs choix sur des gens peu connus hors du rayon où ils vivent, et de transformer en députés de la France des hommes qui avaient peu l'habitude de porter leurs regards au-delà de leur clocher. Ici, plus encore que pour les fonctionnaires, c'est aux mœurs politiques qu'il faut s'adresser, car la loi ne saurait rien réglementer sur ce point. Nous ferons un nouvel appel à l'intérêt même du corps électoral, et nous lui remettrons en mémoire ce que demandent ceux qui veulent changer la loi organique de 1831. Ils demandent que la nomination de tous les députés se fasse au chef-lieu de chaque département. Ils disent que dans les circonscriptions électorales, telles que la loi les a faites, l'intelligence des intérêts politiques ne pénètre pas, et qu'il faut donner pour théâtre aux élections des villes importantes, afin d'élever et de généraliser les sentimens et les idées du corps électoral. C'est aux électeurs à répondre par des faits, à montrer que dans les arrondissemens électoraux les questions politiques sont prises en grande considération, et que le génie de la localité n'y règne pas sans partage. Notre organisation sociale a fait aux intérêts locaux une part importante : ces intérêts sont représentés dans les conseils municipaux, dans les conseils d'arrondissement, dans les conseils généraux. Là est leur légitime empire. La chambre des députés est une sphère différente et plus élevée. Toutefois nous ne prétendons pas qu'il doive être interdit aux intérêts locaux d'y présenter leur requête et d'y introduire plusieurs de leurs mandataires. Une chambre où les intérêts locaux n'auraient pas d'organes ignorerait une partie des besoins du pays. Ces intérêts sont appelés à concourir à l'ensemble du bien général. Tout dépend de la mesure. Mais, même au point de vue des intérêts locaux, les électeurs feront mieux d'accorder leur confiance à des capacités élevées qu'à des esprits étroits *qui n'auraient que du zèle.*

On peut jusqu'à un certain point s'adresser aux lumières du corps électoral comme on s'adresserait aux lumières d'une assemblée politique. Dans le corps électoral s'associent la propriété, l'industrie, l'intelligence. Le corps électoral nomme directement les députés; il n'y a point d'intermédiaire entre lui et ses représentans : en rapport, en contact avec eux, il connaît intimement leurs principes, leur conduite. Cette constitution de l'électorat lui donne une influence directe et puissante sur la marche des affaires. Tous les trois

ou quatre ans, deux cent mille électeurs sont convoqués; toutes les questions sont portées devant eux, et, par le choix de leurs mandataires, il dépend d'eux en partie de résoudre ces questions à leur gré. Sans doute, une fois élue, la chambre a son esprit et son indépendance; elle devient souveraine à son tour et pour plus de temps. Mais, de son côté, le corps électoral, qui intervient souvent et d'une manière directe dans les affaires, arrive successivement à prendre une sorte de personnalité politique dont la prépondérance se fera de plus en plus sentir. A ces électeurs qui, depuis vingt-cinq ans, ont été consultés, invoqués dans toutes les crises, dans tous les périls qu'a traversés la société, il faut parler non pas le langage d'une démagogie grossière, mais celui de la raison et des véritables intérêts du pays.

La France veut la monarchie représentative. S'il est un point qui doive être hors de tout débat désormais, c'est à coup sûr celui-là. Rêver pour le pays une autre forme de gouvernement, après cinquante années d'essais et de convulsions, ne peut plus être que le fait d'une ignorance ou d'une folie également incurable. Cette monarchie représentative, déjà constituée par la charte de 1814, a reçu une consécration éclatante par la charte de 1830. L'institution fondamentale de la royauté s'est affermie même au milieu des orages, parce qu'une tige nouvelle a été mise à la place d'un tronc desséché. La liberté constitutionnelle a été assise sur de plus larges bases. Jamais pacte politique n'a été plus clair, plus loyal, plus satisfaisant, que celui de 1830. Depuis cette grande époque, des lois scrupuleusement élaborées par les trois pouvoirs ont organisé les franchises municipales et la représentation des intérêts départementaux. Aujourd'hui qu'avons-nous à faire? Nous avons à consolider en améliorant. Le travail d'amélioration est la conséquence naturelle du génie conservateur; car, en politique comme dans la nature, rien ne se conserve sans développer et accroître ses forces.

Nous croyons fermement que cette pensée, consolider en améliorant, anime aujourd'hui la France, et nous souhaitons que ce soit elle qui inspire surtout le corps électoral dans les choix qu'il va faire. Il est permis de l'espérer; on ne remarque même pas dans le pays les agitations qu'amène souvent une élection générale. Les partis ne s'accablent pas mutuellement, comme en 1839, d'écrits, de circulaires et de pamphlets. On compte les brochures que la circonstance a fait naître. Cette extrême sobriété dans la polémique est un symptôme. Bien des passions sont éteintes; que d'illusions évanouies! En 1834, en

1839, les partis et les hommes que leurs principes et leurs espérances plaçaient en dehors de la constitution de 1830, cherchaient dans le mouvement d'une élection générale un moyen de propagande. A ces prédications ardentes ont succédé aujourd'hui la circonspection, la modestie, le silence.

S'il y a de l'animation quelque part, elle est plutôt dans les rangs du parti conservateur. Il a la conscience de sa force, et il veut garder la prépondérance que depuis 1839 il a su reconquérir. Aussi les écrivains qui se font les organes de ses intérêts électoraux ont le verbe haut et vif. Conservateurs, leur disent-ils, prouvez par votre active persévérance, par votre ferme accord, par l'indépendance et la dignité de vos choix, que vous ne connaîtrez jamais ni les mollesses d'une sceptique indifférence, ni les jalouses exclusions des partis étroits et violens. Nous ne pouvons qu'applaudir à ces paroles qui sont les dernières d'une brochure ayant pour titre : *La Politique des Conservateurs*. Mais l'auteur, qui ne s'est pas fait connaître, nous semble avoir un peu oublié dans le cours de son véhément *factum* cet esprit de conciliation qu'il recommande dans les lignes que nous avons citées. Il touche à toutes les questions : la situation intérieure, la politique étrangère, le ministère du 1er mars, le cabinet du 29 octobre, les fortifications de Paris, le droit de visite, le recensement, la réforme électorale, les républicains, les légitimistes, l'opposition de gauche, sont successivement l'objet d'une appréciation tranchée, énergique. On ne saurait refuser à l'écrivain le mérite de la franchise. Défenseur décidé du ministère du 29 octobre, il en justifie la politique sur tous les points; il poursuit ses adversaires avec passion, parfois avec injustice. Nous ne savons si la brochure produira tout l'effet qu'a dû s'en promettre l'auteur. Comme moyen d'attaque, comme cri de guerre, elle est trop longue et promène la discussion sur trop de points; d'un autre côté, ceux qui y chercheront un jugement impartial, approfondi, sur la situation et les hommes, pourront être choqués par la verve incandescente de l'écrivain, et parfois seront tentés de lui dire : *Citoyen, voyons votre pouls.*

Ce n'est pas au reste sur la politique intérieure que nous nous trouverons en désaccord avec l'auteur. Nous pensons, comme lui, que depuis douze ans de grands progrès ont été accomplis dans notre pays pour sa vie morale et matérielle. L'énumération de toutes les lois et de tous les actes qui ont concouru à cette amélioration serait longue. Au surplus, la France se rend bien compte de toutes les conquêtes qu'elle doit à la dernière révolution; aussi nous la voyons en ce mo-

ment plus désireuse de les consolider que de les accroître. Dans les premières années qui ont suivi 1830, il semblait qu'on n'obtiendrait jamais assez de réformes; aujourd'hui la société témoigne plutôt l'envie de faire halte dans la voie des innovations; naguère elle aurait précipité tous les changemens, maintenant elle les ajourne pour en examiner mûrement l'à-propos et la nécessité. C'est à cette disposition incontestable de la France que le parti conservateur doit la faveur avec laquelle le pays le voit depuis plusieurs années.

Continuons d'interroger les sentimens de la nation, et nous la trouverons plus préoccupée des questions de politique étrangère que des questions intérieures. Il importe de préciser la mesure de ces préoccupations sans aller au-delà comme sans rester en-deçà de ce que sent et veut le pays. La France souhaite sincèrement conserver la paix européenne, et ce désir est bien partagé par tous les peuples qui l'environnent. Eh! qui songe à la guerre? Qui voudrait interrompre brusquement par une prise d'armes ce mouvement d'idées et d'intérêts qui a commencé le jour où Napoléon est tombé? Pour rouvrir le jeu des batailles, les esprits sont trop éclairés et les ames trop molles. La paix ne sera pas troublée, mais la France veut qu'elle soit pour elle digne et satisfaisante; comme la paix est dans l'intérêt de tous, la France n'entend pas y faire de sacrifices particuliers. Certes jamais sentiment national ne fut plus modéré ni moins blessant pour les autres peuples. Cependant il y a deux ans la France a pu croire que, pour conserver la paix générale, elle avait mis du sien un peu plus qu'on n'était en droit d'exiger d'elle. Cette pensée, qu'on lui avait fait exagérer la mesure des concessions, lui a été amère. Nous ne déclamons pas, ce nous semble, en signalant ce froissement de l'honneur national comme un fait incontestable, comme un sentiment unanime. C'est au moment où le pays se trouvait ainsi affecté qu'est survenue la question du droit de visite : cette question a trouvé la France et les chambres résolues à deux choses, ne plus faire de concessions, et surtout n'en plus faire à l'Angleterre. Pour nous, nous avons reconnu que le parti conservateur était devenu un parti vraiment politique par la prompte intelligence avec laquelle il s'est fait l'organe du sentiment national. Il n'a permis à personne de faire mieux que lui quand il s'est agi d'exprimer les intentions du pays. Cette habile conduite, en le rendant plus populaire, a eu aussi l'avantage de prêter à notre gouvernement une grande force dans ses négociations. Le cabinet a pu montrer à l'Europe l'unanimité du pays et s'en appuyer.

Quel intérêt le parti conservateur aurait-il à diminuer, par des divisions intestines, l'autorité de son vote et de ses actes sur une question si considérable? Nous ne concevons pas comment l'écrivain qui se donne pour leur organe a pu voir dans l'affaire du droit de visite une occasion d'attaquer l'ancien président du 15 avril. M. Molé a fait connaître à la tribune de la chambre des pairs quelle avait été sa conduite lorsqu'il se trouvait à la tête du cabinet. Il n'a point autorisé notre ambassadeur à ouvrir le protocole avec les quatre puissances; quand M. le comte Sébastiani lui transmit ce protocole, au bas duquel il avait mis sa signature, M. Molé ne répondit point : trois mois après il n'était plus aux affaires. Est-il bien difficile de se rendre compte de cette attitude? M. Molé s'est abstenu, autant qu'il était en lui, de faire un pas de plus dans la voie où l'on se trouvait engagé : il n'autorise point l'ouverture du protocole, et, quand elle lui est annoncée, il garde le silence. On peut, sans être un grand diplomate, apprécier la mesure et la portée de cette conduite, qui, sans que personne eût à se plaindre, réservait l'avenir. Malheureusement nous vivons dans un pays où l'avenir, même le plus limité, n'appartient pas aux hommes d'état, et nous sommes possédés d'une manie d'instabilité qui les précipite au moment où ils allaient agir.

Croirait-on que, dans les explications fort simples données au Luxembourg par M. Molé, l'auteur de *la Politique des Conservateurs* voit quelque chose de coupable, et presque une manière de découvrir la royauté? La couronne découverte par M. Molé, par l'homme d'état qui, pour les détourner du trône, a appelé sur sa tête les coups de tous les partis! Ce reproche est si déraisonnable, qu'il ôte presque toute gravité à l'œuvre de l'écrivain.

D'ailleurs une aussi flagrante injustice à l'égard de M. Molé était tout-à-fait inutile à l'apologie du cabinet. Dans tout ce débat du droit de visite, les agressions réitérées de l'opposition ont fourni au ministère l'occasion naturelle de remonter à l'origine de la question et de faire à chacun sa part. Cette responsabilité dont on voulait l'accabler, il a pu la partager entre tous, en traçant l'ensemble des négociations auxquelles ont participé tous les ministères. Le poids de cette grande discussion a été porté par M. Guizot avec une puissance à laquelle même ses plus résolus adversaires n'ont pas refusé leur admiration. Nous n'aurons que la justice de l'historien en disant que, dans la session qui vient de finir, M. Guizot a trouvé dans son talent des ressources nouvelles. Comme orateur politique, il s'est élevé plus haut qu'il n'avait encore fait. Pour mieux se défendre, il a grandi.

Au milieu des dissentimens et des animosités qui agitent le monde politique, ne refusons jamais à la supériorité de l'esprit et du talent l'hommage auquel elle a droit. Pourquoi l'auteur de *la Politique des Conservateurs* s'est-il si souvent départi de cette équité, qui est à la fois un devoir et un plaisir? Après avoir été injuste envers M. Molé, à plus forte raison devait-il continuer à l'être envers M. Thiers. Cependant est-il habile, est-il dans l'intérêt général de travailler à élargir la distance qui sépare en ce moment le chef du centre gauche de la majorité dont il était encore, il y a deux ans, un des plus puissans représentans? Nous concevons autrement le langage qu'il y aurait à tenir. Vous parlez, dites-vous, au nom des conservateurs. Eh bien! en leur nom, rappelez à M. Thiers et à ses amis les nombreux points de contact qu'ils ont gardés avec la majorité. Attirez-les à vous, au lieu de les pousser à gauche. Adressez-leur les reproches que, selon vous, ils méritent, mais sans exagération, sans violence.

Oui, on peut, non sans raison, déplorer le schisme qui s'est fait dans le sein de l'ancienne majorité. Il est fâcheux pour tous que des hommes éminens, qui avaient si fort compté dans les rangs de cette majorité, s'en trouvent isolés aujourd'hui. Cette séparation n'a cependant pas été amenée par des dissidences radicales. L'ordre et la paix sont aussi bien dans les vœux du centre gauche que dans ceux des conservateurs. Le dissentiment ne s'est élevé que sur les moyens de consolider l'un et l'autre. Quand le 1er mars vint aux affaires, il inscrivit sur son drapeau le mot de *transaction*. Son chef donna lui-même à la tribune le commentaire de cette devise : pas de réaction, aucune exclusion de personnes, un esprit conciliateur, l'oubli d'anciennes querelles qui n'avaient plus d'objet. M. Thiers disait que cet esprit de conciliation et de transaction était partout, et ne se montrait pas moins dans les questions d'intérêt matériel que dans les questions politiques; il ajoutait aussi que, depuis trois ans, on avait plus souvent discuté sur les mots que sur les choses. La chambre répondit à cet appel; elle donna au ministère du 1er mars une imposante majorité de transaction. Il y a deux ans, à pareille époque, tout semblait promettre à ce cabinet une longue carrière, quand la fatale question d'Orient vint tout renverser. Le ministère du 1er mars ne fut pas heureux.

Sorti des affaires, le centre gauche eut une position difficile. Il n'appartenait entièrement ni à la majorité, ni à l'opposition. Dans la politique intérieure, il partageait les principes et les sollicitudes de la majorité pour la cause de l'ordre, et il s'associait aux griefs de l'op-

position pour la politique étrangère. Ces situations intermédiaires ne permettent pas, nous le reconnaissons, d'avoir une action prompte et directe sur la marche des affaires; néanmoins ceux qui les occupent avec talent peuvent encore y exercer une influence utile, et travailler pour l'avenir. A notre avis, le centre gauche n'a pas assez continué, en dehors des affaires, la politique qu'il avait intronisée au pouvoir; il n'a pas assez professé, il n'a pas assez représenté ces idées de transaction qui n'ont pas cessé un instant d'être vraies et nécessaires; il s'est trop confondu avec l'opposition. Or, pour que le centre gauche exerce une influence réelle sur la gauche, il ne faut pas qu'il dissimule les sympathies et les souvenirs qui le rattachent au parti conservateur. Autrement, en inclinant trop vers la gauche, il la confirme dans ses préjugés, dans ses erreurs, et il perd la plus grande partie de sa puissance morale.

Voilà, ce nous semble, ce qu'on eût pu dire au centre gauche au nom du parti conservateur. Nous n'avons pas été surpris, en arrivant au chapitre de l'opposition de gauche, de trouver chez l'auteur de la brochure une recrudescence de vivacité. Ce sont nos adversaires sérieux, s'écrie l'écrivain; aussi se donne-t-il carrière dans l'assaut qu'il leur livre : « Nous avons vu à l'époque du 1er mars, dit-il, la gauche presque tout entière obéissante et docile jusqu'à la servilité, avide de faveurs jusqu'au cynisme, acceptant sans embarras les plus éclatantes contradictions. Elle a renoncé à ses vieilles croyances sans parvenir à s'en former de nouvelles. Le ministérialisme sans débat, sans objection, sans examen, a été sa règle... » Et encore : « La gauche a senti qu'elle avait perdu le droit d'invoquer ses principes; elle n'en parle plus, elle n'y croit plus. Elle marche au hasard par des chemins qu'elle ignore, résignée à tout, imprévoyante de tout, jetant par intervalles un regard terne vers le passé, et ne pouvant se dire à elle-même si elle le regrette, ou si elle a pour jamais rompu avec lui. » Nous aimons qu'on combatte ses adversaires avec ardeur et franchise, mais encore faut-il être juste. Les choses ne se sont pas passées comme les décrit l'écrivain. Tout un parti ne désarme pas pour complaire aux convenances d'un homme ou de quelques hommes; il faut trouver à ses changemens des raisons plus générales et plus nobles. L'opposition de gauche n'a pas échappé à cette décomposition des partis, à cette transformation des idées dont nous avons le spectacle depuis six ans. Seulement, elle a mis son amour-propre à ne pas s'avouer à elle-même les modifications qu'elle subissait; le

parti du mouvement s'est piqué d'immutabilité. Autour d'elle, chaque parti, chaque homme transformait ses opinions, ses idées; les esprits les plus élevés du parlement et du pays, M. Thiers, M. Guizot, M. de Lamartine, modifièrent hautement leur politique suivant les besoins nouveaux qu'à leur sens le temps apportait avec lui. Tout changeait autour de la gauche; elle changeait aussi, et cependant elle s'opiniâtrait à se dire toujours la même. Ce n'est pas pour avoir agi comme elle a fait que la gauche s'est nui devant le pays, mais pour n'avoir pas donné de cette conduite une explication franche et solennelle; on eût dit qu'elle rougissait elle-même de ses propres progrès. Aussi ses adversaires ont profité de son silence; ils ont attribué l'appui qu'elle a prêté en 1840 au gouvernement à de misérables motifs d'ambition individuelle. Ces attaques ont embarrassé la gauche; tout en étant convaincue qu'elle ne les méritait pas, elle a pu souvent se reprocher à elle-même de ne les avoir pas prévenues par plus d'habileté et de courage. C'est pourquoi, depuis deux ans, l'incertitude de ses allures et le découragement de plusieurs de ses membres n'ont échappé à personne. La gauche a besoin de se rendre compte de son passé, de son avenir, et de se reconstituer.

La dissolution du parlement de 1839 est favorable à tous les partis, en leur permettant de se renouveler et de se replacer dans des conditions normales; elle vieillit leur passé, elle éloigne le souvenir de leurs fautes, elle en allége en partie la responsabilité. Le parti légitimiste a vu dans les élections de 1842 une occasion pour modifier sa conduite. Il ira aux élections, et il ne fera plus d'alliance systématique avec les radicaux. Nous nous féliciterons toujours de voir un parti politique, quelle que soit la distance qui nous en sépare, rectifier sur quelques points ses sentimens et sa marche, parce que cet amendement concourt au bien général. Un parti qui croit à son importance ne se résigne pas éternellement à l'inaction; ses erreurs, il aime mieux les reconnaître; les engagemens qu'il a pris envers lui-même, il préfère ne pas les tenir plutôt que d'aboutir à une incurable impuissance par l'entêtement et la logique. Le parti légitimiste, après avoir annoncé qu'il ne prêterait jamais serment à la constitution de 1830, ira aux élections et prononcera le serment constitutionnel : il se rend à l'évidence, il ne veut plus se tenir éloigné de la vie publique, du mouvement des intérêts et des idées, il passe sur l'inconvénient de se donner un démenti à lui-même; enfin il aime mieux se contredire que se suicider. Aussi s'inquiète-t-il fort

peu des dissertations et des efforts que prodigue la *Gazette de France* pour prouver qu'il n'y a pas de contradiction à faire le contraire de ce qu'on avait promis et proclamé; il laisse M. de Genoude prêcher dans le vide, et il vaque à ses affaires.

Puisque les royalistes se décident à user de leurs droits électoraux, comment s'étonner qu'ils aient renoncé à chercher leurs inspirations dans la *Gazette de France?* Cette feuille, dans sa politique chimérique, réprouve tout ce qui existe, hommes et choses; la charte de 1830 est pour elle un attentat au droit commun; tous les hommes qui ont gouverné le pays depuis douze ans sont à ses yeux coupables au même degré. Non-seulement elle combat M. Thiers, mais elle attaque également les deux principaux représentans de la politique des conservateurs, M. Guizot et M. Molé. Ces trois hommes, dit-elle, c'est-à-dire les trois ministres du 15 avril, du 1er mars et du 29 octobre, se sont faits les instrumens de l'arbitraire; ils se sont montrés tous trois ennemis de la monarchie et de la liberté, amis du despotisme et de la révolution. Les mandats des électeurs aux députés doivent donc donner l'exclusion à ces trois hommes. *Jamais l'ostracisme d'Athènes n'aura été mieux appliqué!* Jamais, dirons-nous à notre tour, la confusion des idées ne s'est élevée à plus de folie. Un prêtre journaliste invoquant l'ostracisme d'Athènes contre M. Guizot et M. Molé, et les dénonçant comme révolutionnaires, est à coup sûr un des accidens les plus bouffons qu'ait pu amener de nos jours l'anarchie des idées.

Un jeune écrivain s'est préoccupé de l'influence que devaient exercer les légitimistes sur les élections, et il a voulu opposer l'action de M. de Lamartine à l'action de MM. Berryer et de Genoude sur ce parti. D'abord, à l'heure qu'il est, l'influence de M. de Genoude n'a pas besoin d'être combattue, car elle est complètement annulée. Quant à M. Berryer, qui reste toujours le plus éloquent organe des royalistes, nous le croyons plus puissant comme orateur que comme chef de parti; il parle, mais il ne mène point. Puisque l'auteur des *Vues sur les élections de* 1842 s'occupait des légitimistes, il eût dû caractériser leur situation, leur esprit, et ne pas se contenter d'une phrase ou deux sur l'*aristocratie expirante*. Enfin il ne nous semble pas que M. de Lamartine ait aujourd'hui pour mission spéciale d'être le chef des légitimistes modérés; tel a pu être son point de départ, mais il a depuis agrandi son rôle et son but. Il a montré l'ambition de se faire l'organe et le représentant de ce que les principes de 1789

ont de plus noble et de plus vrai, et il est bien au-delà de la ligne où se tiendront pendant long-temps encore les légitimistes les plus modérés et les plus honnêtes. Ni le parti conservateur, ni le pouvoir n'ont d'ailleurs d'avances à leur faire : le temps, qui a déjà dissipé bien des illusions, en fera tomber d'autres encore, et le moment viendra où tout ce que le côté droit du pays compte d'éclairé et de d'honorable donnera une adhésion franche et complète à un gouvernement qui se sera montré gardien impartial et fort de tous les intérêts et de tous les droits.

Dans les *Vues sur les élections de* 1842, M. de Romand a montré des intentions droites; il désire le maintien de la paix européenne, l'union du pouvoir et de la liberté, il demande au parti conservateur d'imprimer à sa politique un caractère élevé. A tout cela nous n'avons rien à reprendre, mais nous eussions désiré que, par plus de travail et de réflexion, il eût rendu sa pensée plus précise, et en eût fait des applications plus positives. La langue politique ne se paie pas de lieux-communs, de formules vagues, de développemens emphatiques. Parce qu'on est, comme tout le monde, partisan de la paix, il n'est pas nécessaire de s'écrier : « O paix céleste, combien de temps encore seras-tu l'objet des sarcasmes des hommes, combien de temps seras-tu reniée et méconnue sur la terre!.. » Et plus loin : « Non, la guerre, *ce fléau de Dieu*, n'a plus de mission providentielle à accomplir, son œuvre divine est achevée; l'invention de l'imprimerie et de la vapeur fera marcher plus sûrement le monde à l'unité que les armées des Alexandre, des César, des *Attila* et des Napoléon. » Que le jeune écrivain soit bien convaincu que toutes ces déclamations creuses sont mortelles à l'effet qu'on veut produire. La raison s'exprime autrement. M. de Romand, dont cette brochure n'est déjà plus le début, écrivait plus simplement il y a deux ans. Le ton ambitieux qu'il prend aujourd'hui n'est pas un progrès.

L'extrême gauche a reconnu son manifeste dans l'*Avis aux Contribuables* de Timon. Il est remarquable que, dans une circonstance aussi solennelle qu'une élection générale, elle n'ait trouvé à soulever qu'une question financière. « Je ne parlerai, dit Timon, ni de la réforme électorale, ni de la réforme parlementaire, ni de la révision des lois de septembre, ni de la liberté du jury. » Pourquoi M. de Cormenin n'en parle-t-il pas? Parce qu'il n'a pu se dissimuler à lui-même la disposition morale du pays. Les passions du démocrate sont vives chez Timon, mais l'esprit de l'homme est éclairé, et il a dû

reconnaître que tous ces thèmes, tant de fois exploités, laissaient le pays indifférent et froid. Aussi a-t-il cherché un autre *motif*, et il s'est jeté dans les chiffres. Nous félicitons l'extrême gauche de cette amélioration, de cette nouveauté dans sa polémique.

Autre progrès. Le publiciste radical emprunte la plus grande partie de ses argumens aux hommes politiques les plus modérés, à M. Lepelletier d'Aulnay, à M. le comte Roy, à M. d'Audiffret, à M. Dufaure. Ces honorables pairs et députés ont signalé en effet les inconvéniens que présente notre situation financière, et M. de Cormenin ne vient qu'à leur suite dans cette carrière nouvelle pour lui. Mais croit-il par hasard que ces hommes, vraiment compétens, de l'autorité desquels il s'appuie, concluent avec lui que le remède efficace est d'envoyer à la chambre une majorité radicale?

Singulière erreur de l'esprit de parti! On affirme et on prouve, par tous les témoignages, que la France a engagé son avenir financier pour plus de dix ans, on ajoute qu'il faut que ce soit dix années de prospérité; et la conclusion qu'on en tire, c'est d'inviter les électeurs à déplacer le pouvoir par leurs votes, et à lancer le pays dans des agitations, dans des aventures nouvelles! Mais si la France a engagé son avenir pour dix ans, elle doit redoubler de prudence et d'esprit de conservation; elle le sent, et voilà pourquoi devant les préoccupations financières, devant les grands travaux industriels qui se continuent ou se préparent, les passions politiques, naguère encore si vives, s'amortissent.

M. de Cormenin est lui-même plus qu'il ne croit sous l'influence de ces dispositions nouvelles du pays. Dans sa *Réponse au ministre des finances*, nous le surprenons en flagrant délit de justice et d'impartialité envers le gouvernement de 1830. «Tout le bien, dit-il, que le gouvernement a pu faire à mon pays avant comme depuis 1830, *et il en a fait*, je l'en remercie, car je porte un cœur de citoyen, et je ne suis ni ingrat ni injuste. » Allons, Timon n'est pas si dur; voilà un bon mouvement qui l'honore, et qui vaut mieux que les plus virulentes, les plus ingénieuses tirades. On n'échappe pas à l'esprit de son temps; on ne reste pas implacable, exclusif, quand on voit autour de soi les partis et les hommes se transformer et se rapprocher. Comparez les deux derniers écrits de M. de Cormenin avec ceux qu'il publiait il y a quelques années; quel contraste! Dans ceux-là brillait une verve ardente, impitoyable; ni ménagemens, ni concessions ne venaient tempérer la furie des attaques. Aujourd'hui, l'écrivain

s'évertue encore de temps à autre à reprendre ses anciennes allures, mais ces redites laborieuses paraissent bien pâles; le spirituel pamphlétaire est fatigué.

Ce n'est pas, au surplus, dans les brochures, les journaux et les circulaires, mais dans les faits même qu'il faut aller chercher l'intelligence des besoins du pays. Il y a deux ans, au milieu de l'ébranlement qu'avait imprimé à l'Europe la question d'Orient, le ministère du 29 octobre se présenta, en acceptant la tâche de faire rentrer la France dans le concert européen. Il annonça plus tard qu'il avait obtenu ce résultat par la convention du 13 juillet 1841, et la majorité des chambres ne le démentit pas.

Il y a un an, le parlement a pu se demander si, cette œuvre accomplie, le rôle du ministère du 29 octobre n'était pas terminé. Il y avait dans le sein de la majorité qui lui avait prêté, dans les premiers momens, un appui jugé par tous indispensable, il y avait dans cette majorité des pensées dissidentes, des élémens de division qui pouvaient se produire. Au commencement de la session dernière, une crise ministérielle était possible; à plusieurs elle paraissait imminente; elle n'eut pas lieu.

Le ministère du 29 octobre put donc fournir une carrière nouvelle; il continua de gouverner, et il laissa voir l'intention de dissoudre la chambre. De cette manière, il s'affermissait dans le présent et travaillait à s'assurer l'avenir. Aujourd'hui, il se présente aux électeurs en disant : J'ai obtenu deux grands résultats, j'ai conservé la paix européenne, et j'ai reconstitué la majorité gouvernementale. Consolidez mon œuvre par vos suffrages.

Le pays, tout en reconnaissant ce qu'il y a de vrai dans ces deux assertions, a, nous le pensons, des exigences qui dépassent les faits accomplis. La paix est conservée, c'est bien; mais il reste à l'ennoblir, à l'élever, à la rendre à la fois féconde et digne. En durant, le ministère du 29 octobre a contracté d'autres obligations : dans la première phase de son existence, on ne lui demandait que de prévenir une collision fâcheuse; c'était une mission transitoire. Aujourd'hui la paix est assurée, le ministère s'en glorifie; mais le pays en attend les effets et les fruits : il veut savoir ce qu'y gagneront son honneur et ses intérêts.

Si la majorité gouvernementale sort régénérée et plus forte de l'épreuve des élections, elle aura contracté de grands devoirs envers le pays qui lui aura témoigné une si persévérante confiance. La

France n'aura pas moins contribué que le pouvoir à la reconstituer, et elle aura le droit d'exiger qu'elle prouve par ses œuvres, par ses lumières, qu'elle est digne de représenter et de conduire le pays.

La situation est paisible et régulière. La France électorale peut, sans contredire le pouvoir, l'éclairer sur ses besoins et l'exciter à les satisfaire. C'est par des élections également pures de l'esprit de révolte et de servilité, que le pays assurera cette stabilité sociale dont la pensée et le désir se trouvent partout. Quel est aujourd'hui l'esprit éclairé et juste qui n'a pas embrassé la cause de l'ordre? On arrive à être convaincu que, pour asseoir d'une manière définitive le triomphe des vrais principes de nos deux révolutions, il faut surtout en éviter une troisième. Ceux qui s'étonnent de voir beaucoup de conservateurs sortis de l'école de la révolution ont peu réfléchi sur la politique et sur l'histoire. Un jour, devant Auguste, un courtisan, dans la pensée de lui complaire, se moquait beaucoup de l'opiniâtreté qu'avait mise Caton à défendre l'ancienne république. « Ne riez pas, répondit Auguste; tout homme qui défend les institutions de son pays est un bon citoyen. » Qui parlait ainsi? Un révolutionnaire couronné devenu conservateur.

LERMINIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 juin 1842.

Le jour décisif approche, et la tranquillité générale n'est pas altérée. On n'aperçoit pas la moindre agitation politique dans le pays. Il s'élève par-ci par-là des débats personnels, des luttes d'individus; il n'y a pas de combat sérieux, spontané, populaire, entre deux principes et deux politiques. Toute la question se réduit à savoir quel sera le chiffre exact de la majorité et de la minorité, car en réalité nul ne doute plus du résultat général. Le ministère aura la majorité. Il se donne même, disons-le, trop de peine pour l'augmenter, s'il est vrai qu'il encourage des palinodies, qu'il provoque des conversions qui, fussent-elles sérieuses, ne vaudraient pas la peine qu'elles auront donnée et les récompenses qu'elles attendent. Les chefs de division, administrateurs, directeurs, tous les fonctionnaires amovibles qui ne sont pas couverts de l'égide de député, agiront en bons pères de famille en se faisant assurer, si toutefois ils trouvent des compagnies qui osent se charger de pareils risques.

Cette considération est plus sérieuse qu'elle ne paraît l'être au premier abord. Plus on avance, et plus les fonctionnaires publics se persuadent, plus ils ont raison de se persuader qu'il n'y a pour eux de salut que dans la députation; qu'hors de là il n'y a ni garantie de durée ni espoir fondé d'avancement régulier. Aussi voyons-nous les diverses administrations fournir à chaque crise électorale un nombre plus considérable de candidats à la députation. Des employés même secondaires se présentent en opposition aux hommes du gouvernement; des fonctionnaires dont la présence est nécessaire dans les départemens, s'agitent pour avoir le droit de passer à Paris la plus grande partie de l'année. Toute idée de hiérarchie s'affaiblit de plus en plus; pour parcourir avec succès une carrière honorable, on ne compte plus sur le

travail et le dévouement, mais sur l'action des partis et les vicissitudes de la politique; de même qu'on a tout à craindre, on ose tout espérer; on ne songe plus aux affaires de l'état, mais à sa propre affaire; c'est dans cette vue toute personnelle qu'on exerce tout ce qu'on possède d'influence et de pouvoir.

Certes nous ne sommes pas de ceux qui appellent de tous leurs vœux un vaste système d'*incompatibilités*. Il n'est pas moins vrai que rien ne serait plus propre à rendre ce système nécessaire et à lui concilier l'opinion générale que des choix qui désorganisent le service public et portent le trouble dans l'administration. Comment admettre qu'un ministre trouve au palais Bourbon des égaux et presque des supérieurs dans ses subordonnés, dans ces mêmes hommes qu'il doit pouvoir diriger, avertir, destituer? Comment supposer, par exemple, qu'un proviseur viendrait passer à Paris, pendant plusieurs années de suite, tout juste les mois qui composent l'année scolaire?

Quoi qu'il en soit, nous attendons avec une sorte d'impatience le terme de la lutte électorale. Lorsqu'une grande question politique n'agite pas le pays, que la victoire de l'administration paraît assurée et facile, le débat se trouve rapetissé; les partis, voulant cependant faire quelque chose, s'abaissent jusqu'aux commérages, et nous fatiguent d'une petite guerre de personnes qui manque à la fois de vérité et de dignité. Les uns scrutent la vie privée des candidats, les autres rajeunissent de vieilles anecdotes, vraies ou fausses, dont le public est depuis long-temps rassasié. L'opposition reproche à un conservateur sa mauvaise orthographe; les conservateurs cherchent dans la grammaire des armes pour frapper un libéral. On connaît l'insuffisance de ces moyens; on sait très bien que messieurs les électeurs ne tiennent pas beaucoup aux délicatesses du langage et aux élégances du style épistolaire, qu'ils ne se laissent guère troubler par quelques consonnes de plus ou de moins et par quelques accens mal placés. Qu'importe? Ce qu'on veut avant tout, c'est de faire un peu de peine à ses adversaires, c'est de leur rendre bien amer le calice de l'élection. Ce but est atteint. Le malheureux candidat en butte à ces attaques est dévoré pendant trois semaines de la fièvre électorale. Je ne sais si les médecins l'ont classée. Elle est intermittente, quotidienne; les accès se renouvellent tous les matins vers sept heures, à la distribution des journaux, et se terminent, le jour de l'élection, par une crise salutaire chez les élus, en une longue et pénible convalescence pour les candidats éconduits. Sans doute il y a là une source abondante de comique de bon aloi. Aussi, au milieu de beaucoup d'injures grossières et de diatribes dégoûtantes, serait-il facile de signaler dans la presse quotidienne des critiques, des portraits, des réfutations, des peintures que ne dédaigneraient pas Molière et Pascal. On se prend seulement à regretter que tant d'esprit et de talent s'appliquent à des hommes et à des choses que rien ne peut sauver de l'oubli; c'est une véritable dissipation des trésors de l'intelligence.

Mais ce qu'on doit le plus déplorer de ces débats tout personnels, de cette polémique toute de récriminations et de chicanes, c'est la nécessité où se trouvent les combattans de s'adresser à tout ce qu'il y a de moins pur, de

moins digne, de moins généreux dans cet alliage qu'on appelle la nature humaine. Ce ne sont pas les grandes et nobles passions de l'homme qu'on cherche à éveiller, mais nos instincts malveillans, nos penchans haineux, l'envie, la jalousie, la cupidité, la vengeance. Tout paraît licite en matière d'élections; on ne s'efforce pas d'élever ses lecteurs, ses auditeurs; c'est là une tentative difficile, douteuse; il y a un moyen bien plus simple de réussir, c'est de descendre jusqu'à eux; on aime mieux se rabaisser qu'échouer.

Écoutez M. Jacqueminot au milieu de ses électeurs. Certes M. Jacqueminot est un homme de sens et un homme de cœur. Il a fait ses preuves et sur les champs de bataille et dans la vie civile. La monarchie de juillet n'a pas de serviteur plus ferme et plus dévoué, et les électeurs du 1er arrondissement trouvent en lui un mandataire énergique, un représentant fidèle de leurs opinions et de leurs sentimens. Rien n'annonce que la réélection de M. Jacqueminot puisse être le moins du monde douteuse. Dès-lors le candidat n'avait qu'à dire : Vous et moi, nous sommes toujours les mêmes; vous trouverez en moi le même dévouement; je vous demande la même confiance. C'est là tout ce que M. Jacqueminot aurait dit, si les circonstances eussent été graves, difficiles, si une pensée sérieuse eût plané sur l'assemblée électorale. L'orateur aurait alors, nous le pensons, cousu ensemble le premier et le dernier paragraphe de sa harangue, et ces deux phrases réunies auraient composé un digne et noble discours. Mais le ciel est serein; nul n'aperçoit de nuages à l'horizon; éligibles et électeurs, ils sont tous également sans crainte et sans soucis. Dès-lors ces phrases brèves et solennelles ne paraissent pas de saison; on a du temps à perdre, des fantaisies à satisfaire; les électeurs demandent un peu d'esprit, et les candidats font de leur mieux pour les contenter. Par malheur on oublie que parler un peu longuement avec esprit et à propos est chose difficile, surtout lorsqu'on n'est pas sous l'empire d'une forte pensée, lorsqu'on ne se sent pas inspiré par de graves circonstances. M. Jacqueminot n'a pas été heureux. Que nous importe de savoir si M. Jacqueminot prend ou non les ministres par le *pan de leur habit?* Et pourquoi le beau-père de M. le ministre de l'intérieur s'empresse-t-il de dire aux électeurs qu'après tout M. Guizot n'est pas *une maîtresse?* Toute question de goût à part, l'expression manquait de netteté, et pouvait être interprétée dans un sens peu conforme, nous le croyons, à la pensée de l'orateur. Et pourquoi dire aux électeurs qu'on a eu peur en 1840? Avec 900,000 baïonnettes françaises! Mauvaise plaisanterie! M. Jacqueminot n'a pas eu peur. Il le répéterait vingt fois, que nul ne le croirait. Aussi n'a-t-il pas gardé son sérieux en le disant, et les électeurs ont ri comme lui de ces étranges paroles. Ils auraient pu demander : De qui se moque-t-on ici? Enfin, en parlant de la dotation, le candidat s'est encore fourvoyé. Tout ce qu'il a su trouver pour la justifier, c'est d'affirmer que la dotation aurait été dépensée à Paris. Pauvre raison! M. Jacqueminot le sait bien, et en tout cas son gendre, M. Duchâtel, qui est du petit nombre d'hommes auxquels on peut sans rire décerner le titre d'économistes, lui aurait dit qu'une folle dépense ne serait pas moins folle pour être faite dans Paris.

Quand on ne sait pas ou qu'on ne juge pas à propos d'énoncer les grosses et bonnes raisons, mieux vaut ne pas toucher aux questions monarchiques.

Mais baissons les premiers le rideau sur le drame électoral; il ressemble trop à ces pièces dont on peut, dès le premier acte, prévoir le dénouement. Les conservateurs arriveront en majorité à la chambre; les opinions extrêmes, hostiles à l'établissement de juillet, se trouveront probablement affaiblies, mais l'opposition constitutionnelle pourra, et par le nombre et par le talent de ses membres, exercer un contrôle actif et sévère sur la marche de l'administration. C'est un état de choses régulier. Nous le répétons : un affaiblissement excessif de l'opposition constitutionnelle serait un malheur.

La tâche du ministère paraît facile ou difficile, selon le point de vue où l'on se place pour l'envisager.

D'un côté, il n'y a plus de lutte sérieuse contre la monarchie de juillet et les institutions qui l'entourent et la consolident. Les conservateurs sont au pouvoir, et rien n'annonce qu'ils puissent de long-temps en être dépossédés. Le cabinet, tout composé de conservateurs, est en réalité l'expression de la situation, et dût-il s'élever quelques questions à son endroit, elles seraient des questions de personnes, nullement de système. Si les élections répondent à l'attente du gouvernement, rien de plus simple que notre situation politique; la majorité et le cabinet n'auront qu'un seul et même drapeau, ils seront les représentans de la même pensée.

D'un autre côté, cette situation sera toute nouvelle. Pour la première fois, depuis 1830, un ministère verra se réunir une chambre nouvelle sans être obligé de se demander avec inquiétude quel est le système politique qu'il sera possible d'en faire sortir. Pour la première fois il se trouve en présence du parlement avec toutes les bases de nos institutions raffermies, avec une opinion publique calme, sérieuse et patiente, sans avoir à craindre l'anarchie dans les rues, la démagogie dans la chambre. Il est heureux de pouvoir gouverner le vaisseau de l'état et déployer les voiles, lorsque les tempêtes se sont apaisées et que la mer est rentrée dans ses limites naturelles.

C'est là à coup sûr une bonne fortune; mais à l'instant même le pays et les chambres lui demanderont : Quels sont vos projets? où nous proposez-vous d'aller? dans quel but? avec quelles espérances?

Les cabinets qui gouvernaient pendant la tempête pouvaient louvoyer. Le pays leur savait quelque gré de leur prudence courageuse et de leur hardiesse contenue. Éviter un naufrage, c'était alors le but principal. On songeait à la défense plus qu'à l'action; gouverner, c'était ne pas périr. Le gouvernement était d'autant plus difficile que les hommes se trouvaient eux-mêmes enveloppés, pour ainsi dire, dans les questions du jour, et qu'ils travaillaient incessamment à défendre avec la chose publique leurs personnes et leur situation politique. Aujourd'hui, par cela même que l'orage a cessé de gronder, que les fondemens de notre système sont consolidés, qu'il n'y a plus de raison de craindre des débats révolutionnaires au sein du parlement et des batailles

dans les rues, la situation des gouvernans s'est améliorée et simplifiée comme celle des affaires publiques. Le jeu des ressorts politiques est régulier; le cabinet est moins exposé que tous ceux qui l'ont précédé à de brusques changemens de scène, à des péripéties inattendues, à des évènemens imprévus. La majorité, surtout si elle n'est pas trop nombreuse, trop forte, trop sûre d'elle-même, acceptera sans répugnance la direction de ses chefs éprouvés: elle se pliera à la discipline parlementaire autant que nos mœurs, notre caractère et nos habitudes le permettront; mais sa docilité ne sera cependant que conditionnelle. Elle ne voudra pas rester dans l'inaction et piétiner sur place, sans autre résultat que l'existence politique des ministres et la gloriole d'un parti. La majorité demandera un gouvernement sérieux, une administration efficace, une vie régulière sans doute, mais réelle, active, animée. Tout ministère qui ne remplirait pas ces vœux ne tarderait pas à être frappé au cœur. Il aurait méconnu les conditions de notre temps.

Maintenant ces vœux sont-ils faciles à remplir? Ce serait une étrange illusion que de le croire. On ne sort pas de l'état révolutionnaire prédisposés à l'ordre, à la règle, au respect de la loi, des formes, de la hiérarchie, aux entreprises modestes, aux travaux de longue haleine. Nous avons tous de l'impatience, du décousu, du scepticisme et de la témérité dans l'esprit; l'obéissance nous déplaît, le commandement nous effraie, les voies régulières nous fatiguent, le travail nous dégoûte, nous sommes tour à tour hardis et pusillanimes, imprudens et méticuleux. Que de légèreté dans les actes les plus graves de la part d'hommes sérieux! Il nous serait trop facile d'en citer maints exemples. Hélas! ce serait à coup sûr sans esprit de satire, car qui serait assez effronté pour jeter la première pierre? La vieillesse s'effraie de toutes choses sous l'influence tyrannique de ses terribles souvenirs. La jeunesse est plus que jamais confiante en elle-même et orgueilleuse jusqu'au ridicule. Le lien qui doit unir les deux générations dans l'intérêt de l'une et de l'autre, ce lien qui communique à l'un de la vigueur, à l'autre de l'expérience, s'il n'est pas brisé, est très relâché. Cet état des esprits (et la peinture que nous venons d'ébaucher est loin d'être complète) ne laisse pas que d'être pour le gouvernement un obstacle et un péril. Il serait injuste d'exiger qu'il surmonte toutes ces difficultés du premier coup; mais on a le droit de lui demander de mettre la main à l'œuvre sans plus de retard. C'est par une action constante, et qui peu à peu deviendra régulière, que l'état des esprits s'amendera, que les uns retrouveront plus de courage et les autres plus de modération. Mais lorsque nous parlons d'action, nous ne songeons pas seulement aux intérêts matériels de la société, nous songeons avant tout à ses intérêts moraux. Nous ne sommes pas de ceux qui voudraient traiter les hommes comme des pièces de calicot et des barres de fer. Tout en reconnaissant que la prospérité matérielle seconde indirectement le développement des intérêts moraux, nous n'en sommes pas moins convaincus que ces intérêts doivent avoir leur part d'influence directe, et que tout gouvernement qui pa-

raîtrait les oublier dans ses projets finirait par blesser profondément le sentiment national.

Les nouvelles de l'Algérie deviennent de plus en plus rassurantes pour le succès de nos armes et la consolidation de notre conquête. Un grand nombre de tribus acceptent la souveraineté de la France; c'est encore un résultat que nous devons à l'infatigable activité et à la brillante bravoure de nos soldats. Le combat livré par le commandant Bisson mérite d'être ajouté aux plus belles pages de notre histoire militaire. Il n'est pas moins vrai que nous nous trouvons lancés dans un système qui nous imposera pendant long-temps encore de grands sacrifices, et qui, malgré toutes les protestations et tous les sermens des Arabes, s'écroulerait demain, si nous ralentissions nos efforts, si nous manquions un instant de suite, de persévérance, d'énergie. Nous concevons que des hommes politiques de toutes les opinions, prévoyant les conséquences que la conquête devait avoir et pour nos finances et pour la distribution de nos forces militaires, aient pu s'en effrayer et regretter cet emploi, si long-temps stérile, de la puissance française; mais, au point où nous en sommes, ces craintes et ces regrets ne sont plus de saison. L'Algérie est une conquête que nous ne pouvons pas abandonner. Dès-lors toute demi-mesure serait une faute. Pourquoi flotter entre deux systèmes, dont l'un est impossible, tandis que l'autre est désormais nécessaire? L'Afrique est notre principal lot en fait de colonies. Le sort aurait pu nous traiter beaucoup mieux. Tel qu'il est, ce lot, nous devons franchement l'accepter, et ne rien négliger pour en tirer un bon parti. La puissance d'Abd-el-Kader paraît à son déclin; Maroc redoute notre puissance; les indigènes se soumettent, nos auxiliaires se multiplient; bientôt il sera possible d'établir quelques relations commerciales entre l'Afrique française et la France. Ce sont là des faits heureux, des faits qu'une colonisation régulière et intelligente pourrait étendre et affermir. Mais ce point capital, la colonisation, n'est jusqu'ici qu'un projet, un travail de commission. De médiocres colonies sur le terrain vaudraient mieux que de savans projets sur le papier. Nous ne voudrions pas qu'on fût trop préoccupé, en Afrique, d'expéditions et de combats, en France de savantes combinaisons et de projets compliqués.

L'ordonnance sur les lins a paru : le droit à l'importation est plus que doublé. C'est dire qu'un nouveau pas, un pas énorme, a été fait dans le système prohibitif, dans ce système artificiel qui prépare tant d'embarras et de si funestes crises à l'Europe. Tout a été dit sur la mesure considérée en elle-même, au point de vue économique. C'est un impôt levé au profit d'une poignée de producteurs sur tous les consommateurs et sur ceux qui produisent les denrées qui servaient à l'échange des fils de lin. C'est là une vérité élémentaire que ne peuvent obscurcir les sophismes et les déclamations de l'esprit de parti et de l'intérêt personnel. Maintenant ferons-nous au cabinet un reproche de l'ordonnance qu'il a rendue? Nullement. Il n'y a pas de ministère qui, les circonstances étant données, eût pu résister à cette demande.

La résistance aurait été une faute grave. L'opinion publique sur cette question aurait été pervertie avec une facilité déplorable, mais irrésistible. Mieux vaut faire gagner quelque argent à quelques producteurs malhabiles que de jeter dans le pays des causes de perturbation et fournir des alimens à l'esprit de parti.

Il faut espérer en même temps, et nous savons gré au gouvernement de ses démarches à ce sujet, il faut espérer que l'ordonnance sur les lins donnera une solution prompte et satisfaisante au problème de nos relations commerciales avec la Belgique. Nous avons intérêt à voir notre marché s'agrandir, et la Belgique a besoin de ne pas étouffer. Le moment est arrivé pour elle de faire un premier pas dans la seule voie qui puisse lui ouvrir un brillant avenir. Nous nous consolerons quelque peu de notre pas rétrograde, s'il devient l'occasion d'un rapprochement commercial avec l'un de nos voisins.

Le nouveau cabinet espagnol paraît décidé à défendre l'ordre, la monarchie et la constitution. On dirait que Rodil aspire à devenir le Casimir Périer de l'Espagne. Il nous est plus facile de l'accompagner de nos vœux que de nos espérances. Toute comparaison de personnes à part, Rodil ne trouve pas en Espagne les souvenirs, les précédens, l'organisation morale et politique que Périer trouvait en France. En France, une révolution proprement dite est impossible par la meilleure des raisons, c'est que la révolution est faite, consommée, parachevée; c'est que cinq millions de familles plus ou moins intéressées à la propriété foncière opposeront toujours aux agitateurs une barrière infranchissable. Les hommes peuvent sans doute quelque chose, par le caractère plus encore que par l'esprit et par l'intelligence; mais leur puissance est toujours limitée : ils peuvent employer plus ou moins utilement les moyens qui sont à leur portée, ils ne peuvent en créer. Quoi qu'il en soit, une politique ferme et modérée est en effet la seule qui convienne à l'Espagne. Les projets de ses révolutionnaires ne sont que de serviles imitations, des utopies en parfait désaccord avec les précédens du pays.

La diète suisse va bientôt reprendre le cours de ses séances. La question des couvens de l'Argovie y reparaîtra plus ardente encore et plus compliquée. Nous espérons peu de voir la diète trancher enfin les différends qui divisent les cantons. La Suisse est atteinte, dans sa vie politique, d'une maladie dont rien n'annonce le terme. Dieu veuille qu'elle ne soit pas frappée au cœur! Il est une pensée qui devrait toujours dominer dans les délibérations de la Suisse : c'est que rien n'est plus humiliant et plus funeste pour un état que l'intervention de l'étranger, et que dans ce temps-ci les états secondaires n'ont qu'un moyen d'échapper à la dictature des grandes puissances; c'est de faire eux-mêmes leurs affaires promptement, sans trop de bruit. L'union est le seul moyen de salut pour la Suisse.

ACADÉMIE FRANÇAISE.

Les chaleurs de l'été n'avaient hier diminué en rien l'affluence d'auditeurs d'élite qui depuis quelque temps se porte à toutes les séances de l'Académie. Les deux discours qu'on va lire ont justifié ce concours. Le sujet proposé pour le prix d'éloquence, l'éloge de Pascal, ramenait M. Villemain aux études qui ont fait sa gloire. C'est une grande joie, chaque année, pour ceux qui aiment les lettres, d'entendre cette parole élevée et ingénieuse, que la tribune politique a ravie trop tôt à la chaire du professeur, s'attaquer de nouveau à ces questions littéraires qu'elle agite avec tant de bonheur. M. Villemain a été souvent interrompu par des applaudissemens. Dans sa vive et spirituelle critique, on a eu maintes fois à saluer des traits exprimés par l'intelligence, mais trouvés par le cœur. Les marques d'approbation et de sympathie n'ont pas manqué non plus à M. Molé. L'autorité du talent, du caractère et d'un de ces noms environnés d'une gloire austère qu'on ne prononce qu'avec une sorte de recueillement, faisaient du directeur de l'Académie l'homme le plus propre à remplir la sérieuse mission qu'une volonté bienfaisante a instituée. M. Molé a parlé avec simplicité, avec charme, avec noblesse, enfin, pour me servir du mot qu'un critique éminent de ce recueil a employé déjà pour le caractériser, comme il a appris à parler dans sa maison.

M. Villemain a ouvert la séance par l'appréciation des travaux littéraires qui avaient mérité les suffrages de l'Académie.

MESSIEURS,

Parmi les distinctions, bien nombreuses peut-être, que l'Académie décerne dans ses concours annuels, il en est une qui, une fois accordée, devait être long-temps inamovible. La supériorité se renouvelle rarement; et quand

l'Académie fit choix des *Considérations* et des *Récits* de M. Thierry sur l'histoire de France, pour y attacher l'espèce de majorat littéraire dont l'investiture lui a été confiée par un généreux fondateur, elle pouvait s'attendre, comme le public, à la longue durée de cette première et si juste destination. L'ouvrage de M. Bazin sur l'époque de Louis XIII n'était pas non plus facile à remplacer dans le rang qu'il avait obtenu. D'ailleurs, messieurs, les deux écrivains ne se sont pas reposés sur leur succès. L'illustre auteur de *la Conquête de l'Angleterre,* des *Lettres sur les Communes* et des *Récits mérovingiens* a continué les savantes esquisses qu'il avait publiées sous cette dernière forme, et, dans un nouveau fragment sur Fredegonde et Chilperik, il a retracé les mœurs barbares de la monarchie franke avec ce coloris éclatant et vigoureux que donne l'imagination échauffée par l'étude et par l'amour du vrai.

L'historien de Louis XIII a également poursuivi sa tâche encouragée par vous. Il a commencé le tableau de la minorité de Louis XIV, et, malgré la rivalité fort redoutable des mémoires contemporains, ne voyant dans ces mémoires que des plaidoyers qui rendaient d'autant plus nécessaire le jugement de l'histoire, il a su donner à ce jugement une impartialité non moins piquante et plus variée que la passion.

Il nous a donc semblé, messieurs, que les dotations académiques fondées par le baron Gobert demeuraient plus que jamais acquises au grand peintre d'histoire et à l'ingénieux écrivain qui les avaient méritées, il y a deux ans, par des travaux qu'aujourd'hui même ils viennent de fortifier et d'étendre.

A côté de ces prix maintenus si justement, le choix de l'Académie, pour l'ouvrage le plus utile aux mœurs, s'est partagé entre des écrits de forme très diverse, une *Histoire de la ville de Jérusalem*, un *Livre d'éducation.* L'Académie sans doute a jugé que les grandes traditions religieuses étaient la plus puissante leçon morale, et il lui a paru que l'histoire de cette Rome du monde oriental, toute pleine des monumens du christianisme, premier berceau de sa foi et but de ses croisades, offrait le sujet de méditation le plus instructif et le plus élevé. Des hommes de génie, de grands poètes ont, de nos jours, visité cette terre antique, pour y surprendre, à la source qui jaillit du Carmel, l'inspiration que Bossuet et Racine recevaient de la prière et des livres saints. La politique, le commerce, et même le prosélytisme de l'Europe tendent de plus en plus à se rapprocher de Jérusalem, et une grande place lui est réservée dans la future transformation de l'Orient. A ces points de vue divers, une description de Jérusalem, commencée en présence des lieux mêmes, continuée par l'étude, mêlant les recherches à l'émotion, devait intéresser notre temps. L'auteur fut le compagnon de voyage et l'ami de notre regretté collègue M. Michaud, et il a, comme lui, le don de sentir et de peindre. L'Académie partage inégalement le prix Monthyon entre l'historien de Jérusalem, M. Poujoulat, et une personne encore inconnue dans les lettres, qui a publié un livre sur l'éducation pratique des femmes.

Ici la tâche de l'auteur était difficile. Depuis Fénelon écrivant avec la sublime douceur de son ame et de sa foi, depuis Rousseau donnant à des préceptes l'intérêt de la passion et du roman, des femmes supérieures, Mme de Rémusat, Mme Guizot, Mme Necker de Saussure, avaient traité pour notre siècle ce sujet, où l'innovation est si difficile, où le paradoxe est si dangereux. Leurs ouvrages élevés et délicats ont été lus par les philosophes et par les femmes. Il s'agit ici d'une œuvre plus modeste, de réunir d'utiles conseils pour les institutrices et pour les enfans, et de renfermer quelques vues nettes et quelques principes éprouvés dans un livre simple et d'une étude facile. C'est ce mérite que l'Académie a voulu reconnaître, et qu'elle couronne dans l'ouvrage judicieux et pur de Mlle Lajollais.

Cherchant du reste dans les récompenses dont elle dispose un encouragement pour le travail, un supplément à ce que l'état ne peut faire, elle a réservé une autre médaille pour M. Pauthier, jeune savant plein d'ardeur, qui, dans une traduction collective des *Livres antiques de l'Orient,* a rassemblé comme en un foyer les vérités éparses de la morale primitive.

Enfin, l'Académie a consacré une de ses médailles à honorer les recherches de M. Onésime Leroy sur le plus touchant ouvrage que la morale chrétienne ait inspiré, l'*Imitation de Jésus-Christ,* cette suite de l'Évangile composée par Gerson dans le bannissement et le malheur, et mise en vers, quelquefois sublimes, par Corneille vieillissant et méconnu.

L'étude approfondie, et pour cela même la traduction fidèle et expressive des monumens étrangers est un travail que l'Académie a particulièrement recommandé. Elle ne le borne pas aux grands génies de l'antiquité et des littératures modernes; elle y comprend tous les temps et toutes les œuvres remarquables de l'esprit humain. Le moyen-âge, avec ses souvenirs mêlés et ses pressentimens créateurs, n'en pouvait être exclu. Il y a telle vérité qui reçut, à cette époque, une évidence dont l'éclat ressort des ténèbres même qui l'entouraient; il y a telle grande ame qui parut alors d'autant plus digne d'admiration qu'elle s'élevait seule et d'elle-même. Qu'un écrivain du XIIe siècle ait été le précurseur et le maître de Descartes dans la démonstration spiritualiste de l'existence et des attributs nécessaires de Dieu, qu'il y ait appliqué une forme de raisonnement admirée et presque enviée par Leibnitz, c'est un fait précieux dans l'histoire des lettres. Mais le travail même de ce philosophe du moyen-âge, qui fut un saint archevêque, les deux traités d'Anselme de Cantorbéry, le *Monologium* et le *Proslogium*, ne méritaient-ils pas d'être éclaircis par la science moderne, et mis sous nos yeux dans une version intelligente et fidèle, qui rendît avec clarté le langage de ces temps, où la pensée philosophique était souvent aussi subtile et aussi déliée que la vie commune était rude et barbare? C'est là, messieurs, la tâche qu'un homme de talent, nourri dans les lettres et dans l'histoire, s'est proposée. L'Académie décerne à M. Bouchitté la première médaille du prix de traduction.

D'autres travaux de même ordre ont partagé les suffrages de l'Académie

qui, dans ses choix fort divers, n'est attentive qu'à un seul principe, l'encouragement des sérieuses études. A ce titre, une reproduction élégante de la belle histoire de Schiller, la *Guerre de trente ans*, une version moins ornée que savante du *Timée* de Platon, une traduction énergique et souvent très heureuse des tragédies d'Eschyle, ont, aux yeux de l'Académie, mérité des médailles qu'elle aurait voulu rendre plus riches, et que confirmera le suffrage public. Le nom étranger du traducteur de Schiller, le nom de Mme de Carlowitz, déjà lié à la gloire de Klopstock, mérite faveur par le talent qu'elle montre dans notre langue, adoptée par elle pour y transporter avec goût les beautés des langues du Nord.

Le traducteur du *Timée*, M. Martin, est un jeune et habile érudit, dont le zèle opiniâtre cherche les difficultés sur lesquelles ont hésité les maîtres, et qui réunit à la fois beaucoup de candeur et de sagacité. M. Pierron, déjà signalé dans un autre concours par un difficile essai sur la métaphysique d'Aristote, a prodigué, dans une lutte non moins pénible contre le poète Eschyle, un éclat naturel d'expression, une abondance de tours vifs et corrects, où l'Académie a dû reconnaître le talent d'un écrivain.

M. Bouchitté, M. Henri Martin, M. Pierron, appartiennent tous trois à l'enseignement public, je le dis avec orgueil : les ouvrages que nous venons de nommer sont la distraction qu'ils mêlent aux devoirs de leur laborieuse et noble profession; et, dans ces ouvrages qui n'attestent pas moins l'élévation des sentimens que l'austère gravité des études, il nous est doux de voir et de montrer comment les professeurs de l'Université de France emploient leurs loisirs.

A côté de ces libres résultats d'une sérieuse étude, l'Académie se félicite d'avoir, par la proposition d'un sujet spécial d'histoire littéraire, excité d'utiles recherches, et donné naissance à deux bons écrits. Quelle a été sur la littérature française, au commencement du XVIIe siècle, l'influence de la littérature espagnole? Telle était la question assez nouvelle que l'Académie avait indiquée, en y joignant même une question plus générale sur la manière dont notre littérature, à diverses époques, a profité du commerce des autres nations, sans perdre en rien son caractère original. La réponse a tardé quelque temps, et le prix a été d'abord ajourné. Pouvait-on, en effet, saisir la part d'influence que la littérature espagnole avait eue sur notre XVIIe siècle, sans étudier toute cette littérature dans son origine, dans ses progrès, dans l'histoire sociale et politique du peuple espagnol? Pouvait-on montrer sur quel point le génie français a été temporairement modifié par un autre plus grave et moins exact peut-être, sans analyser avec soin les traits originels de notre littérature et les insurmontables différences qu'elle devait heureusement garder? Pouvait-on, enfin, étudier ce vaste sujet, qui renferme à quelques égards l'histoire comparée de deux langues et de deux peuples, sans toucher à la théorie des arts, à ces questions du naturel et du goût, de la vérité vulgaire et de la vérité poétique, qu'on a si fort débattues de nos jours? Érudition curieuse et juge-

ment délicat, étude détaillée des livres et intelligence des siècles, vive sensibilité littéraire et connaissance approfondie de l'histoire et des mœurs, imagination et philosophie, voilà bien des qualités que le sujet proposé réclamait en quelque sorte, pour être dignement traité. Les travaux à consulter sur cette question, les modèles de critique à suivre étaient rares et parfois trompeurs par leur éclat même. Le hardi et brillant Schlegel, dans son *Cours de poésie dramatique,* le savant et ingénieux Sismondi dans son *Histoire littéraire de l'Europe méridionale,* lord Holland dans ses *Essais sur Guillen de Castro et Lope de Vega,* avaient un peu exagéré la partialité pour l'Espagne, ce côté du midi moins classique et moins romain que l'Italie, et dans lequel ils croyaient pouvoir saluer avec reconnaissance une hâtive aurore, une révélation anticipée de l'école nommée plus tard *romantique.*

Aujourd'hui, dans la question proposée, il ne s'agissait plus de lever un drapeau novateur, de plaider vivement pour une cause douteuse, d'évoquer Calderon contre Racine, mais d'exposer un fait important dans l'histoire de notre littérature, et pour cela de pénétrer et de faire comprendre toute une littérature étrangère, non moins féconde qu'inexplorée, et qui fut long-temps aussi puissante sur l'Europe que le peuple dont elle était la forte et vive expression.

C'est là, messieurs, la tâche qui nous semble réalisée dans un ouvrage inscrit sous le numéro 1er, et portant pour épigraphe cette phrase de Quintilien : « L'imitation des choses excellentes en fait trouver de semblables. » L'auteur, intéressant et méthodique, trace un cadre étendu, et le remplit avec soin. De l'origine commune des deux grands idiomes diversement modifiés par le climat et le génie national, il descend à leurs affinités secrètes, à leurs développemens successifs et distincts, à leurs rapprochemens, à leurs séparations; il les suit dans leurs nombreux détours, parmi tous leurs affluens étrangers, et de leur confusion apparente il dégage et fait sortir le cours limpide et pur du génie français.

L'Espagne, qui, de bonne heure, eut la gloire populaire du Cid, mais qui n'eut pas de Dante, l'Espagne, plus tardive que l'Italie, en reçut au XVIe siècle une influence littéraire doublement reflétée sur la France. Mais l'Espagne ne fut jamais Italienne, et de même qu'elle avait apporté jadis dans la Rome des empereurs son originalité indépendante, sa forme d'imagination et de goût, ses Lucain et ses Sénèque, ainsi, dès le moyen-âge, elle montra son tour particulier de génie méridional, sa gravité, sa pompe, et cette ardeur plus orientale qu'enflammaient encore le belliqueux contact et le mélange d'une population et d'un culte apportés d'Afrique et d'Asie. La gloire enfin, cette grande dominatrice des hommes, vint donner à la langue, au génie, aux idées de l'Espagne, un ascendant momentané, mais immense, sur les autres nations de l'Europe, et nous ne doutons pas que la France, qui en reçut l'impression, ne l'eût ressenti bien davantage, n'en eût souffert peut-être, si une Providence gardienne de l'équilibre des peuples n'eût alors suscité la

prince qui, par le bon sens, le courage et l'esprit, faisait le mieux éclater en lui le caractère de sa nation, cet Henri IV, le représentant français du midi vif, brillant et gai, contre le midi sombre et dur de l'inquisition et de Philippe II.

Cette résistance naturelle de l'esprit français à l'esprit espagnol n'a pas assez frappé peut-être l'auteur de l'ouvrage que couronne l'Académie; mais quelle instructive vérité dans son travail! quelle vive et juste peinture du XVIe siècle espagnol, de ces grands écrivains parmi lesquels on regrette seulement de ne pas voir cités Christophe Colomb et Cortès, si éloquens dans leurs journaux de voyage et dans leurs lettres, et sainte Thérèse, si sublime dans ses mystiques ouvrages! Notre habile critique s'est attaché surtout aux lettrés de profession, indiquant avec justesse et étendue les écoles diverses, les révolutions de goût, les variations de la langue et de l'art, sans négliger toutefois quelques esprits originaux qui mêlèrent le talent d'écrire à l'action, l'élégant Garcilasso de la Vega, guerrier redouté de l'Italie; Hurtado de Mendoza, génie triste et fier qui a composé, dans sa jeunesse, le meilleur modèle du roman bouffon, Hurtado de Mendoza, l'implacable gouverneur de Sienne, tyran qui écrit l'histoire comme Tacite; enfin, l'aventurier, le soldat espagnol dans le Nouveau-Monde, Alonzo de Ercilla, poète nerveux et simple, auquel, pour approcher de la palme épique, il n'a manqué peut-être qu'un sujet plus connu et des malheurs plus célèbres.

Mais ce n'est pas à ces hommes puissans, presque ignorés hors de l'Espagne, qu'il fut donné d'agir sur l'esprit français. Deux influences seulement nous arrivèrent d'Espagne, l'une subtile et tout artificielle, l'autre bruyante et populaire; l'une tenant au travail du style, aux combinaisons du langage, l'autre à la puissance facile de l'invention et de la fantaisie; l'une gâtant ou façonnant quelques esprits ingénieux, depuis Balzac et Voiture, jusqu'au père Bouhours, l'autre éveillant la poésie de Corneille et la portant de *Médée* jusqu'au *Cid* et à *Polyeucte,* au-delà desquels l'esprit humain ne s'élève pas.

C'est surtout, messieurs, cette richesse d'invention, ce torrent inépuisable du drame espagnol que les auteurs des mémoires envoyés à l'Académie se sont plu à décrire, depuis la comédie de *la Célestine*, qui courut toute l'Europe, jusqu'à ces *Actes sacramentaux* de Calderon, comparés par un savant moderne aux plus sublimes accens de la tragédie grecque. Peut-être l'auteur du n° 1er aurait-il dû rappeler que cette veine puissante du théâtre espagnol avait agi même sur le théâtre anglais, qu'on a cru si spontanément original. Le mariage de Philippe II avec la reine Marie, cet empiétement peu durable de l'Espagne sur l'Angleterre, fut cependant la date et l'occasion d'un rapprochement intellectuel entre les deux peuples. Pareille influence ne s'exerça pas sur la France pendant le XVIe siècle, et ce n'est qu'au moment où l'Espagne déclinait de sa grandeur, où Richelieu abaissait partout la maison d'Autriche, que la France accueillit, par curiosité et comme une mode

de cour, les inventions poétiques de cette nation dont elle avait gêné les desseins et adopté l'alliance. L'esprit français connut dès-lors et goûta vivement la raison, l'éloquence et l'incomparable plaisanterie de Cervantes; mais il n'emprunta d'abord au drame espagnol qu'une irrégularité sans force, un chaos, au lieu d'une création. Ce fut seulement par un retour puissant sur lui-même, et en se rapprochant des règles plus sévères qui lui sont naturelles, que plus tard, dans *le Cid*, dans *Venceslas*, dans *le Festin de pierre*, dans *Héraclius*, il enleva quelques-unes des beautés neuves de la scène espagnole. De là cette grande leçon qu'un peuple ne profite bien des pensées d'un autre qu'en restant lui-même, et sous la condition de créer beaucoup plus qu'il n'imite.

Cette heureuse loi de nos deux grands siècles littéraires est habilement appréciée par l'écrivain qui nous montre une connaissance si étendue de la littérature espagnole, et je regrette seulement que, parmi les assimilations de l'esprit étranger avec le nôtre, il n'ait pas cité ce qu'emprunte au naturel exquis de Cervantes et à la moquerie de Quevedo l'originalité comique de Le Sage. Mais comment tout dire dans un vaste sujet? C'est assez, c'est beaucoup d'avoir, comme l'auteur couronné, M. Puibusque, fait sur une question difficile un ouvrage presque complet, quelquefois trop développé et toujours instructif, même pour ses juges.

Une grande part de ce même mérite pourrait être réclamée pour l'ouvrage inscrit sous le n° 3, et dont l'auteur, M. Viguier, reçoit de l'Académie une mention d'honneur. Moins étendu tout à la fois et moins régulier que le précédent, mais semé de passages remarquables sur la philosophie des langues, sur l'antiquité, sur les principaux caractères de la littérature du XVIIe siècle, respirant à toutes les pages le goût des sentimens élevées, ce discours semble un titre de plus pour le corps enseignant, dont M. Viguier est un des représentans les plus honorables et les plus distingués. Son ouvrage, réuni à celui de son heureux concurrent, forme une belle étude sur l'Espagne en elle-même et dans ses rapports avec la France, jusqu'à l'heure mémorable où, sous une plus haute influence, le génie français, émancipé par Descartes, devenait, avec Pascal, si original et si pur.

S'arrêter à ce nom de Pascal, analyser non pas une époque, une littérature, mais un homme en qui s'est montrée toute la puissance de l'esprit humain, c'était un travail que l'Académie devait proposer aux intelligences sérieuses de nos jours. L'éloge de Pascal par Condorcet montre bien la prodigieuse révolution des idées, à cent ans d'intervalle; mais il ne fait pas connaître le profond génie qui prévoyait une telle révolution, et qui la contrepesait d'avance par ses pensées religieuses, en même temps qu'il y travaillait par ses découvertes et sa hardiesse involontaire.

Quelle méditation plus grave que d'étudier impartialement cet homme tout entier, de chercher dans sa puissance scientifique une des conditions mêmes de l'esprit français, cette loi de justesse éclatante et de précision sévère qui

domine pour nous l'art de penser et d'écrire! Quel objet plus digne de la philosophie de notre temps que de s'attacher à bien comprendre à la fois la grandeur des travaux de Pascal et la passion qui les inspirait! Quel spectacle plus touchant et plus tragique, dans l'ordre de la réflexion, que de contempler cette sublime intelligence aux prises avec les douleurs physiques et avec le tourment moral d'une conviction tour à tour ébranlée ou menaçante! Quelles plus grandes luttes à étaler aux regards de l'homme que les deux luttes qui consumèrent la force, et auxquelles ne suffit pas la vie si tôt dévorée de Pascal: la lutte pour le libre examen, pour le droit de penser, pour le droit d'inventer dans la science, de juger dans la morale, de protester même dans la foi, puis la lutte, plus longue et plus rude encore, pour le maintien de la règle et de la vérité contre l'invasion illimitée du scepticisme, et contre cette extrême indépendance qui n'est que la puissance de nier et de détruire! Et si on cherche encore Pascal dans les amis qui l'entouraient, quel intérêt plus historique et plus durable que la peinture de ces fortes mœurs et de ces grands caractères, sur lesquels notre curiosité se reporte maintenant avec plaisir, et que d'ingénieux et récens travaux ont rapprochés de nous, par l'imagination du moins! Enfin, quel souvenir plus instructif aujourd'hui même, et quelle polémique plus intelligible pour notre temps que la résistance passionnée de tant d'hommes éclairés et vertueux dont Pascal était l'ame et la voix, contre cette société remuante et impérieuse que l'esprit de gouvernement et l'esprit de liberté repoussent avec une égale méfiance!

Quelle puissante variété dans un homme! Quel intérêt général dans une seule cause! Et combien de grandes questions dans un seul sujet! Aussi, messieurs, ce sujet a-t-il suscité de remarquables efforts. Rarement semblables recherches, rarement si graves et si nobles essais furent envoyés à l'Académie. C'est une satisfaction pour nous d'avoir proposé cette épreuve, qui a rencontré des esprits dignes d'elle. Parmi les ouvrages réservés, deux discours ont fait hésiter l'académie; elle partage entre eux le prix qui vient d'être augmenté par un ordre du roi. Très divers par l'étendue, la forme, les détails, mais se rapprochant sur deux points, l'élévation morale et le talent, ces discours sont un signe éclatant du progrès de la philosophie spiritualiste et de l'histoire impartiale. Parlons d'abord du discours inscrit sous le n° 13, avec cette épigraphe de saint Paul: *Oportet hæreses esse.* C'est le travail vigoureux d'un esprit libre, nourri de réflexion et de solitude, qui lui-même a vivement saisi les sciences mathématiques, première originalité de Pascal, et qui, par cela même peut-être, ne l'admire pas assez sous ce rapport, trompé qu'il est par la facilité des méthodes actuelles. Mais cet esprit de mathématicien moderne s'est en même temps plié aux fortes études de langues et de philosophie anciennes, de littérature comparée, et même de scolastique. L'ordre de son discours n'est pas assez marqué; on pourrait y retrancher, sans l'affaiblir; mais l'ouvrage est savant, impartial, et parfois éloquent. L'auteur aime avec passion les choses dont il parle, la pensée libre, la religion aus-

tère, les profondes études, et la poursuite indéfinie des problèmes de l'existence humaine. En expliquant la question de la *grace* et *du libre arbitre* de manière à donner théoriquement raison sur ce point aux adversaires de Pascal, il ne fait que mieux attester leurs erreurs sur tout le reste, et la pureté comme le génie de leur puissant vainqueur. Sectaire des vertus de Port-Royal, mais juge indépendant des passions qui s'y mêlèrent, il décrit, il célèbre cet irréparable asile de la science et de la foi avec une chaleur d'enthousiasme, une vérité de talent, que je n'ai pas besoin de louer, quand tout à l'heure vous allez l'applaudir. Interprète habile de l'art profond et passionné qui règne dans *les Provinciales*, et qui en a fait *les Philippiques* de la conscience et de la raison, il ressuscite pour nous ces débats éteints, et leur rend la grandeur pleine d'anxiété qu'ils avaient pour les jésuites et pour Arnault lui-même. Moins fort et moins précis dans l'analyse de ce que Pascal n'a pas achevé, inexact, suivant nous, dans le parallèle qu'il établit entre le doute expérimental de Descartes et les agitations violentes de l'auteur des *Pensées,* injuste quand il suppose que le premier de ces deux grands hommes n'a pas été compris par l'autre, M. Demoulin (c'est le nom de l'auteur du n° 13) n'en exprime pas moins avec force des considérations remarquables sur le grand ouvrage que poursuivait Pascal mourant, et sur les débris sublimes et mutilés qui nous en restent.

Il semble, toutefois, que ce spectacle mélancolique de ruine et de grandeur ait mieux inspiré, c'est-à-dire ait touché davantage l'auteur d'un autre discours inscrit sous le n° 24, et ayant pour épigraphe quelques paroles de la sœur de Pascal. Ce choix même peut indiquer le caractère plus attendrissant et plus intime de ce second ouvrage. Il y a moins de science, moins de lecture, moins de force; mais on sent une ame qui, émue d'un respectueux effroi devant celle de Pascal, a cherché, a souffert avec elle, et qui s'en approche par cette égalité d'une pure et humble douleur. Le jeune homme qui a écrit ces pages remplies d'une tristesse naturelle est M. Faugères, déjà couronné par l'Académie pour un travail sur Gerson. Il a fait plus cette fois; il est entré dans cette étude du cœur où est la vie de la parole humaine. Peut-être s'est-il exagéré le doute qu'il déplore dans Pascal, et n'a-t-il pas assez vu le repos après le combat; mais cette prévention même, naïvement sentie par lui, répand sur ses paroles plus de pathétique et d'éloquence. En voyant à quel point les *Pensées* de Pascal, ces fragmens de méditations épars entre quelques chapitres achevés, agitent une intelligence vive et généreuse, on regrette d'autant plus l'infidélité dont Pascal fut l'objet, et qui couvre encore un coin de son génie. On regrette que les panégyristes de ce grand homme n'aient pu connaître les recherches toutes récentes qui, dans le manuscrit original mutilé par de timides éditeurs, ont découvert de la main tremblante de Pascal mille traits primitifs d'une incomparable énergie, devant lesquels souvent pâlit et s'efface le texte vulgairement admiré jusqu'ici. Ce travail de restitution et d'exactitude qu'un penseur élo-

quent vient de communiquer à l'Académie est un autre éloge consacré à la gloire de Pascal, et qui nous rendra du moins sa ruine tout entière.

Pour être juste, nous avons encore à citer deux discours remarqués dans la foule de ceux qu'avait reçus l'Académie. L'un, le n° 28, portant pour inscription une pensée de Pascal, est l'ouvrage trop rapide et trop court d'un homme de talent et d'un esprit sévère qui s'élèvera par l'étude; l'autre, le n° 31, que l'Académie a préféré pour la première mention, est l'ouvrage élégant et délicat d'une femme. Nulle part, la vie de Pascal n'a été pénétrée d'une vue plus perçante et plus prompte, nulle part le côté fin et spirituel des *Provinciales* n'a été mieux saisi et plus vivement apprécié; mais ce travail brillant est incomplet, et n'embrasse pas la sombre et vaste profondeur des *Pensées* de Pascal. « Herminie, raconte le poète, n'a pas craint l'appa-« reil de la guerre, et s'est armée pour y prendre part; mais, effrayée à l'as-« pect de la solitude et de la nuit, elle se détourne et s'arrête. »

M. Molé, qui, en sa qualité de directeur de l'Académie française, était chargé du discours sur les prix de vertu, a pris la parole après M. Villemain :

MESSIEURS,

En voyant l'illustre secrétaire perpétuel de l'Académie française occuper sa place dans cette solennité littéraire, et suspendre l'exercice de ses hautes fonctions politiques pour ressaisir ce sceptre de la critique que tous les amis des lettres lui décernèrent dès ses plus jeunes ans, je le félicitais plus encore que l'Académie, plus encore que cette assemblée avide de l'entendre, de rester si bon juge de sa propre gloire; je me rappelais l'éclat de ses débuts, les palmes que je l'avais vu remporter dans cette enceinte, où les esprits les plus avares d'éloges, parce qu'ils étaient les plus délicats, répétaient à l'envi que la France aurait dans ce jeune homme un critique et un modèle de plus. Après lui, messieurs, après ce morceau si achevé dont il vous a donné lecture, il eût mieux valu sans doute vous laisser sous le charme salutaire des impressions que vous aviez reçues.

Mais la mission que l'Académie m'a confiée est de celles qui ne redoutent ni préoccupation, ni concurrence; elle ne demande aucun de ces dons brillans que vous êtes accoutumés à couronner dans l'orateur ou l'écrivain. Me sera-t-il permis, messieurs, après tant d'illustres confrères qui l'ont si digne-

ment remplie, de dire ici ce que j'en pense et de la caractériser à mon tour?

Chaque année, l'Académie distribue les bienfaits d'un homme riche et bon, qui a voulu secourir d'âge en âge, de génération en génération, la vertu malheureuse, ou plutôt le pauvre donnant, au sein même de la misère, l'exemple des plus nobles ou des plus touchantes vertus. Mais cet homme généreux a-t-il voulu seulement tendre une main charitable à la vertu unie à l'infortune, ou M. de Monthyon n'était-il pas trop éclairé lui-même pour se méprendre sur la véritable origine de sa belle action? N'appartenait-il pas par ses lumières autant que par la beauté de son ame, à la philantropie de cette époque, dont il avait partagé les nobles espérances, je dirai même les illusions?

Pendant long-temps, il faut bien le reconnaître, le christianisme seul, proclamant non l'égalité de condition, mais l'identité de vocation de la race humaine tout entière, avait montré que tous les hommes étaient appelés à la pratique des mêmes vertus, à la même dignité morale, à mériter une autre vie après celle-ci par les mêmes sacrifices, par les mêmes actions. Principe de sociabilité admirable, qui rend celui qui obéit, et qui doit obéir, respectable aux yeux de celui que la Providence appelle à commander; qui maintient l'égalité avec la hiérarchie, la discipline avec l'indépendance, la liberté avec l'autorité, et répartit entre tous, avec une équité inflexible, abstraction faite du rang et de la fortune, les seuls vrais biens que nous soyons appelés à recueillir, je veux dire, l'estime, la reconnaissance de nos semblables, et les récompenses du ciel.

Ces notions si vraies, si simples, quoique si élevées, sur la nature de l'homme et sa destination sur la terre, étaient sorties de l'Évangile; les orateurs et les moralistes chrétiens les avaient propagées depuis plusieurs siècles, et elles étaient entrées dans le domaine de la raison humaine, où la philosophie, méconnaissant parfois leur origine, s'était emparée d'elles pour s'en enorgueillir. Elles avaient pénétré dans tous les esprits, dans tous les cœurs, et devaient changer, sinon la forme des sociétés, du moins la pratique des différens rapports des hommes entre eux; elles obligeaient les humbles à s'honorer eux-mêmes, les forts à justifier leurs forces. Le lien commun, évident, entre les uns et les autres, c'était l'identité, l'égalité de vocation; c'était cette vérité révélée pour le chrétien et démontrée pour le philosophe, que tous les hommes étaient appelés à la même beauté morale, à recevoir les mêmes récompenses, quelles que fussent d'ailleurs les circonstances mobiles, prospères ou misérables, qui accompagnent le passage de chacun ici-bas.

L'œuvre de M. de Monthyon porte le caractère de son époque; philantropique et libérale, elle a moins pour objet de secourir l'infortune que de faire ressortir ces vertus pratiquées sous le toit du pauvre, et qu'on accusait le passé de n'avoir pas su reconnaître ou découvrir. Ce but a-t-il été atteint? Je n'hésite pas à l'affirmer. Je n'en voudrais pour preuve irrécusable que la réunion

des pièces authentiques qui, depuis vingt-trois ans, vous ont été adressées, et le recueil des livrets rédigés sous les yeux et par les soins de votre secrétaire perpétuel pendant cette même période. La nature, la spontanéité des actions que vous avez récompensées, la simplicité des vertus, l'ignorance bien souvent de ceux qui les exercent, rendraient impossible de croire, même aux esprits les plus chagrins, que la prévoyance de vos encouragemens, ou le désir secret de vos récompenses, aient altéré en rien la pureté ou le mérite des actes dont l'éclat de vos suffrages a fait des exemples pour tous. Honorons donc la mémoire du fondateur des prix de vertu. De tous les sentimens, le plus utile à répandre dans les classes inférieures, le plus propre à préserver l'extrême misère de la dégradation morale qui en est trop souvent la suite, c'est le respect de soi-même. Or, je le demande, le pauvre, dont la belle action ou la conduite vertueuse a, je ne dirai pas seulement obtenu le prix, mais mérité d'être racontée dans cette solennité annuelle, n'a-t-il pas une autre conscience de lui-même? ne se respecte-t-il pas davantage? Assurément il ne devient pas impeccable; l'homme, à quelque perfection qu'il s'élève, reste capable de bien et de mal jusqu'à ce qu'il ait rendu sa dépouille à la terre. Mais si celui qui aurait reçu le pur et éclatant honneur de vos suffrages se laissait plus tard entraîner au mal, je dirai même au crime, il ne pourrait en supporter la honte, vous lui auriez appris à rougir (1).

Je me hâte d'arriver aux faits dont vous m'avez confié la tâche consolante de présenter le récit. Que seraient en effet les paroles, même les plus graves et les plus éloquentes, auprès de ces traits qui surpassent l'esprit et saisissent le cœur? Le bien, le véritable bien, est plus cher aux hommes qu'ils ne le pensent eux-mêmes. Racontez-le, exposez-le tel qu'il est, sans ornement surtout, sans le mettre en contact avec l'esprit, tel qu'il sort du cœur, et vous verrez les plus secs s'attendrir, les plus durs s'émouvoir, et s'accomplir sous vos yeux cette belle loi de la Providence, qui a doué d'une sympathie inévitable tout ce qui est bon à imiter. Et d'abord, messieurs, je commencerai par annoncer, pardonnez-moi le mot, une bonne nouvelle, c'est qu'il s'est rencontré deux exemples, que dis-je, deux vies entières si admirables, que l'Académie, se sentant dans l'heureuse impossibilité de choisir entre elles, leur a partagé le prix.

Dans une commune rurale du département du Rhône, à Saint-Étienne-la-Varenne, naissait, en 1802, une enfant qui reçut le nom de Madelaine Saulnier. La famille qu'elle venait accroître était déjà nombreuse, pauvre et honnête également. Constatons-le, messieurs, Madelaine Saulnier eut des parens

(1) Les journaux ont annoncé dernièrement qu'une femme ayant obtenu un des prix de vertu décernés par l'Académie se trouvait sous la prévention du crime de vol domestique. Cette femme a nié d'abord avec opiniâtreté qu'elle fût coupable des faits qui lui étaient imputés, et, se voyant ensuite sur le point d'être convaincue, elle n'a pu supporter sa honte et s'est pendue de désespoir.

estimables, fut pleine de foi, de religion dès son berceau; mais là se bornèrent pour elle les secours visibles de la Providence, à moins de regarder la carrière que vous lui verrez parcourir comme une de ces saintes missions auxquelles il est d'autant plus permis de croire, que jamais ceux qui les ont reçues ou qui les remplissent ne sont tentés de se les attribuer. Madelaine, dès son enfance, s'était consacrée d'elle-même au soutien de ses jeunes frères et sœurs; les jeux de son âge ne tenaient aucune place dans sa vie, mais elle s'était réservé des jouissances qu'elle entourait d'un certain mystère, et dont en particulier elle avait dérobé la connaissance à tous ses parens. Emportant chaque jour aux champs sa frugale nourriture, elle en distribuait une portion aux pauvres du voisinage, et ne leur demandait en retour que de lui garder le secret. Cependant le dévouement, le courage, n'empêchent pas la nature d'avoir ses droits; le développement physique de Madelaine eut à souffrir du peu de nourriture; elle se livrait à des fatigues qui excédaient ses forces. Des infirmités précoces vinrent l'atteindre, mais ne purent ralentir l'essor de son ardente charité. Devenue plus âgée et plus indépendante, le bien qu'elle fit dépassa toutes les limites de la vraisemblance, je dirais presque du possible.

Ne nous lassons jamais d'admirer, messieurs, cette force, cette puissance surnaturelle que donne l'abnégation de soi-même, l'absolu dévouement. Cet être faible, dont les privations et la misère avaient déjà miné l'existence, franchissait de longues distances pour aller porter ses soins ou le fruit de ses sacrifices à de plus malheureux que ceux qu'elle aurait trouvés auprès d'elle; et lorsqu'elle avait épuisé toutes ses chétives ressources, lorsqu'elle se voyait en présence de douleurs qu'elle ne pouvait plus soulager, elle s'imposait une tâche plus rude que toutes les autres, celle de fléchir l'insensibilité de l'égoïsme, d'affronter le refus brutal ou glacé de l'aisance sans pitié, pour rencontrer parfois quelque sympathie, et obtenir quelque moyen de secourir ceux qu'elle avait laissés sans espoir. C'est au chevet des malades que nous verrons briller surtout cette physionomie céleste; c'est là que, surmontant toutes les répugnances naturelles, dépouillant en quelque sorte toutes les faiblesses de la terre, nous allons la voir centupler ses facultés et ses forces pour consoler ceux qui pleurent, soulager ceux qui souffrent, ou les diriger vers le ciel en les faisant mourir en paix. Ainsi, pendant quinze ans, elle a fait vivre le nommé Nesme, aveugle, avec sa fille idiote. Chaque jour elle partait et faisait à pied une demi-lieue pour donner à l'aveugle et à sa fille leur nourriture, et, ce qui était plus difficile, le courage d'attendre et de vivre encore jusqu'au lendemain. Pendant quinze ans, messieurs, je l'ai relu et constaté avec soin dans les renseignemens qui nous ont été transmis; quinze ans, pendant lesquels se répètent tous les jours des actes dont un seul suffirait pour embellir, honorer toute une vie, c'est ce que la religion, la foi en Dieu seule explique : l'humanité n'y suffit pas. — Voulez-vous un autre exemple? A la même distance de la demeure de Madelaine, au hameau des Grandes-

Bruyères, il existait une fille infortunée, couverte d'une lèpre si repoussante, que sa famille, hélas! oui, sa famille l'avait abandonnée. Reléguée dans une étable, Marie Carrichon n'eut, pendant dix-huit mois, que Madelaine pour l'approcher. Un cœur comme celui de Madelaine, il faut le dire, devait battre bien fort à la vue de cet excès de dénuement et de souffrance, à l'idée de cette créature humaine de laquelle toute pitié, toute sympathie, s'étaient retirées. Aussi deux fois par jour elle se rendait auprès d'elle, moins encore pour lui porter le peu de nourriture qu'elle pouvait prendre, que pour rendre moins douloureuses des plaies qu'elle parvenait ainsi à panser plus souvent. Sa vertu reçut ici sa récompense : Marie Carrichon exhala son ame entre les bras de Madelaine, qu'elle bénissait après Dieu, en qui Madelaine lui avait appris à placer toutes ses espérances.

Au mois de novembre 1840, lors des inondations du Rhône, Madelaine faillit périr en traversant un torrent débordé entre Saint-Étienne et le hameau de la Grange-Maçon, où demeurait une autre femme nommée Liottard, à laquelle elle portait des secours quotidiens. On lui reprochait son imprudence : *Que voulez-vous?* répondit-elle, *je n'y étais pas allée hier, je ne pouvais y manquer aujourd'hui.*

Je terminerai par un trait qui surpasse peut-être tous ceux dont cette vie presque surnaturelle est remplie. Je l'ai réservé pour le dernier, quoiqu'il ait précédé celui que je viens de raconter. On était au plus fort de l'hiver rigoureux de 1835. Madelaine Saulnier avait découvert au loin, dans la campagne, une femme appelée Mancel, dont la retraite ressemblait plutôt à celle d'une bête fauve qu'à l'asile d'une créature humaine. La femme Mancel, depuis long-temps malade, voyait approcher son dernier moment. Madelaine, assise à son chevet, ne la quittait plus. C'était vers la fin d'une longue nuit; une neige épaisse couvrait la terre, un vent glacé soufflait et ébranlait les parois où s'abritaient tant de misère et de charité. Madelaine, pour combattre le froid mortel qui se joignait à tant d'autres souffrances, avait allumé quelques morceaux de bois vert, qui remplissaient la hutte de fumée et incommodaient d'autant la malade, en proie aux convulsions de la mort, lorsque la porte, fermée seulement par une pierre qui la buttait à l'intérieur, s'entr'ouvre et laisse apercevoir un loup affamé prêt à s'élancer sur Madelaine ou à disputer sa proie à la mort. Madelaine, épouvantée, seule eût pris la fuite; elle s'élance pour défendre le dépôt que la Providence a placé dans ses mains; elle tient ferme, repousse, contient la pierre et la porte, rassemble quelques autres obstacles, ne cesse de pousser des cris, qu'elle varie pour que l'animal féroce croie avoir affaire à plusieurs personnes à la fois. Ses forces s'épuisaient. Rassurez-vous, messieurs, le jour paraît, et le loup s'éloigne. Quelques heures après, la femme Mancel avait cessé d'exister. Vous croyez que Madelaine se tient quitte envers elle et ne songe qu'à regagner son village? Non; son respect pour la forme humaine, sa piété envers son semblable, ne lui permettent pas d'abandonner ainsi les restes de cette créature

dont elle avait long-temps soulagé les souffrances, et tout à l'heure encore défendu au péril de sa vie les derniers momens. Elle frémit à l'idée du loup revenant dans la chaumière; elle court au paysan le plus voisin, et le supplie de permettre qu'elle dépose chez lui la dépouille de sa pauvre Mancel. Sa prière est exaucée : aussitôt elle disparaît, charge sur ses épaules le pieux fardeau, et, sa mission providentielle enfin accomplie, tombe à genoux et remercie Dieu d'avoir béni ses efforts. Jugez de son bonheur, messieurs, lorsqu'elle sut que l'animal contre lequel elle avait héroïquement lutté était revenu la nuit suivante, et que ses pas, imprimés sur la neige et dans la cabane, lui prouvèrent jusqu'à quel point son courage était récompensé!

L'Académie n'avait pas été la première à découvrir l'asile de Madelaine Saulnier; sur le trône, veille une princesse dont la charité pénètre jusque dans les plus obscures retraites de la misère ou du malheur. Invisible comme la Providence, sa main, qu'elle dissimule, dispense d'un bout de la France à l'autre les consolations et les secours. Ce serait la trahir que d'insister davantage; mais cette identité de vocation, cette égalité devant Dieu, dont je parlais pour tous les hommes, pourquoi le trône ne la réclamerait-il pas à son tour? Est-il, je le demande, un plus beau spectacle sur la terre que celui de la bonté, de la charité, que dis-je, de toutes les vertus unies au rang suprême, et répandant au loin des exemples qui méritent d'être mis au premier rang des bienfaits? Ne les voyons-nous pas déjà suivis, messieurs, ces exemples, autour de celle qui les donne? Demandez à Madelaine, elle vous parlera d'une autre princesse dont elle a aussi reçu les secours, et que la France aime et respecte en la voyant marcher sur les traces de celle qu'elle a nommée sa mère.

Je passe au second prix donné par l'Académie; c'est encore toute une vie dont j'ai à vous présenter le tableau. Au lieu du dévouement passionné, héroïque et chrétien, de Madelaine Saulnier à l'humanité souffrante, nous verrons une jeune fille de seize ans, s'ignorant elle-même, entrer au service d'honnêtes époux, s'attacher à eux toujours davantage à mesure qu'elle leur devient plus nécessaire; les perdre, transporter son attachement à leur enfant, qui ne peut non plus se passer d'elle, et de génération en génération, retenue toujours par le bien qu'elle fait, se consacrer durant trente-six années à cette même famille, sans que les chances de fortune qu'on lui offre, ni les infirmités qui l'accablent, fassent hésiter un seul instant son dévouement. Marie-Catherine Naville, surnommée Manette, est née à Sanderville, dans le département d'Eure-et-Loir. Entrée en 1808 chez M. et Mme de Létan, avec lesquels, jusque-là, elle n'avait eu aucun rapport, Manette s'aperçut, au bout de deux années, que la santé de sa maîtrese s'altérait, et que l'aisance de la maison diminuait tous les jours. Elle n'avait que dix-huit ans, et ne savait pas encore que l'instinct le plus impérieux de son ame, sa vocation la plus irrésistible, seraient de s'attacher aux êtres dont elle aurait été le soutien, et de se dévouer à leur personne, avec cette même ardeur que Madelaine Saulnier

ressentait pour le principe même de toute bienfaisance, de toute charité. Depuis que les souffrances de Mme de Létan devenaient plus cruelles, et que le malheur qui planait sur les deux époux se faisait pressentir, Manette se révélait pour ainsi dire à elle-même. Non-seulement elle était devenue la garde-malade la plus intelligente, la plus affectionnée, mais ses mains avaient appris à multiplier, à perfectionner leur travail pour subvenir aux besoins de sa maîtresse, qui ne tarda pas à expirer dans ses bras.

M. de Létan, hors d'état de remplir les devoirs d'une petite place dont le salaire ne suffisait même pas à son existence, se vit non-seulement dans l'impossibilité de rien donner à Manette sur ses gages, déjà fort arriérés, mais aussi dans l'impuissance de se procurer pour lui le strict nécessaire. Que fait alors Manette? Elle se partage entre la nuit et le jour. Le jour, elle soigne, elle ne quitte pas M. de Létan, dont la faiblesse et le mal allaient croissant, et la nuit elle travaille pour le nourrir. Enfin, en 1814, quatre ans après qu'elle avait fermé les yeux et enseveli à elle seule sa maîtresse, elle rendait les mêmes et religieux devoirs à son maître. Les deux époux étaients morts insolvables, et Manette eut la douleur de voir leurs meubles délabrés vendus par les créanciers. Mais il restait une orpheline à laquelle Manette pouvait encore se consacrer. La Providence sembla un moment bénir ses efforts. Un mari se présenta; M. Lhoste, possesseur d'une modique somme, que le travail pouvait augmenter, épousa Mlle de Létan. Puis, ayant risqué et perdu tout ce qu'il avait dans une entreprise industrielle, M. Lhoste se trouva bientôt, avec sa femme et son enfant, dans la dernière détresse. Il devait à Manette, pour ses gages accumulés, plus d'argent qu'il n'en avait jamais possédé, et celle-ci restait non pas seulement l'unique serviteur du père, de la mère et de l'enfant, mais encore leur soutien, je dirai même leur protection. C'est alors qu'une personne âgée et riche, habitant la même maison, et témoin journalier du dévouement de Manette, eut l'idée sacrilége de l'enlever à ses maîtres infortunés pour se l'attacher. Elle offre d'abord à Manette 10,000 fr. et de bons gages si elle veut la suivre, puis 20,000 fr.; singulière illusion de la richesse, qui croit que tout s'achète, et ne s'aperçoit pas que Manette n'eût plus été Manette, si elle se fût seulement senti hésiter. Au lieu de cela, cette noble fille refuse sans colère, naturellement, simplement, comme on répond à qui se trompe, et redouble d'efforts, de veilles, de privations, pour subvenir à toutes les nécessités de cette famille, qui venait de s'accroître encore par la naissance d'un second enfant. Une vie comme celle de Manette fortifie l'ame, mais aux dépens du corps. Déjà elle n'était plus jeune, et sa santé se ressentait de tant de privations et de sacrifices; telle est cependant la puissance du dévouement véritable, qu'il élève presque toujours les forces de l'être dont il s'empare au niveau du malheur qu'il veut secourir. Ruiné, accablé de cuisans chagrins, M. Lhoste fut tout à coup frappé d'épilepsie. C'est dans les bras de Manette qu'il passait ses horribles accès. Mme Lhoste, tombée elle-même dans un affaiblissement qui s'étendait jusqu'aux facultés

morales, était hors d'état de venir en aide à son époux. Et ne croyez pas que Manette eût une de ces organisations impassibles que rien n'ébranle et ne rebute; loin de là, le spectacle hideux qu'elle avait sous les yeux eût été contagieux pour elle, si elle n'eût été préservée par l'ardeur de son dévouement. Seule en face du malheureux épileptique qui la couvrait de son écume, elle le contenait, l'apaisait, et ne s'en séparait pas qu'elle ne l'eût remis, calmé et soulagé, dans son lit. Il mourut, et elle fut seule encore à recueillir son dernier soupir et à s'occuper de sa sépulture.

Souffrante et malade elle-même, la voilà restée avec la fille de ses premiers maîtres, la veuve Lhoste, et sa petite fille. Mais, comme si la Providence se fût complue à montrer dans Manette toute la beauté du cœur humain lorsque le dévouement l'inspire, de nouvelles et plus rudes épreuves l'attendaient. Mme Lhoste, atteinte d'une paralysie au cerveau, tombe en enfance; le sentiment que Manette lui portait semble alors changer de nature. Il devient celui d'une mère. Même tendresse, même sollicitude dans tous les instans. Elle lève, habille Mme Lhoste, la couche, la fait manger, ne lui adresse que d'affectueuses ou compatissantes paroles; heureuse lorsqu'elle peut ramener le sourire sur ces lèvres, si tristement inanimées, par quelque innocent artifice, ou par un de ces refrains mélodieux qu'elle lui chante et que sa maîtresse aimait autrefois. C'est en portant Mme Lhoste dans ses bras et la replaçant dans son lit, que Manette sentit en elle soudainement un craquement, une douleur : elle était estropiée pour le reste de ses jours. Cette pieuse et admirable fille ferma encore les yeux de Mme Lhoste : c'était la quatrième personne de cette famille infortunée qu'elle déposait dans la tombe, après lui avoir consacré son existence ici-bas, la quatrième qu'elle rendait à Dieu, et, si j'ose le dire, qu'elle n'aurait jamais rendue qu'à lui. Mais sa mission n'était pas achevée. Cette même personne qui avait cru à l'argent le pouvoir d'enlever Manette aux objets de son dévouement, en apprenant la mort de Mme Lhoste, crut le moment favorable, et renouvela ses propositions. « Vous êtes libre maintenant, fit-elle dire à Manette.—Libre! répondit celle-ci : la fille de ma maîtresse n'existe-t-elle pas encore? Moins que jamais je m'appartiens, puisque je suis son seul soutien. »

Manette se consacra en effet à l'éducation de cet enfant, dernier rejeton de deux générations dont elle avait été l'ange gardien. Aujourd'hui encore, et âgée de cinquante-deux ans, elle poursuit cette même tâche; elle élève Mlle Lhoste et dirige son éducation avec un succès que le ciel lui devait bien pour récompense. Me serait-il permis de m'arrêter un moment en terminant ce récit, pour contempler cette série de belles actions, de sublimes vertus, qui pendant trente-six ans ont rempli la carrière d'une pauvre fille obscure et ignorée? Plus nous chercherons en nous-mêmes, plus nous irons jusqu'au fond de notre nature morale, et plus nous constaterons qu'il n'est pas donné à l'humanité d'atteindre plus haut que Madelaine Saulnier et Manette ne sont arrivées par leurs vertus. Et pourtant, messieurs, sans M. de Monthyon, sans

cette solennité, elles auraient passé inconnues sur la terre; la bienfaisance particulière eût pu les secourir, mais nous aurions perdu l'édification de leurs exemples, et nous n'aurions pas éprouvé cet attendrissant respect, cette pénétrante admiration que leurs vertus inspirent et qui portent les cœurs à les imiter.

M'excuserai-je devant cette assemblée de m'être étendu avec trop de complaisance sur la vie de ces deux filles, entre lesquelles l'Académie a partagé le prix en leur donnant à chacune 3,000 francs? Je l'avouerai sans embarras, j'étais ému, entraîné, charmé par le spectacle de tant de vertus unies à tant d'indigence, et de la vocation sublime de l'homme se révélant sous le toit du pauvre dans tout son éclat. Mais je craindrais d'abuser de l'attention de ceux qui m'écoutent, d'affaiblir même les impressions qu'ils peuvent avoir reçues, en reproduisant des récits de même nature, et cependant, je dois le dire, quelquefois aussi touchans. Tant de beaux traits, de vies dédiées au bien, ont été de tous les points du royaume portés cette année à la connaissance de l'Académie, qu'elle a cru devoir distribuer encore sept médailles, chacune de 1,000 francs, et huit de 500 francs. Celles de 1,000 francs sont données à Marguerite, femme Pouyadoux, aux demoiselles Point et Ausart, aux époux Trottot, à Marie Delaforge, et aux nommés Jean-Baptiste Festin et Ignace Queter, pour des actes de bienfaisance et de dévouement à l'humanité, dont le détail se trouvera dans le livret destiné à répandre de tels exemples dans toutes les communes de France. Les médailles de 500 francs ont été accordées à Pierre Rache, Marie Goutelle, Louise Perrin, aux époux Busson, à la veuve Gobein, à Marie Ardaillon, au gendarme Marteau, et à Françoise Collin. Enfin l'Académie a voulu qu'une mention très honorable fût faite, dans le rapport de son directeur, des actes de charité chrétienne dont se compose la vie entière de Mme Postel, supérieure des sœurs de la Miséricorde établies à Saint-Sauveur le Vicomte, arrondissement de Valognes, et de la fondation du sieur Lacourtyade, demeurant à Saint-Sever, département des Landes, fondation qui a pour but le soulagement de la classe ouvrière et indigente.

L'Académie, messieurs, aurait cru qu'elle n'avait pas accompli toute sa mission, celle que M. de Monthyon lui a confiée, si elle était demeurée indifférente ou silencieuse en présence du fatal évènement dont Paris restera long-temps attristé. Assurément, il n'y a pas de vertu sans moralité. Si le mot *virtus* pour les anciens voulait dire force, énergie, courage, le mot vertu, pour des chrétiens, ou même aux yeux de la morale éclairée de notre époque, exprime avant tout une idée morale, et la vertu pour nous est inséparable de l'honnêteté. Il n'en faut pas moins encourager, récompenser, et de la façon la plus éclatante, ces traits de courage, de dévouement, ou plutôt d'abnégation spontanée, par lesquels l'homme risque sa vie pour sauver celle de son semblable. L'acte est moral et beau, quelle que soit la moralité d'ailleurs de celui qui s'en montre capable. L'Académie aurait donc méconnu, cela est

certain, les intentions de M. de Monthyon, si elle ne s'était pas associée au sentiment public en proclamant ici les noms de ceux qui ont acquis le plus de droits à la reconnaissance de tant d'infortunés dans la catastrophe arrivée au chemin de fer de la rive gauche, le 8 mai dernier. Le premier qui ait attiré ses regards est celui de Piart, brigadier de gendarmerie à Meudon. Plusieurs fois, et au péril de ses jours, ce brave homme s'est précipité dans la fournaise, et il en a retiré trois victimes qui allaient succomber. Un tel dévouement, messieurs, se retrouve souvent dans ce corps d'élite, qui rend journellement au pays de si bons services. Mais le roi a, sur-le-champ, donné à Piart la récompense qu'il eût préférée à toutes les autres, la croix de la Légion-d'Honneur. L'Académie a donné trois médailles, la première à Thévenot, ouvrier typographe; la seconde à Testefort, cocher de Mme la duchesse de Talleyrand, au courage, à l'intrépidité desquels plusieurs personnes ont déclaré qu'elles devaient d'avoir été arrachées à la mort; la troisième au jeune Virieux, qui cheminait sur ce fatal convoi, en revenant de visiter son frère à Saint-Cyr. M. de Virieux, échappé comme par miracle, s'élance au milieu du gouffre embrasé, il en sort avec une victime qui allait y périr, mais il en sort pour s'y plonger deux fois encore, et ne peut se séparer de tant de malheureux dont il espère toujours qu'il pourra sauver un de plus. Pourquoi ne rappellerions-nous pas ici, messieurs, les écrits d'une piété si douce et si éclairée, sortis de la plume de sa mère, et qu'elle dédiait, avec toute son existence, à l'éducation de ses enfans? Pourquoi ne signalerions-nous pas, en passant, les fruits de l'éducation tout aussi bien que les dons de la nature? Je terminerai en nommant le jeune Clarac, élève en pharmacie, qui, tout blessé qu'il était, s'est jeté au milieu du feu, et a sauvé un élève de l'École Polytechnique, appelé Guillot; l'étudiant en médecine Labat et le jeune Deschaux, qui ont rivalisé tous deux de courage et de dévouement. J'éprouve le regret, je le déclare, que les bornes de ce discours ne me permettent pas de raconter avec plus de détail tant de traits qui honorent l'humanité. Tous les ans le gouvernement publie le compte-rendu au roi de la justice criminelle. A côté de ce tableau des crimes commis et des châtimens infligés qui glace d'une horreur et d'une épouvante peut-être salutaires l'ame du lecteur, je voudrais que l'on plaçât le tableau de ces vertus du pauvre, que nous devons à M. de Monthyon de pouvoir mettre en lumière. Je demanderais aussi que les vertus du riche ne fussent pas oubliées, et que le pauvre apprît ce qu'il ne sait pas assez : c'est que dans aucun pays du monde il n'existe autant que chez nous de sympathie, je dirais presque de fraternité entre les différentes classes de la société. Nulle part le riche ne vit plus rapproché du pauvre; nulle part il ne se souvient autant qu'il est enfant du même Dieu, qu'il marche vers le même but, et que les bonnes actions ne sont pas seulement le chemin du ciel, mais la source des plus grands plaisirs qu'il nous soit donné de goûter sur la terre.

Bossuet, dans son oraison funèbre de la princesse Palatine, de cette Anne

de Gonzagues, « qui réunissait, dit-il, en elle, avec le sang de Gonzagues et « de Clèves, celui des Paléologue, celui de Lorraine et celui de France, par « tant de côtés, » croyait ne pouvoir élever plus haut la gloire des ancêtres de cette princesse qu'en faisant ressortir l'immensité de leurs aumônes. « Le « duc son père, ajoute-t-il, avait fondé dans ses terres de quoi marier tous « les ans soixante filles; » et Anne de Gonzagues, digne elle-même d'un tel père, écrivait à celui qu'elle chargeait de répandre ses dons : « Je suis ravie « que l'affaire de nos bonnes vieilles soit si avancée; achevons vite, ôtons « vitement cette bonne femme de l'étable où elle est et la mettons dans un « de ces petits lits. » Et ailleurs : « Dieu me donnera peut-être de la santé « pour aller servir cette paralytique; au moins je le ferai par mes soins si les « forces me manquent; et, joignant mes maux aux siens, je les offrirai plus « hardiment à Dieu. » Avais-je raison, messieurs, de m'écrier, le jour où je recevais l'insigne honneur de m'asseoir au milieu de cette illustre compagnie, que *la France est le pays de l'aumône!*—Oui, la France de tous les temps, de toutes les époques, a été le pays de la bienfaisance, de la sympathie pour le malheur, de l'égalité devant Dieu avant d'être celui de l'égalité devant la loi; puissent notre civilisation et nos lumières ne rien ôter, ajouter même aux qualités du cœur! puissions-nous dans notre société nouvelle ne former qu'une seule et même famille, où le pauvre sans envie et le riche sans défiance remplissent chacun les devoirs que la Providence lui impose, et donnent l'exemple des mêmes vertus!

V. DE MARS.